

MUTUELLES DE SANTÉ : RÉVÉLATIONS SUR L'INCROYABLE DISPARITÉ DES FRAIS DE GESTION

FRANCE — LIRE PAGE 8



Belo Monte, le barrage géant du Brésil qui a vaincu les Indiens

ENQUÊTE — LIRE PAGES 18-19

Vendredi 25 avril 2014 - 70^e année - N°21545 - 2 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr —

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

Hollande et Valls affrontent l'exaspération des électeurs et des députés

■ Le président a été chahuté à Carmaux, la ville de Jaurès. Le premier ministre ne parvient pas à calmer la fronde parlementaire

De retour à Carmaux (Tarn) pour rendre hommage à Jean Jaurès, mercredi 23 avril, François Hollande a reçu un accueil glacial de la part d'une population qui l'avait acclamé sur la même place deux ans plus tôt. Sifflets et critiques acerbes se sont fait entendre dans ce fief socialiste.

A Paris, Manuel Valls ne parvient pas à calmer la colère d'une partie des élus, qui menacent de ne pas le soutenir si le plan d'économies n'est pas sévèrement amendé. « Je n'ai pas été élue pour ça », s'empare une députée socialiste. « On a l'impression de servir de punching-ball », s'insurge un autre. ■ LIRE PAGE 6

CATHERINE MILLET ILLUMINE SES PREMIERS PAS

■ Avec « Une enfance de rêve », l'écrivaine fait de ses jeunes années un chef-d'œuvre bouleversant

LE MONDE DES LIVRES

LEA CRESPI/PASCO



Feu le processus de paix israélo-palestinien

Il faudrait être d'un optimisme irénique pour saluer avec enthousiasme la reprise de négociations entre Israéliens et Palestiniens», écrivions-nous, ici même, il y a neuf mois. Mais la reprise du dialogue entre Israël et l'Autorité palestinienne, à l'initiative du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, avait fait naître le mince espoir d'un accord de paix israélo-palestinien.

Après tant d'autres, cette occasion est en passe d'être manquée. L'annonce, mercredi 23 avril, d'un accord de réconciliation entre les frères ennemis palestiniens – le Fatah, par-

En effet, si le Fatah et l'Autorité palestinienne privilégient une coexistence pacifique avec Israël, le Hamas prône la lutte armée et persiste à vouloir établir un Etat palestinien « de la mer au fleuve » (autrement dit de la Méditerranée au Jourdain), ce qui revient peu ou prou à nier l'existence d'Israël.

Certes, l'histoire des relations tumultueuses entre les deux principales composantes du mouvement palestinien oblige à relativiser la portée de la « décision historique » proclamée mercredi à Gaza. Mais tout indique que les pourparlers de paix entamés en juillet 2013 entre Israéliens et Palestiniens n'avaient pas besoin d'une cause extérieure pour déboucher, à nouveau, sur une impasse. Ces neuf mois de laborieuses tractations, qui arrivent à leur terme le 29 avril, n'ont même pas permis d'aborder les principaux désaccords (frontières, réfugiés, colonisation, statut de Jérusalem) et de progresser vers la création d'un Etat palestinien.

Si cet échec est consommé dans quelques jours, Israéliens et Palestiniens ne seront pas forcément les premières victimes : avant que débute ce cycle de pourparlers, le processus

de paix était resté en jachère pendant trois ans. Cette vacance des négociations peut reprendre, toujours accompagnée du risque d'une brusque explosion de violence.

Il ne fait en revanche aucun doute que le secrétaire d'Etat John Kerry vient de subir un grave revers personnel, qui rejaillit sur le prestige d'une diplomatie américaine déjà mal-en-point, en particulier au Proche-Orient. L'enthousiasme initial de l'ancien sénateur du Massachusetts a été douché au fur et à mesure qu'il était confronté à la complexité d'une réalité proche-orientale qu'il croyait bien connaître.

L'objectif d'un accord de paix définitif pour la création d'un Etat palestinien a laissé place à un projet d'« accord-cadre », auquel a succédé l'ambition minimaliste d'un consensus sur les grands principes d'une incertaine négociation. In fine, il ne s'agissait plus que de résoudre la question de la libération de 26 prisonniers palestiniens, et d'inventer quelques artifices pour prolonger des discussions parfaitement stériles...

Il n'y a, décidément, pas de miracles en Terre sainte. Hélas ! ■ LIRE PAGE 4

ÉDITORIAL

ti de Mahmoud Abbas, et le Hamas, le mouvement islamiste au pouvoir à Gaza – a probablement mis un terme à ce qu'on n'ose plus qualifier de « processus de paix ». Pour les Israéliens comme pour les Américains, cette apparence d'unité palestinienne retrouvée est contre-nature, aux antipodes de la stratégie indispensable pour aboutir à un règlement de paix négocié.

SCIENCES NOUVEAUX SOUPÇONS SUR LE BISPHÉNOL A

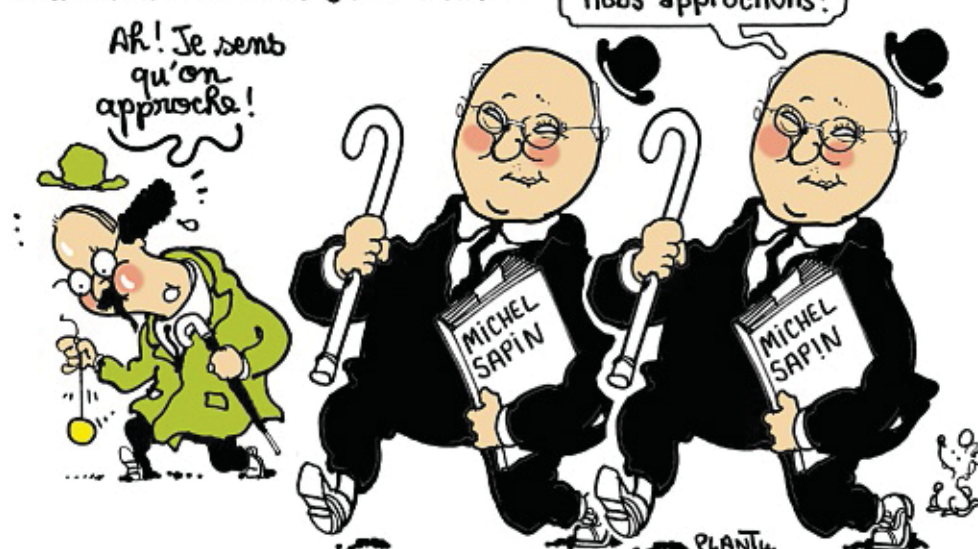
Une étude scientifique révèle de nouveaux effets possibles du perturbateur endocrinien : la molécule, dont l'impact néfaste sur la reproduction est déjà connu, pourrait aussi provoquer des troubles de l'audition.

LIRE PAGE 5



LE REGARD DE PLANTU

OBJECTIF NUL : À LA RECHERCHE DES 50 MILLIARDS



AUJOURD'HUI

La Turquie présente ses «condoléances» aux Arméniens

Le premier ministre Erdogan a fait un geste envers les descendants des Arméniens massacrés en 1915, sans toutefois reconnaître le génocide.

INTERNATIONAL — P. 3

Les déficits sous la barre des 3 % dans la zone euro

Les efforts d'austérité portent leurs fruits. La zone euro a vu son déficit tomber à 3 % en 2013. Sept pays, dont la France, restent hors des clous.

CAHIER ÉCO — P. 3

Essilor dénonce la « casse » de la filière optique

L'entreprise française, leader mondial des verres correcteurs, critique le projet gouvernemental de plafonnement des remboursements de lunettes.

CAHIER ÉCO — P. 4

HORS-SÉRIE
Le Monde **UNE VIE, UNE ŒUVRE**

François Truffaut
Le roman du cinéma

Avec Catherine Deneuve, Jeanne Moreau, Gérard Depardieu, Jean-Pierre L aud...

Quelques jours avant l'ouverture du Festival de Cannes, *Le Monde* a décidé de rendre hommage à *François Truffaut*, pour qui le cinéma était plus important que la vie...

Un hors-série du Monde
7,90 à en kiosque et sur lemonde.fr/boutique

La Russie inquiète les pays de son ancien empire

Plusieurs anciennes républiques soviétiques craignent de subir le même sort que l'Ukraine

Moscou
Correspondante

L'origine d'une crise internationale sans précédent, l'annexion de la Crimée ravive les peurs à la périphérie de la Russie. Face à l'appétit croissant de l'élite russe en uniforme, avide de conquêtes territoriales (Abkhazie et Ossétie en 2008, Crimée en 2014), les anciens Etats du glacis soviétique redoutent de se réveiller un jour sous la botte du « tsar Vladimir », perçu désormais par une large partie de sa population comme « le rassembleur des terres russes ».

Le réveil de l'ours russe inquiète jusqu'en Finlande, où l'adhésion à l'OTAN est évoquée. Rejoindre l'Alliance atlantique tente aussi plus que jamais la Géorgie. Les Etats d'Europe centrale ainsi que les républiques baltes, qui en sont membres, réclament des renforts militaires, tandis que la Moldavie, ex-république soviétique, craint que les chars russes actuellement massés à la frontière orientale de l'Ukraine ne fassent route dans sa direction.

Alors que Chisinau s'apprête, en juin, à finaliser son accord d'association avec l'Union européenne, son enclave russophone de Transnistrie réclame à cor et à cri l'incorporation à la Russie. La situation n'est pas plus réjouissante au sud du pays. Le 2 février, la région autonome turcophone de Gagaouzie a organisé un référendum de bric et de broc, avec un résultat favorable (à 90 %) à l'entrée dans l'Union douanière dominée par Moscou. Depuis, des délégations venues de Transnistrie et de Gagaouzie ont fait plusieurs fois le déplacement dans la capitale russe.

Moscou joue ouvertement avec les nerfs de ses voisins. « Si nos intérêts légitimes (...) étaient attaqués directement, comme par exemple ils l'ont été en Ossétie du Sud, je ne vois pas d'autre alternative que de répondre, dans le respect du droit international », a menacé, mercredi 23 avril, le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors d'une interview à la chaîne, pro-Kremlin, Russia Today.

Aucun des Etats post-soviétiques n'a jamais voulu reconnaître « l'indépendance » de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud, les provinces prises à la Géorgie en 2008 et sur lesquelles des bases militaires ont fleuri. Avec la capture de la Crimée, un autre cap a été franchi. Désormais, même les plus fidèles alliés de Moscou au sein de l'Union douanière (Biélorussie, Kazakhstan, Arménie) ne se sentent pas à l'abri d'une annexion.

Le Kazakhstan, qui possède une large population russe et dont les



Funérailles d'un des trois miliciens prorusses tués dans la nuit du 19 au 20 avril aux abords de la ville de Sloviansk (est de l'Ukraine). MARIA TURCHENKOVA POUR « LE MONDE »



steppes du nord sont « des terres russes », comme le rappelait Alexandre Soljenitsyne à son retour d'exil en 1994, garde le silence mais n'en pense pas moins. Prudente, la « locomotive » de l'Asie centrale ex-soviétique, s'est abstenue, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, le 27 mars, de se prononcer sur la résolution condamnant l'annexion de la Crimée et soutenant l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, partenaires de la Rus-

sie au sein des BRICS, ont fait de même. Seuls onze pays se sont montrés favorables à la capture de la Crimée, dont la Biélorussie et l'Arménie, qui ont voté pour, tout comme la Corée du Nord et le Zimbabwe.

C'était compter sans l'humeur frondeuse du président biélorusse Alexandre Loukachenko. Décrit comme l'allié le plus dévoué de la Russie, avec laquelle son pays forme, depuis 1998, une vague « confédération », il a ces derniers temps multiplié les critiques envers les

faucons du Kremlin, prenant le contre-pied de la position russe sur l'Ukraine, comme s'il se sentait menacé d'annexion lui aussi.

Le torchon brûle entre Moscou et Minsk depuis le 13 mars, jour où Moscou a annoncé l'envoi de ses avions de chasse sur l'aéroport biélorusse de Bobrouïsk, pour protéger sa cousine slave des visées de l'OTAN. La moutarde est montée au nez de M. Loukachenko quand les télévisions russes ont présenté ce renfort aérien comme une demande de Minsk, de même que l'installation d'une base militaire flambant neuve gérée par Moscou, fixée à 2015. « Vous feriez mieux de dire que c'est vous qui le réclamez. Bien que la question ait été réglée au mieux de nos intérêts, vous devez cesser de vous comporter de cette façon », a-t-il fulminé à l'adresse d'Alexandre Sourikov, l'ambassadeur de Russie à Minsk, selon un récit fait à la presse par une source diplomatique sur place.

Mardi 22 avril, jour de son adresse annuelle au parlement et à la population, le « Batka » (le « père », en biélorusse) a fustigé les visées

expansionnistes russes, condamnant le projet de fédéralisation de l'Ukraine caressé par Vladimir Poutine. « Une fois la partition Est-Ouest actée juridiquement, par les Ukrainiens eux-mêmes, quelqu'un

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko multiplie les critiques envers les faucons du Kremlin

pourrait chercher à confisquer un bout du pays », a-t-il mis en garde.

Fidèle à sa faconde, l'ancien président de kolkhoze a prévenu qu'il n'irait pas à Kiev « juché sur un tank » mais « sur un tracteur » (dont la Biélorussie est grande productrice), « avec une charrue, histoire d'aider les Ukrainiens à semer ».

Vantant les qualités du président ukrainien par intérim Olexandre Tourtchinov, qu'il a reçu dans un de ses palais le 29 mars, il l'a décrit comme « un homme bien,

honnête, qui a de la religion. Auteur de dizaines d'ouvrages, titulaire d'un doctorat, il est un peu nationaliste, c'est vrai, mais il est normal. Loin d'être l'incarnation du mal absolu, il est juste pro-ukrainien. »

Pour lui, le fait que la Russie « tente de peser de tout son poids historique tandis que les frontières sont détruites sous nos yeux » est une source d'inquiétude. Il a encore déclaré : « Si Loukachenko se retrouve aujourd'hui du côté de la révolution démocratique-libérale en Ukraine, il faut y voir le résultat du travail effectué par l'entourage de Poutine. »

Et tant pis si les « frères russes » déplorent son franc-parler, Alexandre Loukachenko est résolument opposé « au chaos plus ou moins gérable qui a été créé en Ukraine ». Il va jusqu'à prédire « l'échec de la politique étrangère de Poutine sur toute la ligne, non seulement en Ukraine et aux Etats-Unis, mais aussi en Biélorussie ». Pour finir, il a invité ses concitoyens à défendre « l'indépendance du pays par tous les moyens ». ■

MARIE JÉGO

La France et l'Allemagne tentent de rassurer la Moldavie et la Géorgie

Chisinau (Moldavie),
Tbilissi (Géorgie)
Envoyé spécial

La portée du symbole n'aura échappé à personne. Au moment où la Russie accentue sa campagne de déstabilisation en Ukraine, les ministres des affaires étrangères français et allemand effectuaient leur premier voyage officiel commun en Moldavie et en Géorgie, deux ex-petites républiques soviétiques qui tentent, vaillamment, de tenir tête aux velléités expansionnistes de Moscou.

Laurent Fabius et Frank-Walter Steinmeier devaient poursuivre, jeudi 24 avril à Tbilissi, la capitale de la Géorgie, le déplacement qui les avait d'abord conduits, la veille, en Moldavie, où aucun chef de la diplomatie française ne s'était rendu depuis l'indépendance de ce pays, proclamée dans la foulée de l'effondrement de

l'URSS en 1991. Le choix de ces deux Etats, peuplés d'à peine 4 millions d'habitants chacun, dépasse de loin leur minuscule poids démographique.

La Géorgie et la Moldavie sont les deux seuls rescapés du Partenariat oriental entre l'Union européenne (UE) et six anciens pays du bloc soviétique, à commencer par l'Ukraine, dont le refus de signer un accord d'association avec l'UE, en novembre dernier, a entraîné le soulèvement de Maïdan.

La Géorgie et la Moldavie se trouvent du coup en première ligne de la bataille d'influence à laquelle se livrent la Russie et les Occidentaux sur les marges de l'ex-empire soviétique. Après l'Ukraine, l'enjeu est de démontrer que les Européens sont prêts à soutenir les aspirations de pays qui tentent d'échapper à la tutelle étouffante de Moscou. L'épreuve de force est d'autant plus symbolique que la Moldavie et la Géorgie

sont les deux pays les plus pro-occidentaux de l'ancienne sphère soviétique.

Mais la marge de manœuvre est étroite. Tant la Moldavie que la Géorgie savent jusqu'où peuvent aller les représailles de la Russie, qui n'a pas hésité à intervenir militairement dans ces deux pays. Elle occupe une partie du territoire géorgien, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Elle contrôle en sous-main la république fantôme auto-proclamée de Transnistrie, région orientale de la Moldavie.

Après la Crimée, la Transnistrie ? La question était d'ailleurs sur toutes les lèvres, mercredi, à Chisinau, la capitale moldave, où les autorités redoutent plus que jamais des provocations émanant de cette enclave séparatiste prorusse de Moldavie, dont le Parlement a appelé la Russie, le 16 avril, à reconnaître son indépendance. Le président russe, Vladimir Poutine, a ouvertement laissé planer la

menace de la sécession en affirmant que la Transnistrie devait pouvoir « décider de son propre sort ». Une crainte partagée par les Européens. « Si nous pouvions avoir confiance dans les Russes, nous n'aurions pas eu besoin de faire ce voyage commun », a commenté un diplomate allemand.

Les autorités moldaves redoutent des provocations émanant de l'enclave séparatiste de Transnistrie

Dans ce contexte, Iurie Leanca, le premier ministre moldave, à la tête d'une coalition pro-européenne, a salué la présence à ses côtés des deux poids lourds de la diplomatie européenne en « cette période déterminante pour notre histo-

re ». Au-delà des engagements commerciaux contenus dans l'accord d'association, c'était surtout l'affichage politique de ce soutien franco-allemand qui comptait pour les Moldaves, alors que la Russie déploie déjà toute sa panoplie de pressions : embargo contre les vins et autres produits agricoles moldaves, limitation des séjours des travailleurs migrants en Russie, dont les transferts financiers sont cruciaux à la survie économique du pays, et chantage sur les tarifs du gaz.

Mais MM. Fabius et Steinmeier étaient aussi venus délivrer un autre message, à destination cette fois-ci de la Russie. Un message « d'apaisement », d'après un diplomate français. Lors de leur conférence de presse avec le chef du gouvernement moldave, ils ont répété à plusieurs reprises que l'accord d'association de l'UE avec la Moldavie et la Géorgie « n'est pas dirigé contre

quelqu'un », dans une allusion claire à la Russie.

Laurent Fabius a souligné que le partenariat avec l'UE ne visait pas à « ériger d'autres barrières sur le continent » européen et n'excluait pas de « bonnes relations avec la Russie ». Une façon implicite de dire que les Européens comprennent les « lignes rouges » fixées par la Russie aux pays de sa périphérie : pas d'adhésion à l'UE, et encore moins à l'OTAN.

Malgré ces limites, les Moldaves s'apprêtent à profiter de la première retombée tangible de leur partenariat avec l'UE. A compter du lundi 28 avril, ils n'auront plus besoin de visas pour se rendre en Europe. L'événement – qui sera célébré par un concert géant à Chisinau – est annoncé par d'énormes affiches placardées sur la façade du siège du gouvernement : « Venez fêter la Moldavie européenne ! » ■

YVES-MICHEL RIOLS

La justice russe s'acharne contre l'opposant Alexeï Navalny

Le blogueur anticorruption, jugé pour escroquerie, risque dix années de camp

Moscou
Correspondante

La justice russe risque de ne pas sortir grandie du procès de l'opposant Alexeï Navalny, qui s'ouvre jeudi 24 avril à Moscou. Le blogueur anticorruption, accusé, ainsi que son frère Oleg, d'avoir escroqué la firme française de cosmétiques Yves Rocher, risque jusqu'à dix années de camp.

Les deux hommes sont soupçonnés d'avoir détourné 26 millions de roubles (592 000 euros), au préjudice d'Yves Rocher Vostok, filiale russe de la société.

Les faits se seraient produits en 2008, quand Oleg Navalny était le chef du département des envois à la poste russe. Yves Rocher avait alors signé, avec la société de transport contrôlée par les frères, un contrat décrit par la suite comme peu avantageux pour un service largement surfacturé – en un mot, une escroquerie.

L'affaire se corse en décembre 2012 lorsque Bruno Leproux, alors directeur français de la société Yves Rocher Vostok, dépose une plainte auprès du Comité d'enquête. La célérité manifestée alors par les enquêteurs, prompts à interroger et à perquisitionner le domicile de l'opposant et ceux de ses proches, avait suscité les interrogations de la presse, convaincue que le zèle du Comité d'enquête témoignait de l'intérêt ressenti en haut lieu pour cette plainte. La société française avait très certainement fait l'objet de pressions de la part des autorités, expliquait la blogosphère. Des appels à boycotter les produits Yves Rocher étaient apparus sur la Toile.

Les frères s'étaient empressés de dénoncer une manipulation grossière. Certes, leur société avait bien signé un contrat avec Yves Rocher Vostok pour l'expédition de produits cosmétiques vers une région de la Russie centrale, mais il s'agissait d'une banale activité commerciale. La filiale de l'entreprise française y avait d'ailleurs mis fin au bout de trois ans, une fois le contrat arrivé à échéance, sans qu'il ait jamais été question d'escroquerie.

L'audience qui s'ouvre jeudi à Moscou fait resurgir le spectre de

la condamnation de l'opposant à cinq ans de prison avec sursis dans l'affaire Kirovles, une autre accusation de filouterie cousue de fil blanc prononcée en juillet 2013. Avocat de formation, critique farouche de Vladimir Poutine – y compris sur l'Ukraine, ce qui est plutôt rare parmi les opposants russes –, il est devenu populaire en dénonçant sur son blog la corruption qui fleurit dans l'entourage du maître du Kremlin.

Assigné à résidence

Adulé par l'homme de la rue qui le perçoit comme un justicier, l'opposant est aujourd'hui la bête noire de l'élite russe. Assigné à résidence, il a l'interdiction d'utiliser Internet et le téléphone tandis que son blog, jusque-là relayé par sa femme Marina, a été bloqué en mars par la censure.

Alors que l'étau se resserre autour de l'opposant, les procédés employés par la justice russe sont kafkaïens. Selon la loi russe, la défense n'a accès qu'au tout dernier moment au dossier instruit par le parquet (157 tomes pour l'affaire Yves Rocher contre Navalny). Le prévenu vient ainsi tout juste d'apprendre que la société Yves Rocher avait retiré sa plainte depuis belle lurette, ce qui n'empêchera pas le procès de se tenir.

« Le retrait est sans conséquences, les perquisitions et les interrogatoires ont continué comme si de rien n'était, tandis qu'Yves Rocher continue de garder le silence », déplore l'opposant sur son blog, défiant l'interdiction qui lui est imposée de communiquer avec l'extérieur.

L'écrivain Boris Akounine, qui séjourne souvent en France, s'en est ému. Dans une lettre ouverte adressée à la société Yves Rocher, il déplore que l'entreprise française ait « aidé le pouvoir poutinien à isoler » Alexeï Navalny, « l'homme qui combat la corruption étatique avec le plus d'audace et de constance ». « Si le plus célèbre opposant russe va en prison à cause de l'entreprise française la plus connue en Russie, le nom d'Yves Rocher sera synonyme de honte », prévient-il. ■

M. JÉ.

M. Erdogan présente ses « condoléances » aux Arméniens pour les massacres de 1915

Ce geste symbolique intervient à la veille de la date anniversaire du déclenchement du génocide

Istanbul
Correspondance

Pour la première fois depuis 1915, la Turquie, dans un communiqué officiel publié mercredi 23 avril sur le site du premier ministre, a présenté ses « condoléances » aux descendants des 900 000 Arméniens, massacrés il y a près d'un siècle par les troupes ottomanes. « Nous souhaitons que les Arméniens qui ont perdu la vie dans les circonstances qui ont marqué le début du XX^e siècle reposent en paix et nous exprimons nos condoléances à leurs petits-enfants », a déclaré Recep Tayyip Erdogan dans cette longue mise au point, qui a été rendue publique la veille du 24 avril, le jour annuel de commémoration.

Le reste de son message est plus conforme à la ligne de déni poursuivie par l'Etat turc depuis sa fondation en 1923. La reconnaissance du caractère génocidaire de ces crimes et la question des responsabilités sont loin d'être à l'agenda. Mais pour le journaliste arménien d'Istanbul Etyen Mahçupyan, l'acte est « très important » : « Cette allusion est une première, même symbolique ».

L'annonce a été publiée en huit langues, dont l'arménien, pour donner une portée internationale au message. Par cette opération, le premier ministre turc et le ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoglu – dont le style transparaît tout au long du texte – ont pris tout le monde de court et ont pimenté la tâche des conseillers de Barack Obama et de François Hollande. Les présidents américain et français doivent tous deux prononcer une allocution jeudi.

La Maison Blanche marque chaque année le 24 avril mais évite généralement de prononcer le mot génocide. M. Hollande participe, lui, à une cérémonie officielle à Paris, quelques mois après une visite en Turquie au cours de laquelle il avait appelé Ankara à « faire son travail de mémoire ». A Istanbul, une cérémonie publique en mémoire des victimes du génocide se tient sur la place Taksim, à 19 h 15.

La prise de position d'Ankara a été accueillie avec scepticisme par les Arméniens à travers le monde



Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, mercredi 23 avril, au Parlement, à Ankara. AP

et par la société civile turque qui s'est engagée dans la reconnaissance du génocide de 1915. Pour le politologue Cengiz Aktar, l'un des intellectuels turcs qui avaient initié une demande publique de « pardon » aux Arméniens en 2008, « il ne faut pas tirer de conclusion hâtive sur une reconnaissance dans la

« Les Arméniens ont perdu la vie, mais on ne sait pas comment ils l'ont perdue et qui la leur a prise »

Osman Kavala
Homme d'affaires

perspective du centenaire ». « Les condoléances ne sont pas des excuses », souligne pour sa part l'universitaire Ahmet Insel, autre acteur de cette évolution. « C'est un petit pas, mais pas une rupture profonde. C'est le pas en avant, très lent, de la société turque sur la question. »

L'homme d'affaires et mécène Osman Kavala note que, dans le discours de M. Erdogan, « les Arméniens ont perdu la vie, mais on ne sait pas comment ils l'ont perdue et

qui la leur a prise ». La Turquie admet en partie les déportations et les massacres mais refuse catégoriquement le qualificatif de génocide. Au contraire, M. Erdogan fustige toujours les revendications de ceux qui « utilisent les événements de 1915 comme prétexte pour créer de l'hostilité contre la Turquie ».

Politiquement, l'appel lancé par le premier ministre turc est « une répétition pour 2015, car la Turquie se positionne pour tenter de sortir de l'affrontement stérile entre la revendication et la posture négationniste », estime M. Insel.

Ankara s'inquiète devant la campagne de mobilisation et d'information qui s'annonce à travers le monde, mais aussi en Turquie, pour l'année du centenaire. Et sous l'impulsion de M. Davutoglu, elle a essayé d'affiner sa stratégie. La nouvelle rhétorique turque parle de « souffrances partagées » des citoyens de l'empire ottoman

et met sur le même plan le sort des Arméniens et celui des « musulmans » victimes de massacres dans les Balkans. Les descendants des victimes n'y voient souvent qu'une forme plus sophistiquée de négation. « Reconnaître les souffrances de chacun n'exclut pas de reconnaître les spécificités de chacune de ces souffrances », a répondu mercredi, depuis Erevan, Giro Manoyan, le secrétaire général de la Fédération révolutionnaire arménienne, qui possède de solides réseaux dans la diaspora.

En 2015, Ankara pourrait aussi jouer la carte de la concurrence des mémoires, sur fond de centenaire de la première guerre mondiale. De fastueuses cérémonies, en présence de nombreuses délégations étrangères, sont prévues pour l'anniversaire du déclenchement de la bataille des Dardanelles, le 25 avril. ■

GUILLAUME PERRIER

Matteo Renzi entrouvre les archives secrètes de la justice

Des documents sur les assassinats commis en Italie dans les années 1960 et 1970 sont déclassifiés

Rome
Correspondant

Milan, Piazza Fontana, 12 décembre 1969 : 17 morts, 88 blessés ; Gioia Tauro, 22 juillet 1970, « train du soleil » : 6 morts, 66 blessés ; Petenao, 31 mai 1972 : 3 morts ; Brescia, Piazza Della Loggia, 28 mai 1974 : 8 morts, 102 blessés ; train Italicus, 4 août 1974 : 12 morts, 48 blessés ; au large de l'île d'Ustica, 27 juin 1980, un DC 9 de la compagnie Itavia abattu en plein vol : 81 morts ; gare de Bologne, 2 août 1980 : 85 morts, 218 blessés ; tunnel de San Benedetto, train rapide n° 904 : 17 morts, 267 blessés. Huit attentats, huit massacres, huit procédures, dont cinq se sont terminées sans coupables.

Pendant près de vingt ans, l'Italie a vécu au rythme de ces violences. Celles-ci ont été le plus souvent attribuées à l'extrême droite. Les condamnations, quand elles ont été prononcées, ne sont pas parvenues à éloigner les doutes quant à une manipulation des services secrets italiens et étrangers et d'une « partie dévoyée » d'entre eux, convaincue que la stratégie de la terreur

serait le prélude à l'installation d'un « Etat fort ».

Respectueux de sa volonté de « transparence », Matteo Renzi, le président du conseil, a annoncé dimanche 20 avril dans un entretien au quotidien *La Repubblica*, avant de signer mardi – devant les caméras et les photographes –, la directive permettant de verser aux archives de l'Etat, dans l'ordre chronologique, les pièces de ces procès tronqués ou inachevés. « C'est un devoir vis-à-vis des victimes de ces événements, qui sont une tache sombre sur notre mémoire », a expliqué M. Renzi.

Jusqu'à présent, l'accès aux pièces des dossiers judiciaires ne pouvait intervenir qu'après quarante ans pour les procédures pénales, cinquante ans en cas d'implication pour la politique intérieure ou extérieure du pays, et soixante-dix ans si elles contenaient des données sensibles et personnelles (santé, orientation sexuelle, relations familiales). En outre, certains documents, portant la mention « confidentiel » ou « hautement confidentiel » ne pouvaient en aucun cas être rendus publics.

Concrètement, les historiens vont donc avoir accès aux éléments

declassifiés des procédures portant sur ces fameux « mystères italiens ». Mais nombreux sont les magistrats à évoquer « un coup d'épée dans l'eau ». Ceux-ci notent que ces documents ont déjà fait l'objet, pour certains d'entre eux, de publication dans des journaux ou des livres et que ceux, non versés à la procédure et toujours entre-

« C'est un devoir vis-à-vis des victimes de ces événements, qui sont une tache sombre sur notre mémoire »

Matteo Renzi
président du conseil italien

les mains de certains ministères (défense, intérieur), ne sont pas concernés par la directive signée par le président du conseil.

En outre, argument-ils, le secret d'Etat n'a jamais été opposable en cas d'attentat. Pourtant, une série de règlements contradictoires rendait l'accès aux documents de procédure quasi-impossible. Mais

peut-être faut-il préciser que les magistrats qui auraient volontairement écarté des éléments d'une enquête pour épargner de potentiels complices risquent des poursuites.

« C'est une bonne chose », soutient Carlo Mastelloni, procureur de Trieste, qui s'est occupé de plusieurs de ces enquêtes sensibles et inabouties. « Mais ne nous faisons pas d'illusions, poursuit-il. On risque de se noyer dans des documents sans intérêt. Beaucoup ont été estampillés "secret d'Etat" avec désinvolture. Nous savons, en outre, que le Sismi [le service d'information et de sécurité militaire, dissous en 2007] a détruit de nombreux documents. »

Cette mesure, dans son apparente simplicité, permettra peut-être à l'Italie de faire la paix avec une partie de son passé récent. Elle lui offrira, aussi, la possibilité de sortir de l'incessante polémique entre les tenants d'une complicité de l'Etat s'appliquant à désorienter les enquêtes pour les faire aboutir à des impasses, et ceux qui croient à l'implication de groupuscules incontrôlés. Quelque chose, au moins, sera rendu public. ■

PHILIPPE RIDET



Pas sans la recherche et pas sans vous.

La Fondation ARC, reconnue d'utilité publique, est la première fondation française 100 % dédiée à la recherche sur le cancer. Notre mission : déployer une stratégie scientifique innovante qui bénéficie directement aux patients.

Nos moyens d'action : identifier, sélectionner et mettre en œuvre, en France et à l'international, les meilleurs projets de recherche.

Notre objectif : accélérer l'histoire et guérir 2 cancers sur 3 d'ici 10 ans.

Réduisez votre ISF à hauteur de 75 % de votre don.

Réduisez votre Impôt sur le Revenu à hauteur de 66 % de votre don.

Tous les détails sur www.fondation-arc.org



Faites un don à la Fondation ARC. Rejoignez-nous sur www.fondation-arc.org ou envoyez votre chèque à la Fondation ARC BP 90003 - 94803 VILLEJUIF CEDEX



Aux Etats-Unis, la discrimination positive perd du terrain

La Cour suprême confirme l'interdiction au Michigan des quotas en faveur des minorités

New York
Correspondant

La Cour suprême des Etats-Unis vient de porter un coup à la politique de « discrimination positive » en confirmant, mardi 22 avril, l'interdiction décrétée en 2006 par l'Etat du Michigan d'utiliser l'appartenance à une minorité comme critère d'admission dans l'enseignement supérieur public. A une large majorité – six juges contre deux, le neuvième s'étant récusé –, la plus haute juridiction du pays a estimé que la loi du Michigan était conforme à la Constitution des Etats-Unis.

En 2003, la Cour suprême avait estimé que la race pouvait être utilisée comme un critère parmi d'autres pour favoriser la diversité. Mais en 2006, en réponse à cette décision, et sous la pression des opposants à la « discrimination positive », le Michigan avait modifié sa Constitution par référendum.

L'amendement, approuvé par 58 % des électeurs, avait interdit la discrimination ou les traitements préférentiels « en fonction de la race, du sexe, de la couleur de peau, de l'ethnie ou de l'origine », aussi bien dans les universités et les écoles publiques, que lors du recrutement pour des emplois publics.

« Injuste »

Mais des associations favorables à la « discrimination positive » avaient attaqué à leur tour cette décision devant la cour d'appel de Cincinnati, compétente pour le Michigan. Celle-ci, à une très courte majorité (8 votes contre 7), avait estimé en 2012 que la loi du Michigan allait à l'encontre du quatorzième amendement de la Constitution américaine sur la « clause de protection égale », instaurant l'égalité des citoyens devant la loi.

La Cour suprême en a donc décidé autrement, jugeant que les électeurs avaient le droit de changer leur Constitution pour interdire à leurs universités une telle politique. Dans cette affaire, la question « n'est pas de savoir si le débat sur les préférences raciales doit être

résolu. Il s'agit de savoir qui doit le résoudre », a souligné le juge Anthony Kennedy, qui a voté avec la majorité de la Cour suprême.

Le ministre de la justice du Michigan, Bill Schuette, s'est félicité de la décision : « *La Constitution de notre Etat requiert une égalité de traitement pour l'admission à l'université, parce qu'il est fondamentalement injuste de traiter les gens différemment selon la couleur de leur peau.* »

Parmi les opposants à cette décision qui a nécessité cinq mois de délibérations, les juges Ruth Bader Ginsburg et Sonia Sotomayor. Cette dernière, d'origine portoricaine, a elle-même bénéficié de discrimination positive pour intégrer l'université de Princeton (New Jersey).

A l'issue de la décision, elle a déclaré que celle-ci bafouait les droits des minorités, même si l'amendement a été adopté démocratiquement par l'Etat du Michigan. « *La Constitution ne protège pas les minorités raciales des défaites politiques*, estime-t-elle. *Mais cela ne doit pas donner le champ libre à la majorité pour ériger des barrières sélectives contre les minorités raciales.* »

Le concept de « discrimination positive » est né de la lutte pour les droits civiques dans les années 1960. Toutefois, les quotas ethniques furent remis en cause dès 1978 par une décision de la Cour suprême, l'arrêt Bakke, qui enjoignait les universités à promouvoir la diversité, mais sans la chiffrer.

Depuis, huit Etats ont interdit la « discrimination positive » pour les procédures d'admission universitaires. C'est le cas du Texas (depuis 1997), de la Californie (1998) ou de la Floride (2001). Dès lors, les établissements les plus sélectifs de ces Etats ont connu une chute sensible du nombre d'étudiants noirs et hispaniques. A l'université de Michigan Ann Arbor, le nombre de Noirs a baissé de 33 % depuis 2006, alors que les inscriptions augmentaient de 10 %. « *Les chiffres ne mentent pas* », conclut Sonia Sotomayor. ■

STÉPHANE LAUER

Le rapprochement des Palestiniens du Hamas et du Fatah mécontente Israël

Les deux formations annoncent un gouvernement d'union face au blocage du processus de paix

Jérusalem
Correspondant

Des milliers de Gazaouis sont descendus dans les rues, mercredi 23 avril, pour saluer l'annonce d'un accord de réconciliation interpalestinienne. Celui-ci porte sur la formation d'un gouvernement d'union dirigé par Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, et sur l'organisation d'élections parlementaires et présidentielle dans un délai de six mois. Ces scènes de liesse en ont rappelé d'autres : celles qui s'étaient déroulées le 4 mai 2011, après la signature, au Caire, d'un accord de réconciliation entre le Fatah (le parti de M. Abbas) et le Hamas, le mouvement islamiste au pouvoir à Gaza.

A l'époque, il était question de former un gouvernement de « technocrates », et M. Abbas avait affirmé que les Palestiniens avaient décidé « *de tourner pour l'éternité la page noire de la division* ». Mercredi, il a été précisé que le « *gouvernement indépendant* » qui sera composé « *d'ici à cinq semaines* », réunira des « *experts* ».

A ce stade, il ne s'agit encore que d'un « *accord de principe* », ce qui suffit à en relativiser la portée. Car l'accord du Caire, à l'instar de celui de Doha, signé le 7 février 2012 dans la capitale qatarie, n'a jamais été appliqué, et il en est de même des nombreuses tentatives de réconciliation qui se sont succédé depuis 2007.

En 2011, Benyamin Nétanyahou avait souligné que M. Abbas devait « *choisir entre la paix avec Israël et la paix avec le Hamas* ». Mercredi, le premier ministre israélien a répété cette position : « *M. Abbas a choisi le Hamas et non la paix ; quiconque choisit le Hamas ne veut pas de la paix* ». A titre de représailles, le gouvernement israélien a annulé la séance de discussions qui devait avoir lieu dans la soirée avec les négociateurs palestiniens, et les Etats-Unis ont estimé que cet accord ne peut que « *compliquer* » leurs efforts de médiation.

Si la réconciliation interpalestinienne est jugée improbable, c'est en raison des profondes divergen-



Azzam Al-Ahmad, représentant du Fatah, Ismaïl Haniyeh, premier ministre de la bande de Gaza, et Moussa Abou Marzouk, numéro 2 du Hamas, annoncent à Gaza, le 23 avril, leur réconciliation politique. S. SALEM/REUTERS

ces entre les deux formations. Outre une opposition fondamentale s'agissant de la stratégie vis-à-vis d'Israël (le Hamas prône la lutte armée), l'organisation d'élections parlementaires et présidentielle supposerait que les deux partis puissent faire librement

« M. Abbas a choisi le Hamas (...). Quiconque choisit le Hamas ne veut pas de la paix »

Benyamin Nétanyahou
premier ministre israélien

campagne à la fois en Cisjordanie et à Gaza, sous la protection de leurs services de sécurité respectifs. C'est d'autant plus une gageure qu'Israël n'acceptera jamais la présence d'éléments armés du Hamas en Cisjordanie.

L'annonce d'un accord de réconciliation interpalestinienne est intervenue alors que M. Abbas brandit la menace d'une dissolution de l'Autorité palestinienne. Cet ultime moyen de pression a

pour but d'obtenir des Israéliens des concessions suffisantes pour accepter une prolongation des pourparlers de paix au-delà du 29 avril. L'imminence de cette date butoir, le dangereux vide politique qu'elle créerait faute d'une solution pour faire perdurer un illusoire processus de paix, expliquent la tension grandissante en Israël et en Palestine.

Qu'il s'agisse des affrontements de plus en plus fréquents sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem, de l'enchaînement des violences en Cisjordanie, ou de cette énième tentative pour réunifier le mouvement palestinien, tout concourt à renforcer l'impression d'un tournant politique. Le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, a assuré, mardi 22 avril, qu'il n'est pas question d'envisager un démantèlement de l'exécutif palestinien, tout en assurant que « *les démarches israéliennes ont annulé toute la portée légale, politique, sécuritaire, économique et opérationnelle des prérogatives de l'Autorité palestinienne* ».

Cette ambiguïté a été renforcée par M. Abbas, qui a insisté sur le ris-

que de voir la situation « *échapper à tout contrôle* ».

L'hypothèse du démantèlement de l'Autorité palestinienne, qui reviendrait à remettre à Israël la responsabilité de la gestion administrative et sécuritaire de la Cisjordanie, est prise au sérieux par l'administration américaine. Il s'agirait d'une décision « *extrême* », a souligné la porte-parole du département d'Etat, qui aurait de « *graves conséquences* » pour « *la relation et l'assistance* » (financière) des Etats-Unis envers les Palestiniens.

Tant du côté palestinien qu'israélien et américain, le pessimisme l'emporte s'agissant des chances d'éviter un fiasco du processus de paix. M. Abbas, qui s'est beaucoup investi dans cette stratégie de négociations avec Israël, risque de pâtir de son échec. A 79 ans, le président de l'Autorité palestinienne est avant tout soucieux de son héritage politique. Comme l'objectif de la création d'un Etat palestinien n'a jamais semblé aussi évanescant, la réconciliation palestinienne représente pour lui un espoir, ténu, de succès politique. ■

LAURENT ZECCHINI

Sénégal : retour contrarié d'Abdoulaye Wade sur ses terres

Dakar a retardé l'atterrissage de l'ancien président et interdit la tenue d'un meeting de son parti

Dakar
Envoyée spéciale

Le grand retour de l'ancien président sénégalais Abdoulaye Wade, prévu à Dakar mercredi 23 avril, n'aura finalement pas eu lieu. Parti de Paris dans la matinée, l'avion privé de M. Wade se trouvait, dans la soirée, toujours à l'aéroport de Casablanca, au Maroc. « *L'avion du président Wade n'a pas reçu l'autorisation de décoller du Maroc pour venir au Sénégal* », a déclaré Oumar Sarr, coordinateur du Parti démocratique sénégalais (PDS), le parti de M. Wade, au terme d'une journée marquée par la confusion.

Les proches de M. Wade, qui annoncent son arrivée pour vendredi, ont accusé les autorités d'avoir fait bloquer son appareil pour éviter que ce dernier n'arrive en plein jour. « *L'Etat du Sénégal n'a jamais bloqué l'avion d'Abdoulaye Wade* », s'est défendu le porte-parole du gouvernement, Abdou Latif Coulibaly, expliquant que ce délai était lié à des modifications de dernière minute dans le plan de vol et d'atterrissage.

Depuis son annonce il y a une semaine, le retour d'Abdoulaye Wade fait des remous. L'ancien président du Sénégal, de 2000 à 2012, aujourd'hui âgé de 87 ans, n'est

pas revenu dans son pays depuis sa défaite à l'élection présidentielle de 2012 face à Macky Sall. Sur tout, sa venue intervient alors que la justice sénégalaise a annoncé la tenue en juin du procès de Karim Wade, son fils et ancien ministre, emprisonné depuis un an à Dakar pour enrichissement illicite.

Ces derniers jours, M. Wade, souvent qualifié « *d'animal politique* », n'avait pas manqué de faire monter la pression. Depuis sa résidence à Versailles, où il vit depuis deux ans, l'ancien chef d'Etat avait accusé son successeur de mener « *une chasse aux sorcières* » contre ses ex-collaborateurs et son fils. Si Macky Sall ne libère pas « *les innocents de prison* », « *[il] n'hésite[ra] pas à utiliser tous les moyens légaux pour combattre son régime* », avait-il averti, tout en assurant ne pas vouloir déstabiliser le gouvernement.

Abondamment repris par la presse sénégalaise, les propos de M. Wade ont tendu le climat politique à Dakar. S'y est ajouté, mercredi matin, le refus du préfet de Dakar d'autoriser le meeting que le PDS souhaitait organiser pour accueillir l'ex-président, toujours secrétaire général de la formation. Une interdiction « *pour menace de troubles à l'ordre public* » qui n'a pas manqué de nourrir les critiques contre le gouvernement.

« *C'est un ancien président. Pour quoi ils ne nous laissent pas l'accueillir ?* », s'interrogeait, mercredi, Fatou Diallo, une jeune militante du PDS. Privés de meeting, les responsables du parti avaient finalement décidé d'organiser un rassemblement au siège de la formation. Dès le début de l'après-midi, les partisans de M. Wade se sont massés devant la permanence du parti et sur le bord de la route menant à l'aéroport, où l'avion de M. Wade devait atterrir à 16 heures. Habillée en bleu et jaune, couleurs du PDS, la foule a scandé pendant plusieurs heures le nom de l'ancien président avant de se disperser dans la soirée, tandis que la présence policière était renforcée dans les rues de Dakar.

Nervosité gouvernementale

Au-delà des rangs du PDS, beaucoup ne comprennent pas l'interdiction faite à ce parti d'organiser son meeting. « *Ce retour est normal, il aurait fallu le gérer comme tel* », souligne le politologue Babacar Justin Ndiaye, chroniqueur pour le site Dakaractu.com. Ces *maladresses pourraient bien finir par lui profiter.* »

Or, si Abdoulaye Wade garde son aura parmi une partie de ses militants, il a été largement battu par Macky Sall en 2012, qui l'avait

emporté avec 66 % des suffrages. Quant au PDS, il est divisé et très affaibli par la défaite de 2012 et les poursuites contre certains de ses responsables soupçonnés d'enrichissement illicite.

En revanche, le retour de M. Wade ne tombe pas au meilleur moment pour les autorités sénégalaises. Il a été précédé par celui d'une autre figure de l'opposition, Idrissa Seck. « *Et après deux années au pouvoir, Macky Sall est face à une situation économique et sociale délicate* », souligne Babacar Justin Ndiaye. Enfin, le président est à la tête d'une coalition très hétéroclite, qui connaît des tensions croissantes à l'approche des élections locales prévues en juin. Dans ce contexte, l'arrivée du remuant chef du PDS pourrait expliquer la nervosité gouvernementale.

Loin de l'aéroport ou des locaux du PDS, la majorité des Dakarais semblait toutefois très détachée. « *En interdisant le meeting, le pouvoir a contribué à faire de ce retour un événement*, regrettait Fadel Barro, l'un des chefs du mouvement Y'en a marre, fer de lance de l'opposition à Abdoulaye Wade en 2012. *Wade ramène le Sénégal dans un climat de politique politicienne, alors que le pays a tellement de défis à relever.* » ■

CHARLOTTE BOZONNET

Nouveaux soupçons sur le bisphénol A

Le perturbateur endocrinien pourrait également avoir des effets néfastes sur le métabolisme

Le bisphénol A (BPA), substance chimique de synthèse entrant dans la composition d'un grand nombre d'objets (plastiques, conserves, canettes, amalgames dentaires, etc.), imprègne 90 % de la population occidentale. C'est un perturbateur endocrinien : ses effets sur le système reproducteur, tant chez l'animal que chez l'homme, sont attribués à sa capacité de tromper les récepteurs des œstrogènes en mimant les hormones censées les activer. Mais des effets supplémentaires, liés à un autre récepteur, viennent pour la première fois d'être mis en évidence in vivo chez un modèle animal, le poisson zèbre.

« Nos résultats suggèrent qu'il ne faut pas étudier le bisphénol A à la seule loupe des questions de reproduction, mais que d'autres effets, sur le métabolisme notamment, doivent être examinés », estime Vincent Laudet, directeur de l'Institut de génomique fonctionnelle de Lyon (ENS Lyon, CNRS, université Lyon-1), qui a dirigé ces travaux, publiés mardi 22 avril dans

le journal de la Fédération des sociétés américaines de biologie expérimentale (Faseb).

L'idée que le BPA puisse interagir avec d'autres récepteurs était dans l'air. Une équipe japonaise a ainsi montré in vitro que le récepteur ERRg (g pour gamma) présentait une forte affinité avec le plastifiant. « En 2011, nous avions découvert que chez les poissons zèbres l'exposition au BPA entraînait des malformations des otolithes, des structures minéralisées situées dans l'oreille interne qui participent à la régulation de l'équilibre », rappelle Vincent Laudet. Nous avons décidé de voir si le récepteur ERRg n'était pas impliqué. »

Oreille interne et équilibre

Son équipe a donc fait varier la quantité de ce récepteur chez le poisson zèbre et a étudié les effets du BPA : « Nous avons établi que, lorsqu'on diminue le nombre des récepteurs, il faut augmenter la dose de bisphénol pour observer un même effet sur l'oreille interne

et inversement », résume Vincent Laudet. Pour le chercheur, ces observations ont plusieurs conséquences en termes de santé publique. D'une part, la recherche de substituts au bisphénol A par l'industrie du plastique devrait prendre en compte non seulement l'affinité de ces composés avec les récepteurs des œstrogènes, mais aussi avec le récepteur ERRg.

D'autre part, le fait que l'affinité entre ce dernier et le BPA soit mille fois plus forte, in vitro, que celle observée avec les récepteurs des œstrogènes, repose la question des valeurs des doses journalières admissibles (DJA) dans les aliments. « Cela pourrait, en outre, expliquer des phénomènes d'effets à faibles doses du BPA, l'ERRg constituant un substrat biologique possible », avance M. Laudet.

Surtout, il conviendrait d'élargir le spectre des effets potentiellement attribuables au bisphénol A. « Sur la souris, des travaux viennent de montrer que l'absence de récepteur ERRg entraîne des problèmes d'audition, précise Vincent Laudet. La question des effets du BPA sur l'audition humaine doit donc être examinée. »

Toujours chez la souris, on a constaté qu'ERRg était impliqué dans le contrôle de la sécrétion de l'insuline, et des sucres dans le foie, ce qui renvoie à des effets métaboliques déjà décrits du BPA. Ce récepteur serait-il aussi la clef pour comprendre l'obésité observée chez des nourrissons exposés au bisphénol ?

Autant de questions, encore sans réponse, posées alors que l'Agence européenne de la sécurité

des aliments (EFSA) a lancé une consultation pour son futur avis sur l'évaluation des risques liés au BPA – avis dont la publication a été repoussée à fin 2014, en raison du grand nombre de commentaires recueillis.

« Avancée majeure »

A l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), Gérard Lafargue estime que l'étude dirigée par Vincent Laudet est « intéressante » et que « ces nouvelles données confortent l'avis de l'Anses sur le BPA », rendu le 9 avril 2013.

Des rapports antérieurs de l'Anses avaient appuyé une proposition de loi déposée par le député (PS) Gérard Bapt, votée en 2012. Parmi les mesures adoptées : l'interdiction en 2013 du BPA dans les contenants alimentaires destinés aux enfants de 0 à 3 ans, et au 1^{er} janvier 2015 pour l'ensemble des contenants alimentaires.

Pour Gabriel Livera, responsable du Laboratoire de développement des gonades (CEA Fontenay-aux-Roses), qui n'a pas participé à ces travaux, ceux-ci constituent « une avancée majeure et doivent d'ores et déjà attirer l'attention des agences sanitaires ». Mais note-t-il, « il reste du travail » pour passer à d'autres modèles animaux et à l'homme. Si un parallèle pouvait être établi avec le poisson zèbre, alors celui-ci pourrait devenir « un atout pour une évaluation rapide de potentielles substances toxiques agissant par les mêmes voies que le BPA ». ■

HERVÉ MORIN

SOUDAN DU SUD

L'ONU menace de sanctionner les belligérants

NEW YORK. Trois ans à peine après avoir accueilli la République du Soudan du Sud comme 193^e Etat membre, les Nations unies pourraient imposer des sanctions contre ses dirigeants et les chefs de la rébellion, tous accusés de massacres contre des civils. Mercredi 23 avril, les quinze membres du Conseil de sécurité des Nations unies se sont dits « horrifiés » par les récentes exactions menées par les rebelles fidèles à l'ancien vice-président sud-soudanais Riek Machar et par des partisans du président Salva Kir. Le Conseil de sécurité est déterminé à faire en sorte que ces exactions ne se produisent plus. Une déclaration préparée par les Américains devait être adoptée, jeudi, par les quinze pays membres. ■ ALEXANDRA GENESTE

Afghanistan Trois médecins étrangers assassinés

KABOUL. Au moins trois médecins étrangers ont été tués, jeudi 24 avril, dans un hôpital de Kaboul géré par l'organisation non gouvernementale américaine Cure International, lors d'une fusillade déclenchée par un garde, ont annoncé le ministère de l'intérieur afghan et des sources hospitalières. Le tireur présumé, blessé, a été interpellé. – (AFP)

UNION EUROPÉENNE

Transparency pointe les risques de corruption dans les institutions

PARIS. L'ONG Transparency International (TI) dénonce les risques de corruption au sein des institutions européennes dans un rapport publié jeudi 24 avril. L'organisation non gouvernementale pointe « de nombreuses lacunes » dans les procédures mises en place pour lutter contre la corruption par Bruxelles, comme « l'absence de règles obligatoires en matière de lobbying et une tendance croissante à négocier les lois en coulisses ». TI pointe notamment « l'absence de vérifications exhaustives des avoirs déclarés par les commissaires ou les députés européens » et le manque de protection des lanceurs d'alerte. ■

Argentine Prison confirmée pour le tortionnaire de deux religieuses françaises

BUENOS AIRES. La Cour de cassation a confirmé, mercredi 23 avril à Buenos Aires, les condamnations à la prison à perpétuité de onze responsables de violations des droits de l'homme commises à l'Ecole mécanique de la marine (ESMA) pendant la dictature militaire (1976-1983). Parmi eux, le capitaine Alfredo Astiz, responsable du meurtre de deux religieuses françaises, Alice Domon et Léonie Duquet. Près de 5 000 personnes ont été torturées et tuées à l'ESMA. En France, Alfredo Astiz avait été condamné par contumace, en décembre 1990, à la prison à vie. – (Corresp.)



Matignon peine à calmer la grogne des députés PS

Le président du groupe socialiste a mis en garde ceux qui menacent de ne pas voter le programme de stabilité

Une valse à deux temps. Premier temps. Mercredi 23 avril, 12 heures, salle Lamartine, à l'Assemblée nationale, les députés membres de la commission des finances attendent le ministre des finances, Michel Sapin, et le secrétaire d'Etat chargé du budget, Christian Eckert, qui vont présenter le programme de stabilité 2014-2017. Au moment où les deux ministres entrent dans la salle, les députés découvrent sur leurs tablettes ou leurs smartphones la « une » du *Monde* : « Sapin douche les attentes du PS ».

« Il y a une chose qui ne sera pas modifiée par le gouvernement : les grands équilibres et la volonté de redonner de la compétitivité aux entreprises », répond par avance le ministre aux députés de la majorité qui souhaitent adoucir la potion amère du plan de rigueur annoncé par Manuel Valls. « Chacun est devant ses responsabilités », pré-

« Je n'ai pas été élue pour ça. S'il faut que je quitte le groupe, je le ferai »

Chantal Guittet
députée du Finistère

vient M. Sapin à l'adresse de ceux qui seraient tentés de ne pas voter, mardi 29 avril, le programme de stabilité.

Le message – comme la méthode – passe mal. M. Eckert conclut sa présentation de l'effort de réduction de la dépense publique d'une adresse à ses anciens collègues : « Je souhaite, bien entendu, que votre commission, avant l'Assemblée nationale, soutienne ces orientations. » Un silence puis : « Amen », lâche-t-il dans un souf-
fle, comme résigné. Mais l'heure n'est pas encore aux explications. L'audition à peine achevée, les deux ministres filent à Bercy.

Deuxième temps : 16 h 30, salle Colbert. Cette fois, ce sont les seuls députés socialistes que les deux ministres doivent convaincre. Une réunion de groupe exceptionnelle, alors que l'Assemblée nationale ne siège pas. Pourtant, une centaine de députés sont présents, décidés à dire ce qu'ils ont sur le cœur. Et ils ne s'en privent pas.



Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget, à Bercy, le 23 avril. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

Même des soutiens loyaux de l'exécutif avouent ne plus pouvoir suivre. « Je n'ai pas été élue pour ça », s'exclame Chantal Guittet, discrète élue du Finistère, qui se dit « en colère » : « S'il faut que je quitte le groupe, je le ferai. »

Un feu roulant d'interventions. Pas moins de vingt-cinq députés prennent la parole. Le paquet en faveur des entreprises – entre 36 et 41 milliards d'euros, soit au-delà des 30 milliards annoncés, selon les documents détaillés qui accompagnent le programme de stabilité – apparaît disproportionné au regard de l'effort supplémentaire qui va être réclamé aux ménages, y compris aux plus modestes.

Thomas Thévenoud, vice-président de la commission des finan-

ces et proche d'Arnaud Montebourg, appelle « des mesures concrètes » pour les petits retraités, les salariés du privé et les fonctionnaires du bas de l'échelle, les allocataires du plan pauvreté. Il refuse de « marcher à la schlague » : « On a l'impression de servir de punching-ball au gouvernement, s'insurge le député de Saône-et-Loire, mais c'est pas nous le problème. »

« On s'est dit les choses sans concession, confie Régis Juanico, proche de Benoît Hamon. On attend maintenant que, d'ici à mardi, il y ait des avancées concrètes. Les Français attendent une inflexion significative. La perception, c'est qu'il n'y a pas d'équilibre en termes de justice sociale. Ces

mesures ne passeront pas sur le terrain et on ne sera pas nombreux à les défendre. »

« On veut bien être des bons petits soldats mais, là, ça ne passe pas. Le compte n'y est pas », assure Yann Galut, un des députés qui, avec Karine Berger, ont participé à l'élaboration de scénarios alternatifs au plan d'économies de Manuel Valls. Tour à tour, les intervenants mettent en garde la tribune où siègent le président du groupe, Bruno Le Roux, et les ministres, sous le tableau qui représente Jean Jaurès à l'Assemblée nationale interpellant Clemenceau. « Les Français sont en colère contre nous », prévient Mathias Fekl.

« C'est la douche froide inversée », plaisante Pierre-Alain Muet

en sortant de la réunion. « La question, c'est à quoi sert un parlementaire, insiste Daniel Goldberg. Il faut qu'on trouve les moyens du dialogue. Il peut y avoir un désaccord entre l'exécutif et sa majorité, ce n'est pas une catastrophe thermonucléaire. »

« On n'est pas dans un moment ordinaire, analyse l'aubryste Christian Paul. Il faut reconstruire une confiance politique. La réalité, c'est que les députés socialistes sont chahutés dans leurs circonscriptions. Nous avons toujours voté mais, là, nous, ne pouvons pas le faire. Nous avons un devoir d'alerte. »

M. Le Roux a mis en garde ceux qui menacent de ne pas voter, mardi, le programme de stabilité. « Il n'y a pas de vote "consultatif". C'est

un vote qui engage. » D'ici à mardi, le président du groupe doit s'efforcer de trouver, avec le premier ministre et le ministre des finances, des points d'« atterrissage » sur les questions ouvertes à la discussion : « Nous allons continuer à dialoguer. » Il a évoqué quatre sujets : les petites retraites, les petits salaires de la fonction publique, les petits contribuables et le plan pauvreté, qu'« il n'y a pas motif à décaler dans cette période de crise ». Est-ce que cela suffira à calmer les attentes des députés ? Des annonces devraient être faites en fin de semaine. Le premier ministre viendra lui-même devant le groupe, mardi, avant le vote à l'Assemblée. ■

PATRICK ROGER

François Hollande, d'un Jaurès à l'autre

Voilà deux ans que François Hollande n'avait pas mis les pieds à Carmaux (Tarn). C'était le 16 avril 2012, six jours avant le premier tour de la présidentielle. Ce soir-là, une estrade avait été dressée place Jean-Jaurès, au pied de la statue du grand homme, et celui qui n'était encore que candidat y avait harangué une foule chaleureuse qui souhaitait ardemment sa victoire.

Mercredi 23 avril, M. Hollande était donc de retour à Carmaux. Mais c'est cette fois sur une place Jean-Jaurès déserte, car ceinturée de barrières, que le président a débarqué, en début d'après-midi, pour passer les troupes en revue et déposer une gerbe au pied de la statue du fondateur de *L'Humanité*. Seuls quelques Carmausins étaient là pour l'accueillir. Certains pour le siffler. D'autres pour lui dire que « jamais Jaurès ne parlerait comme [lui] » ou lui assurer que, en le voyant, « Jaurès se retournerait dans sa tombe ».

Effacer ces images catastrophiques d'un président de gauche hué dans le fief électoral du père de l'unité socialiste : telle fut, au cours des deux heures qu'il passa à Carmaux, l'obsession de François Hollande.

Pour ce faire, le chef de l'Etat décida d'improviser une déambulation dans les rues de la ville plutôt que de parcourir en voiture les 200 mètres séparant la place Jean-Jaurès de la salle François-Mitterrand, où il devait prononcer un discours.

Les rues ayant été barrées par la police, le président s'y trouva entouré de plus de journalistes que de badauds, mais avec ces derniers, surpris de le voir là, son savoir-faire le sauva : en bon disciple de Jacques Chirac, M. Hollande n'a pas son pareil pour claquer la bise aux dames et caresser les têtes des bambins, ce qui fait toujours son effet quand on est chef de l'Etat, même à 18 % dans les sondages.

« Résistances du réel »

Après cette courte déambulation vint donc le temps du discours. Un discours dont le prétexte était le lancement des commémorations du centenaire de l'assassinat de Jaurès. Un discours, surtout, qui avait pour le président un objectif : convaincre son auditoire qu'il restait fidèle à l'héritage jaurésien.

Pour ce faire, c'est un Jaurès un peu particulier que M. Hollande a choisi de célébrer. Un Jaurès assu-

mant d'affronter « les résistances du réel » et ne croyant guère au grand soir. Un Jaurès professant « la patience de la réforme, la constance de l'action, la ténacité de l'effort ». Un Jaurès qui ne parlait pas qu'au cœur des ouvriers mais « s'adressait à tous les artisans, les commerçants, les entrepreneurs ». Le Jaurès « patriote » défendant l'idée d'une France qui « n'est jamais aussi conquérante que lorsqu'elle accepte la compétition et la concurrence ». Un Jaurès, enfin, qui « ne concevait pas » les réformes sociales « sans la création de richesses ».

Evidemment, ce Jaurès-là était assez différent du Jaurès qu'avait célébré M. Hollande en avril 2012. Le Jaurès d'avant la SFIO. Un Jaurès de président englué dans le réel plutôt qu'un Jaurès de candidat porté par son idéal. Un Jaurès avec lequel le chef de l'Etat avait assuré, avant de monter à la tribune, qu'il n'était pas en « rupture » en défendant aujourd'hui son pacte de responsabilité. La salle, composée de lycéens et d'étudiants des environs, a écouté poliment et applaudi sagement. Mais on était loin, très loin, de la ferveur d'il y a deux ans. ■

THOMAS WIEDER
(CARMAUX, TARN, ENVOYÉ SPÉCIAL)

Gaspard Gantzer, nouveau patron de la communication à l'Elysée

Ce jeune énarque occupera une partie des fonctions d'Aquilino Morelle

Qui pour remplacer Aquilino Morelle, parti précipitamment de l'Elysée vendredi 18 avril, au lendemain de la parution sur Mediapart d'un article ravageur le concernant ? François Hollande a tranché. Six jours après le départ de son ancien conseiller politique, visé par une enquête préliminaire sur ses liens supposés avec des laboratoires pharmaceutiques, le président de la République a trouvé la façon de le remplacer.

Pour piloter la communication et les relations avec la presse, l'une des casquettes de M. Morelle à l'Elysée, François Hollande a choisi de faire appel à Gaspard Gantzer. Agé de 34 ans, cet énarque jouit d'une réputation d'excellent professionnel dans ce domaine. Il ne manque pas d'expérience : ce qu'il fera à l'Elysée, il le fit déjà à la Mairie de Paris auprès de Bertrand Delanoë de 2010 à 2013, puis au Quai d'Orsay aux côtés de Laurent Fabius depuis un an. Mi-avril, après le remaniement, il avait rejoint le cabinet de Stéphane Le Foll en tant que directeur adjoint afin de l'épauler dans ses nouvelles fonc-

tions de porte-parole du gouvernement. Il n'y sera donc resté qu'une petite semaine.

Visages familiers

S'il ne connaît pas M. Hollande, M. Gantzer n'arrive pas pour autant en terrain inconnu à l'Elysée. Outre son épouse, qui travaille déjà au service de presse, le jeune homme y retrouvera des visages familiers : Emmanuel Macron, l'un des secrétaires généraux adjoints, fut son condisciple à l'ENA ; Nicolas Revel, l'autre secrétaire général adjoint, était directeur du cabinet de M. Delanoë quand lui-même s'occupait de la communication du maire de Paris. Gaspard Gantzer, qui est aussi passé par la Direction du travail et par celle du Centre national de la cinématographie, connaît en outre d'autres conseillers de M. Hollande : Michel Yahiel, chargé du social, et David Kessler, chargé de la culture.

A l'Elysée, M. Gantzer devrait à terme occuper le bureau de Christian Gravel, situé au premier étage quasiment au-dessus de la loge des gardiens. Ce dernier, qui était

devenu de facto l'adjoint de M. Morelle quand celui-ci fut chargé, début février, de coordonner l'ensemble du pôle communication, devrait quitter ses fonctions prochainement.

M. Gantzer, en revanche, ne sera pas, contrairement à M. Morelle, conseiller politique du président. A ce stade, il n'est d'ailleurs pas du tout assuré que M. Hollande souhaite confier cette fonction à qui que ce soit. En revanche, le chef de l'Etat pourrait recruter un conseiller chargé des relations avec les élus, le PS et la majorité.

Il pourrait pour cela faire appel à Vincent Feltesse, 47 ans, qui coordonna en 2012 sa campagne sur Internet et les réseaux sociaux. Pour Vincent Feltesse, cette nomination viendrait à point nommé, quelques jours après son départ de la présidence de la Communauté urbaine de Bordeaux, qu'il occupait depuis 2007, et alors qu'il s'apprête également à laisser son siège de député à l'ancienne ministre Michèle Delaunay, dont il était le suppléant. ■

TH. W.

« Il faut cesser de faire de l'Europe le bouc émissaire de nos problèmes »

Alain Lamassoure est tête de liste de l'UMP en Ile-de-France pour les européennes du 25 mai

Entretien

Tête de liste UMP en Ile-de-France, Alain Lamassoure expose le programme de son parti pour les élections européennes que Jean-François Copé devait présenter jeudi 24 avril. A 70 ans, cet Européen convaincu, ex-ministre des affaires européennes (1993-1995) puis du budget (1995-1997), brigue son cinquième mandat au Parlement européen. **Henri Guaino dit ne pas vouloir voter UMP car vous êtes tête de liste du parti et trop fédéraliste à son goût. Est-ce une bonne nouvelle pour l'engagement européen de la droite ?**

Henri Guaino n'est d'accord qu'avec la pensée unique d'Henri Guaino. Tous les dirigeants de l'UMP, tous les anciens premiers ministres et l'ex-président de la République m'ont choisi pour être tête de liste de la région capitale en raison de mon engagement européen.

Comment l'UMP peut-elle surmonter le clivage existant en interne entre les eurocritiques et les pro-européens ?

Des opinions personnelles s'expriment. C'est inévitable dans un grand parti politique, mais l'Europe n'est plus un sujet qui divise l'UMP. Le temps du débat sur le « sexe de l'Europe » (fédéral ou intergouvernemental) est de facto révolu car le traité de Lisbonne organise une union de l'Europe des nations pour les dix années à venir. La souveraineté reste donc nationale. J'y ai personnellement veillé, en rédigeant « la clause de divorce » dans le traité de Lisbonne qui permet à chaque Etat membre de quitter l'Union sans conditions s'il ne s'y sent plus à l'aise.

Quelle est la ligne de campagne de l'UMP pour les européennes ?

Nous ne sommes pas satisfaits de l'Europe et de sa bureaucratie.

Justement le pouvoir est à prendre. Le Parlement européen élu en mai aura désormais la plénitude du pouvoir législatif et élira pour la première fois la personnalité qui présidera la Commission. Ce « Monsieur Europe » incarnera réellement l'Europe et sera responsable devant les citoyens européens. C'est un saut qualitatif démocratique. Il y a deux candidats : celui du Parti socialiste européen (PSE), Martin Schulz, et celui du Parti populaire européen (PPE), Jean-Claude Juncker. L'un ou l'autre sera quoi qu'il arrive à la tête de la Commission, car les trois principaux partis du Parlement (PPE, PSE et l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, ALDE) ont accepté que celui qui gagne les élections européennes puisse imposer son candidat.

Comment convaincre des vertus de l'euro face au FN, qui exige la fin de la monnaie unique ?

Deux Français sur trois sont favorables au maintien de l'euro. Sans lui, nous n'aurions pas survécu à la crise financière. Nous aurions subi en plus une guerre monétaire entre pays européens, comme ce fut le cas en juillet 1993, lorsque j'étais ministre des affaires européennes. Si nous revenions aux monnaies nationales, la France pourrait dévaluer sa monnaie mais cela permettrait aussi aux autres pays européens de faire la course au « dumping » monétaire. Cela ruinerait nos concitoyens les plus fragiles à commencer par les retraités. Les Français l'ont bien compris : avoir la deuxième monnaie du monde permet à l'Etat français et à nos entreprises de bénéficier des taux d'intérêt les plus bas. **Le PS fait campagne contre l'austérité en affirmant que c'est Bruxelles qui nous y condamne...**

Il faut cesser de faire de l'Europe le bouc émissaire de nos problèmes nationaux. Nous pouvons attendre



Alain Lamassoure, à Paris, le 23 avril. VINCENT BOISOT/RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

beaucoup de l'Europe et de nos partenaires européens mais nous ne pouvons leur demander de faire les efforts qu'ils ont déjà faits et que nous ne cessons de différer. La compétitivité de l'économie française ne dépend que de la politique menée par l'Etat français : le taux d'impôts et de charges, la durée du travail, l'âge du départ à la retraite... Sur les 18 pays de la zone euro, seuls

« Il faut établir les mêmes règles sur les conditions d'entrée, de circulation, de séjour et de travail »

deux seront en déficit commercial cette année : la Grèce et la France. En dix ans, la part de l'industrie française a diminué d'un tiers dans cette zone.

La zone euro a un excédent commercial de 150 milliards d'euros. Faut-il mettre en place une forme de protectionnisme pour protéger notre industrie ?

Le protectionnisme est un non-sens ! Il faut aller chercher la croissance là où elle est, sur les nouveaux continents. En revanche,

nous devons exiger systématiquement la réciprocité dans nos échanges commerciaux avec nos partenaires internationaux : le Mercosur, le Canada, les Etats-Unis ou la Chine. Avec le traité de Lisbonne, le Parlement européen a un pouvoir de ratification des accords commerciaux qu'il n'avait pas avant et exerce un pouvoir de contrôle tout au long des négociations.

Laurent Wauquiez propose une Europe des six. L'élargissement est-il responsable des malheurs de l'Europe ?

Sur ce point, Laurent Wauquiez est totalement isolé à l'UMP. Je reconnais que l'élargissement à la Roumanie et à la Bulgarie a été mal préparé. Nous sommes d'ailleurs hostiles à une entrée de ces deux pays dans l'espace Schengen.

Où s'arrêtent les frontières de l'Europe ?

A l'UMP, nous sommes totalement opposés à un nouvel élargissement. Ni la Turquie ni l'Ukraine n'ont vocation à entrer dans l'Union. En revanche, nous sommes favorables à des partenariats privilégiés avec ces pays, la Russie et certains autres du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. **Nicolas Sarkozy s'était battu contre Schengen en 2012, affi-**

chant une borne frontière imaginaire en arabe. Aujourd'hui, vous défendez Schengen. M. Sarkozy avait tort ?

Je ne défends pas Schengen. Je considère que cet espace doit être réformé et surtout complété. Le traité de Lisbonne donne à l'UE toute la gamme des moyens diplomatiques, juridiques et financiers pour avoir une politique commune de l'immigration. Les 28 pays de l'Union souhaitent mettre en place une immigration choisie, mais pas subie. Aucun ne peut, seul, y arriver. Pour y remédier, il faut négocier ensemble avec les pays d'origine pour qu'ils puissent garder leur population chez eux.

D'ailleurs, dans son programme, l'UMP propose la création d'un nouveau poste de commissaire européen chargé des questions de l'immigration. Il faut aussi renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'Europe en mettant en place un corps de gardes-frontières européens. Autre impératif : établir les mêmes règles sur les conditions d'entrée, de circulation, de séjour et de travail. Si certains pays se trouvant dans Schengen ne veulent pas aller jusque-là, on avancera sans eux. **Xavier Bertrand ne veut plus de**

« Merkozy ». A-t-il raison ?

Pour des raisons historiques et profondes, le véhicule européen avance avec deux roues motrices : une française et l'autre allemande. La rapidité et la puissance du véhicule dépendent des roues motrices et de la force de l'essieu qui les unit. Sans l'axe franco-allemand, l'Europe n'avance plus. C'est malheureusement le cas depuis deux ans car la roue française patine.

Pour Brice Hortefeux, une intervention de M. Sarkozy sur l'Europe serait « utile » avant le 25 mai. Souhaitez-vous qu'il s'exprime ?

S'il veut s'exprimer, il s'exprimera. Chaque grand parti politique doit vivre et survivre à ses grands hommes lorsque ces derniers sont absents. Le Parti conservateur britannique a survécu à la défaite de Churchill en 1945, jusqu'à ce que ce dernier revienne au pouvoir en 1951. Il a aussi survécu à la défaite de Thatcher, qui, elle, n'est jamais revenue au pouvoir. En Allemagne, la CDU a survécu aux départs d'Adenauer et de Kohl et ce parti est à nouveau au pouvoir. Le parti socialiste a aussi survécu au départ de Mitterrand. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE LEMARITÉ ET ARNAUD LEPARMENTIER

Jean-Noël Guérini lance son match retour contre le PS

Le président du conseil général des Bouches-du-Rhône espère priver les socialistes de sénateurs

Marseille

Correspondance

En démissionnant le 7 avril, Jean-Noël Guérini n'a pas pour autant soulagé le Parti socialiste de son encombrant poids politique. Acteur actif de la défaite de Patrick Mennucci aux municipales marseillaises, soutien déclaré de quelques dissidents socialistes dans le reste du département, le président du conseil général, mis en examen à plusieurs reprises dans des affaires de marchés présumés truqués, pourrait encore faire très mal à son ancienne formation lors des sénatoriales de septembre.

Au lendemain de sa démission, M. Guérini a annoncé théâtralement que son « combat politique n'était pas terminé » et qu'il créait un « mouvement » au nom provisoire de « Parti des Bouches-du-Rhône ». Un parti « d'élus et de militants », dont il présentera le 25 avril « les orientations et les axes ».

Pour les axes, on en connaît le principal : participer aux prochaines élections locales mais aussi et surtout aux sénatoriales, où M. Guérini est candidat à sa réélection. En 2008, à peine sorti d'une municipale marseillaise perdue de justesse, M. Guérini avait mené la gauche à un score record. Avec lui, cinq sénateurs avaient ainsi accé-

dé au Palais du Luxembourg : trois PS, une communiste et un divers gauche. Trois élus UMP, dont le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, complétaient le contingent des Bouches-du-Rhône.

Six ans plus tard, le rapport de force droite-gauche est inversé. « Nous visons cinq sénateurs », affirme M. Gaudin, sûr de ses calculs. *Nous avons gagné Salon, Aix, Aubagne, et notre nombre d'élus a augmenté à Marseille.* « Gaudin dit cinq mais il pense six », glisse, anxieux, Jean-David Ciot, le premier secrétaire fédéral socialiste. *Et Guérini rêve de nous battre 2 à 0.*

La fédération des Bouches-du-Rhône se reprend en main

Neuf jours après la levée de sa mise sous tutelle, le PS des Bouches-du-Rhône devait réunir son premier conseil fédéral jeudi 24 avril. Jean-David Ciot, député et maire du Puy-Sainte-Réparate, a été réinstallé dans ses fonctions de premier secrétaire – qu'il avait, dans les faits, conservées hors Marseille et Aix. « Ça va tanguer, prévoit un cadre socialiste. Il y aura des explications sur les questions que l'on se pose tous : à quoi a servi la tutelle ? Pourquoi le PS s'est maintenu dans le 7^e secteur de Marseille gagné par le FN ?

« Pour faire un sénateur, il faut 429 voix de grands électeurs, estime-t-il. Et aujourd'hui, je ne les ai pas. Les Verts et les communistes n'ont pas de quoi élire un des leurs, mais pour quoi voteraient-ils pour nous ? »

« Solides amitiés »

« Ce n'est pas mathématique, tempère le maire PS d'Allauch, Roland Povinelli, sénateur candidat à sa réélection. *Il y a aussi beaucoup d'élus divers gauche, dont personne aujourd'hui ne peut dire pour qui ils voteront.* » Alors que Samia Ghali est annoncée comme tête de liste socialiste, M. Povinelli

Comment on reconstruit après la déroute ? » « On va faire en sorte que le parti ne s'autodétruisse pas », répond M. Ciot. A l'ordre du jour, deux sujets épineux : un bilan des municipales, et surtout la validation de la procédure de dissolution des 19 sections PS marseillaises et des 2 aixoises. Cette remise à plat des adhésions imposée par le conseil national, à la demande d'élus marseillais dont Patrick Mennucci et Marie-Arlette Carlotti, irrite certains secrétaires de section qui estiment « n'avoir commis aucune faute ».

évoque, lui, « un ticket » avec la sénatrice : « Nous verrons qui conduira, mais je ferai tout pour que nous ayons deux sénateurs. »

Face à un PS ébranlé, M. Guérini affiche ses certitudes. *« J'ai conservé beaucoup d'amis parmi les élus socialistes, lançait-il après sa démission. Et j'en ferai la démonstration. Je vais encore vous surprendre. »* En 2008, note un maire PS, *il n'y a pas que des gens de gauche qui ont voté pour les listes de Jean-Noël. Il sait faire campagne pour les sénatoriales. Il s'appuie sur le pouvoir financier du conseil général pour proposer des contrats de développement aux municipalités. Et tisser de solides amitiés.*

M. Guérini peut compter sur ceux qu'il a récemment aidés à être réélus. La PRG Lisette Narducci, redevenue maire du 2^e secteur de Marseille après sa fusion avec les listes Gaudin, et potentielle deuxième aux sénatoriales. Ou encore le maire historique de Saint-Martin-de-Crau, Claude Vulpian, réélu alors que le PS, maladroitement, lui a préféré un autre candidat.

La fronde contre la création de la métropole Aix-Marseille pourrait aussi lui ramener des votes. Toutes tendances confondues, elle agit encore près d'une centaine de maires du département. ■

GILLES ROF

COLLECTIVITÉS LOCALES

Le projet de loi sur les régions au conseil des ministres du 14 mai

Le gouvernement vient d'envoyer au Conseil d'Etat son projet de loi « clarifiant l'organisation territoriale de la République ». Ce texte, qui devrait être présenté le 14 mai en conseil des ministres, s'inscrit dans la perspective de diviser par deux le nombre de régions. Celles-ci auront la possibilité d'organiser un référendum si elles souhaitent se regrouper, mais rien ne les obligera à recueillir l'avis des électeurs. A celles qui ne prennent aucune initiative, le gouvernement proposera, avant la fin mars 2016, « des regroupements ou des modifications [de] limites territoriales ». Cette nouvelle carte sera dessinée par la loi avant le 1^{er} janvier 2017. Le texte renforce les prérogatives des régions en matière économique (aides aux entreprises, tourisme, etc.) et leur confie l'organisation des transports urbains et scolaires. Il retire aux régions et aux départements la clause générale de compétences, qui permet aux collectivités d'intervenir en dehors de leurs missions principales. ■ **BERTRAND BISSUEL**

Justice Patrick de Carolis mis en examen dans l'affaire Bygmalion

L'ex-PDG de France Télévisions, Patrick de Carolis, a été mis en examen pour favoritisme dans l'enquête ouverte en 2013 sur des contrats entre le groupe audiovisuel et la société Bygmalion, déjà mise en cause pour son rôle auprès de l'UMP. L'ex-secrétaire général de France Télévisions, Camille Pascal, qui avait rejoint l'Elysée en 2011 pour devenir conseiller de Nicolas Sarkozy, a aussi été mis en examen pour favoritisme. Bastien Millot, fondateur de Bygmalion, est mis en cause pour recel de favoritisme.

Social Le mandat des conseillers prud'homaux prolongé jusqu'en 2017

Le gouvernement envisage de repousser à 2017 la désignation des conseillers prud'homaux. Leur mandat, qui aurait dû prendre fin en 2013, avait déjà été prolongé jusqu'en 2015. Ils pourraient désormais être nommés en fonction de la représentativité des organisations syndicales et patronales. Pour soulager les conseillers prud'homaux en fonction qui souhaiteraient partir avant 2017, le ministère n'exclut pas d'organiser des élections « partielles ». ■ **Lire notre article sur Lemonde.fr**

Complémentaires santé : l'opacité bien orchestrée des frais de gestion

Malgré l'obligation de publication depuis le 1^{er} janvier, les taux restent peu lisibles. L'enquête du « Monde » révèle des écarts de 6,7 % à 41 %

Sur le papier, il devait s'agir d'une grande opération de transparence. Mais dans la réalité, la publication des frais de gestion des complémentaires santé, obligatoire depuis le 1^{er} janvier, est un véritable maquis où persistent des écarts extrêmement élevés.

Notre enquête participative, menée avec l'aide de plus de soixante-dix de nos internautes, permet pour la première fois de comparer les frais de gestion affichés par une quarantaine de complémentaires. Et révèle qu'il est quasiment impossible pour les assurés, malgré l'obligation de transparence, de savoir si la part de leur cotisation utilisée pour couvrir les frais de gestion (personnels, administration, etc.) et d'acquisition (frais engagés pour conquérir de nouveaux clients) est importante ou modérée.

Présentation délibérément floue

Contrairement à la loi, votée en 2011, qui impose aux mutuelles, assurances et instituts de prévoyance de donner à leurs clients ces frais « libellés de manière lisible, claire et intelligible », les complémentaires multiplient les astuces pour éviter qu'on s'y retrouve. Présentation délibérément floue, absence de comparatif avec la concurrence, éléments présentés en petits caractères sur des documents annexes, frais variables selon les contrats : les complémentaires jouent avec les espaces de liberté de la loi pour contourner la transparence.

Résultat : parmi les données récoltées et validées pour 42 com-

plémentaires avec l'aide de nos internautes, il est difficile de sortir un classement. Premier écueil, certaines complémentaires présentent les frais hors taxes, d'autres y incluent les taxes sur les assurances et la taxe CMU (13,2 % des cotisations), d'autres encore ne précisent rien.

Impossible, dans ces conditions, de comparer précisément les frais de gestion, même si le montant des taxes ne fait varier que de quelques dixièmes la part des frais de gestion. « On ne peut pas avoir du jour au lendemain des données homogènes, justifie Etienne Caniard, président de la Mutualité française. Ce n'est pas nous qui avons décidé des conditions. Mais s'il y a besoin de plus de précision, on le fera », promet-il.

Des écarts considérables

Reste que, même avec ces réserves, les écarts d'une complémentaire à l'autre sont considérables. Au total, les frais s'étalent de 6,7 % à 41 %. Parmi eux, les frais d'acquisition évoluent de 0 % à 21,7 %. « D'accord, certaines mutuelles ont besoin de faire de la publicité, mais un tel écart de taux, cela fait quand même une belle culbute ! », lâche Christian Saout, administrateur du Collectif interassociatif sur la santé.

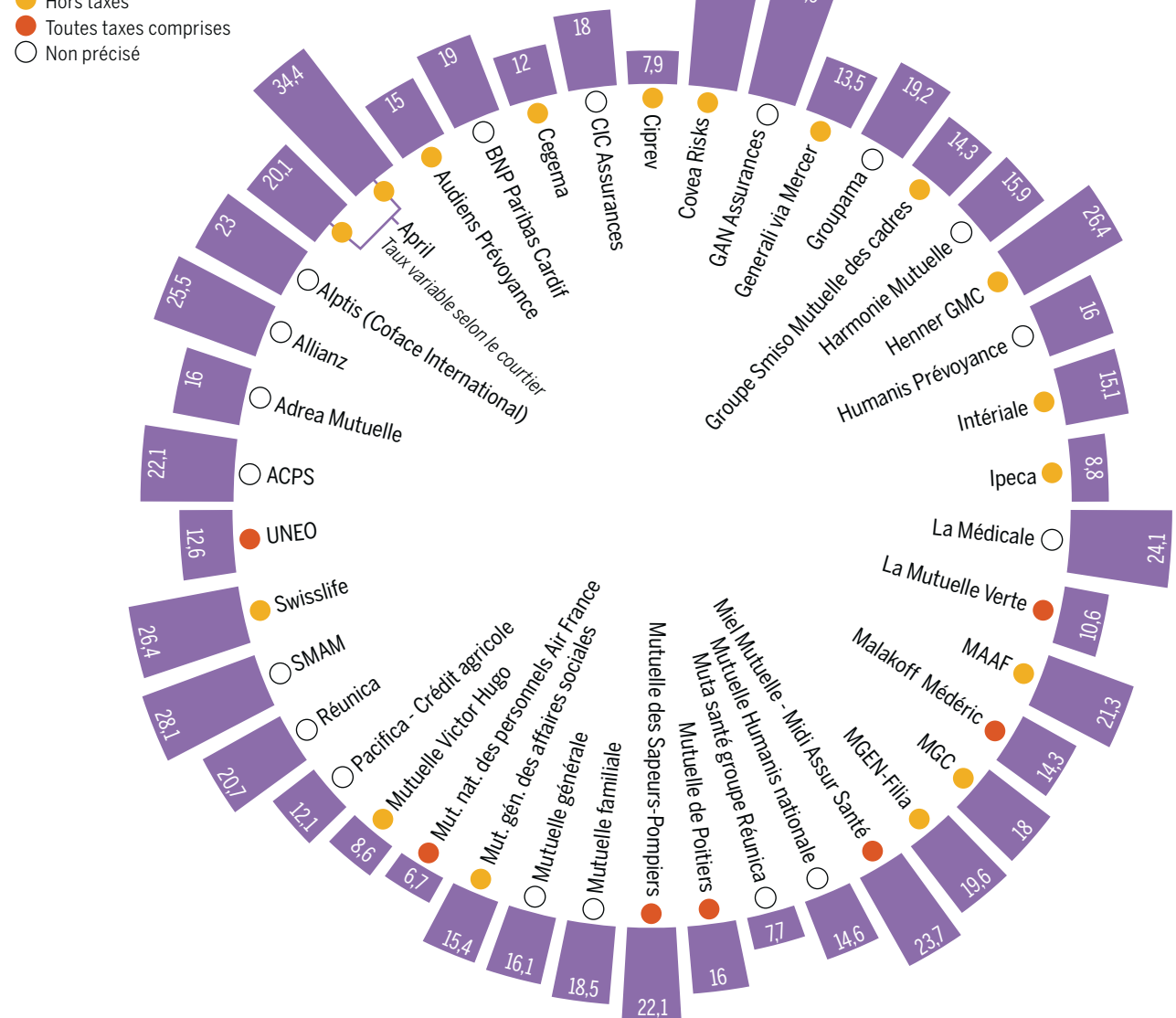
Globalement, les instituts de prévoyance, qui gèrent des contrats collectifs pour les entreprises, facturent nettement moins de frais d'acquisition que les assurances ou les mutuelles. « Les assureurs doivent payer des courtiers

Frais de gestion et d'acquisition selon les complémentaires de santé

■ Frais de gestion et d'acquisition, en % des cotisations

Données calculées à partir de montants fournis...

● Hors taxes
● Toutes taxes comprises
○ Non précisé



A Lyon, une unité de police spécialisée dans les bandes de l'Est

La cellule construit des dossiers contre les groupes criminels originaires de Géorgie ou d'Albanie, pour lutter contre l'explosion des cambriolages

Lyon
Envoyé spécial

C'est impossible. » Dans une ambiance presque cordiale, le prévenu nie tous les faits qui lui sont reprochés devant l'officier de police judiciaire. Andro (*le prénom a été changé*) est géorgien, et il a été extrait de détention provisoire pour répondre de plusieurs cambriolages et tentatives de cambriolages dans le cadre d'une garde à vue bien huilée à la sûreté départementale de Lyon. Une formalité, presque, alors que les enquêteurs ont à leur appui des traces ADN. *« C'est impossible »*, répète le jeune homme.

Si l'atmosphère est si détendue, c'est que les enquêteurs ont devant eux des dossiers bien ficelés, construits méthodiquement depuis plusieurs semaines. Ils font partie d'une unité toute neuve de la police lyonnaise, tellement neuve qu'on ne lui a pas encore donné de nom officiel.

Son objet, lui, est clair : lutter contre les vols par effraction en série commis par les groupes de ressortissants des pays de l'Est de l'Europe. Pour autant, *« on ne stigmatise jamais. On s'intéresse aux faits, aux modes opératoires, pas à*

l'origine des personnes », tient à préciser le brigadier-major Stéphane Damas, qui pilote le groupe. Reste que cette délinquance spécifique, liée à des groupes criminels organisés, comme les *vory v zakone* (les « voleurs dans les lois ») géorgiens, est en augmentation constante depuis cinq ans : la part des étrangers mis en cause pour vol en France a augmenté de dix points.

« Le pays de la richesse »

Créée en novembre 2013 pour six mois, la cellule a déjà été renouvelée une fois, avec des renforts prévus pour les six fonctionnaires actuellement affectés. Le travail ne manque pas dans l'agglomération lyonnaise : les cambriolages ont augmenté de 26 % en 2013, passant la barre des 10 000 par an, 30 par jour. Parmi les mis en cause, un tiers sont étrangers. Sur ces étrangers, les deux tiers sont issus de pays de l'Est : Géorgiens, Albanaï, Roumains, Bulgares... *« C'est une délinquance de masse, spécialisée, avec des publics atypiques »*, explique le directeur départemental de la sécurité publique, Albert Doutre.

Andro a été attrapé lors du premier fait d'arme de l'unité anticambriolages : la découverte de centaines de bijoux dans un hôtel de la

périphérie, après une filature réussie. Mis en examen pour vols et recels, il est placé en détention provisoire. Entre-temps, son ADN a été prélevé et a « matché » avec les traces retrouvées sur les lieux de quatre autres méfaits : sur les portes, ou même sur un gant laissé sur le lit d'une victime.

Quatre autres cambriolages, commis les mêmes jours dans les mêmes immeubles, lui sont également imputés. Ça l'énerve, un peu, quand même : *« Comment je peux croire ? J'ai rien pour me montrer que c'est vraiment mon ADN ! »* « Ah ben si, les résultats sont là », répond, goguenard, le policier, en cherchant le premier rapport sur les traces découvertes, puis le second, qui fait le lien avec son ADN.

Le cas d'Andro est emblématique de l'objectif de l'unité : plutôt que de faire du « saute-dessus » – du flagrant délit –, construire des dossiers pour élucider et imputer un maximum de faits. Et entraîner une réponse sévère de la justice. *« Notre ligne directrice : lorsque les faits sont sérieux, réitérés, prioritai-*

rement sur les domiciles, on est plutôt sur le registre du déferement », explique le procureur de la République à Lyon, Marc Cimamonti.

En clair, pas de convocation ultérieure devant un officier de police judiciaire, mais une prise en charge immédiate par le parquet, puis un passage en comparution immédiate ou l'ouverture d'une information judiciaire, avec placement en détention provisoire. La trentaine de mis en cause majeurs dans les enquêtes conduites par l'unité sont tous détenus.

Il est 10 h 30, ce jeudi de mars. Les policiers ont réussi à se libérer

Plus de 1 000 cambriolages chaque jour en France

La forte hausse des cambriolages de résidences principales s'est enrayée depuis janvier. Selon le dernier bilan de l'Observatoire national de la délinquance, paru le 17 avril, ils ont continué à augmenter sur les douze derniers mois dans la zone couverte par la police, mais à un rythme plus faible : + 2,4 %.

de leurs tâches procédurales pour une patrouille. Désormais, toutes les informations sur les cambriolages de l'agglomération lyonnaise remontent jusqu'à eux, ce qui leur permet de cibler les pâtés de maison, voire les immeubles touchés par une vague de vols. Ainsi d'une rue calme, où cinq cambriolages ont eu lieu dans le même immeuble, en une semaine.

« Dans les résidences récentes, tous les appartements ont des systèmes de fermeture identiques », explique le brigadier-major Damas. Les cambrioleurs peuvent opérer sur un mode industriel,

Depuis un pic d'augmentation, en septembre 2013 (+ 9,4 %), la décélération est continue. En zone gendarmerie, la baisse, démarrée en janvier, se poursuit (- 5,6 %). Au total, d'avril 2013 à mars 2014, 371 030 cambriolages ont été signalés aux services de police et de gendarmerie. Plus de 1 000 par jour, donc.

appartement après appartement, raflant bijoux et petits objets de valeur, faciles à transporter. S'ils sont surpris, ils fuient. *« Ils ne cherchent pas le contact »*, explique le brigadier-major.

La récompense suprême pour les policiers réside dans la condamnation, bien sûr, mais aussi dans la découverte et la restitution des objets volés. Au total, l'unité a déjà réalisé 1 500 scellés dont une partie a été mise en ligne, en avril, pour être identifiés par les victimes. Autant de retrouvailles avec des objets à grande valeur sentimentale. La montre à gousset d'un arrière-grand-père, la bague d'une grand-mère.

Dans la cour de l'hôtel de police, Andro fume une cigarette avant de retourner en détention. Son cas va encore s'aggraver. Dans les conversations surprises sur les écoutes, les délinquants géorgiens incitent leurs camarades à les rejoindre en France, *« le pays de la richesse et du miel »*. Le boulot des policiers lyonnais : les faire mentir. ■

LAURENT BORREDON

Détention provisoire requise pour le rappeur Rohff après une agression

Il pourrait être mis en examen pour violences volontaires en réunion avec préméditation

Le rappeur Rohff devait être présenté à un juge d'instruction, jeudi 24 avril, en vue d'une mise en examen pour « *violences volontaires en réunion avec préméditation* » ayant causé une incapacité totale de travail (ITT) supérieure à huit jours. Le parquet a requis son placement en détention provisoire. Rohff, de son vrai nom Housni Mkouboi, est accusé d'être impliqué dans une bagarre, lundi 21 avril, dans un magasin de vêtements distribuant la marque d'un rappeur rival, Booba, 31 rue de la Ferronnerie dans le quartier des Halles à Paris.

Un des employés de la boutique, âgé de 19 ans, frappé à coups de poing et de pieds, avait perdu connaissance et été hospitalisé. Rohff s'est rendu de lui-même au commissariat, mardi matin à l'aube, avec son avocat, M^e Francis Terquem, où il a été placé en garde à vue.

L'agression menée par Rohff fait suite à une série de provocations liées à la rivalité entre les deux rappeurs. Rohff, 36 ans, et Booba, 37 ans, comptent parmi les plus gros vendeurs de rap français, avec chacun autour d'un million et demi de disques vendus. Ils ont l'un comme l'autre un album en cours de promotion : *Futur 2.0* pour Booba, et *P.D.R.G.* pour Rohff. Ils se sont également diversifiés dans le textile, et dans ce domaine, la marque Unkut de Booba devance largement celle de Rohff, Distinct.

Lundi matin, les insultes ont franchi un cap sur les réseaux sociaux, après la publication par Rohff d'une parodie du dernier clip de Booba. Sur Instagram, où ce dernier est suivi par plus de 180 000 personnes, contre 41 000 pour Rohff, Booba a répondu à sa manière : *« Il est où le gangster qui règle pas ses comptes sur le net ? Trouves moi a paname sale pédale j'suis pas l'pao tu vas voir ! »*

Selon M^e Terquem, son client avait justement rendez-vous l'après-midi même dans la boutique qui distribue sa propre marque, au 29 rue de la Ferronnerie,

juste à côté de celle de Booba. Aux policiers, Rohff a affirmé qu'il a alors découvert devant les boutiques un groupe de ses fans excités et « *incontrôlables* ».

La suite est « *un moment de folie* », selon les mots de M^e Terquem, qui assure que son client est parfaitement « *conscient que cet excès incontrôlé n'aurait pas dû se produire* ». La scène a été entièrement capturée par le système de vidéosurveillance du magasin. Les images montrent, selon une source judiciaire, « *une série*

L'agression fait suite à une série de provocations liées à la rivalité entre Rohff et Booba

de violences, avec des coups de poing au visage donnés par Rohff sur la victime principale. Un second vendeur essaie d'intervenir pour stopper l'échange et se prend un coup ». Sept autres personnes ont participé à l'attaque. Elles n'ont pas encore été identifiées. Le rappeur a assuré qu'il ne connaissait pas ces fans. Une source proche de l'enquête estime au contraire que les images « *contre-disent de façon très claire cette version* ».

« La préoccupation principale de Rohff, désormais, c'est la santé de la jeune victime, affirme M^e Terquem. C'est pour ça qu'il a spontanément annulé les dates de sa tournée. » Sur Facebook, Booba a également adressé ses pensées pour le vendeur : *« Je m'excuse auprès de lui et de sa famille à la place de ses agresseurs qui auraient dû s'en prendre à moi et moi seul. »* Il reconnaît également que son post sur Instagram était un appel à Rohff « *à venir régler ses comptes en personne plutôt que d'envoyer d'éternels pics en chanson et sur les réseaux sociaux* ».

Rohff encoure une peine de 7 ans de prison et 100 000 euros d'amende. ■

L. B.

GUÉRIR
2 CANCERS SUR 3
NOUS, ON Y CROIT

Communiqué

RECHERCHE SUR LE CANCER : L'HISTOIRE S'ACCÉLÈRE

Nous guérissions 1 cancer sur 3 il y a 20 ans. Aujourd'hui, c'est 1 sur 2.
Objectif de la Fondation ARC : guérir 2 cancers sur 3 d'ici 10 ans.

MÉDECINE PERSONNALISÉE : LA NOUVELLE FRONTIÈRE

Les traitements « standards » en cancérologie sont fondés sur la localisation de la tumeur (sein, poumon, foie...) et proposent des protocoles dont l'efficacité n'a cessé de croître : chirurgie, radiothérapie, chimiothérapie... Parallèlement, de nouvelles solutions thérapeutiques comme l'immunothérapie, la chirurgie mini-invasive, la radiothérapie peropératoire ou les nano-médicaments ont émergé. **La médecine personnalisée** fait partie de ces nouvelles solutions. Elle **vise à proposer aux malades des stratégies thérapeutiques individualisées** (thérapies ciblées) qui tiennent compte des anomalies moléculaires de leurs tumeurs. **Beaucoup plus efficace, cette approche est tout simplement révolutionnaire.**

DES ESSAIS CLINIQUES INTERNATIONAUX UNIQUES AU MONDE

Pour mettre en œuvre cette médecine personnalisée, **la Fondation ARC a décidé d'impulser des essais cliniques uniques au monde et d'investir des ressources scientifiques et financières massives :**

- **L'essai WINTHER** réunit Gustave Roussy (Villejuif, France), le M.D. Anderson Cancer Center (Houston, États-Unis), l'hôpital du Vall d'Hebron (Barcelone, Espagne) et le Chaim Sheba Medical Center (Tel HaShomer, Israël). Il propose un choix thérapeutique entièrement fondé sur une analyse biologique complète des tumeurs et l'assistance d'un outil bioinformatique décisionnel. **Partenariat de la Fondation ARC : 2 millions d'euros.**
- **L'essai Crizotinib** promu par UNICANCER dans le cadre du programme AcSé de l'Institut National du Cancer (INCa), permet à 500 patients en échec thérapeutique d'accéder à une molécule innovante. Unique au monde par son ampleur, ses résultats pourraient bénéficier à des milliers d'autres patients. **Partenariat de la Fondation ARC : 1,6 million d'euros.**
- **L'essai SAFIR 02** est piloté par les Professeurs Fabrice André et Jean-Charles Soria de Gustave Roussy. Il permettra notamment de comparer l'efficacité d'une thérapie ciblée par rapport à un traitement standard sur des patients atteints d'un cancer du sein ou du poumon. **Partenariat de la Fondation ARC : 4,5 millions d'euros.**

La Fondation ARC, reconnue d'utilité publique, est la 1^{ère} fondation française 100 % dédiée à la recherche sur le cancer. Indépendante des pouvoirs publics et des laboratoires de recherche, nos ressources proviennent exclusivement de la générosité de nos donateurs et testateurs. Notre stratégie scientifique repose sur des convictions fortes : faire émerger de **nouveaux concepts, décloisonner recherche fondamentale et appliquée, bâtir des partenariats** réunissant les univers académiques, hospitaliers et industriels, **améliorer la prévention** et le **diagnostic précoce, raccourcir les délais** entre la recherche et les solutions thérapeutiques apportées aux patients.

C'est au regard de cette stratégie scientifique que la Fondation ARC identifie, sélectionne et met en œuvre, en France et à l'international, les meilleurs projets de recherche. Ceux qui, véritablement, permettront d'accélérer l'histoire.



Pour soutenir de nouveaux projets,
Faites un don sur www.fondation-arc.org
ou envoyez un chèque à Fondation ARC
BP 90003 – 94803 Villejuif cedex



Paris vaut bien une Mecque

L'IMA met en scène le grand pèlerinage des musulmans

Exposition

La prière du muezzin retentit, comme à Fès, au Maroc, dans le vieux Delhi, en Inde, ou à Java, en Indonésie. Les photos des pèlerins en blanc défilent sur grand écran. D'emblée, le visiteur est immergé dans le flot des croyants, invité à suivre, à l'Institut du monde arabe (IMA), à Paris, le parcours du hadj (ou hajj), le pèlerinage annuel des musulmans à La Mecque, en Arabie saoudite.

Cet événement religieux, social et culturel, vieux de quinze siècles, auquel la France consacre sa première exposition, réunit chaque année trois millions de croyants, formidable brassage de l'humanité. Pour le visiteur de l'IMA, son évocation est une expérience sonore, visuelle, interactive, intense.

L'exposition, à l'initiative du British Museum, a voyagé de Londres à Leyde, aux Pays-Bas, et au Qatar. A Paris, il s'agit d'une coproduction entre l'IMA et la Bibliothèque publique du roi d'Arabie saoudite, qui a prêté des objets jamais sortis des lieux saints.

Pour François Hollande, qui inaugurerait l'exposition mardi 22 avril, le message est politique. Le président de la République a insisté, dans son discours, sur « la force de la relation entre la France et le monde arabe ». Et justifié la mise en place d'un plan anti-djihad, destiné aux jeunes. Il faut « mettre en garde » contre le fanatisme, a-t-il ajouté, « pour que la religion ne soit pas utilisée à d'autres fins, la plus abominable, celle du terrorisme ».

Dans la cour de l'IMA, les wagons de l'Orient-Express, objets d'une exposition parallèle, rappellent que ce train allait jusqu'à Médine, ville du prophète Mahomet, proche de La Mecque. Comme une introduction aux moyens de transport des pèlerins : chameaux, bateau, train, jusqu'à l'avion.

« Le pèlerinage part sur les pas des patriarches Abraham et Adam, à La Mecque. Les deux histoires tribales fusionnent dans la personne d'Ismaël, alliance entre Dieu et l'humanité, dans la cité idéale », précise Omar Saghi, politologue, cocom-

missaire de l'exposition. La Ka'ba, littéralement « cube », située au centre de la mosquée de La Mecque, autour de laquelle le pèlerin tournera sept fois, représente la « maison de Dieu ».

Selon la tradition musulmane, la Ka'ba, construite par Adam, détruite par le déluge, a été rebâtie par Abraham, père fondateur des trois monothéismes. L'intérieur est vide. Les idoles préislamiques ont été détruites. La chasse en argent de la fameuse pierre, que les pèlerins viennent toucher, présentée à l'IMA, est un prêt exceptionnel des Saoudiens.

Le parcours de l'exposition est ponctué de souvenirs centenaires, voire millénaires, du pèlerinage, cartes, récits, dessins, guides de voyage, recueil de prières ; comme ces feuillets, brunis par le temps, du Coran, datés du VIII^e siècle, couverts de sourates recopiées à l'encre noire, ou les fioles à parfum et bâtons de khôl du VIII^e siècle, exhumés de fouilles archéologiques. Ces souvenirs dialoguent avec des

Les souvenirs dialoguent avec des œuvres contemporaines

œuvres contemporaines dans une conversation intemporelle.

L'exposition conduit sur les routes millénaires qui sillonnent l'Arabie : routes commerciales – de l'encens, des épices... – autant que routes de circulation des civilisations. On passerait des heures à décrypter ces cartes et plans anciens, véritables rébus, où La Mecque est toujours au centre. Et on voudrait savoir ce que disent les sourates brodées au fil d'or sur les tentures de soie qui viennent de la Ka'ba.

Chaque objet raconte une route, terrestre ou maritime, d'Istanbul à Bagdad, Boukhara, Nankin, Djakarta ou Bombay : casque du sultan Tipu (Inde du Sud) ; mini-codex circulaire avec vues des sanctuaires, d'un Turc ; palanquin de soie rouge envoyé par un sultan du Caire, au XIX^e siècle. Un feuillet de l'his-

toire des rois, du XVII^e siècle, prêté par la bibliothèque Mamma Haidara de Tombouctou, a échappé à l'autodafé des islamistes au Mali, en 2013.

L'arrivée du pèlerin à La Mecque est évoquée par un sas immaculé, sorte d'espace de purification qui précède les sept circumambulations autour de la Ka'ba. Une fois débarrassé de ses vêtements, il s'enveloppe de deux pagnes de coton blanc sans couture et dit : « Dieu, je me présente devant toi. »

Lors du hadj, la cité sainte de l'islam devient, pendant cinq jours, une gigantesque Babel où se côtoient les croyants venus de 189 pays, de tous âges et toutes classes sociales. Les pèlerins sont logés par pays, sous l'une des 50 000 tentes dressées dans la plaine de Mina, espace sacré où ont lieu les rites, dont la lapidation des trois stèles



« Pèlerins allant à La Mecque » (1861), de Léon Belly. FRANCK RAUX/STEPHANE MARECHALLE/RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE D'ORSAY)

pour expurger la violence, comme une catharsis.

Pour inviter les jeunes à participer à l'événement, Jack Lang, président de l'IMA, a prévu un dispositif numérique interactif où chacun dépose témoignage, message et

photo. « Nous voulons jouer un rôle constructif, positif. L'ignorance est la source des clichés », précise-t-il. Faire passer un message d'universalité, de valeurs partagées, de découverte de l'autre, tel est le but. ■

FLORENCE EVIN

Hajj, le pèlerinage à La Mecque. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e, jusqu'au 10 août. Du mardi au jeudi, de 9 h 30 à 19 heures, le vendredi jusqu'à 21 h 30. Week-ends et jours fériés, jusqu'à 20 heures. De 8,5 € à 10 €. Imarabe.org

INSTANTANÉ ROCK

Le saut de l'ange de ce diable de Jello Biafra

Les Dead Kennedys, vous vous souvenez ? 1979. Un groupe de punk californien mythique : *Holiday in Cambodia... California Über alles...* le genre à transformer une salle de concert en apocalypse anarchiste. Depuis, le groupe a explosé, guerre fratricide à la clé, mais son charismatique leader, Jello Biafra, est toujours là. A l'heure où la punkitude devient un sujet muséal ou une promenade du troisième âge, il reste à 55 ans la rencontre ironique entre le Joker sardonique de Batman et un José Bové rock'n'roll. Mercredi 23 avril, il est avec son nouveau groupe, le Guantanamo School of Medicine, dans les sous-sols du Centquatre à Paris.

La salle, c'est plutôt rides et rouflaquettes, mais pas que... ça brasse large. Jello Biafra a monté tant de groupes qu'on se perd dans la jungle des tee-shirts arborés. Cela va tout de suite à 100 à l'heure. Vagues de chair et de sueur. Du punk, Jello Biafra a l'énergie, pas les stigmates. Tout juste sacrifie-t-il au culte No Future en s'es-suyant le micro sur le cul puis en le reniflant. Mais chez le tribun à

peine caché qui sommeille en lui, ce qui se passe entre les morceaux est le plus important. « Au début des années 1930, l'ennemi public numéro un était un gars qui avait volé quelques banques, mais personne n'était là pour critiquer les banquiers qui avaient coulé Wall Street... John Dillinger, cette chanson est pour toi. » Acclamations.

Jello Biafra est à Olivier Besancenot ce que l'Eglise évangélique est aux catholiques : une version chantée et bigarrée qui puise dans la transe la force de son discours prosélyte. L'austérité (« Vous voulez combler le déficit de la France, faites payer les riches ! »), le racisme, les prisons privatisées, le gaz de schiste (« Là-dessus : vive la France ! »)... Tout y passe. Torses nus et tatoués ou petites lunettes d'intellos, c'est une ruche de radicaux gravement atteints qui, sous sa baguette, dansent la sarabande. Quand, d'un coup, le gras et dansant ludion s'élance et se jette dans la foule. Le saut de l'ange... *California Über Alles*, reprend le cœur des combattants. ■

LAURENT CARPENTIER





NOUVELLE PEUGEOT 308 SW

DES SENSATIONS EN GRAND

ORIGINE FRANCE GARANTIE BV Cert. 6031203

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL Consommation mixte (en l/100 km) : de 3,2 à 5,6. Émissions de CO₂ (en g/km) : de 85 à 129.

Avec ses lignes étirées, la nouvelle Peugeot 308 SW incarne avec simplicité et équilibre la rencontre entre break et design. Découvrez son toit panoramique en verre de 1,69 m² et son coffre de 1660 dm³, modulable en un clic avec la commande Magic Flat, pour vivre des sensations en grand.

Louez la voiture de l'année, avec le service de location Mu by Peugeot, à partir de 45 € TTC/jour. Rendez-vous sur nouvelle308.mu.peugeot.fr

NOUVELLE PEUGEOT 308 SW

MOTION & EMOTION

Débat shakespearien autour de l'« Othello » d'Orson Welles

La restauration de l'œuvre, qui ressort en salles, est contestée

Cinéma

Dans la filmographie d'Orson Welles, comme dans sa vie, aucune histoire n'est simple. Précédé dès *Citizen Kane*, son premier long-métrage, d'une solide réputation d'indiscipliné, ce travailleur boulimique qui ne répugne pas, loin s'en faut, aux provocations s'affiche incapable de se tenir à un budget, à des délais et même à son propre plan de travail, qu'il remanie à mesure des tournages. Le public l'observe sans passion, les critiques lui font les yeux doux, les producteurs ont l'œil méfiant.

Toute sa carrière peut se lire comme une longue suite de tentatives pour inventer des conditions de production susceptibles de préserver la liberté que sa frénésie créative exige.

Réalisé en Europe, *Othello* s'ouvre sur le désir brûlant d'un

nouveau départ : et si, loin des carcans dorés d'Hollywood, Welles trouvait enfin l'horizon dégagé, à sa mesure ?

Tournant son film en Italie et au Maroc sur trois ans (de 1948 à 1951), il s'interrompt pour aller rassembler des fonds en faisant l'acteur sur les films des autres, filme en muet, enregistre le son en postsynchro, fait doubler Desdémone en postproduction, se redouble lui-même, monte, démonte et remonte, même après la première sortie commerciale de son film. S'il était encore de ce monde, il serait probablement toujours en train de retravailler *Othello*, comme un maître potier si amoureux de son ouvrage qu'il ne pourrait se résoudre à le mettre au four.

Cette conception plastique de l'œuvre ne simplifie pas notre tâche de spectateur. *Othello* n'a jamais été perdu, mais il a toujours eu plusieurs visages : varian-

tes diverses, copies de travail, une version européenne de 1952, une version américaine de 1955, une refonte posthume de 1992, réalisée sous l'égide de Beatrice Welles, troisième fille du réalisateur et détentrice du copyright.

Motivation « économique »

C'est cette version que Carlotta Films, prestigieux distributeur français spécialisé dans les films de patrimoine, ramène cette semaine sur nos écrans sous une forme restaurée et numérisée. Or, depuis 1992, cet *Othello* voit sa légitimité contestée par plusieurs spécialistes internationaux de Welles, pour lesquels le travail de « restauration » sonore relèverait plutôt de la dénaturation.

Pour Jean-Pierre Berthomé et François Thomas, auteurs de nombreuses publications sur Welles, parmi lesquelles le passionnant *Orson Welles au travail* (Ed. des



Dans le film qu'il a réalisé, Orson Welles dans le rôle d'Othello. WESTCHESTER FILMS, INC. 2013

Cahiers du cinéma, 2006), la « motivation première » de la refonte de 1992 est « clairement économique. Ce film n'aurait pu ressortir aux États-Unis que dans des cinémas d'art et essai, le ravalement sonore permettait une ressortie

naionale (et internationale) grand public ». De là, un ensemble de modifications assimilables à des « tentatives de banaliser une esthétique sonore audacieuse et inhabituelle ».

Cette « restauration » a en effet pris des libertés troublantes. Re-transcrite à l'oreille, la musique de Lavagnino a été entièrement (et approximativement) réenregistrée. Les répliques ont été synchronisées avec les images, alors que Welles, dans sa période européenne, affichait un mépris assez provocateur pour le synchronisme au sens strict. Enfin, de nombreux bruitages ont été supprimés, atténués ou accentués pour faire gagner en réalisme, alors que le cinéaste privilégiait leur valeur expressive.

En avril 1992, le critique américain Jonathan Rosenbaum avait ainsi résumé son visionnage de la nouvelle version : « Le film a perdu ce qu'il avait de sinistre, de glauque : ce frémissement spectral qu'on lui sentait dans les os, et qui me faisait penser à Nosferatu, a complètement disparu. »

Vincent Paul-Boncour, directeur de Carlotta Films, se refuse à « évacuer » un débat qu'il renvoie aux suppléments de l'édition DVD-Blu-ray à venir. Mais, pour l'heure, la priorité est d'autant moins là

que cet *Othello*, bâtard ou légitime, reste le seul autorisé à la diffusion. « Il me semble important de ne pas mettre au premier plan ces questions lorsqu'un film ressort en salles, mais plutôt de donner envie de découvrir une œuvre. Le travail de restauration de l'image est magnifique. Reste le son, mais je ne suis pas scandalisé, personnellement, par ce retravail. On ne voit pas un film avec un son des années 2010. A contrario, je me souviens d'avoir été choqué par la restauration de *Vertigo*, il y a dix ou quinze ans : là, on sentait une inadéquation avec l'image. »

Saisir ce que l'histoire du cinéma nous offre au présent : cette philosophie ne devrait pas contenter Jean-Pierre Berthomé et François Thomas, pour qui « la ressortie, aujourd'hui, de l'*Othello* mutilé retarde la réhabilitation des versions authentiques de Welles. Si personne ne dénonce cette situation, de nombreux amateurs de cinéma demeureront dans l'ignorance qu'ils n'ont eu accès qu'à un ersatz, à une version édulcorée d'une œuvre originale, infiniment plus provocatrice ».

Alors, revoir *Othello* « mutilé », ou ignorer *Othello* tout entier ? Un dilemme que n'auraient renié ni Welles ni Shakespeare. ■

NOÉMIE LUCIANI

L'or des Scythes, victime du conflit entre Moscou et Kiev

En organisant une exposition sur l'or des Scythes, le Musée Allard Pierson d'Amsterdam, aux Pays-Bas, était loin d'imaginer le casse-tête juridique auquel il allait être confronté. Le 7 février, l'exposition « La Crimée » ouvre ses portes dans ce petit musée de l'université d'Amsterdam. Les objets sculptés par les Scythes au VII^e siècle avant J.-C. (casques, épées, bijoux) font la joie d'un public de connaisseurs. L'accent est mis sur le riche passé archéologique de la presqu'île de la mer Noire, foulée jadis par les Scythes, les Sarmates, les Goths, sans compter les Romains, les Grecs, les Tatares de l'Empire ottoman, bien avant que l'armée de la Grande Catherine, impératrice de toutes les Russies, ne l'incorpore à son empire.

Pour l'essentiel, le patrimoine présenté à Amsterdam provient de quatre musées de Crimée (Simferopol, Bakhtchissaraï, Sébastopol, Kertch). Sa restitution est attendue de pied ferme à la fin du mois d'août, une fois l'exposition achevée. Mais voilà qu'entre février et mars, la Crimée a changé de propriétaire. Ukrainienne depuis 1954, lorsque le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev l'avait offerte à Kiev, elle est repassée sous la coupe de Moscou le 18 mars, en devenant le 84^e « sujet » de la Fédération de Russie, après une opération fulgurante des servi-

ces spéciaux de Vladimir Poutine.

Les administrateurs du musée sont perplexes. A qui faut-il rendre l'or des Scythes ? Aux musées de Crimée qui ont concédé le prêt ou bien aux autorités de Kiev qui réclament la restitution des objets ? Le rattachement de la presqu'île à la Russie n'ayant pas été reconnu par la communauté internationale, les œuvres devraient revenir au gouvernement ukrainien, qui a autorisé leur sortie.

« Cas sans précédent »

« Nous allons devoir déterminer à qui appartiennent les œuvres. C'est un cas sans précédent. Deux équipes de juristes, l'une de l'université d'Amsterdam, l'autre du ministère néerlandais des affaires étrangères, étudient le dossier », a expliqué Amber Van Haken, chargée de la communication du Musée Allard Pierson sur les ondes de *Radio Svoboda* le 18 avril.

Le verdict devrait tomber à la fin du mois d'août quand l'or des Scythes sera remis en caisse pour son voyage de retour. Passée en quelques semaines du statut de carrefour des civilisations à celui de région paria, la Crimée risque de devoir renoncer, pour quelque temps du moins, à la coopération culturelle avec le reste du monde. ■

MARIE JÉGO
(MOSCOU, CORRESPONDANTE)



TOIT PANORAMIQUE

PEUGEOT i-COCKPIT®

BANQUETTE MAGIC FLAT



PEUGEOT

Impériale, Catherine Ringer fait tanguer Bourges

La chanteuse présente son nouveau projet, « Plaza Francia », du tango façon pop

Chanson

Bourges
Envoyée spéciale

Catherine Ringer est une grande chanteuse. Elle l'a confirmé une fois encore, au Printemps de Bourges, le mercredi 23 avril, où elle présentait le premier des trois concerts berruyers donnés avec son nouveau groupe, un projet plus exactement, Plaza Francia. Du tango, revisité avec deux transfuges de Gotan Project, Eduardo Makaroff et Christophe Müller. Le disque, paru début avril, est intéressant ; le concert, formidable ; Ringer, impériale.

On l'avait vue ici, à Bourges, défendant un album de veuve digne, très digne, *Ring n'Roll*, en 2011, rendant un hommage amoureux et discret à Fred Chichin, son mari, âme sœur des Rita Mitsouko, mort en 2007. Elle avait alors usé de gestuelles à l'épure japonaise pour faire passer l'idée du manque. Catherine Ringer est une grande interprète. Elle habite ses chansons, elle les prend. Elles sont à elle, elle fait corps avec. Ce nouveau chapitre la situe dans la « *mémoire du plaisir* ». C'est d'ailleurs le titre d'une des chansons qui composent le *New Tango Song Book*, recueil de quatorze titres de tango « cancion » et apparentés.

Et voici la Ringer en robe noire, avec dentelles en bas, transparence en haut, haut talons à brides et pathos passionnel. Elle affirme, elle impose, les fesses moulées, la voix de gorge. Comment pourrait-on s'ennuyer dans une vie pareille ? Facundo Torres est au bandonéon, précis, tranchant. Eduardo Makaroff à la guitare, folk, parce que son idée est justement de faire évoluer le tango vers d'autres formes – l'électronique et le dance-floor avec Gotan Project, le rock et la pop avec Plaza Francia. Catherine Ringer l'a bien compris, qui danse le twist sur *Cenizas*, tandis que Makaroff et Müller, aux machines, avec batterie intégrée, s'amusent au binaire. Pour le public, c'est imparable.

Catherine Ringer est une grande comédienne. Elle s'amuse, convoque le bel canto aux rappels, se perche sur des sommets dignes d'Yma Sumac (1922-2008), le rossignol péruvien, diva kitch et hollywoodienne, invitée en 1992 au Printemps de Bourges, un festival décemment différent. Ringer ne parle pas l'espagnol, mais elle a appris à

prononcer quasi sans faille le porteno, son rythme, ses évitements allusifs, ses consonnes tranchées. D'ailleurs, répondant à la tradition de la chanson française, elle fut chanteuse à accent, incarnant le renouveau du rock français des années 1980 avec le grand succès des Rita Mitsouko, *Marcia Baila*.

Et puisque la chanson racontait l'histoire d'une danseuse argentine émigrée en France, son nouvel acolyte, « *El señor Makaroff* », l'a admis dans le rang des possibles au beau milieu de tous ces tangos traités en mode bal, loin des sophistication éthérées de Gotan Project. Dans le Théâtre (à l'italienne) Jacques Cœur, on tape des mains. Voilà bien du swing sans complexe, quand on ne le tire pas vers le blues improvisé, tout en en appelant aux esprits de Carlos Gardel ou de Roberto Goyeneche, grands chanteurs de tango.

Voilà bien du swing sans complexe, quand on ne le tire pas vers le blues improvisé

A l'époque de Gardel, on prévoyait déjà les turpitudes et la décadence du monde. A celle de *Marcia Baila*, en 1985, on énonçait les choses plus clairement : « *Quel est donc ce froid que l'on sent en toi ? Mais c'est la mort qui t'a assassinée, Marcia.* » D'un cancer, la belle Marcia, « *la sauterelle en mal d'amour* », mourra.

En 1981, Grace Jones, l'égérie jamaïcaine du stylist français Jean-Paul Goude, reprend *Libertango*, thème fondateur du nuevo tango d'Astor Piazzola, arrangé à la sauce reggae et électronique. Ringer ne craint rien, engagée, en anglais, dans cet hymne à la passion extrême (« *Tu cherches quoi, rencontrer la mort/Tu te prends pour qui, toi aussi tu détestes la vie* »). Ringer s'en amuse, elle s'est changée, robe à paillettes et châle rouge, elle prend un tambourin, esquisse un tango dans les bras de Makaroff, jambes jetées en arrière – pas une épingle ne manque au chignon. Et elle chante, « *la, la la, la la* », avec plaisir, demande à la salle, debout, de chanter. Mais quel plaisir ! ■

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Printemps de Bourges. Plaza Francia les 23 et 24 avril, aux Folies Bergères à Paris, le 29 avril. Tournée française jusqu'au 5 août (Fiest' A Sète).

FRANCE-RWANDA

Le centre culturel français de Kigali exproprié par la mairie

Le centre culturel français de Kigali est fermé depuis le 16 avril, la municipalité l'ayant exproprié du terrain qu'il occupait, officiellement en raison du non-respect du plan d'urbanisme, a annoncé, mercredi 23 avril, l'ambassadeur de France au Rwanda. La procédure de « *confiscation* » légale a été entamée il y a plusieurs mois par la municipalité et n'a « *aucun lien* » avec la récente crise diplomatique entre Kigali et Paris, ouverte à l'occasion des célébrations des 20 ans du génocide de 1994, a assuré le maire de Kigali, Fidèle Ndayisaba. « *Depuis que le terrain de l'Institut français au Rwanda a été confisqué, l'Institut a remis le terrain aux autorités rwandaises* », a déclaré à l'AFP l'ambassadeur, Michel Flesch. « *Les autorités estiment que nous n'avons pas valorisé le terrain* » conformément au plan d'urbanisme, a-t-il poursuivi. « *Pour l'instant, faute de locaux, les activités du centre culturel sont suspendues jusqu'à ce que l'on ait trouvé une solution de logement* », a expliqué M. Flesch. L'ambassade de France bénéficiait d'un bail emphytéotique de trente ans accordé en 2010. – (AFP). ■

Patrimoine La Fondation Royaumont prépare son jubilé

La Fondation Royaumont fêtera ses 50 ans, du 28 juin au 14 décembre, en 50 événements. Créée par la famille Gouin en 1964 dans le but de faire de l'abbaye de Royaumont – érigée dans le Val-d'Oise au XIII^e siècle – un lieu de patrimoine et de culture, la Fondation mêlera danse, installations sonores et concerts. Au programme, une « Nuit d'étoiles... » avec la soprano Natalie Dessay, des soirées transculturelles avec des artistes venant d'Inde ou d'Iran, un hommage au motet – forme musicale vocale apparue vers le XII^e-XIII^e siècle –, ou encore une délocalisation au Festival d'Avignon avec un cycle transarabe.

Moteurs Le modèle, qui n'est pas proposé en France, a été pensé pour séduire le public local : une allure massive, de la place à l'arrière pour la famille élargie, et quelques petits aménagements

408, la Peugeot version chinoise

Pékin

On cherchera en vain le chiffre 408 dans la gamme française de Peugeot. Le modèle existe bien, mais en Chine, où sa deuxième génération a été présentée lors du Salon de Pékin, du 20 au 29 avril. Exclusivement conçue pour ce pays solidement installé au rang de premier marché mondial, cette familiale sera peut-être également produite en Russie mais il n'est pas question de la proposer en Europe.

Techniquement, rien ne s'y opposerait pourtant. La 408, qui vise 100 000 ventes annuelles et sera commercialisée à partir de 160 000 yuans (18 500 euros), répond aux normes de sécurité européennes, sur lesquelles la Chine s'est alignée. Idem pour ce qui est des contraintes environnementales imposées aux véhicules neufs. Sous son capot, le moteur est moderne (un 1,6 litre essence de 160 ch à injection directe) et elle est équipée, entre autres, d'un système de démarrage stop & start, de l'aide au stationnement, d'un frein de parking électrique...

Si la 408 est une vraie voiture chinoise, c'est qu'elle se plie aux us et coutumes automobiles du pays. La partie la plus visible de l'iceberg réside dans son architecture dite tricorps (avec un coffre bien apparent plutôt qu'un hayon) qui lui confère une allure point inélégante mais assez convenue. Un genre de beauté qui représente deux tiers des ventes de voitures en Chine contre seulement 6 % sur le Vieux Continent.

Quoique sage, la 408 redessinée par le studio de design PSA de Shanghai entend inspirer le respect. « *Les Chinois veulent une voiture qui en impose. Alors, nous avons allongé le capot, surdimensionné la calandre, rajouté des chromes et retravaillé l'arrière pour le rendre plus massif* », détaille Eungyou Gong, l'un des stylistes du bureau de design Peugeot-Citroën de Shanghai. L'habitabilité à l'arrière a aussi été revue à la hausse. « *C'est hyper important dès lors qu'il s'agit de transporter la famille élargie* », ajoute le designer.

Enfants uniques devenus adultes, les clients, dont la moyenne d'âge se situe autour de 35 ans (vingt ans de moins qu'en Europe), bénéficient souvent de l'aide de leurs parents, voire grands-parents..., qui s'attendent à être



La nouvelle 408 présentée au Salon de Pékin. SACHA FARKAS/PEUGEOT

accueillis sur la banquette arrière avec les égards qui leur sont dus.

D'autres adaptations, moins visibles, sont indispensables pour attirer une clientèle qui découvre l'automobile avec l'enthousiasme des Américains ou des Européens de l'après-guerre mais à vitesse accélérée ; ces trois dernières années, le pays est passé de 35 à 61 voitures pour 1 000 habitants.

Ainsi, la climatisation de la 408 a été renforcée mais en s'efforçant de ne pas trop produire de bruit supplémentaire car les Chinois, guère férus de mécanique, s'inquiètent au moindre bruit inconnu. Les concepteurs ont aussi adapté le klaxon à un usage intensif et veillé à ce que la trappe à essence s'ouvre sans qu'il soit nécessaire de quitter la voiture : en Chine, c'est au personnel de la station-service qu'il revient d'effectuer le plein.

Autres détails qui ont leur importance : un petit rangement aménagé à portée de main pour y loger la carte magnétique indispensable pour pénétrer dans les

résidences sécurisées dans lesquelles vivent nombre de Chinois de la classe moyenne supérieure. Ceux qui achètent ce genre de voiture.

Reste qu'il ne suffit pas de respecter les conventions pour trouver sa place sur un marché à crois-

Les concepteurs ont aussi adapté le klaxon à un usage intensif et veillé à ce que la trappe à essence s'ouvre sans qu'il soit nécessaire de quitter la voiture

sance forte, mais où se bousculent 72 constructeurs, qui commercialisent 389 modèles.

Or, une marque automobile française n'évoque pas un système de valeurs très précis dans l'esprit du consommateur chinois – hormis peut-être dans celui des acheteurs de Peugeot qui, disent

les experts du constructeur, se recrutent souvent parmi ceux qui ont eu l'opportunité de voyager en France.

Alors que les firmes locales, allemandes ou japonaises s'inscrivent dans une quête de statut social résolument conformiste, la marque au lion tente d'adresser de subtils signaux à ceux qui ne veulent pas faire tout à fait comme les autres.

« *Nous visons la génération post-années 1980, moins en ligne avec les valeurs traditionnelles que ses parents, des consommateurs qui ne s'inscrivent pas strictement dans la norme et qui commencent à exercer un réel pouvoir économique* », insiste Mathieu Vennin, directeur général adjoint de Peugeot en Chine. Celui-ci espère aussi que l'entrée de Dongfeng dans le capital de PSA provoquera un « *effet Volvo* ». A l'image de l'impact commercial non négligeable provoqué sur les ventes en Chine de la marque suédoise après son rachat par Geely, en 2010. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

Mobilité La tablette et le smartphone modifient le rapport des usagers aux modes de transport

Des applis pour circuler et voyager mieux

Le RER de 18 h 17 est-il bondé ? Et le suivant ? En un coup d'oeil à l'application Tranquilien sur son smartphone, le voyageur sait quel train il doit choisir pour avoir une place assise. Un embouteillage sur la rocade ? Les doigts filent sur Waze ou sur iCoyote, pour comprendre si c'est un simple ralentissement ou s'il faut envisager un autre itinéraire.

Le TGV démarre dans dix minutes, et on risque de le rater ? Direct train signale vers quel quai se diriger. La SNCF, qui a développé cette application, n'avait sans doute pas prévu qu'elle répondrait également aux besoins des... fumeurs. « *On sait combien de temps le train s'arrête à la prochaine gare et si ça vaut la peine de descendre sur le quai* », témoigne une voyageuse.

Il n'est pas un mode de transport qui ne puisse être optimisé à l'aide d'une tablette ou d'un smartphone. Dans le métro parisien, on décide, sur Paris-ci la sortie, l'endroit de la rame où il faut s'installer pour se retrouver, à l'arrivée, pile

face à l'escalator. Sur Flightradar24, on repère la position, en temps réel, de l'avion dans lequel se trouve l'être aimé. Et si le voyageur a préféré le train, c'est sur le site Raildar que l'on trouvera son heure d'arrivée, un éventuel retard et les raisons de celui-ci.

Les noctambules se sont habitués à réserver une voiture avec chauffeur sur Snapcar ou Lecab, ce qui a amené les compagnies de taxis, Taxis bleus ou G7, à créer leur propre appli. Pour le covoiturage, on consulte Blablacar, et pour louer une voiture à un particulier, Drivy, tandis que les cyclistes parisiens calculent leur itinéraire sur Geovelo ou Citymapper.

Il est impossible de citer toutes les applications spécialisées, et il s'en crée de nouvelles tous les jours. Certaines demeureront à jamais des gadgets pour passionnés d'informatique, tandis que d'autres seront téléchargées par plusieurs centaines de milliers de personnes. Tristram Gräbener, qui travaille pour le voyageur Capitai-

ne Train, a soutenu, en 2010, une thèse d'informaticienne consacrée au calcul d'itinéraire. Il distingue « *les applications traditionnelles, un peu lourdes, créées par les institutions et mises à jour une fois par an, des projets lancés par des start-up, qui se permettent des innovations* ».

« Hackatons »

Certains services reposent sur les données fournies par les voyageurs eux-mêmes. Chaque personne circulant sur le réseau ferroviaire d'Ile-de-France est invitée à indiquer à Tranquilien s'il reste, ou non, des places assises dans son train. De même, les automobilistes contribuent à l'enrichissement de Waze, signalant les accidents, les ralentissements ou... les radars.

Les grands groupes ne peuvent plus ignorer le phénomène. La SNCF, la RATP ou Google organisent des « hackatons », marathons informatiques au cours desquels des dizaines de développeurs imaginent de nouvelles utilisations à partir des données libres d'accès.

« *On passe d'un univers fermé dans lequel les grands opérateurs de réseaux étaient seuls organisateurs de déplacements à un mode polycentrique, où chacun peut devenir un acteur à part entière de sa mobilité* », commente Sophie Boissard, directrice générale déléguée de la SNCF.

Ces services qui servent à orienter les voyageurs fournissent en outre de précieuses données. On sait combien de personnes se déplacent, à quel endroit et comment elles le font. « *C'est une opportunité à saisir, à un prix beaucoup moins élevé que les enquêtes traditionnelles sur les déplacements* », affirme Julie Rieg, sociologue chez le consultant Chronos.

Ici et là, certains commencent à utiliser les Google Glass, montures posées sur le nez et dotées d'un écran au-dessus de l'oeil droit. D'un geste de la main, ou de la tête, ils obtiennent l'information convoitée – place de parking libre ou heure du départ du train. Trop fort. ■

OLIVIER RAZEMON

EN ASSOCIATION
AVEC *les cinémas*
GAUMONT PATHE!

AVEC LE SOUTIEN
DU 
FESTIVAL DE CANNES

LE SOUTIEN
DE **CANAL+**

ET LE SOUTIEN
DE **NESPRESSO**

Le Monde

PRÉSENTE



CANNES À PARIS

VIVEZ DU **23** AU
25 MAI 2014
LE FESTIVAL
DE CANNES
À PARIS

3
JOURS

+ DE 15
FILMS
de la
sélection officielle

 **GAUMONT
OPÉRA**
CINÉMA
2 bd des Capucines
PARIS 9^e - 01 47 42 35 00

En exclusivité au Gaumont Opéra
Informations et e-billets sur www.cinemasgaumontpathe.com/offres

**en vente
actuellement**

En kiosque



Hors-série



Hors-série



7 matières pour
réussir votre bac

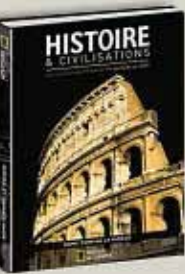
Collections

Les petits
polars



Actuellement en kiosque
le volume n°2 **CANNIBALES**
de Philip Le Roy, illustré par Götting

Le Monde HISTOIRE & CIVILISATIONS



Dès jeudi 24 avril,
le volume n° 14
ROME DOMINE LE MONDE

Nos services

Lecteurs

- Abonnements
Tél. : 32-89 (0,34€ TTC/min)
www.lemonde.fr/abojournal
- Boutique du Monde
80, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris
M° Glacière ou Corvisart
Tél. : 01-57-28-29-85
www.lemonde.fr/boutique
- Le Carnet du Monde
Tél. : 01-57-28-28-28

Professionnels

Service des ventes
Tél. : 0-805-05-01-47

Le Monde
Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, baptêmes,
fiançailles, mariages,
anniversaires de naissance,
anniversaires de mariage

Avis de décès,
remerciements, messes,
condoléances,
hommages,
anniversaires de décès,
souvenirs

Colloques, conférences,
séminaires, tables-rondes,

portes-ouvertes, forums,
journées d'études, congrès,
projections-débats,
nominations,
assemblées générales

Soutenances de mémoire,
thèses, HDR,
distinctions, félicitations

Expositions, vernissages,
signatures, dédicaces,
lectures,
communications diverses

Pour toute information :
☎ 01 57 28 28 28
✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Le groupe Kat Onoma,
Martine, Antoine
Et l'ensemble de la famille Bickel,

ont la douleur de faire part du décès de

Guy « Bix » BICKEL,

enlevé à leur tendre affection,
le 18 avril 2014,
à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie aura lieu le vendredi
25 avril, à 11 h 30, au centre funéraire,
15, rue de l'Ill, à Strasbourg-Robertsau.

Le groupe Capgemini,
Serge Kampf,
son fondateur et président d'honneur,
Paul Hermelin,
son président-directeur général,
Les membres du conseil
d'administration
Et tous ses amis de Capgemini,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. José BOURBOULON,

survenue le dimanche 20 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Personnage clé de la construction et du
développement de Capgemini, passionné
par la relation commerciale et animateur
enthousiaste des séminaires du Groupe,
José Bourboulon laisse une empreinte
profonde dans la mémoire collective de
Capgemini.

Ses obsèques se dérouleront
le vendredi 25 avril, à 15 h 30, à Lirac
(Gard).

Sidney Cabessa,
Guy Cabessa,
Valérie Cabessa,
Jacques Cabessa,
Josseline Cabessa,
ses enfants,
Philip, Alain, Jonathan, Laure, Amit,
Tal, Nimrod, Omri, Anouk, Sandra,
Marina,
ses petits-enfants,
Noam, Yuval, Rachel, Lea, Noam, Jodi,
Orel et Joé,
ses arrière-petits-enfants,
Batia et Irit Cabessa,
Dominique Baticle,
Chantal Dietrich,
Jacques Derhi
Et tous ceux qui l'ont aimée,

ont l'immense peine d'annoncer que

Rachel CABELSA,
née CORCOS,

nous a quittés, le lundi 21 avril 2014.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière
parisien de Pantin, ce jeudi 24 avril,
à 15 heures.

« Elle a été, elle a vécu,
et nous a tant aimés. »

Zakia El Hachimi, née Messouak,
son épouse,
Izza et Jean-Yves El Hachimi-Brondel,
Brahim et Zoubida El Hachimi-
Mehaddi,
ses enfants,
Sarah, Séléne, Nourane et Zacharia,
ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès survenu le 16 avril 2014,
à l'âge de soixante-treize ans, du

professeur
Azzouz EL HACHIMI,
externe des Hôpitaux de Paris,
assistant de pathologie au CHU
La Pitié salpêtrière, à Paris,
professeur et chef de service au CHU
Avicennes-Rabat.

L'inhumation a eu lieu auprès
de sa famille, le mardi 22 avril, à Lyon.

Capbreton (Landes).

M^{me} Denise Goddet, née Langlois,
son épouse,
Françoise, Michèle, Élisabeth, Philippe,
Anne, Christophe, Mireille, Géraldine,
Laetitia, Sébastien, Florian, Antoine,
Corentin, Valentin, Marianne, Louise,
Youri, Chloé, Hadrien, Sara, Léo, Olivier,
Lylian, Loubna, Mathieu, Gabriel, Iléana,
Evan, Emmie,
ses enfants, ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,

font part du décès de

Jean GODDET,
ingénieur EDF retraité,
ancien élève de l'ENSEEIH,

survenu le 22 avril 2014.

Ses obsèques auront lieu en l'église
Saint-Nicolas de Capbreton, jeudi 24 avril,
à 17 heures.

Kataline Bailby
et son fils, Pierre-Alexandre,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Boris KHOMENKO,
artiste-peintre russe,

survenu le vendredi 18 avril 2014,
à Paris.

Une cérémonie religieuse se tiendra
le vendredi 25 avril, à 11 heures, en
l'église orthodoxe, située au 91, rue Olivier
de Serres, Paris 15^e.

Anne Magneron-Cheminée,
son épouse,
Eric, Michaël, Nicolas,
ses enfants,
Laurence, Nathalie, Nathalie,
leurs conjointes,
Paul, Romane, Louis, Victor, Prune,
Arnaud, Emilien, Laure,
ses petits-enfants
Et toute sa famille,

ont la tristesse de faire part de la mort,
survenue brutalement, le 21 février 2014,
du

docteur
Jean-Pierre MAGNERON,
anesthésiste-réanimateur
à la polyclinique du Parc de Charleville-
Mézières, pendant plus de trente ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière
familial de Vaumoreau, dans les Deux-
Sèvres, le 25 avril, à 15 heures.

Une cérémonie religieuse aura lieu
au temple protestant de Charleville-
Mézières, le samedi 24 mai, à 11 heures.

« Heureux l'homme qui ne marche pas
sur le conseil des méchants,
qui ne s'arrête pas sur la voie
des pêcheurs et qui ne s'assied pas
en compagnie des moqueurs,
mais qui trouve son plaisir
dans la voie de l'éternel. »

Fontainebleau.

Guy Landon, François Vachey,
Jens Meyer,
Les membres du conseil
d'administration
Et le comité de direction du Centre
européen d'éducation permanente
(CEDEP),

ont la grande tristesse d'annoncer le décès
de leur ancien directeur général,

M. Claude MICHAUD,

survenu le 16 avril 2014,
à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Toute la communauté du CEDEP
s'associe à la peine profonde de la famille.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi
23 avril, à 16 heures, au crématorium
du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des
Rondeaux, Paris 20^e.

M^{me} Emma Perret,
son épouse,
Jean-Louis, Claudie, Jacques, Roger,
Cécile,
ses enfants
et leurs conjoints,

font part du décès de

M. Eugène PERRET,
inspecteur général honoraire
de l'Éducation nationale,

survenu à Nice, le 13 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

39, avenue Primerose,
06000 Nice.

Anne-Marie Planel,
Sadok Boubaker,
Béatrice Martelly-Planel,
Hélène et Alexandre Penon-Planel,
Vincent Planel,
Aurélien Malbec,
Andrée Hirschi, née Carray,
Goreti Curto-Rodrigues,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jacqueline PLANEL,
née CARRAY,
musicologue,
épouse du compositeur Robert Planel,

survenu dans sa quatre-vingt-onzième
année, à Paris, le dimanche 20 avril 2014.

L'inhumation a eu lieu à Dieulefit
(Drôme), le jeudi 24 avril, à 16 h 30.

15, rue des Frères d'Astier
de la Vigerie,
75013 Paris.

Hélène et Michel Peyrat Gonnet,
Michèle et François Chaubet,
ses filles et ses gendres,
Laurent et Tristan Peyrat,
Nicolas Chaubet,
ses petits-fils,
Les familles Gonnet, Plauchu,
Kaepplin, Pellet et Rendu,

ont la tristesse de faire part du retour
à Dieu de

M^{me} Annie PLAUCHU,

à Paris,
dans sa quatre-vingt-deuxième année,
le jour de Pâques, le 20 avril 2014.

Une cérémonie d'adieu aura lieu
le samedi 26 avril, à 9 h 30, au funérarium
117, avenue Berthelot, Lyon 3^e, suivie de
l'inhumation au cimetière de Francheville
(Rhône).

Fleurs blanches ou mauves.

Laurent et Tristan Peyrat,
4, rue Herschel,
75006 Paris.

Le professeur Olivier Hanon,
président de la Société Française
de Gériatrie et Gérologie (SFGG),
Le conseil d'administration
Et tous ses membres,

ont la tristesse d'annoncer le décès brutal,
le 8 avril 2014,
de sa déléguée générale,

le docteur Geneviève RUAULT,
chevalier de la Légion d'honneur.

Ses obsèques ont eu lieu le 15 avril,
dans l'intimité familiale.

La disparition de cette personnalité
exceptionnelle qui se consacrait au
rayonnement de leur société et à la cause
de ceux qu'elle sert, a suscité une forte
émotion au sein de la communauté
gérologique.

Un hommage lui sera rendu lors des
Journées annuelles de la SFGG, le mardi
25 novembre, à 12 heures.

La SFGG s'associe à la douleur de
sa famille, lui présente ses très sincères
condoléances et remercie les très
nombreuses personnes qui lui ont déjà
témoigné leur sympathie.

Paul Tirand,
son époux,
Claudine Tirand,
sa fille,
Jean-Paul Tirand,
son fils
et Marie-Josée, sa belle-fille,
Pierre, Jeanne, Chloé,
ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Juliette TIRAND,
née REYNÈS,

survenu le 21 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée
le jeudi 24 avril, à 14 h 30, en la collégiale
Saint-Michel de Castelnau (Aude).

2, rue J.B. de Maillé,
11400 Castelnau-d'Aud.

Ida,
son épouse,
Paule, Eric, Jérôme,
ses enfants,
Silvia Carissoli,
Stéphanie Quennessen,
Mathilde Profit,
ses belles-filles,
Lola, Apollo, Edwina,
Marguerite, Simon,
ses petits-enfants,
Milo,
son arrière-petit-fils
et son père, Laurent Le Gall,
Michel,
son frère
et son épouse, Anne Marie,
et leur fils, Frédéric,
Léon Hepner,
son beau-frère,
et son épouse, Monique,
et leurs enfants et petits-enfants
Ainsi que toute sa famille
Et ses nombreux amis,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

Jacques ZAJDERMANN,

survenue le dimanche 20 avril 2014.

Une cérémonie civile aura lieu
le vendredi 25 avril, à 10 heures,
au crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, salle Mauméjean, Paris 20^e.

Ses cendres seront déposées le même
jour, à 15 h 45, au cimetière parisien
de Bagneux, 45, avenue Marx Dormoy,
à Bagneux (Hauts-de-Seine).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue du Pont de Lodi,
75006 Paris.

Remerciements

Enguerran (†) et Françoise Mennesson,
Patrice et Marie-France Mennesson,
Blandine Mennesson,
Frank Mennesson (†),
Arnaud Mennesson (†),
André Mennesson
et Monique Malterre,
Pascaline Mennesson (†),
Virginie et Renaud Bentegeat,
Sylvie et Jean-Dominique Dallet,
Thierry Mennesson,
Jean-Marie Mennesson (†),
Flöre Mennesson et Denis Lespinasse,
ses enfants,
ses belles-filles et ses gendres,
Stéphane, Fabrice, Héloïse Mennesson,
Virginie, Aude Mennesson,
Anne et Guillaume Tabourdeau, Muriel
et Michel Lavaud,
Indrani Mennesson
et David Fernandes,
Margaux et Christopher Ryan,
William et Brittney Mennesson,
Quentin Bentegeat et Raphaëlle Audin,
Ivanhoé Bentegeat et Mony Deswelle,
Philippine Bentegeat,
Damien Dallet et Chloé Dedieu,
Enguerran Dallet,
Aurélien Mennesson et Julie Bongibaud,
Romain Mennesson et Christelle Menard,
Chloé et Daniel Da Silva,
Baptiste Mennesson et Laetitia
Da Silva,
ses petits-enfants et leurs conjoints,
Claire et Céleste Tabourdeau,
Louise et Yrieix Lavaud,
Sacha et Marius Bentegeat,
Nina Mennesson,
Mani Mennesson,
Anna Da Silva,
ses arrière-petits-enfants,

très touchés des marques d'affection
qui leur ont été témoignées, lors du rappel
à Dieu de

M^{me} Denise, Victoire
MENNESSON,
née DAMIEN, dit FORTIN,

survenu le 1^{er} avril 2014.

remercient tous ceux qui se sont associés
à leur peine par leur présence, messages
et prières.

Anniversaires de décès

Il y a deux ans, le 9 avril, disparaissait

Charles BRANCA.

« Mon très cher père
qui navigue au loin
Chaque jour plus absent,
chaque jour plus présent
Quand reviendras tu me lire
une histoire ?
Chaque jour à ma fenêtre,
j'attends ta venue
Quand reviendras tu
sécher mes larmes ?

Mon très cher père
qui gît parmi les cyprès
Quand tu reviendras, la table sera mise
Elle est mise chaque jour
Quand tu reviendras, je te sourirai
Chaque jour, je te souris. »

Il y a cinq ans, le 25 avril 2009,

Piotr

nous quittait.

« La vie des morts se trouve
dans la mémoire des vivants. »
Cicéron.

Débats

Vingt-cinq ans de transformations
démocratiques en Pologne.

Magdalena Sroda - Christine Ockrent,
le mercredi 23 avril 2014, à 18 heures,
amphithéâtre 122.

Michal Boni - François Bafoil,
le mardi 29 avril, à 18 heures,
amphithéâtre 122.

Centre universitaire Malesherbes,
108, boulevard Malesherbes, Paris 17^e.

Conférences



Cycle de conférences :
La ville pharmakon
La ville ludique,
lundi 28 avril 2014, à 19 heures.

Dans le cadre de sa résidence à
la Cité de l'architecture & du patrimoine,
le philosophe Philippe Simay présente
un cycle de trois conférences avec
Stéphane Füßeséry, architecte-urbaniste
et historien, sur le thème de
« la ville pharmakon ».

Lundi 26 mai, à 19 heures :
La ville numérique
Lundi 23 juin, à 19 heures :
La ville générique.

Entrée libre
inscription sur citechaillot.fr

Cité de l'architecture & du patrimoine
Auditorium,
7, avenue Albert de Mun, Paris 16^e.
(métro Léna ou Trocadéro)

Assemblée générale

Les MIJE,
Siège social :
13, boulevard Beaumarchais, Paris 4^e,

convoquent leurs adhérents
à l'assemblée générale,

le 24 mai 2014, à 10 h 30,
au 6, rue de Fourcy, Paris 4^e.

Ordre du jour :
- Approbation du compte-rendu
de l'assemblée générale
concernant l'exercice 2012.
- Présentation du rapport financier,
du rapport du commissaire aux comptes,
du rapport d'activités et du rapport moral
concernant l'exercice 2013.
- Election au conseil d'administration.

A la requête de M. Pascal Yeh,
délégué général.

Date de convocation : le 24 avril.

Communication diverse



La Fédération Française de l'Ordre
Maçonnerie Mixte Internationale,
« Le Droit Humain »,
organise une rencontre-débat
avec le public.

« La Franc-Maçonnerie en questions.
Tout ce que vous avez toujours voulu
savoir sur la Franc-Maçonnerie
sans jamais oser le demander ».

le samedi 26 avril 2014, à 14 heures,
9, rue Pinel, Paris 13^e.

Inscription par courriel :
communication@apfdh.org

Informations :
www.droit humain-france.org

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directrice du « Monde », membre du directoire,
directrice des rédactions Natalie Nougayrède
Directeur délégué des rédactions Vincent Giret
Directeur adjoint des rédactions Michel Guerrin
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon,
Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Arnaud Leparmontier,
Cécile Prieur, Nabil Wakim
Rédactrice en chef « M Le magazine du Monde »
Marie-Pierre Lannelongue
Rédactrice en chef « édition abonnés » du Monde.fr
Françoise Tovo
Rédacteurs en chef adjoints François Bougon, Vincent
Fagot, Nathaniel Herzberg, Damien Leloup
Chefs de service Christophe Châtelot (International),
Luc Bronner (France), Virginie Malingre
(Economie), Auréliano Tonet (Culture)
Rédacteurs en chef « développement éditorial »
Julien Laroche-Joubert (Innovations Web),
Didier Pourquery (Diversifications, Evénements,
Partenariats)
Chef d'édition Christian Massol
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Eric Béziat
Médiateur Pascal Gallnier
Secrétaire générale du groupe Catherine Joly
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président.
Gilles van Kote, vice-président

Madame Taubira, il faut passer aux actes Pour un contrôle des écoutes téléphoniques

Pierre-Olivier Sur

Bâtonnier du barreau de Paris

Laurent Martinet

Vice-bâtonnier

Il faut saluer le maintien, à la tête de la chancellerie, de Christiane Taubira, qui incarne nos valeurs républicaines. Car si la société française avance face à son histoire, c'est grâce à certaines figures qui en conduisent les pas : naguère, pour le droit à l'avortement ou l'abolition de la peine de mort, hier pour la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité, aujourd'hui avec le mariage pour tous.

Les avocats étant sensibles à la prise de parole en public, Christiane Taubira a su impressionner par son talent oratoire. Cet exercice n'est jamais facile pour un ministre de la justice. A l'Assemblée comme au Palais, la garde des sceaux s'est toujours présentée sans notes, habitée par une conviction faite d'empathie avec la salle et de distance que seule l'autorité permet.

On n'oubliera jamais certaines de ses envolées, face à des députés furieux sur le projet de loi qui avait fait descendre une partie de la France dans la rue, ni son discours dans la bibliothèque des avocats pour répondre à notre hommage au « post-féminisme », le 7 mars. Chaque fois, pour finir, Christiane Taubira cite Césaire ou René Char. Depuis Pompidou, personne n'avait osé placer dans le discours politique... des vers. Mais il faut passer de la poésie et des grands principes aux textes de procédure. Trois réformes s'avèrent nécessaires.

Il faut tout d'abord une loi sur les écoutes et le secret. Non ! Les écoutes téléphoniques, les interceptions de courriers électroniques, la géolocalisation, etc., ne peuvent être une réponse à la crise politique et judiciaire ! Non ! La « transparence », qui ne figurait ni dans le Décalogue, ni dans la philosophie d'Emmanuel Kant, n'est pas la solution ! Non ! Les 600 000 interceptions de sécurité qui sont pratiquées chaque année en France, de même que la participation active des grands opérateurs à cette entreprise, ne peuvent s'exercer en dehors d'un cadre judiciaire très exigeant pour la défense des libertés publiques.

Les écoutes doivent donner lieu à un contrôle de proportionnalité par un organe indépendant, comme l'exige la jurisprudence européenne et comme l'a rappelé, le 4 avril, le Conseil constitutionnel. Cette mission doit relever du juge des libertés et de la détention (JLD), du président du tribunal de grande instance ou d'une haute autorité. Ces écoutes ne doivent pouvoir être ordonnées que pour une durée limitée par un texte afin d'éviter la pratique, trop courante, des « filets dérivants » qui permet d'attendre, parfois plusieurs mois, qu'une éventuelle infraction soit constatée. C'est ce que nous avons demandé au président de la République lorsqu'il nous a reçus le 20 mars et c'est ce que nous demandons maintenant à Christiane Taubira. Nous recevant le 23 avril, elle nous a confirmé son accord de principe et la constitution d'un groupe de travail à ce sujet.

Ensuite, une réforme de l'instruction et du parquet. Pour ce qui concerne, plus généralement, la procédure pénale, les principaux pays européens de tradition romano-germanique ont instauré des mécanismes res-

pectueux des principes de l'égalité des armes entre la défense et l'accusation sans pour autant bloquer l'institution judiciaire. Il est en ainsi pour l'Italie, l'Allemagne ou l'Autriche. La France doit s'inscrire dans ce mouvement. S'il n'est pas satisfaisant de constater que nous sommes en retard par rapport aux grandes démocraties voisines, il n'est pas trop tard ! D'autant que ce glissement doit se faire autour d'un centre de gravité qui ne serait ni le magistrat instructeur ni le ministère public, mais le juge des libertés et de la détention. En d'autres termes, le nouveau parquet ferait face aux avocats dans le cadre d'un débat accusatoire arbitré par un nouveau juge que sera ce JLD doté de nouvelles prérogatives. Pour les procédures d'enquêtes préliminaires, le JLD serait, non pas l'arbitre entre les avocats et le ministère public, mais le contrôleur du parquet pour le respect des libertés publiques. Cette réforme simple et tant attendue sera la clef du succès du ministère Taubira 2.

Enfin, concernant le carcéral : il faut sortir du modèle monolithique de réponse à la délinquance par notre « prison républicaine ». Car depuis le XII^e siècle, nous n'avons pas beaucoup évolué ! Derrière les murs de Clairvaux, on enferme encore les hommes comme ils s'y enfermaient jadis dans la crainte de Dieu. Les enceintes de Vauban et, plus tard, des Baumettes, de Fresnes

Non ! Les écoutes ne peuvent être une réponse à la crise politique et judiciaire !

Non ! La « transparence », qui ne figurait ni dans le Décalogue, ni dans la philosophie d'Emmanuel Kant, n'est pas la solution !

ou de la Santé demeurent l'exemple du « tout carcéral » dans lequel nous restons culturellement enfermés, même si, évidemment, le châtement corporel, dont la peine de mort était le paroxysme, a été aboli.

L'enjeu pour notre société est désormais de choisir entre une politique à l'américaine, avec ses emprisonnements à outrance, et une politique inspirée des pays d'Europe du Nord, consistant à traiter chacun en vue de sa réinsertion sociale. Ainsi doit-il en être pour les malades mentaux ou les délinquants sexuels qui doivent être placés dans des institutions destinées à soigner, tandis que les délinquants condamnés à de petites peines doivent être pris en charge dans un cadre qui permette de suivre et de tracer leur parcours, ce que le projet de peine de probation, proposé par la chancellerie, ne permettra pas, faute de moyens.

Ce que nous voulons, c'est une justice moderne et efficace, respectueuse des droits de la défense et du secret, qui ne soit plus en queue de peloton de l'Europe. Les pouvoirs publics et les entreprises pourront compter sur le barreau de Paris, véhicule d'une justice moderne, pour relever le défi international de la globalisation et de la place de la France dans le monde.

Pour cette grande réforme, qui va bien au-delà du pénal, nous nous inquiétons des termes réducteurs et erronés en droit qui ont été prononcés par le premier ministre dans son discours de politique générale : « *Je pense à la réforme pénale, dont le but, je le rappelle, est de lutter contre la récidive.* » Le but de la réforme pénale est, au contraire, celui de l'équilibre entre les droits de chacun dans le respect des grands principes qui gouvernent la République. Nous y veillerons. ■

Aux Parlements de surveiller le partenariat transatlantique Un traité commercial en mal de légitimité démocratique

Alberto Alemanno

Professeur à HEC Paris

Les négociations autour du traité de partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement suscitent des débats stériles et largement mal informés, qui passent à côté des vrais enjeux. Elles rencontrent davantage d'obstacles que pour la conclusion d'un accord commercial habituel. Etant donné l'ambition du projet de traité, sa nouveauté et son potentiel de redéfinition de la gouvernance économique mondiale future, ce constat n'est pas surprenant.

Pourtant, une meilleure compréhension de ce qui est vraiment en jeu dans le TTIP pourrait faire que les négociations et le débat public qui les entourent soient mieux éclairés et moins polarisés. Malheureusement, la presse et les organisations de la société civile passent à côté de l'essentiel et échouent ainsi à remplir leur mission d'intérêt général et public.

Ceux-ci contribuent au contraire, et plutôt imprudemment, à mal informer et à amplifier les craintes, en mettant l'accent sur certains aspects particuliers, tels que le caractère peu transparent des négociations ou l'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats, qui paradoxalement, pourraient ne pas être les points les plus problématiques de l'accord. Pour démythifier certaines idées fausses et tenter de recentrer le débat, il est nécessaire de rappeler quelques éléments de base.

Tout d'abord, l'idée du TTIP n'a pas été subitement sortie du chapeau des négociateurs internationaux. Au cours des dernières décennies, les gouvernements de la planète – y compris l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis – ont activement coopéré pour coordonner leurs politiques internes, à travers toute une palette d'initiatives aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral.

Ces efforts ont été soutenus par les promoteurs de la libéralisation du commerce mondial, qui considèrent l'action réglementaire nationale comme un frein aux échanges internationaux.

Compte tenu de la situation géopolitique en rapide évolution et de l'incapacité actuelle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des autres cadres de coopération commerciale à lutter efficacement contre les barrières non tarifaires, l'UE et les Etats-Unis se sont dits prêts à aller au-delà de l'élaboration des traités internationaux traditionnels et à explorer de nouvelles voies de coopération réglementaire internationale. D'où l'idée du TTIP.

En deuxième lieu, l'accord transatlantique devrait donner naissance à bien plus qu'une simple zone de libre-échange : outre l'engagement d'éliminer les droits de douane, il permettrait d'inscrire pour la première fois dans un accord commercial l'application de bonnes pratiques dans l'élaboration de la réglementation (par exemple, des obligations relatives à la consultation du public, la transparence et les études d'impact), sans toutefois modifier sensiblement la manière dont chaque partenaire élabore ses lois et règlements.

Par conséquent, le TTIP peut être considéré comme un mécanisme permanent permettant aux organismes de réglementation respectifs non pas d'harmoniser leurs règles, mais de déterminer si ces règles, essayant de résoudre les mêmes problèmes, peuvent se révéler compatibles.

En outre, le TTIP pourrait être un « accord vivant », c'est-à-dire un accord dont on pourrait étendre les champs d'application sans avoir besoin de rouvrir les négociations. Ainsi, si des domaines de convergences possibles venaient à être identifiés (comme les autorisations de commercialisation de produits pharmaceutiques ou les normes techniques pour les phares de voiture, par exemple), les points de rapprochement trouvés entreraient en vigueur automatiquement, sans aucune forme de contrôle

politique. Cet accord dynamique affaiblit l'autorité nationale. C'est ici que l'attention de l'opinion publique devrait en fait se porter.

Car, si à l'avenir, l'accord vient à toucher des secteurs d'activités supplémentaires, cet ajout entraînera la coexistence dans un même marché de deux cadres réglementaires pour les produits ou services importés, sans modifier formellement les exigences réglementaires nationales pour les produits ou les services locaux.

Cela peut entraîner des interrogations de fond relatives à la responsabilité politique, dans la mesure où la mise en œuvre du TTIP pourrait conduire à l'adoption de cadres réglementaires qui paraîtraient s'éloigner progressivement des choix adoptés, et donc des préférences collectives des administrés.

Ainsi, si un accord devait être trouvé concernant l'équivalence des standards de sécurité dans le secteur automobile, une voiture américaine pourrait circuler librement sur les routes européennes même si elle ne respecte pas la réglementation européenne – il en serait de même pour une voiture européenne sur le marché américain.

Dans ce nouveau contexte, il est essentiel de prévoir une forme de supervision

Une meilleure compréhension de ce qui est en jeu dans le projet de traité pourrait faire que les négociations et le débat public qui les entourent soient mieux éclairés et moins polarisés

du public et des parlementaires sur le fonctionnement du TTIP, afin de pouvoir relever de manière satisfaisante les défis en termes de légitimité soulevés par son fonctionnement.

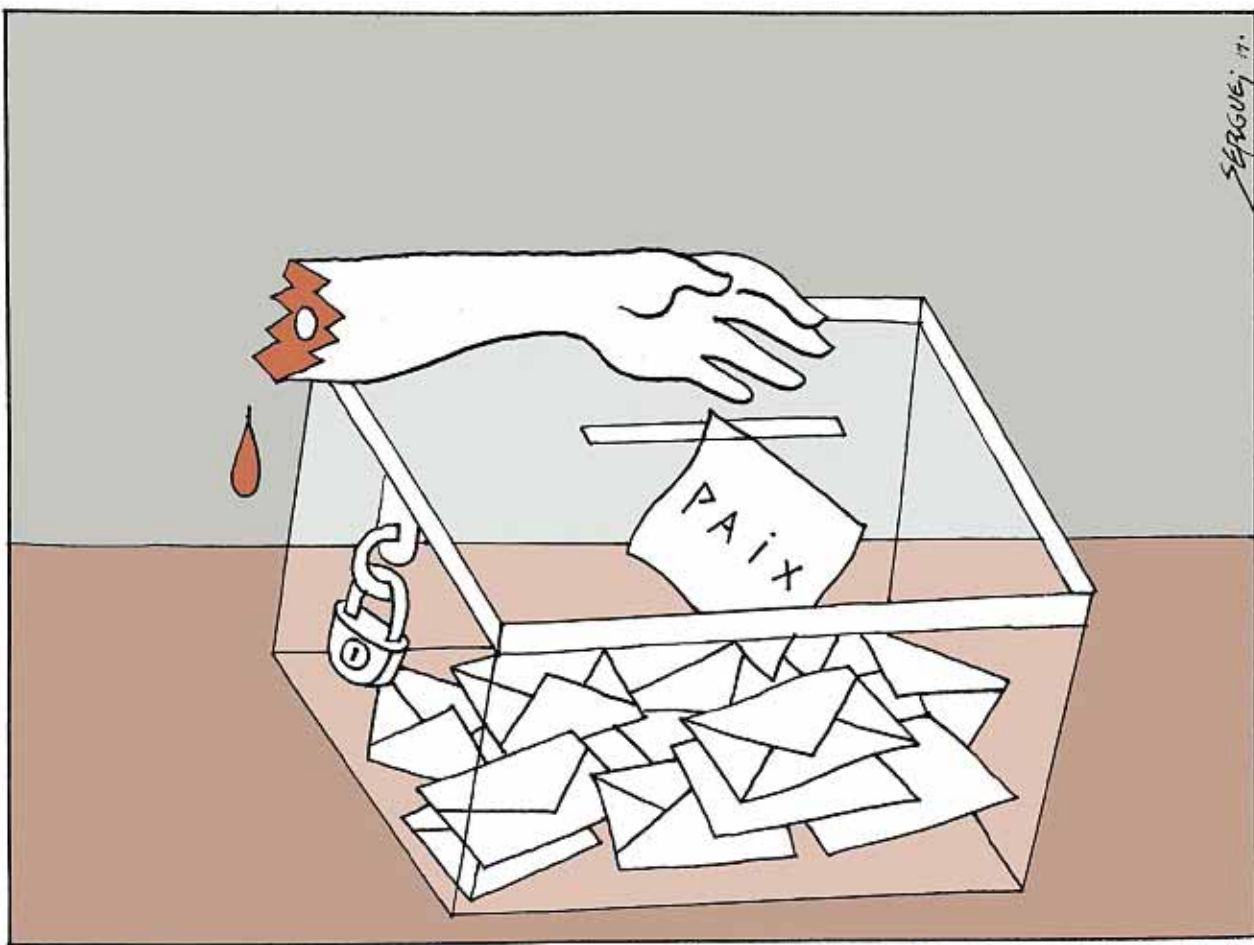
Alors qu'il semblerait justifié d'accorder un rôle dans ce schéma au Parlement européen et au Congrès des Etats-Unis, il n'est pas sûr que les négociations en cours actuellement envisagent un mécanisme exigeant leur participation, et la façon dont cela s'accorderait avec la coopération parlementaire transatlantique existante demeure floue.

Quoi qu'en disent aujourd'hui la communication institutionnelle, les journalistes et les responsables politiques, le sort du TTIP se jouera donc moins sur des questions de transparence des négociations, sur des craintes « d'harmonisation par le bas » ou de « qui bouffera qui », que sur la capacité de l'accord à assurer la participation du Parlement et de la société civile, dans le but de garantir, une fois en place, sa légitimité et la possibilité de demander des comptes.

C'est donc sur ce point que nous devrions tous mettre l'accent, lorsque nous débattons du projet de partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement. ■

ALBERTO ALEMANNO est titulaire de la chaire Jean Monnet d'HEC Paris en droit européen et de la régulation du risque. Il est également fondateur du think tank eLabEurope et auteur d'un rapport à paraître pour le compte du Parlement européen, intitulé « L'accord de partenariat transatlantique et sa dimension parlementaire »

Vote en Syrie par Sergueï



LE NAUFRAGE DU « SEWOL », RÉVÉLATEUR DES EXCÈS DE LA CORÉE

ANALYSE

PAR PHILIPPE MESMER
Tokyo, correspondance

Les Coréens pleureront longtemps les noyés du Sewol. Le naufrage survenu le 16 avril à quelques encablures de la côte sud-est de la péninsule n'est pas seulement celui d'un ferry de 685 tonnes ou des compétences d'un capitaine, de son équipage et de son armateur. Il est celui d'une administration négligente et d'un gouvernement qui avait fait de la protection des citoyens une priorité de son action.

La présidente, Park Geun-hye, a bien tenté de prendre ses distances en appelant à la fermeté face au comportement « meurtrier » de l'équipage et aux égarements des fonctionnaires. Elle aura de la peine à échapper aux critiques formulées contre son administration.

Car les reproches sont nombreux. Les premiers corps récupérés ne l'ont pas été par des gardes-côtes ou des marins, mais par des plongeurs volontaires. Le centre national de gestion des crises basé à Séoul a dû s'en remettre à la télévision pour suivre les progrès des secours. L'armée n'a pu utiliser le *Tongyeong*, premier navire sud-coréen de sauvetage en mer, terminé en 2012 et ayant coûté 159 milliards de won (110 millions

d'euros). Les différents services impliqués n'ont jamais su se coordonner ni répondre efficacement à l'urgence de la situation.

Ajoutées aux dizaines de disparus – pour la plupart des lycéens de 17 ans –, ces défaillances sont un véritable traumatisme. Certes, comme souvent en Corée, la population a fait preuve d'un bel élan de générosité et de solidarité. Des milliers de volontaires se sont précipités vers Jindo pour aider les familles de victimes. Quelque 590 000 colis ont afflué de tout le pays.

Certains s'interrogent néanmoins sur des aspects importants de la société coréenne, comme le respect obsessionnel de la hiérarchie. Ainsi Jasper Kim, dirigeant de l'institut de recherche Asia-Pacific Global de Séoul, estime que la société reste « proche de celle de la dynastie Choson [1392-1910] ». L'obéissance liée à la tradition confucéenne reste très ancrée et, de fait, a contribué au développement rapide du pays.

Dans le cas du Sewol, ceux qui n'ont pas suivi les instructions ont survécu. Ceux qui ont obéi, en l'occurrence les lycéens restés sagement dans leurs cabines, ont disparu. « Dans les pays développés, la règle de base en situation d'urgence est de suivre les instructions données par des responsables », note Lee Won-ho, professeur d'ingénierie de l'université Kwangwoon. Mais pour que cela fonctionne, ajoute-t-il, il faut des règles claires et des responsables correctement formés pour prendre la bonne décision. »

Manifestement, cela n'a pas été le cas le

16 avril. Et cela a suscité une interrogation plus large sur le fonctionnement du pays et de son économie. Fondé sur la vitesse et obsédé par la compétitivité, il apparaît aujourd'hui inabouti et peut sembler, dans une certaine mesure, négliger les vies humaines.

Aucune sanction sérieuse

Pendant sa campagne présidentielle de 2012, Park Geun-hye avait promis de faire de la sécurité des citoyens une priorité. Plus d'un an après son entrée en fonctions, peu de choses ont changé. Une nouvelle structure a été mise en place, en février, sous la responsabilité du ministre de la sécurité et de l'administration publique, Kang Byung-kyu. Or M. Kang n'est pas considéré comme un expert de ces questions. Sur le plan légal, des règles existent qui encadrent la sécurité sur les bateaux, mais aucune sanction sérieuse n'est prévue en cas de manquement.

L'équipage du Sewol et son attitude illustrent ces limites. Le capitaine était sous contrat précaire, tout comme une dizaine de marins. L'équipage n'avait effectué aucun exercice de sécurité. L'armateur Chinghaejin Marine aurait fait pression pour aller toujours plus vite.

« Les administrations Lee Myung-bak [2008-2013] et Park Geun-hye [depuis 2013] considèrent la régulation de manière simpliste. Les règles, c'est mal ; la dérégulation, c'est bien », juge le quotidien de gauche *Kyunghyang*. Et le journal de dénoncer une société où « les

emplois à responsabilités importantes sont confiés à des travailleurs précaires ».

En 2003, de graves erreurs de communication avaient conduit à la mort de 193 personnes dans le métro de Daegu (centre du pays). En 1995, le grand magasin Sampoong de Séoul, mal conçu, s'était effondré, faisant plus de 500 morts. En 1993, le naufrage d'un ferry avait – déjà – fait 293 morts. La Corée du Sud figure aujourd'hui en tête du classement des pays de l'OCDE en termes de décès par accident.

Le naufrage du Sewol s'ajoute à cette liste déjà trop longue, comme si les victimes des drames d'hier étaient mortes pour rien. « Ces terribles tragédies continuent d'arriver car la société coréenne s'est uniquement focalisée sur le développement rapide, considérant les règles de sécurité comme des entraves », observait un éditorial du quotidien conservateur *Chosun Ilbo*. « Nous devrions baptiser le 16 avril "jour de l'infamie" et renouveler notre engagement à ne pas léguer aux générations futures un pays aussi honteux », a commenté le très conservateur quotidien *Dong A*. Et le *Hankyoreh*, pourtant d'un bord opposé, de renchérir : « Dans quel pays vivons-nous ? »

Preuve que le naufrage du Sewol n'a pas fait que des centaines de morts et des milliers de malheureux : il a exposé le pays à ses propres excès. ■

pmesmer@hotmail.com

LE PAYS EST AUJOURD'HUI EN TÊTE DU CLASSEMENT DES PAYS DE L'OCDE EN TERMES DE DÉCÈS PAR ACCIDENT

UNE COLLECTION « LE MONDE » « UNE VIE, UNE ŒUVRE »

François Truffaut

A l'heure de célébrer les 30 ans de la mort de François Truffaut et au moment où s'annonce le Festival de Cannes qui, en 1959, lui décerna le prix de la mise en scène pour *Les quatre cents coups*, il convient de sortir le cinéaste de sa chapelle ardente.

Si l'auteur de *La chambre verte* mérite bel et bien d'être l'objet d'un culte, ce n'est plus comme icône intouchable, petit prince d'une cinématographie bien-pensante, gendre idéal pour plateaux télévisés consensuels. Si François Truffaut reste actuel, si ses films suscitent la vénération, c'est peut-être parce qu'il est aujourd'hui l'incarnation d'un tempérament irréductible, d'une sensibilité incorruptible, d'une noblesse de caractère privilégiant le mystère intime par rapport aux modes, aux consensus, au politiquement correct.

Pudeur

Il est par exemple aujourd'hui de bon ton de s'extasier devant « la » scène au cours de laquelle Michel Serrault couine en déshabillé dans *La cage aux folles*. La manière dont, après avoir passé une première nuit ensemble, Claude Jade explique à Antoine Doinel l'art et la manière de beurrer les biscottes sans les casser, dans *Baisers volés*, est singulièrement plus délicate, comme la façon dont Truffaut suggère l'homosexualité du personnage incarné par Jean Poiret dans *Le dernier métro*.

Telle est l'une des qualités primordiales de Truffaut : la pudeur. Oui, il aimait les femmes (et les enfants, et les morts), oui, il n'hésita pas à signer des films physiques sur l'amour, mais il avait le goût du secret, le dégoût des scènes érotiques ou susceptibles de stigmatiser une catégorie sociale, le réflexe de célébrer l'amour comme une



François Truffaut, le roman du cinéma
Hors-série du « Monde ».
Collection « Une vie, une œuvre »
En kiosques à partir du 24 avril. 7,90 €.

liturgie, d'honorer « le monde des sentiments comme une messe ».

Le François Truffaut que nous voulons évoquer dans ce hors-série du *Monde*, à travers un florilège de ses textes, une sélection des points de vue et des hommages qu'il a suscités, est celui qui revendique le mystère humain, sa complexité et ses apparentes contradictions. Celui qui fustigea une certaine tradition du cinéma français, mais fit perdurer une autre tradition culturelle, de Charles Trenet à Bobby Lapointe, de Jean Vigo à Jean Renoir. Celui qui symbolise un cinéma à la première personne, résolument autobiographique et en même temps romanesque.

Truffaut avait un rapport exigeant à la vie et aux livres, il avait peaufiné un art de parler de soi sans en avoir l'air, un art de parler de nous à travers son propre vécu, ses propres fantasmes. Pour sésame de son œuvre, l'une de ses répliques récurrentes est devenue citation du patrimoine passionnel, repère des blessures clandestines universelles : « L'amour est à la fois une joie ET une souffrance. » ■

JEAN-LUC DOUIN



© Corentin Fohlen/Divergence pour M Le Magazine du Monde

Le Monde WEEK-END

EN VENTE DÈS DEMAIN

Le Monde

Les Unes du Monde

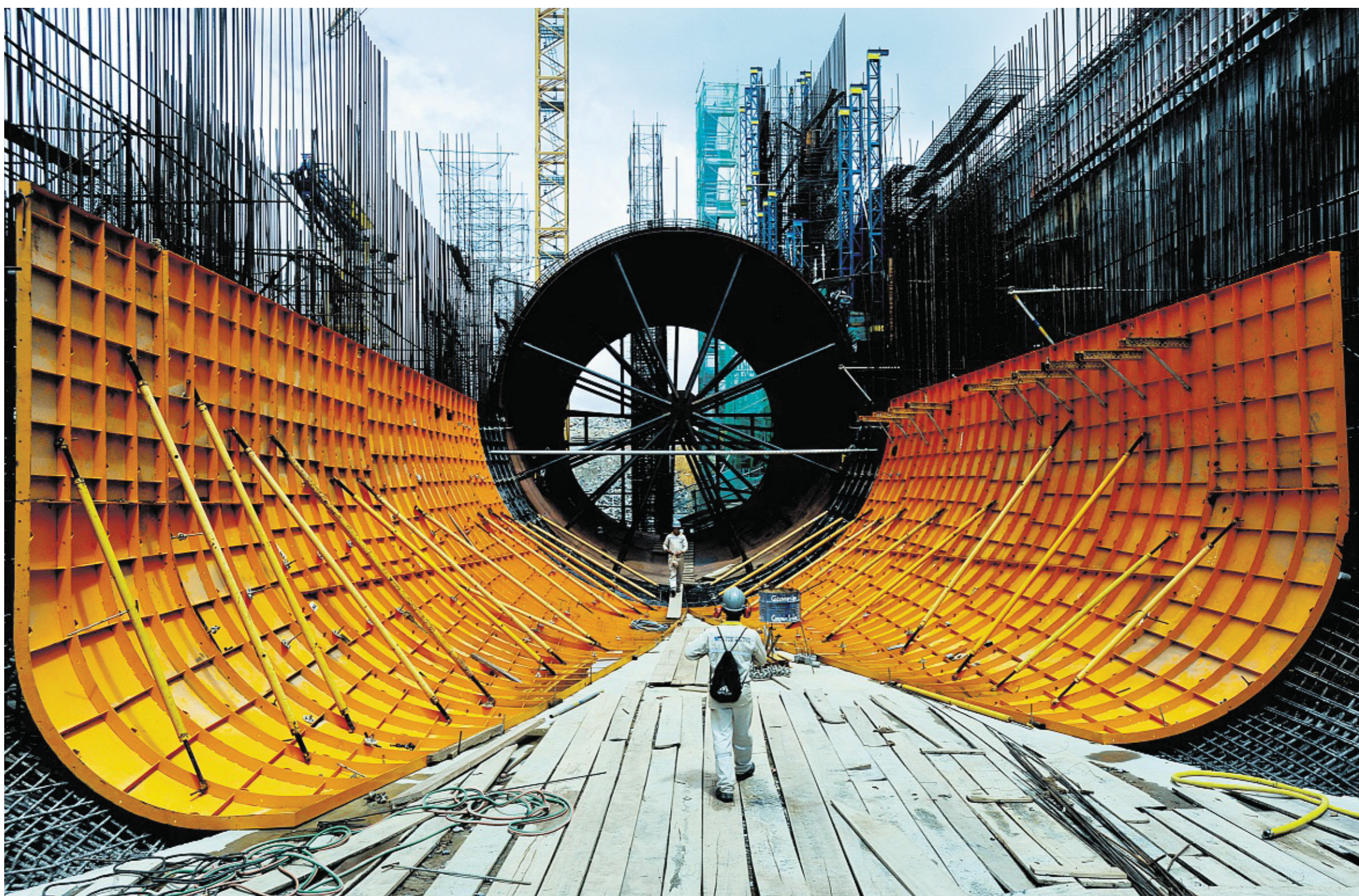
ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ
DES « UNES » DU MONDE
ET RECEVEZ CELLE DE
VOTRE CHOIX ENCADRÉE

RENDEZ-VOUS SUR www.lemonde.fr/boutique



Le barrage de Belo Monte, sur le rio Xingu, devrait être achevé en 2015. Le consortium chargé de la réalisation du projet, Norte Energia, a fait bâtir 4100 maisons dans la périphérie d'Altamira pour reloger 12 000 personnes (à droite).

PHOTOS : DARIO DE DOMINICIS/AGENCIA OLHARES POUR « LE MONDE »



Coup de machette dans l'eau

Belo Monte, en pleine forêt amazonienne, sera le troisième plus grand barrage au monde. Le Brésil, qui soutient ce projet pharaonique, s'est longtemps heurté à la résistance des Indiens. Aujourd'hui, leurs communautés sont divisées

NICOLAS BOURCIER

Altamira (Brésil)
Envoyé spécial

Le jour se lève et sculpte des volumes dans la masse des blocs de pierre. Difficile d'imaginer plus grand que ce cratère flanqué de contreforts terreux et bétonnés, ciselés par la main des hommes et le bras des machines. Aussi loin que porte l'œil à l'horizon poussiéreux, ce ne sont que saillies et turbulences.

La vague des travailleurs matinaux débarqués d'une escadrille de bus donne à ce tableau des airs de ballet lunaire. Comment croire qu'il y a seulement cinquans ce lieu était au cœur de l'Amazonie profonde du nord du Brésil, un monde quasi vierge et impénétrable, dans les méandres ombrageux du rio Xingu ?

Le barrage de Belo Monte, objet de tant de controverses, est bel et bien en cours de construction et devrait produire, dès 2015, ses premiers mégawatts. Quelque 25 000 ouvriers s'y emploient, jour et nuit. Une armée de tâcherons dispersés à l'intérieur de la « grande boucle » du fleuve légendaire, ce coude naturel formé de rapides gorgés de poissons de toutes espèces.

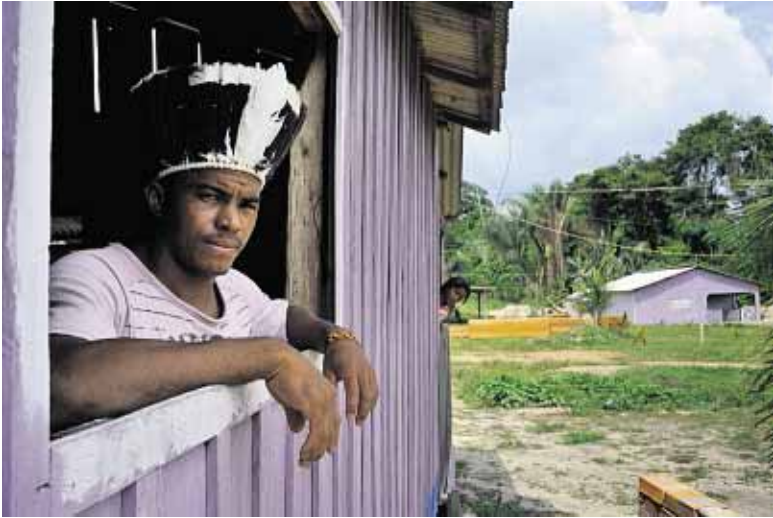
L'ouvrage hydroélectrique, avec son barrage principal de 3,5 km de large, son canal de dérivation de 20 km, ses digues et sa retenue d'eau de 516 km², prévoit d'alimenter dix-huit mégaturbines ces cinq prochaines années. Belo Monte, 11 233 mégawatts, sera au troisième rang

mondial derrière les Trois Gorges, en Chine (22 720 MW), et Itaipu (Brésil et Paraguay, 14 000 MW). De quoi éclairer 18 millions d'habitants ou répondre à un cinquième des nouveaux besoins énergétiques du pays. Pour plus de 10 milliards d'euros, c'est le plus grand projet d'infrastructure du gouvernement de Dilma Rousseff.

Les dizaines de recours en justice déposés par les défenseurs des communautés indiennes, les ONG et groupes environnementalistes n'ont rien empêché. A peine ont-ils retardé le processus : « *Soixante jours de retard sur le calendrier des opérations* », glisse José Biagioni de Menezes. Grand gaillard, flegmatique, le responsable des travaux de Belo Monte affiche un léger sourire sur ses lèvres minces. A 62 ans, José de Menezes, casque vissé sur la tête et moustache à la gauloise, fait partie des meilleurs professionnels brésiliens du béton et des pressions fluviales.

Sûr de lui mais affichant une certaine modestie et de la simplicité, cet amateur de pêche, ingénieur de l'Etat du Minas Gerais, père de deux filles dentistes, a travaillé sur les barrages d'Itaipu et de Tucuruí, mais aussi sur celui de Balbina, au nord de Manaus, considéré par certains comme l'une des plus grandes calamités environnementales du pays, avec ses 2400 km² de terres inondées pour une production très faible.

« *De mauvaises décisions politiques et techniques durant une période trouble* [la dictature militaire s'est achevée en 1985] », tranche-t-il. Electeur du Parti des travailleurs (PT, centre gauche, au pou-



voir), José de Menezes admet que la formation de l'ex-président Lula était contre Belo Monte durant ses années d'opposition. « *Mais une fois au pouvoir [en 2003], le parti a compris son utilité.* » Avant d'ajouter un argument-clé des défenseurs du projet : « *Le développement du Brésil est proportionnel à l'énergie produite. Les deux sont intimement liés.* »

Nous y sommes. La frontière est tracée. L'entaille béante de Belo Monte sépare deux mondes. D'un côté, le dynamisme de la septième économie mondiale, ses besoins énergétiques gigantesques, sa volonté de désenclaver ses régions les plus pauvres et d'offrir des emplois à des milliers de Brésiliens. De l'autre, la protection des Indiens menacés d'être chassés de ces terres où ils vivent depuis des temps immémoriaux et la préservation du bassin amazonien, poumon vital pour l'Amérique du Sud et la planète entière.

Il faut rouler, se glisser derrière les lignes, prendre ces pistes de terre et se perdre dans cette forêt reculée. Longer la coulee d'asphalte transamazonienne, cette autoroute de la démesure toute proche et qui devait, selon la formule du président Emilio Garrastazu Medici (1969-1974), ouvrir « *des terres sans hommes pour des hommes sans terre* », oubliant au passage les peuples indigènes.

Partout, les prémices de bouleversements à venir. La crainte d'une raréfaction des poissons, nourriture et source de commerce des *aldeias*, ces lieux de vie communautaires indiens en aval du barrage. Les doutes sur les terres qui seront inondées

en amont, engloutissant certains quartiers d'Altamira, cité amazonienne bouillonnante de 160 000 habitants, autrefois bourg paisible et désormais engluée dans le trafic urbain, gangrenée par la violence et la flambée des prix.

Ce paysage mutant est hanté par un fantôme. Celui d'une jeune Indienne en colère menaçant un ingénieur à peine plus âgé. La scène remonte au début de l'année 1989. Altamira est alors en ébullition. Aucune des neuf ethnies indiennes de la région ne manque à l'appel. Le grand cacique Raoni, figure de proue des communautés d'Amazonie, avec sa coiffe de plumes et son célèbre plateau labial, est là, lui aussi. Même la pop star anglaise Sting est présente dans cette grande salle municipale pour écouter le jeune ingénieur José Antonio Muniz Lopes et une poignée de représentants d'Elettronorte, l'entreprise publique alors chargée du projet, venus expliquer pour la première fois leurs intentions.

L'époque est au changement. Cette année-là, le Brésil tient sa première élection présidentielle directe depuis l'instauration du régime militaire, en 1964. Et ce projet pharaonique sur le Xingu, hérité de la dictature, réveille les symboles, les mouvements civiques et les préoccupations environnementales. L'image d'un Etat puissant contre des communautés indiennes sans défense crée un émoi international. A Brasília, toute la gauche s'oppose au projet. Muniz était l'homme choisi par le gouvernement pour défendre l'ouvrage. Celui dont le discours était le plus atten-

du. Plus tard, il dira qu'il savait que les Indiens essaieraient de l'interrompre, qu'ils chercheraient à l'humilier. Mais aussi qu'il avait reçu l'assurance que sa vie ne serait pas menacée. « *J'avais déjà rencontré à l'époque plusieurs chefs indiens* », nous confiera-t-il.

Seulement voilà : quelques minutes à peine après le début de la réunion, une femme indienne qui dit s'appeler Tuira se lève, s'approche de l'estrade, fait tourner la lame de sa machette et la colle sur la joue du responsable. Son corps est nu, sa main ferme. Elle crie en langue kayapo : « *Nous n'avons pas besoin de votre barrage. Nous n'avons pas besoin d'électricité, elle ne nous donnera pas notre nourriture. Vous êtes un menteur !* » Muniz a beau garder son calme, le face-à-face est saisissant. Malgré les annonces, l'Etat finira par battre en retraite. L'image de la machette posée sur cette joue, immortalisée par les 150 journalistes présents, fera le tour du monde. Elle nourrira la légende de la « *résistance* » indienne au programme hydroélectrique.

Vingt-cinq ans ont passé depuis le geste de Tuira. Le temps a fait son œuvre. Les ingénieurs ont révisé leur projet. L'impact de l'ouvrage a été réduit. Des terres indiennes qui devaient être inondées seront préservées grâce au canal de déviation. Les Indiens, eux, se sont divisés. Une très large majorité des *aldeias* s'est même décidée à soutenir le projet.

Ingre Koriti hausse à peine les épaules. Jeune Indienne Xikrin, l'une des tribus les plus importantes de la région, installée sur la terre indigène Trancheira Bacajá, au sud du fleuve, elle semble résignée. « *La pêche va mourir, c'est évident, dit-elle. L'eau va se raréfier, se réchauffer, les poissons vont mourir ou disparaître de la région.* » C'est Ingre, du haut de ses 23 ans, qui explique aux siens les projets liés au barrage : « *Personne n'est venu le faire* », dit-elle. Avec ses cheveux de jais, longs et fins, une facon à toute épreuve, cette fille du cacique Naoré Kayapo aurait pu prendre la relève de Tuira. « *J'ai grandi avec cette image de Tuira,*

Les villages indigènes se sont scindés. Les 19 lieux de vie ont éclaté en 37 entités, dont 34 ont consenti à collaborer avec le consortium

dit-elle. *Cela nous a donné de la force. Mais le souffle est aujourd'hui passé.* »

Meurtrie par les divisions apparues au sein de son peuple, Ingre n'a pas de mots assez durs contre les autorités et contre le consortium qui a remporté l'appel d'offres après le feu vert du gouvernement Lula en 2010, Norte Energia, qui regroupe des géants de l'énergie, comme Eletrobras et du secteur minier, comme Vale, ou encore des fonds de pension, comme Petros. « *Ce sont eux qui ont versé de l'argent aux aldeias pour détourner leur attention du barrage.* »

Avant même d'appliquer un programme de compensation sociale et environnementale de 4 milliards de reais exigée par le ministère de l'environnement, Norte Energia a distribué, en 2011 et 2012, pour 30 000 reais (9700 euros) par mois de

□ Ingre Koriti, 23 ans, Indienne Xikrin, accuse le consortium d'avoir « *versé de l'argent [aux Indiens] pour détourner leur attention du barrage* ».

□ Giliarde Juruna est le jeune cacique du village de Murato, qui avait retenu une demi-douzaine d'ingénieurs du consortium en 2011.

biens matériels aux villages de la grande boucle. Un « plan d'urgence » dont la liste devait être remplie par les caciques des villages. De quoi alimenter envies et jalousies. Et transformer Altamira en foire de négoce entre Indiens et industriels.

Les villages indigènes du rio Xingu se sont scindés. Les 19 *aldeias* ont éclaté en 37 entités, dont 34 ont consenti à collaborer avec le consortium. « *Dans mon village, la majorité a refusé cet argent, glisse Ingre. Mais certains ont vu des motos arriver dans les villages voisins, des télévisions et des moteurs de bateau. Cela a créé des tensions. Un jour, on a appris que cette manne s'était tarie, sans explications. Nos terres sont vulnérables et les Indiens toujours plus dépendants.* »

Calé sur la chaise de son petit bureau d'Altamira, Fernando Ribeiro admet que cet arrêt financier soudain, en septembre 2012, était une erreur. A 34 ans, ce jeune membre de la direction du secrétariat indigène à Norte Energia évoque des « *querelles* » entre les peuples indigènes et le consortium, et regrette l'absence d'explications. Lui-même a pris ses fonctions peu après l'arrêt du plan.

Le gouvernement et le consortium veulent terminer l'usine, et les Indiens, améliorer leur quotidien. Mais la Funai, l'organisme public chargé de la protection des indigènes, s'avère sous-dimensionnée pour répondre aux besoins. « *Je ne sais pas ce qui est le plus important pour les Indiens, s'il faut une télé ou des graines de manioc. La Funai, elle, le sait, et nous fournit les listes. Mais ils n'ont que vingt-deux fonctionnaires* », dit-il.

Devant un mur de cartes de cette vaste région qu'est l'Etat du Para, il énumère la quarantaine de prérequis imposés par les autorités. De l'édification d'écoles et de postes de santé dans des villages à la construction de routes et d'un système d'assainissement des eaux à Altamira, en passant par l'élaboration d'un programme d'observation de la qualité du fleuve Xingu : « *C'est, affirme-t-il, la licence environnementale la plus exigeante de l'histoire du Brésil.* »

Dehors, sous une terrasse ombragée surplombant le fleuve, Joao dos Reis Pimentel, responsable des projets sociaux et environnementaux du consortium, se plaît à rappeler que le nombre d'Indiens atteints par le paludisme a baissé de 80 % en trois ans. En 2010, insiste-t-il, le réseau des eaux usées ne couvrait que 14 % d'Altamira, une époque où la ville se faisait encore appeler la « *Cité des urubus* », du nom des oiseaux charognards. Le dirigeant résume sa pensée en une phrase : « *Nous sommes là pour faire ce que l'Etat n'a pas fait pendant des décennies.* »

Plus bas, le long de la rive, le quartier d'Aparecida, construit de briques et de bois, de maisons sur pilotis ou d'habitats dérisoires posés sur monticules, vit ses derniers jours. Il sera inondé une fois le barrage opérationnel. Les négociations pour reloger ses 7800 familles sont en cours. José, fabricant de tuiles en terre cuite, dit avoir accepté l'indemnisation financière proposée par le consortium : 20 000 reais. Il s'apprête à s'installer chez sa sœur en attendant de trouver un toit. Comme 57 % des habitants d'Altamira, selon une enquête d'opinion, José affirme soutenir le barrage, surtout pour les emplois créés. En revanche, il rejoint les 44 % des personnes interrogées qui estiment que la situation d'Altamira va empirer une fois les travaux terminés.

De nombreuses voix se sont élevées contre les habitations construites au pas de charge ces derniers mois. Quelque 4100 maisons estampillées Norte Energia, réparties dans cinq quartiers de la périphérie d'Altamira et prévues pour être livrées à partir de juillet. Des successions de carrés de béton sur une terre rouge vif, trois-pièces-cuisine aux murs fins, sans charme aucun. Selon le décompte des autorités, 12 000 personnes sur les 20 000 affectées par le barrage y seront logées.

« *Vous voulez quoi, que nous passions au nucléaire ?* », rétorque Joao dos Reis Pimentel à ceux qui soulèvent ces questions, avant d'ajouter : « *Belo Monte est un projet emblématique qui dépasse la question indigène et les questions sociales. Et oui, il symbolise quelque chose que l'on aime détester, surtout à l'étranger.* » Il répète que le Brésil a besoin de croître, qu'il est le seul pays à disposer d'une énergie propre sur les sept premières puissances mon-

diales et qu'il serait insensé de renoncer à une telle ressource. Comme tous les employés du consortium, il dit ne pas pouvoir mesurer avec précision l'impact du barrage. « *Mais nous avons tout fait pour réduire sa taille et préserver les terres indigènes. Il n'y a que 250 Indiens touchés directement.* »

Des chiffres qui exaspèrent les opposants historiques à Belo Monte. Coordinateur de l'Institut environnemental et social d'Altamira, Marcelo Salazar répète qu'un barrage de cette taille provoque des dégâts bien au-delà de sa géographie proche. « *De tels travaux ouvrent des brèches, soutient-il. Il y a la déforestation, l'entrée du trafic illégal. Prenez Belo Sun, le plus grand projet d'exploration d'or du Brésil situé en bordure du Xingu. N'a-t-il pas été signé après le feu vert du barrage ?* »

Dans sa petite cathédrale, sise en face du Xingu, non loin d'Aparecida, Dom Erwin Kräutler, évêque du diocèse du Xingu, serre les mains qui se tendent vers lui. « *Ce serait évidemment ridicule de mettre une cloche sur les Indiens pour les préserver, lâche-t-il. Le pays a besoin d'énergie et des barrages doivent être construits, mais pas de cette façon.* »

Avec sa longue silhouette et sa coupe au bol, cet infatigable défenseur de la cause indigène, installé ici depuis quarante-neuf ans, Dom Erwin, comme on l'appelle, est une figure familière d'Altamira. En 1989, au moment du geste de Tuira, l'homme d'Eglise soutenait encore le PT. « *Ce parti est l'une de mes plus grandes déceptions. Lula nous a menti en affirmant que le projet ne serait approuvé que s'il bénéficiait à tout le monde.* » Il se souvient de la venue du président en 2010, et de la façon dont il a fait basculer certaines ONG en faveur du barrage. « *Nous avons perdu, mais on continue. Les Indiens ont le droit de jouir de ce progrès, à condition qu'ils ne perdent pas leur identité.* »

Ce paysage mutant est hanté par un fantôme. Celui d'une jeune Indienne en colère menaçant un ingénieur en 1989

Antonia Mello acquiesce. Militante, responsable de Xingu Vivo, une ONG installée non loin de la cathédrale, elle se bat contre le barrage depuis plus vingt ans. Infatigable, elle énumère les griefs contre Belo Monte comme d'autres égrenent leur chapelet. Non sans amertume. Sœur de lutte, elle a croisé Tuira à plusieurs reprises. Un jour de 2010, elle l'a vu parler des subsides avec les représentants d'Eletrobras. Trois ans plus tard, Tuira exigeait de mettre fin aux négociations avec le consortium. « *Comme tant d'autres, elle a hésité. Mais elle s'est reprise.* »

Il faut deux bonnes heures pour atteindre en voiture les premières *aldeias* du Xingu. Une route en partie asphaltée, pour les besoins du chantier. Là, le village Murato des terres indigènes Paquicamba a des airs de bourg champêtre avec sa quin-zaine de maisons en bois, ses paraboles, son école et son terrain de football.

Murato a la réputation d'être coriace. En 2011, une demi-douzaine d'ingénieurs du consortium y avaient été enfermés plusieurs jours. « *Ils ont promis tellement de choses et rien n'arrivait, nous avons donc agi* », dit Giliarde Juruna, jeune cacique du village. Les ingénieurs ont été relâchés mais un camion et un bulldozer sont restés entre les mains des Indiens, tels des trophées de guerre. « *Ils disent que nous sommes violents, dit-il, mais ce sont eux les agresseurs, avec leurs machines !* » Tous ici se souviennent de Tuira et de sa machette. « *Mais comment vouliez-vous que les Indiens refusent autant d'argent ?* », poursuit-il en évoquant le plan d'urgence. Giliarde dit avoir refusé les avances du consortium : « *Nous demandons un agrandissement de notre terre pour compenser le manque d'eau à venir. Mais personne n'a répondu jusqu'à ce jour.* »

Il est tard. Les écrans de télévision illuminent les salons de Murato. Des jeunes flânent sur les rives du fleuve. Sans un mot, le chef Giliarde Juruna monte sur le bulldozer confisqué, une machette en bandoulière. Il accélère droit devant avant de disparaître au creux de la colline. ■

INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR CHRISTOPHE AYAD

Le djihad 3.0

C'est le « lol-djihad » : des jeunes à peine sortis de l'adolescence échangeant, sur Twitter et Instagram, des images d'atrocités de la guerre de Syrie comme d'autres échangeant des « lolcats ». Du virtuel au réel, de l'image à l'action, il n'y a qu'un pas que plusieurs milliers de jeunes Européens ont déjà franchi, poussés par un mélange d'extrémisme religieux, de désir d'action et de soif d'absolu.

On savait que la Syrie était devenue un aimant pour le djihad mondial, on savait que les processus de radicalisation se comptent désormais en semaines et non plus en mois, mais il a fallu que Laurent Fabius révèle que les quatre journalistes français, otages de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), étaient gardés par des jeunes djihadistes français pour que l'on prenne conscience de la radicale nouveauté de ce qui est en train de se passer.

L'irruption des médias sociaux dans les conflits est en train de changer le visage de la guerre dans les sociétés occidentales. Longtemps l'apanage de professionnels (soldats réguliers, guérilleros patentés, humanitaires ou journalistes), la guerre est désormais à portée de main. Ou d'un clic. On peut vivre à Châteaurox et suivre en direct ce qui se passe en Syrie : la chute d'un village, l'avancée du front à Alep, les revendications d'attentats, les images de bombardements, les disputes entre mouvements djihadistes, les professions de foi, etc. Tout, ou presque, est disponible en ligne.

Cette révolution, les Etats sont les derniers à en prendre conscience et à s'y adapter, pris de vitesse qu'ils sont par l'extraordinaire pragmatisme des jeunes usagers. Il est loin, le temps du djihad afghan où il fallait accrocher une filière pour rejoindre les maquis de moudjahidine, après un long voyage à travers les zones tribales pakistanaises et les montagnes afghanes. C'était le premier temps du djihad mondial, l'ère des sergents recruteurs opérant à l'ombre des mosquées. Elle a débuté en

Afghanistan dans les années 1980 et s'est refermée le 11 septembre 2001. Longtemps attendu, le procès, en ce moment à New York, d'Abou Hamza, figure haute en couleur du « Londonistan » des années 1990, dégage une étrange impression d'anachronisme. Les attentats du 11-Septembre et l'énorme machine de surveillance antiterroriste qui a suivi ont mis fin à ce type de filière de recrutement, trop voyant, trop facile à démanteler.

De toutes façons, Al-Qaida n'avait plus besoin de propagandistes : avec le 11-Septembre, Oussama Ben Laden est devenu une « marque » internationale. L'Internet suffisait, il est devenu le théâtre du deuxième temps du djihad mondial. Les sites extrémistes ont fleuri, permettant d'abolir les frontières et de sauter les océans. La surveillance aussi s'est adaptée avec la montée en puissance de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), devenue, comme l'a révélé Edward Snowden, ancien consultant de l'Agence, un monstre digne du Big Brother orwellien.

Rôle-clé des réseaux sociaux

Nous sommes aujourd'hui à l'ère du djihad 3.0, celui des réseaux sociaux et de la structure en rhizome. Plus besoin de recruteurs, ni de sites, ni de webmaster. Tout est horizontal, sur le modèle du « peer to peer », cette procédure d'échanges gratuits de films et de musique entre internautes. Cette révolution a débuté en Syrie. Elle s'est passée par étapes successives. D'abord sur YouTube. Les révolutionnaires syriens ont imité leurs homologues de Tunisie, d'Egypte, de Libye ou de Bahrein : ils ont mis en ligne les violences dont ils étaient l'objet, afin que le monde entier en soit le témoin. Mais à la différence de ces autres pays, l'avalanche de vidéos n'a jamais cessé : la Syrie est désormais un continent d'images à la dérive qu'il faudra un jour trier, classer, archiver. Tout y est : les manifes-

tations, les tortures, les attaques chimiques du régime, mais aussi les atrocités commises par la rébellion, les décapitations, les exécutions sommaires des ennemis et des impies.

Cette profusion, si elle a fini par susciter lassitude et dégoût dans la grande majorité des opinions occidentales, agit comme un puissant instrument de mobilisation auprès d'une minorité, le plus souvent rassemblée sur des bases religieuses. Twitter et Instagram ont fait le reste en permettant de disséminer, d'échanger.

L'International Centre for the Study of Radicalisation (ICSR), du King's College de Londres, a mené une passionnante étude d'un an sur les processus de radicalisation des jeunes Occidentaux autour de la question syrienne. Les données de 114 individus, très actifs sur les réseaux sociaux, ont été analysées. La principale découverte de cette enquête est le rôle-clé joué par les « disséminateurs », des sympathisants suractifs sur les réseaux sociaux, bien plus influents et suivis que les comptes Twitter officiels des groupes djihadistes. Deux exemples de « disséminateurs » : Ahmed Moussa Jibril, un religieux musulman américain d'origine palestinienne, et Moussa Cerantonio, un Australien converti, particulièrement actif et virulent. Ni l'un ni l'autre ne sont membres de l'EIL, aucun ne recrute des militants ou n'incite directement à la violence ; ils se contentent d'un rôle de chambre d'écho, ou de *cheerleader*, comme le résume l'ICSR.

Il ressort aussi de l'étude que l'EIL est le groupe le plus populaire : 61,4 % des comptes Facebook et Twitter étudiés s'en revendiquent. Il est suivi de loin par le Front Al-Nosra (17,5 %), un groupe rival affilié à Al-Qaida ; seuls 2 % des comptes recensés sont affiliés à l'Armée syrienne libre et aux groupes salafistes nationalistes que sont Al-Tawhid et Ahrar Al-Cham ; 29 % n'ont pas d'affiliation claire ; enfin, 25 % des comptes étudiés appartiennent à des Britanniques, 14 % à des Français, 12,3 % à des Allemands, 8,8 % à des Suédois, 7 % à des Néerlandais et 5,3 % à des Belges...

Un phénomène d'une telle ampleur ne restera assurément pas cantonné à la Syrie et, qui sait, dépassera peut-être un jour les limites des problématiques spécifiques au monde musulman. ■

ayad@lemonde.fr



Ahmed Moussa Jibril, un religieux musulman américain suractif sur les réseaux sociaux. DR

■ Tirage du Monde daté jeudi 24 avril 2014 : 286 260 exemplaires.

2

12 meetings. 3 pays.

Un seul et même bien-être.

Voyagez détendu
vers plus de 400
destinations dans
le monde



Appréciez chaque voyage, même avec un agenda chargé. Lufthansa vous offre l'un des réseaux les plus vastes et de parfaites correspondances via nos hubs performants de Francfort et Munich, pour vous permettre de parcourir le monde en toute sérénité. Plus de 50 Lounges Lufthansa vous accueillent dans le monde entier : vous y retrouverez la même exclusivité qui caractérise nos services à bord. Ainsi, vous êtes ici chez vous, à chaque instant.



Lufthansa

lufthansa.com

MEMBRE DE STAR ALLIANCE

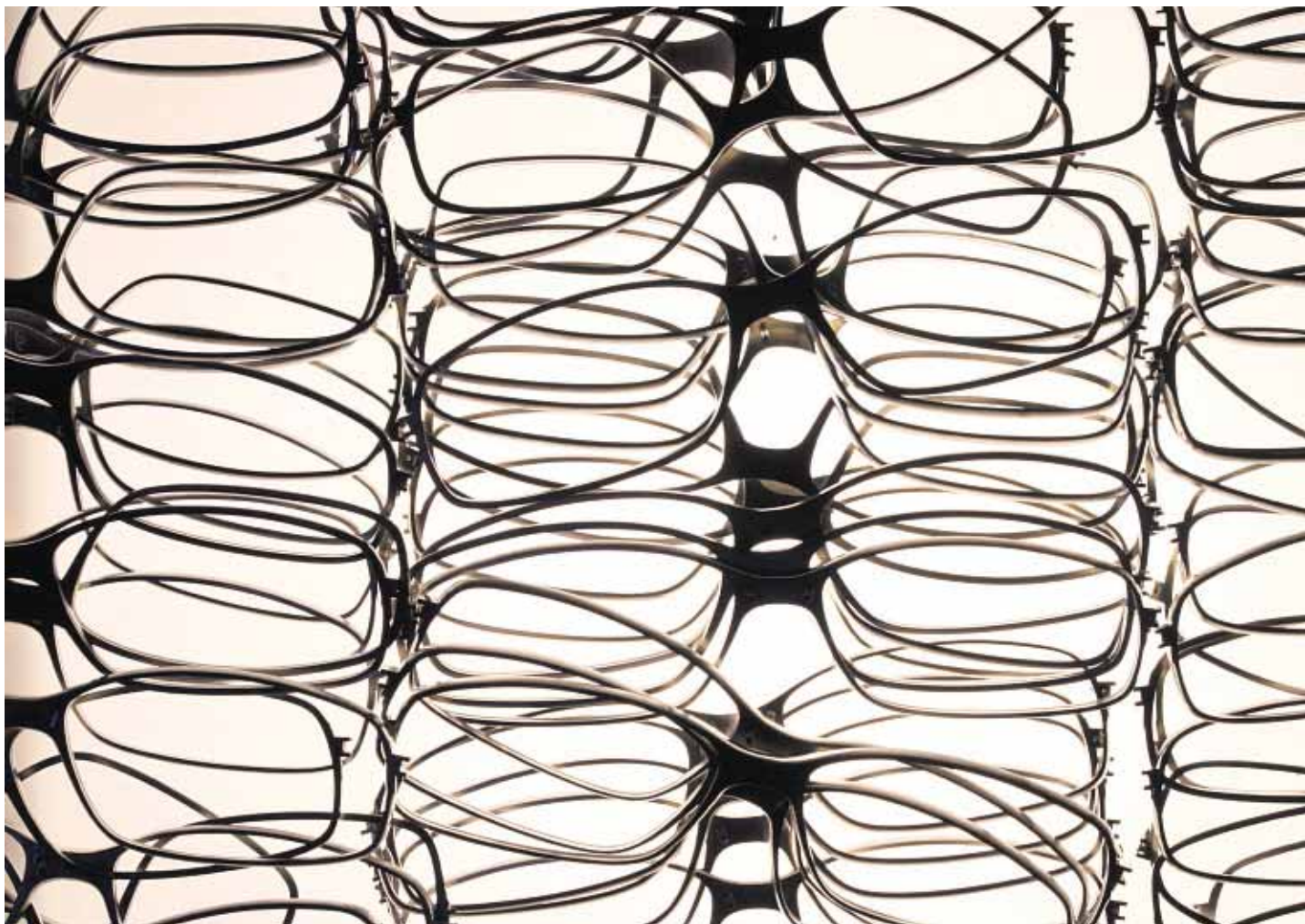
Les lunettes made in France en danger

« La France va détruire une de ses filières d'excellence », s'alarme Paul du Saillant, numéro deux d'Essilor, alors que le gouvernement veut plafonner le remboursement des lunettes

« Les pouvoirs publics vont mettre en marche une machine visant à s'approvisionner en Asie », dit le dirigeant du leader mondial, qui inaugurerait, jeudi, son centre de recherche de Créteil

LIRE PAGE 4

Les créateurs français exportent largement leurs montures. RAPHAEL DEMARET/REA



Le rapport qui veut réglementer l'activité des concurrents des taxis

LIRE PAGE 5

LE RÉGULATEUR AMÉRICAIN PRÊT À ENTERRER LA NEUTRALITÉ DU NET

LIRE PAGE 6

Pernod Ricard s'offre les vins californiens Kenwood

LIRE PAGE 5

PLUS D'UN MILLIARD D'UTILISATEURS SE CONNECTENT À FACEBOOK SUR MOBILE

LIRE PAGE 6

Déficit public : la zone euro sous la barre des 3 %

En 2013, sept pays de l'union monétaire restent au-delà du seuil inscrit dans le traité de Maastricht. Dont la France

Le chiffre est symbolique. Cinq ans après la faillite de Lehman Brothers qui a précipité le monde dans la crise, le déficit public de la zone euro est revenu dans l'épure du traité de Maastricht. D'après les statistiques publiées mercredi 23 avril par Eurostat, il est en effet tombé à 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2013, contre 3,7 % en 2012 et 4,1 % en 2011. Signe que les efforts de rigueur portent leurs fruits.

Onze des dix-huit pays membres de la zone euro affichent, en 2013, un déficit infé-

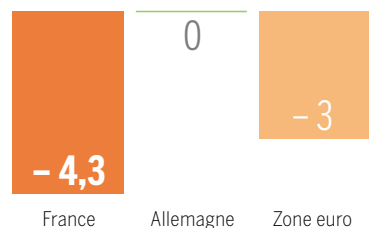
rieur ou égal à 3 % du PIB. Parmi eux, l'Allemagne, le Luxembourg et l'Estonie présentent des finances publiques à l'équilibre. « La baisse des déficits est plus rapide dans les pays dont la croissance est tirée par la demande extérieure, comme l'Allemagne », rappelle Philippe Waechter, chez Natixis AM.

Ils sont encore sept dans la zone euro à ne pas respecter le critère de 3 % en 2013. Parmi eux, la France, dont le déficit est passé de 4,9 % à 4,3 % du PIB en un an.

Côté dette publique, le tableau d'Eurostat

est à première vue moins réjouissant : entre 2012 et 2013, celle-ci est passée de 90,7 % à 92,6 % du PIB dans la zone euro, loin des 60 % inscrits dans le traité de Maastricht. Depuis 2006, le ratio d'endettement public y a ainsi grimpé de 24 points, à cause de la crise financière de 2008 et de la récession qui a suivi. Ces chiffres masquent néanmoins une bonne nouvelle : la dette publique de la zone euro a commencé à baisser sur la fin de l'année 2013. Une première depuis six ans. ■

LIRE PAGE 3



Déficit public
EN % DU PIB, EN 2013

CAC 40 4 477 PTS +0,59 %
DOW JONES 16 502 PTS -0,08 %
EURO-DOLLAR 1,3829
PÉTROLE 109,34 \$ LE BARIL
TAUX FRANÇAIS À 10 ANS 2,02 %
 24/04 - 9H30

PLEIN CADRE

Sanofi mise sur l'Afrique

Le laboratoire français vend à prix coûtant l'Asaq, son médicament antipaludique qui permet de guérir en trois jours de cette maladie mortelle. Reportage au Burkina Faso, où Sanofi aide les autorités à sensibiliser la population à la lutte contre ce fléau.

LIRE PAGE 2

IDÉES

La croissance sera durablement faible

Plutôt que de courir, pacte après pacte, vers un objectif inatteignable, Marc-Olivier Padis, directeur de la rédaction de la revue *Esprit*, préconise de réorienter les choix économiques, sociaux et budgétaires en fonction de cette donnée inexorable : la croissance restera longtemps atone.

LIRE PAGE 7



PERTES & PROFITS

PAR PHILIPPE ESCANDE

Une maturité bien précoce

Apple

Tapis rouge pour Apple à Wall Street. Résultats meilleurs que prévu, annonce d'un rachat massif d'actions, les investisseurs ont applaudi et propulsé l'action vers de nouveaux sommets jeudi 24 avril. Cerise sur le gâteau, une division des actions devrait ouvrir à Apple les portes du prestigieux indice Dow Jones, censé représenter le meilleur de l'industrie américaine. La société de Steve Jobs en est exclue, tout comme Google, du fait du prix unitaire trop élevé de son action.

Entrer dans ce cénacle, créé en 1896 par le fondateur du *Wall Street Journal*, serait une forme de notabilisation pour deux entreprises qui ont déjà largement changé la face du monde et la physiologie de l'économie américaine. Une reconnaissance qui, comme souvent, arrive bien tard. Car si les marchés font une fête à l'enfant turbulent de la Silicon Valley, c'est surtout parce qu'ils craignent le pire.

Depuis de nombreux trimes-

tres, la croissance d'Apple ralentit. A tel point que les analystes anticipaient cette fois-ci une baisse, qui aurait été la première depuis onze ans. Celle-ci n'a pas eu lieu. Le roi de la tablette et du smartphone a annoncé, hier, une hausse de 5 % de son chiffre d'affaires et de 7 % de son bénéfice net au premier trimestre. L'entreprise reste donc l'une des plus profitables d'Amérique. Elle devrait dépasser les 40 milliards de dollars (28,9 milliards d'euros) de bénéfice net en 2014.

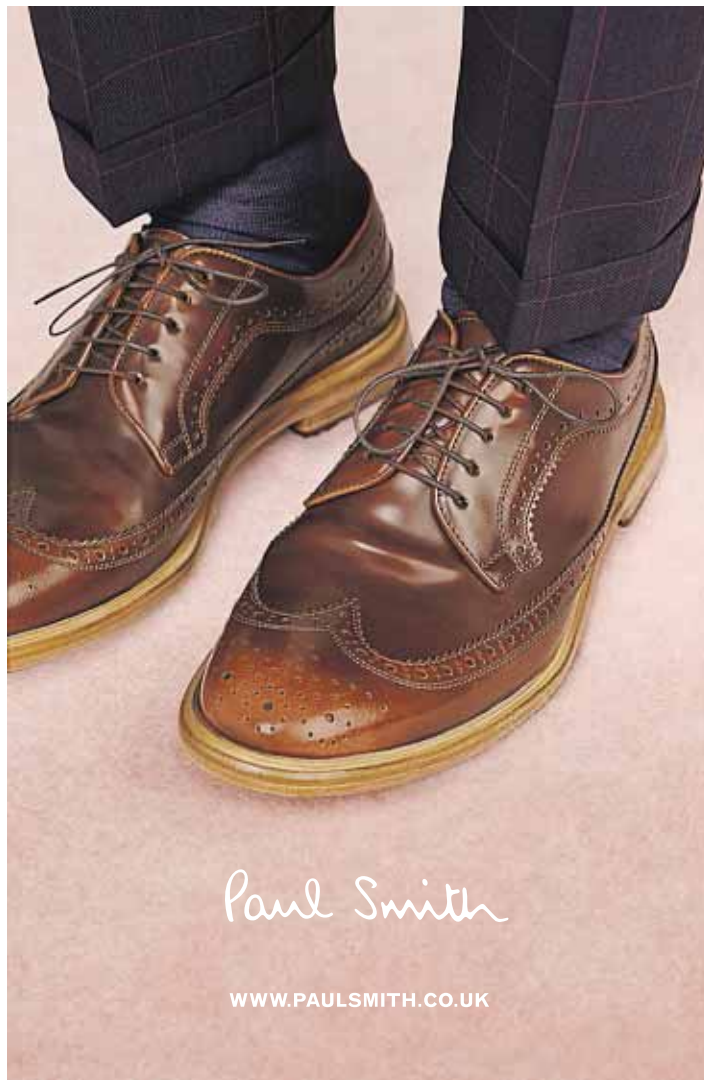
Réservoir de croissance

Mais pour les marchés, la croissance d'Apple est désormais derrière elle. Les investisseurs valorisent l'entreprise avec une croissance zéro. Les chiffres présentés hier sont donc une bonne nouvelle. La société a trouvé un nouveau réservoir de croissance, en Extrême-Orient. Territoires fermés jusqu'à présent, le Japon et la Chine ouvrent enfin la porte aux téléphones à la pomme. Et ça marche. Les ventes ont bondi de 13 % en Chine et de 26 % au Japon. Désormais, l'Asie pèse un tiers des ventes, soit bien plus que l'Europe (22 %).

Mais il y a une moins bonne nouvelle. La quasi-totalité de la croissance provient d'un seul produit, l'iPhone, qui représente désormais 57 % du chiffre d'affaires. Même les ventes de tablettes iPad chutent de 13 % en valeur et plus encore en volume. Apple devient progressivement une entreprise qui prospère sur un seul produit qu'elle renouvelle tous les ans. Dangereux. Surtout quand il s'agit d'un produit de luxe vendu bien plus cher que celui d'une concurrence de plus en plus nombreuse. C'est une des raisons, avec l'augmentation de la taille des écrans des smartphones, du déclin surprenant des tablettes.

Pour séduire la Bourse, Apple ne peut plus compter sur la hausse du cours de l'action. C'est la raison pour laquelle elle a annoncé un rachat massif de titres, qui atteindra la somme faramineuse de 130 milliards de dollars à la fin 2015. N'y a-t-il pas d'usage plus intelligent ? Il est toujours risqué d'être considéré comme une entreprise mature dans un secteur qui ne l'est pas. ■

escande@lemonde.fr



Des kits pédagogiques pour sensibiliser les enfants au paludisme.

CÉCILIA CONAN

Reportage

Ouagadougou

Derrière le comptoir de la Pharmacie du Sahel, à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, les boîtes bleu et rose d'Asaq sont bien en vue sur les étagères en bois. En saison des pluies, entre juin et septembre, elles font partie des meilleures ventes de l'officine, tout comme le paracétamol et l'aspirine. Chaque blister argenté comporte trois comprimés, soit un traitement complet contre le paludisme, cette maladie mortelle transmise par un moustique.

Vendu entre 100 et 300 francs CFA, soit de 15 à 45 centimes d'euros, selon qu'il s'agit d'un dosage enfant ou adulte, ce médicament à base d'artémisinine – un dérivé de l'armoise, une plante utilisée de longue date en Chine pour soigner les fièvres – permet de guérir en trois jours. Son fabriquant ? Winthrop, une filiale du groupe Sanofi spécialisée dans la fabrication de génériques, ces copies low cost de molécules anciennes.

Le Burkina Faso, où 6,9 millions de cas de paludisme ont été recensés en 2013 sur les 207 millions comptabilisés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le monde, est l'un des premiers clients du laboratoire français en Afrique, après la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Une bonne affaire pour Sanofi ? Pas vraiment : l'Asaq y est en effet commercialisé selon une logique *no profit no loss* (à prix coûtant), et représente moins de 2 millions d'euros de ventes. C'est une goutte d'eau au regard des 33 milliards d'euros de chiffre d'affaires du groupe pharmaceutique en 2013.

Pour Sanofi, la commercialisation d'antipaludiques a d'abord comme objectif de le positionner comme un « partenaire de santé ». Dans des pays où tout reste à faire en matière de santé publique, s'intéresser aux maladies endémiques comme le paludisme est l'occasion de tisser des liens précieux avec les autorités de santé, les médecins et les patients.

Selon le cabinet d'études IMS Health, le marché pharmaceutique en Afrique devrait atteindre 30 milliards de dollars (22 milliards d'euros) en 2016 et 45 milliards de dollars dès 2020. Le groupe français est prêt à en profiter. Grâce à l'Asaq, il a pu peaufiner son image, son *business model* et son réseau.

Dans une petite école de Ziniaré, à une heure de Ouagadougou, des élèves de CM1 sont assis sagement derrière de petits pupitres en bois, vêtus d'un t-shirt blanc tout neuf estampillé « stop au paludisme ».

Sur les murs jaune pâle, éclairés par la lumière douce qui filtre des persiennes, des affiches rappellent les gestes simples qui permettent de lutter contre la maladie : dormir sous une moustiquaire, assécher les eaux stagnantes, pulvériser l'intérieur des maisons d'insecticide et consulter sans attendre en cas de fièvre. Au milieu de la salle, Solange Nandnaba, institutrice haute en couleur qui exerce son métier depuis dix-neuf ans, exige que ses écoliers les apprennent par cœur.

C'est une nécessité. Le paludisme fait encore plus de 600 000 morts dans le monde chaque année, dont 90 % d'enfants, comme le rappellent les chiffres publiés à l'occasion de la Journée mondiale du paludisme, vendredi 25 avril.

Voilà quinze jours, M^{me} Nandnaba a reçu des kits pédagogiques de Sanofi, avec des affichettes, un jeu de cartes et un jeu de plateau sur le thème du paludisme. « Depuis, on y joue tous les jours. C'est une façon ludique de sensibiliser les enfants à cette maladie », se félicite-t-elle. Nous comptons sur eux pour diffuser à la maison ce qu'ils ont appris et inciter leurs parents à changer d'attitude. »

Ces kits sont d'autant plus appréciés que les autorités n'ont guère les moyens de financer ce type d'outils pédagogiques. Ils sont prisés aussi dans les villages, où le laboratoire fournit par ailleurs des visuels et des conseils pour éduquer des populations qui, paradoxalement, connaissent peu de chose du paludisme.

A Gam Silmimossé, les maisons en terre se fondent dans un paysage de poussière et d'acacias. Assise sous un auvent de terre



Pourquoi Sanofi mise sur l'Afrique

Le groupe français vend son traitement contre le paludisme à prix coûtant

LE PALUDISME FAIT ENCORE PLUS DE 600 000 MORTS DANS LE MONDE CHAQUE ANNÉE, DONT 90 % D'ENFANTS

battue, avec, sur les genoux, sa petite fille de 3 ans, Hadjaratou Sakande avoue ne pas très bien savoir d'où vient la maladie.

Élégante avec son turban rouge, elle donne à la fillette un comprimé d'Asaq, tandis que le villageois qui fait office d'agent de santé lui rappelle l'importance de poursuivre le traitement jusqu'au bout. « *Il y a tout un travail d'éducation de la population à faire* », dit François Bompard, responsable des programmes d'accès aux médicaments de Sanofi.

Au Burkina Faso, comme dans d'autres pays africains, instiller la marque dans les esprits des patients est d'autant plus important que le groupe y a pour concurrent la médecine traditionnelle.

A la Pharmacie du Sahel, on n'hésite pas à recommander, en cas de crise de paludisme, une préparation à base de plantes – la « tisane du docteur Dakuyo » – fabriquée par un petit laboratoire burkinabé. De nombreux villageois se méfient des dispensaires, ou bien ceux-ci... sont trop loin.

« *Les tradipraticiens sont le premier recours des populations* », souligne le Dr Elise Ouedraogo, directrice régionale de la santé qui supervise, entre autres, le district de Ziniaré. Les plus populaires attirent des centaines de patients. Ils n'hésitent pas à venir de très loin, entassés dans des pick-up pour une consultation. « *Nous avons*

choisi de collaborer avec eux pour qu'ils orientent les cas les plus graves vers les dispensaires », dit le docteur Elise Ouedraogo.

Ce qui la préoccupe davantage, ce sont les antipaludiques de contrefaçon, vendus à la sauvette dans les rues. Pour lutter contre ce fléau, là aussi, Sanofi est l'allié précieux des autorités, grâce à son expertise. Le groupe dispose d'un laboratoire, à Tours, spécialisé dans l'identification des contrefaçons, et collabore avec l'agence de police internationale Interpol.

« *Nous ne sommes pas simplement là pour faire de l'argent. Nous avons un rôle à jouer en matière de santé publique* », souligne Adou Adou, directeur de Sanofi au Burkina Faso. Un message que ses visiteurs médicaux martèlent dans les hôpitaux et dans les officines, où le groupe affronte la concurrence des génériques indiens et chinois. « *Nous insistons sur la sécurité de nos médicaments* », ajoute Adou Adou.

L'Asaq est un produit d'appel qui symbolise la responsabilité sociale de l'entreprise. « *Ce n'est pas de la philanthropie* », reconnaît Gilles Lhernould, qui orchestre la politique de Sanofi dans ce domaine. « *C'est important pour nos clients, mais aussi pour nos investisseurs, qui regardent désormais cet indicateur de très près* », ajoute-t-il. Autre bon point : 70 % des médicaments commercialisés en Afrique par

LE MARCHÉ PHARMACEUTIQUE EN AFRIQUE DEVRAIT ATTEINDRE 45 MILLIARDS DE DOLLARS DÈS 2020

Sanofi proviennent de ses sept usines africaines (l'Asaq vient du Maroc).

Bon pour les affaires, cet engagement repose aussi sur un modèle économique soigné. Pour développer l'Asaq, Sanofi s'est associé à DNDI (Drugs for Neglected Diseases Initiative), une ONG qui développe des médicaments pour soigner des maladies négligées en partenariat avec les laboratoires.

L'Asaq, qu'ils ont lancé en 2007, est arrivé sur le marché avec un atout majeur : son prix, inférieur à 1 dollar pour les adultes et à 50 cents pour les enfants. « *Ce médicament était alors trois à quatre fois moins cher que le Coartem, celui de Novartis, lancé quelques années plus tôt et aussi à base d'artémisinine* », se félicite François Bompard. Nous avons grâce à cela fixé un nouveau standard de prix. »

Bien qu'arrivé à la traîne sur le secteur des antipaludiques, Sanofi a conquis environ un quart du marché africain, une dynamique portée par l'aide internationale à la lutte contre le paludisme, passée de moins de 100 millions de dollars en 2000 à plus de 2,3 milliards en 2014.

Cette stratégie est un tremplin pour le groupe, qui réalise plus d'un milliard d'euros de ventes en Afrique, et qui espère y vendre aussi ses blockbusters. ■

CHLOÉ HECKETSWEILER

Le diabète, la future machine à « cash » des laboratoires

LONGTEMPS inconnu en Afrique, le diabète est en train d'y devenir un véritable enjeu de santé publique. « *Avant, les Africains n'atteignaient pas l'âge où ce type de maladie apparaît* », souligne le professeur Saïd Norou Diop, directeur du centre antidiabétique Marc Sankalé, à Dakar. « *Maintenant qu'ils meurent moins du paludisme ou de maladies infectieuses, comme la tuberculose, ils développent des pathologies comme le diabète, l'hypertension et des cancers* », dit-il.

On compte, selon lui, 14 millions de diabétiques en Afrique subsaharienne, et ce chiffre devrait monter à 45 millions en 2035. En cause, « *une prédisposition génétique et le développement de la sédentarité, lié à l'urbanisation* », ajoute le professeur.

C'est une aubaine pour Sanofi, dont le diabète est la grande spéciali-

té, avec plus de 6,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2013. Pour conquérir ce nouveau marché en Afrique, le groupe français a mis au point une stratégie adaptée aux réalités locales, centrée sur la sensibilisation des patients et la formation des médecins.

« Au-delà du médicament »

« *Dans certains pays africains, les diabétoques se comptent sur les doigts d'une main. On estime que 60 % des diabétiques ne sont pas diagnostiqués* », note Philippe Brun, directeur des affaires médicales de Sanofi en Afrique de l'Ouest. Pire, « *parmi les patients identifiés, une majorité n'est pas bien soignée* ».

Pour y remédier, le groupe a créé, en 2012, des « *cliniques du diabète* ». Le principe : les hôpitaux mettent à disposition de Sanofi une salle

que le laboratoire équipe entièrement avec des appareils pour mesurer la glycémie, la tension, etc. Il forme aussi les personnels.

« *Nos experts les informent sur les symptômes de la maladie, la façon de la prendre en charge* », précise le docteur Amy Fall, directrice médicale de Sanofi en Afrique de l'Ouest. « *Bien sûr, ensuite, les médecins sont libres de prescrire les médicaments qu'ils veulent. A nos commerciaux d'être convaincants* », plaisante-t-elle. A la fin de l'année, vingt-quatre « *cliniques* » de ce type devraient être ouvertes en Afrique.

En parallèle, Sanofi a lancé une formation en ligne baptisée « *e-diabète* » avec, chaque mois, plusieurs experts invités à partager leur expérience. Environ 2 000 médecins s'y connectent chaque mois depuis vingt-deux pays.

Enfin, le laboratoire est en relation avec les universités pour faire évoluer les cursus et familiariser les étudiants aux risques du diabète s'il n'est pas bien soigné (amputations, cécité, problèmes cardio-vasculaires, etc.) « *Si nous n'étions pas là, rien ne serait fait* », insiste M. Brun. « *Notre rôle va au-delà du médicament. Nous travaillons main dans la main avec les autorités de santé pour développer des infrastructures adéquates*. »

Sanofi a aussi ajusté ses prix, inférieurs à ceux pratiqués en Europe, et avec une gamme de produits plus basiques, comme l'insuline Insu-man, meilleur marché que son produit star dans le diabète, le Lantus.

Prochaine étape : répliquer ce modèle pour d'autres maladies, comme l'hypertension ou le cancer. ■

C. Hr

Le déficit public de la zone euro est repassé sous les 3 % en 2013

Les efforts des pays membres commencent à porter leurs fruits. Si l'endettement public a encore augmenté en 2013, il a commencé à baisser en fin d'année

Le chiffre est hautement symbolique. D'après les statistiques publiées mercredi 23 avril par Eurostat, le déficit public de la zone euro est tombé à 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2013, contre 3,7 % en 2012 et 4,1 % en 2011. Pour les vingt-huit pays membres de l'Union européenne (UE), il a également reflué de 3,9 % en 2012 à 3,3 % en 2013.

Cela faisait cinq ans que, dans l'UE comme dans la zone euro, le déficit public dépassait le fameux seuil de 3 % inscrit dans le traité de Maastricht comme le garant de la bonne tenue des finances publiques. Signe que les efforts de rigueur portent enfin leurs fruits. « C'est une nouvelle encourageante, mais il faut interpréter ces chiffres avec précaution », commente André Sapir, économiste au think tank bruxellois Bruegel. Les situations sont en effet très disparates selon les Etats.

Les « bons élèves » sous la barre des 3 %

Dix des dix-huit pays membres de la zone euro affichent désormais, pour 2013, un déficit inférieur à 3 % du PIB, auxquels s'ajoute l'Italie, qui a stabilisé le sien à 3 %. Parmi eux, l'Allemagne, le Luxembourg et l'Estonie se félicitent d'avoir des finances publiques à l'équilibre.

« La baisse des déficits est plus rapide dans les pays dont la croissance est tirée par la demande extérieure, comme l'Allemagne », rappelle Philippe Waechter, chez Natixis AM. Le processus est, en revanche, plus long et douloureux pour les

Etats dépendants de leur demande interne. » L'Autriche n'est pas très loin des performances allemandes, avec un déficit à 1,5 % du PIB, suivie par les Pays-Bas (-2,5 %) et la Belgique (-2,6 %).

La Finlande, elle, a vu son déficit grimper de 1,8 % à 2,1 % du PIB entre 2012 et 2013. En cause : le ralentissement de la croissance en 2013, qui a valu au bon élève scandinave – jusque-là le seul Etat de l'UE à n'avoir jamais enfreint les critères de Maastricht – un avertissement de la Commission européenne en novembre. Si son déficit devrait rester dans les clous, sa dette publique pourrait en effet franchir le seuil des 60 % en 2014...

Efforts à poursuivre pour sept Etats

Sur les dix-huit Etats de la zone euro, sept affichent, en 2013, un déficit toujours supérieur à 3 % du PIB. Sur les vingt-huit membres de l'UE, ils sont dix. Parmi eux, la France, dont le déficit est passé de 4,9 % à 4,3 % du PIB en un an. Et le Royaume-Uni (-6,1 % à -5,8 %), où la reprise économique devrait se traduire sur les finances publiques surtout en 2014 et 2015.

Dans ce tableau, les pays dont les finances se sont le plus dégradées est la Slovaquie : son déficit public a explosé de 4 % à... 14,7 % du PIB en un an ! En cause : la recapitalisation des banques, à laquelle le petit pays a procédé en urgence. Pour éviter d'avoir à solliciter un plan d'aide de ses partenaires européens, le gouvernement a injecté 3,63 milliards d'euros (l'équivalent de 10,3 % du PIB) dans les trois

grandes banques du pays, plombées par les créances douteuses.

Dans la zone euro, si l'on excepte la France, tous les Etats affichant encore des déficits publics élevés sont ceux qui, souvent désignés sous le terme de « périphériques », ont particulièrement souffert de la crise des dettes souveraines : Grèce (-12,7 %), Irlande (-7,2 %), Espagne (-7,1 %) et Chypre (-5,4 %).

Mais ils sont sur la bonne voie : grâce aux douloureuses mesures de rigueur mises en œuvre, l'Espagne a réduit son déficit public de 3,5 points en un an, Chypre de 1 point et le Portugal de 1,5 point. Lisbonne a même fait mieux que l'objectif fixé par le gouvernement, puisqu'il ciblait un déficit de 5,5 % fin 2013.

Il faut dire que le Portugal, qui vient d'annoncer 1,4 milliard d'euros de nouvelles économies pour 2015, après 3,6 milliards cette année, n'a pas renâclé devant les efforts. En échange du prêt de 78 milliards d'euros de la « troïka » (Fonds monétaire international, Banque centrale et Commission européennes), le gouvernement a réduit les effectifs publics de près de 10 %, a diminué les rémunérations des fonctionnaires, augmenté la TVA et l'impôt sur le revenu... « L'ampleur des réformes menées dans le pays est impressionnante », commente Franck Dixmier, directeur Europe des investissements obligataires chez Allianz GI.

A 12,7 % du PIB, contre 8,9 % en 2012, la trajectoire du déficit public grec reste en revanche inquiétante. Mais si l'on exclut les intérêts de la dette (4 % du PIB) et les autres mesures liées à la crise, comme le soutien aux banques, la Grèce a en vérité dégagé un excédent (primaire) de 1,5 milliard d'euros en 2013, soit 0,8 % du PIB, selon la Commission. « Le progrès du pays en matière d'assainissement de ses finances publiques depuis 2010 est remarquable », s'est félicité, mercredi 23 avril, Simon O'Connor, porte-parole du commissaire aux affaires économiques, Olli Rehn. Une franche amélioration qui devrait ouvrir la voie à une négociation sur un nouvel allègement de la dette publique, aujourd'hui à 175 % du PIB.

L'Europe ne parvient plus à combler son retard de richesse sur les Etats-Unis

JUSQU'À LA FIN des années 1970, les choses semblaient écrites. Progressivement, l'Europe de l'Ouest, moins riche que les Etats-Unis, allait rattraper son retard. Comme le montre une étude publiée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) jeudi 24 avril, il n'en est rien.

Au début des années 1950, l'écart de richesse produite par habitant était proche de 50 % entre ces deux régions du monde. Il a ensuite été ramené dans une fourchette allant de 35 % et 40 % dans les années 1960, puis entre 25 % et 30 % au début des années 1980. Depuis, l'écart fluctue dans cette bande et le phénomène de rattrapage s'est interrompu.

En 2012, le produit intérieur brut (PIB) par habitant en parité de pouvoir d'achat se montait à 51 749 dollars (37 449 euros) outre-Atlantique et à 37 366 dollars dans l'Union européenne (UE) à quinze, soit une différence de 28 %.

Plusieurs pistes sont évoquées pour expliquer ce coup d'arrêt à la réduction de l'écart de richesse entre les deux continents. « La première tient sans doute à la meilleure intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le système productif aux Etats-Unis », souligne Eric Dubois, directeur des études et synthèses économiques à l'Insee.

Rattrapage par le bas

La seconde explication viendrait des politiques d'enrichissement de la croissance en emploi menées en Europe. « Cela a permis d'accroître le taux d'emploi des moins qualifiés avec la contrepartie mécanique de moindres gains apparents de productivité », écrivent les spécialistes de l'Insee.

Cet écart entre l'Europe et les Etats-Unis est-il définitif ? Non, estime M. Dubois, pour qui les politiques économiques menées de ce côté-ci de l'Atlantique peuvent per-

mettre de résorber cette différence de richesse. De plus, certains économistes, tenants de la thèse de la « stagnation séculaire », considèrent que les effets de la révolution technologique vont diminuer et les Etats-Unis ralentir. Le rattrapage se ferait alors par le bas.

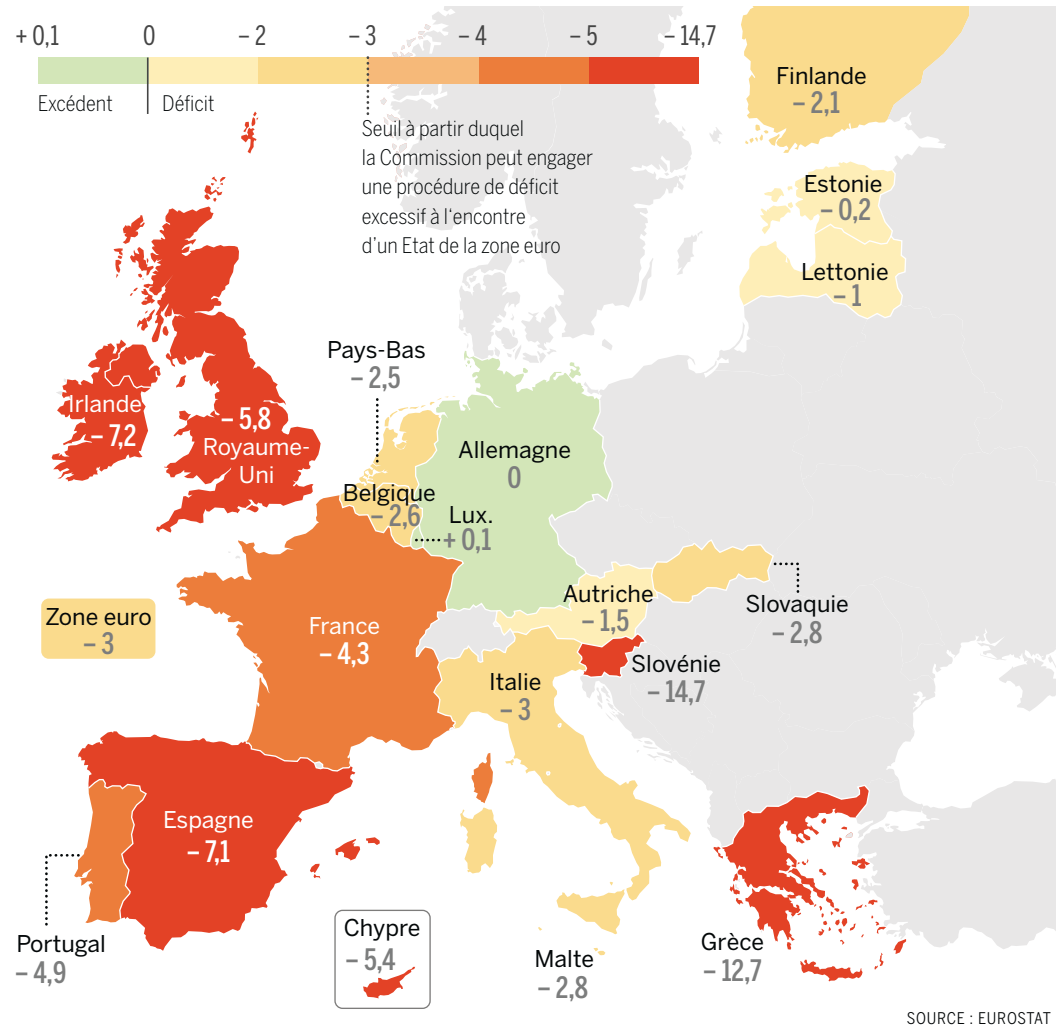
Moins riche, l'économie européenne est cependant, selon l'étude de l'Insee, « plus équilibrée que celle des Etats-Unis » car les déséquilibres macroéconomiques y sont en moyenne limités. En 2012, le déficit public de l'UE à vingt-huit était de 3,9 % du PIB et la dette représentait 85 % du PIB. En 2012, les Etats-Unis affichaient un déficit de 8,3 % du PIB et la dette pesait 102,7 % de la richesse nationale.

Une Europe où, comme le note l'Insee, 17 % des habitants sont en situation de pauvreté monétaire. En France, ce taux de pauvreté s'élève à 14 % et concerne 8,6 millions de personnes. ■

ANNE EVENO

Excédents et déficits publics des pays de la zone euro et du Royaume-Uni en 2013

EN % DU PIB



SOURCE : EUROSTAT

Dettes publiques en baisse fin 2013

Côté dette publique, le tableau d'Eurostat est à première vue moins réjouissant : entre 2012 et 2013, celle-ci est en effet passée de 90,7 % à 92,6 % du PIB dans la zone euro et de 85,2 % à 87,1 % dans l'UE. Depuis 2006, le ratio d'endette-

ment public y a ainsi grimpé respectivement de 24 et 25,6 points, à cause, bien sûr, de la crise financière de 2008 et de la récession qui a suivi.

Ces chiffres masquent néanmoins une bonne nouvelle : l'endettement public des Etats membres a commencé à baisser sur la fin de l'année 2013. A la fin du troi-

sième trimestre, il s'est établi à 92,7 % dans la zone euro, contre 93,3 % au trimestre précédent. « Il s'agit de la première baisse en termes absolus depuis le quatrième trimestre 2007 », précise Eurostat. Et elle s'est poursuivie au quatrième trimestre, puisque le ratio est tombé à 92,6 %. ■

MARIE CHARREL

24 avril 2013 - Dacca - Bangladesh

Effondrement du Rana Plaza : 1.138 morts

UN AN APRÈS

LA FRANCE FACE À SES RESPONSABILITÉS

Les populations n'ont pas à payer le prix de la course aux profits des multinationales. L'État a le devoir de s'assurer que les entreprises respectent les droits humains et l'environnement, partout où elles opèrent, en France comme à l'étranger. François Hollande s'y est engagé, des députés ont déposé une proposition de loi pour prévenir de nouveaux drames.

Nos responsables politiques doivent maintenant agir !

Organisations membres du Forum Citoyen pour la Responsabilité Sociale des Entreprises

AMNESTY INTERNATIONAL, COLLECTIF ÉTHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE, UNICEF France, Cfdt, Les Amis de la Terre, PEUPLES SOLIDAIRES, Sherpa, Terre des Hommes France, FORUM CITOYEN POUR LA R.S.E.

Essilor s'alarme du risque de « casse » de la filière optique

Paul du Saillant, directeur général adjoint du leader des verres correcteurs, dénonce le projet gouvernemental de plafonnement des remboursements

Entretien

La France est le seul pays à vouloir détruire une de ses filières d'excellence, c'est incompréhensible», lâche Paul du Saillant, directeur général adjoint d'Essilor et numéro deux du groupe, à l'occasion de l'inauguration à Créteil, jeudi 24 avril, du centre « innovation et technologies » du leader mondial des verres correcteurs.

Rassemblant 400 chercheurs – ils étaient jusqu'alors éparpillés en région parisienne –, ce site devient le plus grand centre de recherche dans le monde consacré à l'optique ophtalmique. C'est un investissement qui se concrétise au moment où le gouvernement a décidé de plafonner le remboursement des frais d'optiques (verres et montures) par les complémentaires santé.

Quels sont les risques de ces plafonnements ?

Les conséquences sont de trois ordres. Cette mesure, combinée à la limitation du choix des réseaux de soin pour les assurés, va d'abord amoindrir le système de soin de santé visuelle, alors que les besoins vont augmenter avec l'allongement de la durée de vie. Elle va surtout casser une filière industrielle de pointe qui emploie 10 500 personnes en France sur 77 sites. Et elle risque de mettre à mal un secteur qui innove beaucoup.

Les remboursements étant plafonnés, les clients vont demander de payer moins et on descendra en qualité. La France est unique au monde. Elle va mettre hors jeu des produits performants. C'est catastrophique de voir un pays à la pointe de l'optique créer de la destruction de l'innovation et de la désindustrialisation.

Tous les représentants du secteur tiennent ces propos alarmistes. N'est-ce pas un discours de lobby pour préserver ses intérêts ?

Pas du tout. Essilor est un groupe discret qui n'interfère jamais dans les décisions politiques. Nous faisons notre métier, centré

sur l'innovation et le développement. Mais cette fois, de par notre fort ancrage national – nous réalisons 10 % de notre chiffre d'affaires en France et nous employons 5 000 salariés sur onze sites –, nous nous devons de tirer la sonnette d'alarme.

Toute une filière est mise en danger, nous avons le sentiment que le dossier n'a pas été regardé dans son ensemble par les pouvoirs publics.

Quelle sera la conséquence de ces plafonnements ?

Ils sont en contradiction avec ce qu'on a compris comme étant une priorité du gouvernement : l'investissement. Les pouvoirs publics vont mettre en marche une machine visant à s'approvisionner en

Asie. C'est très grave et désolant. Pour nous, par exemple, le niveau de plafonnement des verres progressifs remet en cause la production de notre gamme Varilux – ces verres sont fabriqués à 90 % en France –, car ils seraient hors du barème. C'est l'activité majeure de nos sites dans l'Hexagone.

Que proposez-vous ?

Nous sommes conscients des économies à réaliser et de la nécessité de prendre des décisions mais pas de manière incompréhensible. Il faut que toutes les parties (industriels, ophtalmologistes, opticiens, complémentaires santé) se mettent autour de la table avec le gouvernement pour chercher des solutions. Il faut par exemple réfléchir au moyen de pallier le man-

que d'ophtalmologistes transférant certaines compétences vers les opticiens. Nous devons proposer des solutions pragmatiques permettant d'assurer l'accès aux soins pour tous.

N'est-ce pas trop tard, alors que tout est fait aujourd'hui pour enrayer le prix trop élevé des lunettes ?

Non, il n'est jamais trop tard pour discuter, surtout vu les conséquences. Quant à la critique sur les prix, il existe des solutions adaptées au budget de chacun. Il faut maintenir la liberté de choix de tous dans la transparence.

Dans ces conditions, pourquoi investir en France, alors que vous avez d'autres centres dans le monde ?

Cette décision a été prise en 2011. Certes, à l'époque, le climat n'était pas le même... Mais la recherche a toujours été importante en France où se sont faites les grandes découvertes comme les verres progressifs, les verres organiques et récemment les verres, préventifs, protégeant de la lumière bleue nocive et des UV.

Nos deux autres sites de recherche, à Singapour et à Dallas [Texas], sont plus petits, avec chacun cinquante chercheurs tournés vers des programmes spécifiques comme la myopie. Celle-ci concerne 800 millions de Chinois... Mais le cœur de la recherche-développement est ici.

Comment voyez-vous l'innovation dans le futur ?

Le centre de Créteil symbolise notre ADN : l'innovation. Nous sommes passés au fil des ans de la correction à la protection puis à la prévention. Ce mouvement va s'amplifier car, avec l'allongement de la durée de la vie, l'œil sera de plus en plus sollicité.

C'est un véritable enjeu de santé publique et les pistes de recherche sont multiples.

Les travaux sont menés à partir de ce nouveau site, ce qui explique l'importance de notre investissement. A propos, connaissez-vous beaucoup de groupes qui consacrent aujourd'hui 35 millions d'euros dans la construction d'un centre de recherche en France ? ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE GALLOIS

Le projet de décret du gouvernement

Un projet de décret dans le cadre de la loi de financement de la Sécurité sociale, présenté le 6 mars, prévoit de plafonner, dès 2015, le remboursement des lunettes accordé par les assurances complémentaires ; il n'a pas encore été publié.

Verres et montures Le décret prévoit des tarifs dégressifs sur trois ans. Pour les verres simples, le montant maximum de remboursement sera ramené de 350 euros en 2015 à 200 euros en 2018. Pour les verres complexes, le maximum de 600 euros passera à 400 euros, en 2018. Pour les montures, le plafond est fixé à 100 euros. La prise en charge des lunettes sera limitée à une paire tous les deux ans, sauf en cas d'évolution de la vue et à l'exception des enfants.

Assurance-santé Ces mesures seront valables pour les mutuelles proposant un « contrat responsable ». Créé en 2004, il représente la quasi-totalité des couvertures complémentaires.



Le centre d'innovation et de technologie d'Essilor à Créteil, mercredi 23 avril. MATHIEU RONDEL/RESERVOIR POUR « LE MONDE »

Le plus grand centre de recherche ophtalmique au monde est à Créteil

LA DÉMONSTRATION est spectaculaire. La buée déposée sur la partie d'un verre qui a été traitée disparaît presque aussitôt ; sur l'autre partie, elle s'estompe beaucoup plus lentement... « C'est l'aboutissement de dix ans de travail », souligne Eric Perrier, directeur de la recherche et du développement d'Essilor, le numéro un mondial des verres correcteurs.

Jeu 24 avril, le nouveau centre de recherche ophtalmique du groupe français devait être inauguré officiellement, à Créteil. Avec ses 400 chercheurs, c'est le plus grand au monde.

Dans un autre laboratoire du site, un traitement antireflet est testé dans une enceinte spéciale appelée « cloche sous vide ». Des nano-particules sont déposées sur les deux faces du verre. Elles vont former l'une des trente à quarante couches ultra-fines qui finiront par le composer.

Essilor met au point des procédés très sophistiqués. Sa dernière

découverte ? Le filtrage de la lumière bleue à l'origine de la cataracte et de la dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA).

Nano-technologies, microscopes à balayage électronique, le bâtiment cristallin de plus de 10 000 mètres carrés est un portail vers l'infiniment petit.

Les laboratoires et les bureaux paysagers sont répartis sur quatre niveaux. Avec son « café scientifique », sa terrasse et sa structure vaste et lumineuse, le centre se donne des airs de start-up.

« Campus »

Particularité de ce site, les équipes d'ingénierie, des opérations et du « business », chargées d'adapter aux besoins des particuliers les découvertes pour les commercialiser sont très près des chercheurs. « Cela permettra d'accélérer la mise sur le marché de nouveaux produits », explique M. Perrier en décrivant ce « campus » qui rassemble au total 900 personnes.

En parallèle, Essilor a ouvert, en octobre 2012, un centre aux États-Unis, à Dallas (Texas), portant à trois ses sites de recherche dans le monde. Le groupe a aussi des équipes à Singapour depuis le début des années 2000.

Il s'agit d'appréhender les problèmes locaux liées à la vue, tout en participant aux grands programmes de recherche du groupe. Si Singapour se spécialise dans la myopie, Dallas est plus orientée sur la polarisation (pour enlever les reflets) et le photochromique (pour teinter les verres).

Au total, Essilor emploie 500 chercheurs dans le monde, pour un budget de plus de 160 millions d'euros en 2013. « Cela représente plus de la moitié de celui de l'ensemble des sociétés du secteur, ce qui illustre notre conviction dans le potentiel d'innovation », pointe Paul du Saillant, directeur général adjoint d'Essilor.

Pour la troisième année consécutive, Essilor fait partie du palmarès des « cent sociétés les plus innovantes du monde » établi par le magazine américain *Forbes*, se classant, en 2013, en vingt-troisième position.

« Aujourd'hui, 40 % du chiffre d'affaires est réalisé avec des produits lancés il y a moins de quatre ans », dit M. du Saillant. « C'est très important, ajoute-t-il, quand on sait que chaque soir, un million de paires de verres partent de nos centres de production et de nos laboratoires vers des dizaines de milliers d'opticiens dans le monde. » ■

D. G.

Les créateurs et les derniers fabricants français de montures sont très inquiets

DANS SON MAGASIN D'OPTIQUE situé à Paris près de la place de la Madeleine, ouvert par son grand-père en 1923, le créateur Philippe Lafont a évalué les conséquences sur son activité d'un plafonnement à 100 euros du remboursement des montures par les complémentaires santé. Ce plafonnement est inférieur aux prix (de 150 à 250 euros) auxquels il vend ses lunettes fabriquées à Morbier, dans le Jura.

« En France, j'emploie soixante personnes. D'ici un an, je risque de devoir envoyer quarante lettres de licenciement », lâche-t-il. Et par ricochet, l'activité de son sous-traitant, Thierry SA, sera atteinte.

Lafont et les autres créateurs français de lunettes représentent les deux tiers de l'activité de cette société. « Quand je suis arrivé dans l'entreprise à la fin des années 1970 pour succéder à mon père, j'ai rencontré Philippe Lafont. Depuis trente-trois ans, nous travaillons ensemble », raconte Joël Thierry, le patron de la PME.

De quinze salariés, son entreprise est passée à 140 en se spécialisant dans la fabrication complexe de montures en acétate découpé. Une activité hautement technologique mais qui nécessite des finitions à la main. « Sous cinq ans, c'est une casse sociale terrible qui se profile ; je ne suis pas sûr que nous n'y laisserons pas notre peau », redoute Joël Thierry.

Il fait pourtant partie du top trois des industriels du secteur aux côtés des lunetiers Logo (250 salariés) et Naja (130 salariés).

Une première crise de l'optique avait déjà ramené les effectifs de 6 000 salariés à la fin des années 1980 à moins de 3 000 aujourd'hui. Dans le Haut-Jura et à Oyonnax (Ain), il reste une cinquantaine de PME. Cette filière réalise des produits injectés (montures de sport) ou en métal (titane).

Pour s'adapter à ce marché de niches et à de petites séries évoluant en fonction des collections et des innovations, il faut investir en permanence. « Nos six premiers sous-traitants ont mis plus d'un million d'euros dans des machines performantes ce qui a permis d'attirer des talents et de les fixer », relève Philippe Peyrard, directeur général délégué d'Atol.

« D'ici un an, je risque de devoir envoyer quarante lettres de licenciement »

Philippe Lafont
créateur de lunettes

Cette chaîne, comme Optic 2000, réalise 20 % de son chiffre d'affaires avec des montures fabriquées en France. « En 2008, nous avons lancé une collection haut de gamme à 220 euros. Grâce à l'amélioration de la productivité et à des procédés industriels, nous avons ramené les prix à 169 euros. Nous aurons du mal à compresser plus », ajoute M. Peyrard.

« Avec ce plafond de 100 euros, on nous impose une baisse de 50 %

de nos prix pour des montures vendues à prix public entre 180 et 200 euros », s'indigne Jérôme Colin, directeur général d'Oxibis, une entreprise de 125 salariés installée à Morbier et spécialisée dans la création de lunettes. « On a l'impression d'être dans la situation des producteurs de lait quand la grande distribution leur a mis le couteau sous la gorge pour faire baisser les prix », dit-il.

Pour trouver des prix bas, les clients risquent de se reporter sur les modèles fabriqués en Asie, avec des fermetures d'ateliers à la clé. L'exemple du fabricant de verres Carl Zeiss Vision est dans toutes les têtes. En octobre 2013, le groupe allemand a annoncé la fermeture de son usine d'Aubergenville (Yvelines), la restructuration de celle de Fougères (Ille-et-Vilaine) et la suppression de 220 postes après la défection de son principal client Grand Vision (Grand Optical et la Générale d'optique) qui a déplacé ses contrats vers la Thaïlande.

« C'est dramatique d'imaginer que les produits français, c'est peut-être fini », redoute M. Lafont. Surtout quand on sait que les créateurs de l'Hexagone exportent largement leurs montures hors des frontières, grâce à la qualité de ces produits et à l'image de la France dans ce domaine.

Ces industriels ont choisi de s'adresser à Arnaud Montebourg, le ministre de l'économie, défenseur du « made in France ». « Je ne le vois pas laisser tirer un trait sur l'optique », espère Joël Thierry. ■

D. G.

IL EST TEMPS
DE PARLER D'ÉCONOMIE

8H30 DU LUNDI AU VENDREDI

Le Monde
ÉCO&ENTREPRISE

SUR

BFM
BUSINESS

Le rapport qui veut réguler les VTC et moderniser les taxis traditionnels

Le député (PS) Thomas Thévenoud va déposer une proposition de loi

Délai tenu pour Thomas Thévenoud. En l'espace de deux mois, comme il lui avait été demandé en février par le premier ministre de l'époque, Jean-Marc Ayrault, le député PS de Saône-et-Loire a effectué sa médiation dans le conflit opposant les taxis aux voitures de tourisme avec chauffeurs (VTC). Cela fait des mois que les taxis traditionnels s'opposent à l'arrivée en force de ces nouveaux concurrents qui misent sur les nouvelles technologies.

L'élus socialiste a remis au premier ministre, Manuel Valls, jeudi 24 avril, un rapport comprenant trente propositions. Elles tournent autour de deux grands thèmes : la modernisation du métier des taxis et une meilleure réglementation de l'activité des VTC. Elles seront formalisées dans une proposition de loi que compte déposer rapidement M. Thévenoud.

Les réactions à cette proposition oscillent entre la déception pour les VTC et le scepticisme pour les taxis, qui attendent de voir la mise en œuvre.

Géolocalisation en question

Le médiateur propose de développer « la maraude électronique » pour les taxis, c'est-à-dire la prise en charge de clients dans la rue sans réservation grâce à la géolocalisation. Cela permettra à chacun de pouvoir repérer en temps réel les taxis disponibles à proximité, grâce à des applications sur smartphone. Cette maraude étant de par la loi l'apanage des taxis, elle n'est pas autorisée pour les VTC.

« Ce que je souhaite interdire, ce sont les applications qui permettent de voir les VTC qui se trouvent à proximité », explique M. Thévenoud. Une décision que ne comprend pas Yan Hascoet, PDG de Chauffeur-privé.com, leader français sur le marché des VTC. « C'est triste de voir qu'il faut légiférer pour ne plus afficher sur un écran la position d'un véhicule, constate-t-il. C'est pourtant la fonction la plus ergonomique pour l'usager. Une fois de plus, c'est symptomatique de la façon d'appréhender en France l'évolution de la technologie. »

Même si cette mesure est favorable aux taxis, Yann Ricordel, directeur général des Taxis Bleus considère que c'est « un habillage », que cela ne change rien, « la clarification passe par la non-usage de l'espace public par les VTC » et donc par le respect de la loi.

En revanche, la demande des taxis d'un délai minimum pour la prise en charge des clients par les VTC ou d'un tarif de course minimum n'a pas été retenue. C'était une forte revendication des VTC.



Les taxis estiment que les voitures de tourisme avec chauffeur exercent une concurrence déloyale, notamment grâce à l'utilisation de la géolocalisation. WILLIAM BEAUCARDET POUR « LE MONDE »

« On a obtenu que le délai minimum saute, on ne désespère pas qu'il en soit de même pour la géolocalisation », espère M. Hascoet.

Autres changements préconisés : la création d'un forfait aéroports et la généralisation du paiement par carte bancaire dans les taxis, mesure qui relève de la modernisation de la profession.

Selon le rapport du député, le taxi doit devenir une « alternative à la voiture individuelle » grâce à des « aménagements urbains adaptés » dans les gares, les aéro-

ports, avec des voies réservées et des stations modernisées. Il recommande aussi de les rendre « plus reconnaissables » par le biais d'une « couleur sobre avec un dispositif d'identification ».

Les VTC de leur côté devront être immatriculés au niveau régional « pour mieux contrôler l'obligation d'assurance ». Ils devront avoir « une tarification claire et au forfait ». Le rapport propose aussi « des contrôles renforcés et facilités, avec plus de "boers" (policiers spécialisés) disposant de nouveaux

moyens de contrôle et de sanctions plus facilement applicables ».

Le rapport recommande aussi d'immatriculer les sociétés de VTC et pas seulement leurs véhicules. « Les mesures concernant le renforcement du contrôle et l'obligation d'assurance vont dans le bon sens » estime Yan Hascoet. Le cofondateur de Chauffeur-privé.com conteste cependant la poursuite du gel des licences, qui depuis deux mois bloque l'immatriculation de nouveaux VTC.

Un moratoire qu'entend poursuivre Thomas Thévenoud le temps de déposer la loi à l'Assemblée nationale. « J'espère avoir une fenêtre de tir le plus rapidement possible », indique le député. « Les contraintes que nous avons demandées pour les VTC n'ont pas été retenues », déplore Yann Ricordel, trouvant positif dans ce rapport tout ce qui permet l'amélioration du service au client. A première vue : « Si les contraintes ont été renforcées côté taxi, je n'ai pas vu cela côté VTC », estime le directeur général des Taxis Bleus. Et d'ajouter : « On parle renforcement de la police des transports à l'heure où les budgets sont réduits. Est-ce conciliable ? » ■

DOMINIQUE GALLOIS

Nouvelle charge contre le service UberPOP

En parallèle à la remise de son rapport, le député Thomas Thévenoud (PS, Saône-et-Loire) est revenu à la charge contre le service de covoiturage urbain UberPOP, très contesté, qui propose à tout un chacun de devenir taxi. Le gouvernement a saisi la justice début avril, après l'enquête de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, qui avait jugé illégal ce service à but lucratif. Le député dénonce « le comportement de cow-boy d'Uber, ce groupe financé en partie par Google

qui, à travers un dispositif d'optimisation fiscale échappe à l'impôt en France et dont le modèle économique repose notamment sur la pratique du taxi clandestin via [le service] UberPOP ». C'est devenu, souligne M. Thévenoud, un problème dans plusieurs pays d'Europe. Pour le médiateur, « Uber cherche à détruire les règles des VTC [véhicules de tourisme avec chauffeur] et la concurrence pour s'imposer sur le marché ». Le député prévient : « La révolution numérique, ce n'est pas le Far West. Il faut respecter des règles. »

Transdev se prépare à déployer son offre de voiture avec chauffeur, Green Tomato Cars, en France

C'EST L'HEURE de vérité pour Transdev. Alors que Thomas Thévenoud, député PS de Saône-et-Loire, remet ses propositions pour apaiser le secteur des taxis et des véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC), la filiale de Veolia Environnement et de la Caisse des dépôts et consignations spécialisée dans le transport évalue l'intérêt de lancer un nouvel opérateur de VTC en France.

Ce secteur est pour Transdev l'un de ses plus importants relais de croissance pour l'avenir en marge du transport collectif. Il représente aujourd'hui 10,5 % de son chiffre d'affaires. Déjà présent dans les VTC et les taxis aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, le groupe a déjà tenté d'installer l'une de ses marques en France : SuperShuttle.

Cette entreprise acquise aux

Etats-Unis propose des navettes partagées vers les aéroports. Si elle transporte chaque année 8 millions de personnes aux Etats-Unis, elle a encore du mal à s'imposer dans l'Hexagone. Malgré la relance récente du service, avec son nouveau slogan « en Shuttle Simone », la marque ne décolle pas encore en Ile-de-France.

Une entreprise écolo

Le groupe est aujourd'hui prêt à offrir un autre service. Face à Chauffeurs-privés.com, Uber, Yellow Cab et autres Le Cab, qui opèrent en Ile-de-France, Transdev entend déployer Green Tomato Cars, une entreprise acquise en 2010 au Royaume-Uni. Sur le site Internet de l'entreprise, ce service est d'ores et déjà promis « sans pépins »...

Créée en 2006, cette compa-

gnie s'est imposée en quelques années dans la région de Londres. Avec une image d'entreprise écolo. Frappés d'une tomate verte, les centaines de véhicules de la flotte de Green Tomato sont soit hybrides, soit électriques, soit thermiques, mais alimentés par du biodiesel issu d'huiles végétales usagées. Par ailleurs, l'entreprise assure compenser doublement ses émissions de dioxyde de carbone.

Au Royaume-Uni, ce service a gagné de nombreux contrats non seulement avec des entreprises, dont BskyB, la première à lui faire confiance, mais aussi avec l'aéroport d'Heathrow comme fournisseur préféré.

Outre le Wi-Fi offert dans toutes les voitures, les tomates vertes disposent d'une application électronique facilitant la commande d'une voiture. Championne du

marketing, l'entreprise a également introduit un avantage supplémentaire pour ses abonnés. Lors des pics, ils sont non seulement servis en premier, mais si le véhicule est en retard, le client fidèle est remboursé...

En 2013, Green Tomato atteignait un chiffre d'affaires de 11,7 millions d'euros. Alors que Transdev a d'ores et déjà déployé cette nouvelle offre à Washington, aux Etats-Unis, l'entreprise espère séduire aussi la France.

Pour Jean-Marc Janailac, le PDG de Transdev, Green Tomato sera avant tout « complémentaire » des taxis. Ses services seront d'abord proposés à des entreprises « sur la base de contrats pré-établis ». Bref, il ne s'agirait pas d'affronter frontalement les taxis et leur monopole de la maraude. A suivre. ■

PHILIPPE JACQUÉ

Pernod Ricard enrichit sa cave en s'offrant un vin californien

Entre juillet 2013 et mars 2014, le chiffre d'affaires du groupe français a baissé de 7 %

Pernod Ricard ne s'en cachait pas. Le groupe français de spiritueux convoitait depuis de longs mois un vignoble californien. Il a annoncé, jeudi 24 avril, le rachat des vins Kenwood, en Californie, dans la Sonoma Valley, pour une somme dont le montant, inférieur à 100 millions de dollars (72 millions d'euros), n'a pas été dévoilé.

« La marque s'intègre parfaitement dans la stratégie multi-origines de notre portefeuille. Cette transaction illustre la capacité de Pernod Ricard à saisir des opportunités permettant d'enrichir [son] éventail de marques sur des marchés comme les Etats-Unis », commente Pierre Pringuet, directeur général du numéro deux mondial des spiritueux.

M. Pringuet avait récemment souligné qu'il n'envisageait pas de grosse acquisition dans l'immédiat et qu'il privilégiait les opérations stratégiques. L'achat de Kenwood entre dans cette logique.

Pernod Ricard avait besoin d'étoffer sa cave outre-Atlantique. Le groupe français avait fait un premier pas, en lançant, en 2012, une marque de vin californien qu'elle a créée et baptisée Deadbolt.

Dans la tendance des marques qui souhaitent casser les codes du vin. Avec les vins de Kenwood d'appellation Sonoma, qualifiés de « premium », commercialisés aux Etats-Unis et au Canada entre 10 et 45 dollars la bouteille, il renforce sa crédibilité aux Etats-Unis, deuxième marché mondial.

Kenwood, qui produit 500 000 caisses par an, va compléter l'offre de Pernod Ricard Winemakers, filiale du groupe spécialisée dans le vin et qui pèse près de 10 % de son chiffre d'affaires. La création de cette entité, en 2010, a prouvé

que le vin avait sa place dans le portefeuille du groupe.

Pernod Ricard aborde, en effet, le vin, avec la même logique marketing que pour ses autres alcools. Sa cave regroupe une marque australienne Jacob's Creek, les néo-zélandaises Brancott Estate et Stoneleigh, l'espagnole Campo Viejo et l'argentine Graffigna.

Dégrisement après l'euphorie

Pernod Ricard a aussi fait le choix d'investir dans le vin chinois. Après une première expérience malheureuse, il a acheté, en 2012, la marque Helan Mountain, ainsi que la propriété viticole associée.

Une manière de donner des gages à Pékin au moment où les ventes de cognac Martell explosaient. Pernod Ricard dépassait alors le milliard d'euros de chiffre d'affaires dans l'empire du Milieu, devenu le deuxième marché du groupe derrière les Etats-Unis.

Aujourd'hui, l'heure est au dégrisement après l'euphorie, alors que le gouvernement chinois prône un retour à plus de sobriété dans le cadre de sa campagne anticorruption. Sur les neuf premiers mois de son exercice fiscal, entre juillet 2013 et mars, les ventes de cognac Martell et du whisky Royal Salute, jusqu'ici très prisées pour les cadeaux d'affaires en Chine, baissent de 9 %.

Sur cette période, le chiffre d'affaires de Pernod Ricard baisse de 7 %, à 6,186 milliards d'euros. Il a été affecté par le déstockage en Chine, mais aussi par les effets de change. A taux et périmètre constants, il est stable. Aux Etats-Unis, la croissance a été de 4 %. D'où l'intérêt de se renforcer sur ce marché. ■

LAURENCE GIRARD

L'idéalisme des Jeunes socialistes suisses

Vibrionnante démocratie directe suisse ! Après les parachutes dorés, les salaires des patrons et le salaire minimum, voilà l'interdiction de la spéculation sur les matières premières agricoles et les denrées alimentaires bientôt soumise au vote de la population.

Un texte d'initiative populaire sur ce sujet de société brûlant depuis la crise financière, présenté par les Jeunes socialistes et soutenu par les nombreuses ONG présentes en territoire helvétique, vient d'être déposé en chancellerie, avec plus de 100 000 signatures. C'est le seuil nécessaire pour lui donner force de proposition de loi et, souligne-t-on à Berne, une votation pourrait donc être organisée d'ici deux ans. « On ne joue pas avec la nourriture !, assènent les Jeunes socialistes. L'initiative "Stop à la spéculation" met le verrou à l'enrichissement des spéculateurs. Comme les sauterelles, les marchés financiers sont à la recherche constante de nouveaux champs à exploiter. Ce casino (...) conduit à d'incroyables fluctuations et hausses de prix. »

Interdire le négoce d'instruments financiers spéculant sur l'évolution des prix des denrées alimentaires, avec sanctions pénales à la clé ? La question est sensible en Suisse où se concentrerait près du tiers de la spéculation mondiale sur les matières premières. Il existe environ 500 sociétés actives dans le secteur des matières premières dans la confédération helvétique, dont une partie pratique le négoce de tels produits

dérivés agricoles. Des entreprises, des banques, des traders... implantés pour la plupart dans l'arc lémanique.

Un texte de portée trop large

Attentif aux initiatives qui se multiplient dans le domaine économique et financier, le gouvernement fédéral ne s'inquiète pas du texte d'une jeunesse socialiste qu'il considère comme « idéaliste ». Non seulement cette proposition de loi mobilisera contre elle tout le secteur économique, mais au sein de la population, la raison l'emportera, estime-t-on à Berne. Le texte serait de portée trop large pour susciter l'adhésion – tous les investissements directs et indirects liés aux matières premières agricoles sont ciblés. Le contexte politique jouerait contre lui.

« De telles questions sont dans l'air du temps et font écho à des préoccupations citoyennes, concède un responsable politique. Mais les Suisses sont pragmatiques. Ils savent la place financière sous pression. Le secret bancaire vit ses dernières heures. Si l'on s'en prend aux entreprises et au négoce, on fait tomber toute l'économie... »

A des lieues de l'initiative des Jeunes socialistes, en pleine réflexion sur l'avenir de l'économie suisse, Berne travaille à un projet de loi qui créerait un taux d'imposition unique très attractif pour les multinationales, afin de retenir les entreprises déjà présentes et d'en attirer de nouvelles. Sur le modèle irlandais... ■

ANNE MICHEL

Le régulateur américain prêt à enterrer la neutralité du Net

La FCC veut autoriser les opérateurs à faire payer les sites Web en fonction du débit d'accès

San Francisco
Correspondance

Dans leur bataille contre la neutralité du Net, les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) américains pourraient bientôt obtenir gain de cause. Dans sa première ébauche de réglementation d'Internet qu'elle devait dévoiler jeudi 24 avril, la Federal Communication Commission (FCC), le gendarme américain des télécoms, ouvre la voie à la remise en question de ce principe garantissant un traitement équitable entre tous les acteurs du Web.

Le régulateur prévoit en effet l'instauration d'un « traitement préférentiel ». Les opérateurs pourront désormais faire payer les sites Web pour maintenir une vitesse de connexion optimale. Ceux qui ne paieront pas devront se contenter d'un débit plus lent.

Cela revient à créer un Internet à deux vitesses, dénonce Craig Aaron, président du mouvement Free Press : « Les plus riches bénéficieront de ces nouvelles voies rapides. Les autres seront poussés sur

les chemins de terre du Web ». Les start-up aux ressources financières limitées pourraient ainsi être les principales victimes. « Le risque, c'est de limiter l'innovation en accordant un avantage compétitif aux acteurs déjà en place. Imaginez si MySpace avait pu payer pour limiter le développement de Facebook », renchérit Marvin Ammori, du think tank New America Foundation.

Au cas par cas

Pour contourner ce problème, la nouvelle réglementation prévoit d'imposer un tarif « commercialement raisonnable ». Mais ce prix ne sera pas fixé par la loi. Il sera déterminé au cas par cas par la FCC, au terme d'une procédure encore inconnue. Le régulateur imposera aussi une vitesse de connexion plancher pour tous les sites Web. Encore à définir, elle pourrait ne pas être suffisamment rapide pour certains usages, comme la vidéo.

Netflix et YouTube sont aussi en première ligne. Les deux plateformes de vidéos sont de très loin

les plus gros consommateurs de bande passante aux Etats-Unis. S'ils refusent de payer, ils prennent le risque de rendre leur service lent et ainsi de faire fuir les internautes vers leurs concurrents. Reed Hastings, le patron de Netflix, vent debout contre cette réforme, a déjà indiqué que sa société n'aurait pas d'autre choix que d'accepter les conditions des FAI.

Cela fait plusieurs années que ces derniers combattent la neutralité du Net. Ils estiment que les sites Web les plus gourmands doivent participer à la modernisation de leur réseau face à l'explosion du trafic. « Quelqu'un doit payer », indiquait récemment Jim Cicconi, vice-président de l'opérateur de télécom AT & T.

La nouvelle réglementation renforcera la position des FAI face aux acteurs du Web. Pour les internautes, « il sera plus simple de se rendre sur un autre site plutôt que de changer d'opérateur », assure M. Ammori. Les opérateurs pourront aussi favoriser un site au détriment d'un autre. Ou s'assurer qu'aucun service ne menace leur activité.

Le tout en augmentant leurs profits. Car ils n'ont pas l'intention de baisser le prix de leurs abonnements. « Au contraire, il faut s'attendre à ce que les tarifs continuent de progresser », avance Susan Crawford, professeur à l'université d'Harvard. La raison est simple : les FAI sont de fait en situation quasi monopolistique. La très grande majorité des Américains ne disposent que d'une ou deux options.

Avant même l'ouverture du débat public sur son projet, Tom Wheeler, le président de la FCC, a tenté, mercredi 23 avril, de déminer le terrain. Le régulateur n'a pas fait marche arrière, assure-t-il. Les défenseurs de l'Internet libre ne manqueront cependant pas de souligner son passé de lobbyiste pour... les fournisseurs d'accès.

Le nouveau cadre réglementaire est encore en discussion. Il pourrait donc évoluer sous la pression de l'opinion publique ou de l'administration Obama, favorable au maintien de la neutralité du Net. Son entrée en vigueur est prévue pour la fin de l'année. ■

JÉRÔME MARIN

Pour financer le rachat de SFR, Patrick Drahi boucle un emprunt « spéculatif » record d'un claquement de doigts

Numericable et sa maison mère, Altice, ont levé, mercredi 23 avril, 15,8 milliards d'euros

De l'argent comme s'il en pleuvait. Le câblo-opérateur Numericable, en passe de racheter l'opérateur mobile SFR, a bouclé, mercredi 23 avril, une émission obligataire de 7,9 milliards d'euros.

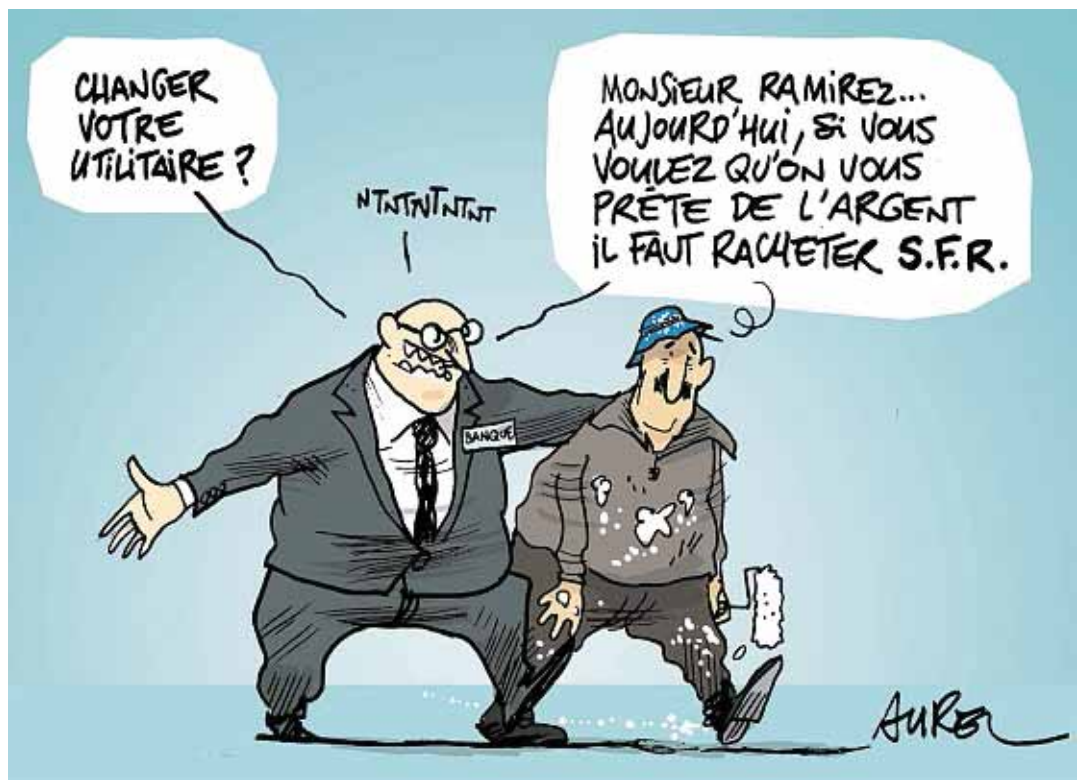
Cette opération fera date. Il s'agit du plus gros financement jamais levé sur les marchés par une entreprise classée par les agences de notation dans la catégorie spéculative, c'est-à-dire la plus fragile sur leur échelle de Richter. A ce montant s'ajoutent les 4,1 milliards d'euros levés par sa maison mère Altice. Au total, Patrick Drahi, le fondateur de Numericable, aura réussi à lever 15,8 milliards d'euros en comptant un crédit syndiqué de 3,8 milliards d'euros. Deux semaines seulement après la décision de Vivendi de retenir son offre sur SFR.

Personne n'aurait imaginé jusque-là qu'une entreprise française puisse collecter de tels montants sur des marchés dominés par les émetteurs américains. D'autant que ce succès prend des allures de triomphe. JPMorgan, Deutsche Bank et Goldman Sachs, les banques dirigeant l'opération, ont, en effet, fait face à une demande excédant 70 milliards d'euros ! Des montants colossaux. Cette demande apparaît du même ordre que celle rencontrée par l'opérateur télécom américain Verizon – pilier de l'économie américaine bien mieux noté que Numericable/Altice – lorsqu'il avait levé, en septembre 2013, 49 milliards de dollars sur les marchés obligataires. Autre émission mythique.

Appétit pour le risque

Ce raz-de-marée traduit le retour en force de l'appétit pour le risque sur les marchés. Ce dont profite à plein la catégorie spéculative (ou *high yield*) dont fait partie Numericable, la plus dangereuse mais aussi la plus rémunératrice potentiellement pour les investisseurs.

« Une telle demande est spectaculaire en soi, mais c'est encore plus remarquable pour une opération *high yield*. C'est un beau record pour ce projet industriel franco-français », souligne Grégoire Haemmerlé, banquier d'affaires chez JPMorgan à Paris, qui insiste : « En particulier, la liquidité en Euro-



pe atteint des niveaux exceptionnels. »

Les conditions de financement sont très attractives. La holding Altice, déjà très endettée, devra verser aux investisseurs un intérêt variant entre 7,25 % et 7,75 %. De son côté, Numericables s'acquittera d'un coupon oscillant entre 5 % et 6 %, selon les tranches. A titre de comparaison, en janvier 2012, Numericable avait émis sur les marchés avec un coupon de 12 % !

Après avoir réussi tambour battant l'introduction en Bourse de Numericable en novembre 2013 et celle d'Altice en janvier, Patrick Drahi a ainsi sécurisé d'un claquement de doigts l'intégralité du

financement de SFR. Il s'est en effet engagé à acquérir son concurrent contre un paiement équivalent à 16 milliards d'euros, dont 13,5 milliards en « cash ».

Le rachat de SFR étant soumis à des autorisations réglementaires, la transaction ne devrait pas être bouclée avant la fin de l'année. Mais M. Drahi a voulu tirer parti au plus vite des conditions exceptionnelles sur les marchés de crédit. Les fonds levés seront placés sur un compte sous séquestre afin de régler Vivendi une fois obtenu notamment le feu vert de l'Autorité de la concurrence.

Une dizaine de grandes banques internationales avaient

La Bourse salue l'intérêt prêté à General Electric sur Alstom

Le cours d'Alstom s'est enflammé, jeudi 24 avril, alors que l'agence Bloomberg faisait état de discussions menées par le géant américain General Electric pour acquérir le français. L'action Alstom s'envolait de 13 % à l'ouverture. Celle de Bouygues, qui détient 29 % du fabricant de TGV, gagnait 4 %. « Un accord pourrait être annoncé dès la semaine prochaine »,

relate Bloomberg. De son côté, Alstom a indiqué qu'il « n'est informé d'aucun projet d'offre publique visant son capital ». Avant de préciser : « Le groupe revoit en permanence ses options stratégiques sur ses différents métiers. » Au ministère de l'économie, on indiquait jeudi ne pas avoir été informé à ce stade d'un projet d'opération.

ISABELLE CHAPERON

Les résultats de Facebook dopés par la publicité sur mobile

Le réseau social multiplie son bénéfice net par trois au premier trimestre 2014

Facebook a une nouvelle fois dépassé toutes les attentes. Le réseau social de Mark Zuckerberg a publié, mercredi 23 avril, des résultats meilleurs que prévu au premier trimestre, avec un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars (1,81 milliard d'euros), en hausse de 72 % sur un an. Le bénéfice net est multiplié par trois, à 642 millions de dollars. Les recettes publicitaires ont bondi de 82 % sur un an, à 2,27 milliards de dollars.

Dans la foulée de ces bonnes nouvelles, le cours de l'action Facebook enregistrait, dans les échanges électroniques après Bourse, un sursaut de 3 %. L'action cote au-dessus des 60 dollars, près de deux fois son prix d'introduction sur le marché, il y a pile deux ans, à 38 dollars.

Surtout, et c'était un chiffre très attendu par les observateurs, qui craignaient une possible baisse saisonnière, la part de la publicité sur mobile ne cesse d'augmenter dans le chiffre d'affaires du site. Elle est passée de 53 % au dernier trimestre 2013 à 59 % au premier trimestre de l'année en cours, preuve que la stratégie consistant à prendre le virage des smartphones et des tablettes, mise en œuvre en 2011 par Mark Zuckerberg et sa numéro deux, Sheryl Sandberg, porte ses fruits.

Des fondamentaux solides

Pour Brian Blau, analyste au sein du cabinet Gartner, ces excellents chiffres ne sont qu'une demi-surprise. « Depuis son introduction en Bourse [en mai 2012], l'entreprise a toujours réussi à surpasser les attentes à chaque trimestre, et il n'y a pas de raison que la situation change (...), même si, comme on l'a vu avec Google la semaine dernière, une toute petite déconvenue [en l'occurrence, une baisse du prix de la publicité] peut conduire les investisseurs à régir négativement. »

Pour les analystes du cabinet Trevis, les chiffres robustes de la publicité dénotent des fondamentaux

solides pour le réseau, notamment « l'attractivité de sa plate-forme pour les usages marketing et commerciaux ». « Le modèle économique de la publicité sur mobile est certes encore à trouver, nuance Axel Droin, senior manager au cabinet Eleven, car on ne sait pas capturer une audience sur mobile, mais il est certain que, quand ça marchera vraiment bien, Facebook sera le mieux placé pour en tirer les fruits. »

Autre indicateur scruté à la loupe, et ce d'autant plus que l'utilisateur tend à vieillir, le taux d'engagement des membres. Facebook revendique pour le premier trimestre 1,23 milliard d'utilisateurs actifs mensuellement, dont 1,01 milliard consultent le site à partir d'un mobile. Le nombre d'utilisateurs quotidiens augmente, passant de 61,5 % des inscrits au dernier trimestre 2013 à 65,2 % au premier trimestre 2014. Ce chiffre est important, explique Brian Blau, « car il montre comment les utilisateurs répondent aux évolutions du produit, c'est un bon indicateur de leur satisfaction ».

Malgré ces chiffres à faire pâlir d'envie d'autres pépites de la Silicon Valley, des interrogations demeurent quant à l'évolution de son cœur de métier et de son modèle économique. Aucune précision n'a été donnée sur les perspectives de revenus issus des publicités vidéo, que Facebook veut introduire prochainement, ni sur les revenus qu'il peut espérer tirer du réseau de partage de photos Instagram, acheté à l'été 2012.

Rien n'a été dit sur les retombées attendues de l'achat de l'application de messagerie instantanée WhatsApp, qui pourrait être cannibalisée par la propre messagerie de Facebook, Messenger, que le réseau est en train de transformer en application à part entière. Rien non plus sur l'avenir d'Oculus, start-up spécialisée dans la 3D, avalée par Facebook en mars. ■

AUDREY FOURNIER

AUDIOVISUEL

Les séries de la chaîne HBO bientôt visibles avec Amazon

Amazon met la main sur un trésor : le distributeur a acquis, mercredi 23 avril, le droit de diffuser en ligne de nombreuses séries de la chaîne payante américaine HBO (des « Soprano » à « Six Feet Under »). Sont toutefois exclues les plus récentes, comme le succès du moment « Game of Thrones ».

A partir du 21 mai, ces productions seront disponibles pour les abonnés du service premium d'Amazon, qui donne droit à une livraison sous deux jours de ses commandes en ligne et à un service de vidéo à la demande. L'accord inédit entre HBO et Amazon est un coup dur pour Netflix, leader de la vidéo à la demande : c'est la première fois que HBO rend disponible ses fictions sur un service par Internet sur abonnement. Mais le deal bénéficie aussi à la vidéo à la demande en général, car HBO met un pied en dehors de son canal de distribution majeur : la télévision câblée payante. ■ ALEXANDRE PIQUARD

Consommation Le sud-coréen LG s'intéresse au groupe de cosmétiques Elizabeth Arden

La division hygiène et produits ménagers du conglomérat sud-coréen LG Group a indiqué, mercredi 23 avril, réfléchir au rachat du groupe américain de cosmétiques Elizabeth Arden. Ce dernier, créé en 1910 aux Etats-Unis, est notamment connu pour ses produits de beauté. LG Household & Healthcare, coté en Bourse, a enregistré en 2013 un chiffre d'affaires de 4 300 milliards de won (3 milliards d'euros), un chiffre qui a quasiment doublé en quatre ans. – (AFP)

Le fonds TPG prend une part des yaourts Chobani

Le fonds d'investissement américain TPG a pris une part dans les yaourts Chobani, une *success story* fondée par un jeune immigré kurde, et va y investir 750 millions de dollars, selon un communiqué publié mercredi 23 avril. Les deux parties ne précisent pas à combien va s'élever sa part du capital. – (AFP)

Conjoncture L'« offensive » de Maduro pour sortir le Venezuela de la pénurie

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a annoncé, mercredi 23 avril, des mesures en faveur des entreprises, pour relancer la production dans le pays. Il a notamment promis de payer « immédiatement » aux importateurs privés quelque 30 % des 13 milliards de dollars (9,4 milliards d'euros) que les entreprises du pays estiment avoir en créances auprès de l'Etat. – (AFP)

La croissance, un objectif trompeur

Formulons d'autres priorités

Marc-Olivier Padis

directeur de la rédaction
de la revue « Esprit »

En France, le débat politique, qui se concentre autour du pacte de responsabilité proposé par le président de la République, François Hollande, donne un sentiment de familiarité et de malaise. Juste répartition de l'effort, engagements européens, signes de confiance : salariés, gouvernement, patronat... Chacun avance ses arguments afin de retrouver la dynamique vertueuse menant à l'avènement de la croissance. Mais que signifie cette attente quasi messianique ?

Lors du dernier sommet du G20 en février à Sydney, les ministres des finances ont déclaré vouloir porter la croissance mondiale à 5 % par an d'ici à 2018. De telles annonces, alors que les taux ces dernières années, même dans les pays les plus dynamiques, sont inférieurs aux prévisions, sont-elles crédibles ? Si la déclaration de Sydney indique que l'austérité n'est plus l'objectif prioritaire, elle n'en est pas moins incantatoire, comme le soulignait le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, qui rappelait froidement que « les taux de croissance susceptibles d'être atteints résultent d'un processus complexe dont le résultat ne peut pas être garanti par des responsables politiques ».

Un rappel d'autant plus utile que ces processus rencontrent de nouvelles incertitudes, qui obligent à rappeler qu'un optimisme de façade ne tient pas lieu de stratégie. Quels déterminants laissent espérer le retour d'une croissance forte en dehors des pays émergents ?

La démographie ne peut plus stimuler l'activité dans les pays européens, qui s'orientent tous vers une stabilisation du nombre de leurs habitants.

Les gains de productivité s'observent encore essentiellement dans l'industrie, mais celle-ci pèse de moins en moins lourd dans l'activité générale. Or ils restent faibles, voire inexistantes, dans l'économie de services, surtout là où les emplois sont peu qualifiés.

En s'obstinant à croire qu'on ne pourra répondre au malaise social tant que la croissance n'aura pas retrouvé un taux satisfaisant, on s'enferme dans une impuissance fatale

L'impact des nouvelles technologies sur l'amélioration de la productivité reste un sujet controversé. Pour les uns, nous n'avons encore bénéficié que des prémices de la révolution numérique, dont les effets promettent de nouvelles vagues d'innovation ; pour d'autres, ces technologies ont déjà donné tout ce qu'on pouvait en attendre pour améliorer la productivité. Déjà passés ou encore à venir, les bénéfices de la révolution technologique ne se sentent guère aujourd'hui. Au final, la high-tech a bousculé les anciens modèles de création de valeur sans nous faire entrer dans un nouveau régime de croissance.

Il est aussi trompeur de prendre comme référence les taux de croissance des économies en décollage. Car les périodes de rattrapage économique, au cours desquelles on observe des taux à deux chiffres comme la France en a connu dans les années d'après-guerre et comme les pays émergents en affichent actuellement, sont par définition temporaires.

En dehors d'elles, le rythme de long terme de l'économie correspond à une progression située au mieux autour de 1,5 % de croissance annuelle, comme le montre l'enquête au long cours menée par l'économiste Thomas Piketty dans son ouvrage *Le Capital au XXI^e siècle* (Seuil, 2013). Le maintien d'une croissance forte dans les pays émergents ne suffit pas à stimuler l'activité en Europe, sauf dans les pays très exportateurs comme l'Allemagne.

Ajoutons à ce tableau déjà sombre les coûts croissants des quatre crises environnementales (énergie, climat, alimentation, matières premières) dans lesquelles nous sommes entrés pour nous convaincre qu'il devient urgent d'émanciper le débat politique des projections trimestrielles de croissance.

Mais comment s'affranchir de l'appel incantatoire au retour de la croissance ? Tant que le débat reposera sur une mythologie selon laquelle la reprise graduelle de l'activité se dessine, le discrédit de la parole politique s'aggravera.

En s'obstinant à croire qu'on ne pourra pas répondre au malaise social tant que la croissance n'aura pas retrouvé un niveau satisfaisant, on s'enferme dans une impuissance fatale. On prend pour une période temporaire ce qui est en réalité la donnée structurante à partir de laquelle notre stratégie doit se réorganiser. Il est illusoire d'attendre d'un retour de la croissance la résolution de nos équations budgétaires. Il faut inverser le raisonnement politique installé depuis la fin des « trente glorieuses », qui consiste à gager le maintien de notre modèle social sur une reprise qui ne vient jamais. C'est à partir du constat de notre installation dans une croissance faible sur la longue durée qu'on pourra repenser nos stratégies collectives.

Ce retournement des priorités est difficile à opérer. Si cette évidence est si compliquée à accepter, c'est que notre système de solidarité s'est élaboré dans un contexte où la croissance et l'inflation rendaient moins douloureuse la progression des prélèvements obligatoires. Le report sur des efforts à venir et un lissage des contributions par la hausse générale de la prospérité ont facilité dans l'après-guerre des sacrifices désormais bien plus coûteux.

Comment organiser la solidarité dans un contexte radicalement différent, où l'effort du partage est plus sensible ? L'endettement, justifié au nom d'une amélioration toujours reportée et finalement inaccessible, n'est plus une solution. Cette forme d'anesthésie douce nous a conduits à la crise de 2008, puis à celle des dettes souveraines. Elle a masqué la montée des inégalités, facteur d'affaiblissement de la croissance à mesure que les ménages perdent la capacité à consommer. Un effet amplificateur est enclenché, puisque la reproduction des richesses, notamment patrimoniales, est plus forte en période de faible croissance.

Il ne s'agit pas ici de plaider pour la « décroissance », une sorte de millénarisme à l'envers, qui inverse le positif en négatif selon la même logique, mais d'appeler à de nouvelles priorités. Une croissance de bas niveau ne signifie pas que l'impact des activités humaines sur les équilibres environnementaux va s'atténuer de lui-même.

Le chiffre moyen de la croissance est trompeur : il ne dit rien de la nécessité de faire diverger le niveau d'activité et la consommation d'énergie à fort impact écologique, qui ont jusqu'à présent toujours progressé de pair. Là aussi, la réflexion doit être reformulée : comment réduire l'empreinte écologique de nos activités sans renoncer à accroître la prospérité ?

Aucun chiffre magique ne peut résoudre les contradictions de la vie sociale. Les annonces d'un optimisme forcé ne peuvent accélérer le retour de la confiance. Seule une stratégie politique réaliste, décrochée de la quête prioritaire du retour de la croissance, peut permettre de poser la nouvelle équation des questions sociale et environnementale, inséparables : vivre mieux dans une société qui croît moins vite. ■

Le Monde.fr

D'AUTRES DÉBATS SUR LE WEB

- « Une administration plus efficace grâce aux outils de communication mobile », Florian Bienvenu, vice-président Europe du Sud et centrale de Good Technology.
- « La e-réservation, avenir du e-commerce », Jérémie Herscovici, président de la start-up française SoClos.
- « Les « cookies », témoins d'une époque publicitaire révolue », Stéphane Darracq, PDG de la société spécialiste du data marketing Makazi Group.

Taxer les inégalités... en libérant le capital

Vincent Champain

économiste

Le *Capital au XXI^e siècle* (Seuil, 2013) de Thomas Piketty connaît un succès mérité : son auteur a du talent (un des rares économistes français dont la réputation dépasse nos frontières), de l'opiniâtreté (il travaille depuis vingt ans sur les inégalités) et de la chance (son travail aboutit au moment où l'opinion publique mondiale y est sensible).

Les données fascinantes qu'il présente confirment que la propriété du patrimoine s'est concentrée, avec une part croissante des revenus du capital, dans les revenus les plus élevés. M. Piketty y voit le risque de renforcer les « capitalistes inutiles » que sont les rentiers au détriment des « capitalistes utiles » que sont les entrepreneurs – distinction cruciale, mais absente des données qu'il présente.

Extensif sur l'histoire économique, l'ouvrage l'est moins sur ses propositions : taxer les revenus et les patrimoines les plus élevés. Car, pour l'auteur, la cause de la hausse des inégalités est l'existence d'un rendement du capital supérieur au taux de croissance de l'économie. En l'absence des « remises à plat » qu'ont été historiquement les guerres et les impositions

confiscatrices, le capital et ses revenus augmenteront plus vite que l'ensemble des revenus. Et les inégalités iront croissantes.

La limite de ces propositions est d'omettre la piste la plus évidente : si le rendement du capital est excessif, au lieu d'attendre qu'il produise des inégalités pour les taxer, pourquoi ne pas agir pour diminuer ce taux ? Et ce, en réduisant les « rentes économiques », par exemple en développant l'accès de tous aux projets les plus rentables (financement participatif, réforme de l'épargne...), en réduisant le besoin en capital pour accéder à un revenu (véhicules de tourisme avec chauffeur, autoentrepreneurs...), en développant les accords commerciaux (ils réduisent les rentes locales aux bénéfices des consommateurs), en développant la formation...

« Destruction créatrice »

A l'inverse d'une taxe qui réduit, à la marge, les incitations à investir, ces mesures bénéficieraient aux consommateurs en réduisant les profits et la valeur du capital des « possédants » tout en favorisant une hausse des investissements et de l'emploi. Un premier exemple est d'ailleurs donné dans le livre, qui montre que l'essentiel de la hausse du patrimoine en France provient de l'immobilier. Une politique d'offre vigoureuse aurait réduit la valeur du patrimoine des propriétaires actuels tout en permettant l'accès des plus modestes à la propriété. Au lieu de cela, les désincitations à investir dans de nouveaux programmes

ont subsisté et la hausse des prix a été stimulée par les aides, sans augmenter le nombre ou la densité des constructions. Et taxer plus les propriétaires réduirait sans doute encore l'offre de logements !

Autre exemple, la 4^e licence de téléphonie mobile aurait permis aux consommateurs de bénéficier de 1,7 milliard d'euros de pouvoir d'achat en plus, tout en écornant le patrimoine des actionnaires des trois opérateurs existants.

On pourrait multiplier les exemples (comme ceux de M. Piketty dans son étude sur les causes du sous-développement des emplois de services) et aboutir à un programme de « destruction créatrice » proposée par l'Autrichien Joseph Schumpeter (1883-1950), qui rapporterait plus aux Français qu'une hausse d'impôts, réduirait la valeur du capital tout en libérant la croissance et l'emploi, bref, ferait mieux la différence entre rentiers et entrepreneurs qu'une taxe sur le patrimoine.

Ce débat était déjà présent dans la critique de Karl Marx (1818-1883) faite par M. Schumpeter, en 1942. Et s'il faut reconnaître à M. Piketty un travail remarquable sur l'analyse des inégalités, on peut regretter que ses recommandations ne réalisent pas un meilleur équilibre entre celles de MM. Marx et Schumpeter. ■

VINCENT CHAMPAIN est président de l'Observatoire du long terme (<http://longterme.org>)

3 JUIN
PARIS

FORUM EXPAT

LE SALON DE PRO

DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

MIEUX GÉRER LA
MOBILITE DE VOS CADRES

Un programme de conférences
animées par les journalistes du *Monde*
et de *Courrier international*

Dirigeant, DRH, responsable mobilité...
venez rencontrer nos experts et échanger avec
nos professionnels de la mobilité internationale

ENTRÉE
GRATUITE

Inscription
obligatoire

<http://pro.leforumexpat.com/>

MARDI 3 JUIN 2014 - 9H À 19H

Les Docks, Cité de la mode et du design
34 quai d'Austerlitz Paris 13^e

UN ÉVÉNEMENT

Le Monde

Courrier international



L'ÉCLAIRAGE | CHRONIQUE

PAR PIERRE-FRANÇOIS GOUIFFÈS ET BERTRAND MABILLE



Egalité formelle et égalité réelle

La France s'est vu attribuer le bonnet d'âne de l'inégalité scolaire par le baromètre PISA de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), publié le 3 décembre 2013.

Un autre diagnostic, réalisé par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) sur l'insertion des jeunes trois ans après leur sortie du système éducatif, publié le 8 avril, est venu plus récemment nous rappeler que ces inégalités se prolongeaient ensuite dans le déploiement des compétences professionnelles sur le marché du travail.

Notre pays, réputé doté d'une passion de l'égalité justifiant bien souvent des restrictions en matière de liberté, semble avoir tourné le dos à l'un des fondements de la République : l'égalité des chances, la possibilité pour chacun de progresser quelle que soit sa situation de départ et d'échapper à la prison de sa condition initiale. La nuit du 4 août 1789, où la nation avait banni les privilèges, semble bien loin.

Les causes de cette stupéfiante situation sont multiples, mais il en est une qui ne fait aucun doute : notre préférence marquée pour des principes d'égalité formelle, juridique et

statutaire, au détriment d'une analyse pragmatique des situations visant à une égalité réelle vérifiable. Cette question de l'égalité formelle contre l'égalité réelle avait été portée à gauche par Dominique Strauss-Kahn en son temps et semble avoir disparu du débat public avec son principal promoteur.

Par ailleurs, notre pays semble avoir voulu corriger les inégalités de revenus en bâtissant une gigantesque machine redistributive fiscal-sociale devenue sans équivalent dans le monde développé : le tiers du produit intérieur brut (PIB) français est constitué de prestations sociales, un niveau record dans l'OCDE ; et les prélèvements obligatoires sont parmi les plus élevés.

Ainsi, la France a une répartition des revenus sensiblement plus inégalitaire que la moyenne de l'OCDE pour ce qui est des revenus primaires, alors qu'elle comble l'écart si l'on tient compte des prestations sociales et de la fiscalité. Tout en restant toutefois moins performante que les pays du Nord, malgré des dépenses publiques plus importantes.

A force de ne plus savoir corriger les inégalités à la racine, notre modèle social est emporté dans une spirale infernale toujours plus oné-

reuse, plus asphyxiante, et dont la dynamique n'est probablement plus soutenable.

Notre société a progressivement embarqué toutes les caractéristiques d'une organisation corporatiste, *La Fabrique de la défiance*, décrite au laser par l'ouvrage des économistes Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg (Albin Michel, 2012), à savoir une société d'abord structurée selon des normes et statuts et dont les principes égalitaires se sont peu à peu transformés en autant de barrières infranchissables. C'est ainsi que l'école égalitaire est devenue une fiction dont la gestion unifiée interdit l'adaptation aux situations particulières.

De même, l'accès aux grandes écoles et à la fonction publique, pourtant fondé sur le principe du concours républicain, est dans les faits accaparé par une bourgeoisie peu encline à partager ses privilèges.

Carence de l'ascenseur social

Il en va de même sur le marché du travail, qui connaît un clivage abyssal entre les bénéficiaires des protections juridiques des statuts publics et du contrat à durée indéterminée, qui en font en quelque sorte les propriétaires de leur emploi, et les autres, portant les risques pour tous et rejetés plus ou moins violemment dans la précarité. A promouvoir des égalités de façade, on finit par créer des effets d'aubaine pour certains et par reléguer dans la précarité bien d'autres, en particulier les plus jeunes. Notre marché de l'emploi est ainsi fait.

En réalité, dans tous les domaines, ce sont les mécanismes de garantie de l'égalité des chances qui se sont retournés au fil des années contre l'objectif qui avait présidé à leur fonda-

tion. D'où le discours, devenu commun, de distinction entre « *insiders* » – c'est-à-dire ceux qui savent ou peuvent utiliser les principes égalitaires – et les autres, les « *outsiders* ».

Pourtant, même face à la réalité cruelle du constat de carence de l'ascenseur social, notre société se crispe immédiatement quand il s'agit de « déroger », d'aménager des voies transversales. Elle se crispe au nom des principes mêmes dont l'application conduit précisément à ce qu'elle entend dénoncer !

Il ne s'agit bien évidemment pas de jeter le bébé avec l'eau du bain : l'égalité doit rester au frontispice de notre nation. Il faut avoir vécu dans des pays où l'arbitraire est la norme pour se rappeler la chance que nous avons d'être français. Non, nous devons repenser en profondeur les modalités par lesquelles nous allons de nouveau faire fonctionner les moteurs d'intégration qu'ont été l'école, l'enseignement supérieur et le travail. L'action publique doit être repensée, en particulier à l'heure des technologies de l'information, pour la rendre plus apte à tenir compte du « particulier » et du « contingent ».

Cela passera par une formation administrative moins centrée sur la norme, sur la règle, mais plus sur l'écoute et la compréhension des situations singulières et la mesure objective des impacts de l'action publique sur la réalité.

Cela passera aussi par une véritable déconcentration de la décision où le local devra primer sur le général, où l'expérimentation sera davantage admise. Où le pragmatisme l'emportera sur des principes trop généraux, devenus largement inopérants. ■

LES INDÉGIVRABLES | PAR XAVIER GORCE

Dire que l'on veut réformer, c'est tellement simpliste !



Il faut bien voir une chose :



Tous les sujets sont devenus très complexes.



Ça n'est pas un peu simpliste de dire que vouloir réformer un monde complexe est tellement simpliste ?



C'EST TOUT NET ! | CHRONIQUE

PAR OLIVIER ZILBERTIN



Mélodie

Puisqu'on est dans l'univers de la musique, appelons cela une rengaine : « *Même chez les musiciens passionnés, le souvenir des classes de solfège reste plutôt douloureux.* » De fait. Combien d'apprentis musiciens ainsi recalés, de futurs virtuoses refoulés par l'aridité et l'austérité de la discipline, combien de Mozart ainsi assassinés ? Le refrain est connu, mais il n'en sonne pas moins juste, entonné, cette fois, par Bastien Sannac, président et cofondateur de Meludia, une méthode ludique pour apprendre la musique.

C'est qu'il y aurait tant à dire sur les premiers apprentissages dans les académies ! Toutes ces années passées parfois sans jamais écouter le moindre instrument, sans rien jouer, à répéter machinalement des notes sourdes et muettes au rythme d'un vieux métronome fatigué, à s'ennuyer dans la lecture désincarnée des partitions, l'apprentissage récuratif des notes. Ne les accablons pas : les conservatoires ont aussi leur raison, leur mission, leur méthode. Ils visent l'harmonie et la rigueur, l'excellence, la virtuosité.

Avec la méthode Meludia, la musique vous parle d'abord à l'oreille. L'apprentissage chamboule tout, il renverse les portées et retourne les clés, en s'appuyant sur des activités ludiques stimulant la créativité et les sensations.

On y apprend la musique simplement, sans instrument, en insistant sur le plaisir de l'écoute et les émotions, pour tous, en fonction de son niveau et de sa pratique. Aux débutants, on propose de reconnaître des sons, des séries de notes, de réagir et répondre aux questions, de marquer des points et de recommencer avant de passer à l'exercice suivant...

La théorie, un « repoussoir »

L'apprentissage est d'abord un jeu. Le solfège et la théorie viennent après, qui restent bien sûr nécessaires, « *mais sont un repoussoir quand ils sont abordés en premier* », souligne M. Sannac.

Sur le site, un test en version bêta permet de juger de la modernité et de l'attrait de la méthode, s'il ne permet pas de mesurer l'efficacité sur le long terme. L'essai est gratuit, l'abonnement est ensuite proposé au prix de 99 euros par an.

On ne quittera pas l'apprentissage de la musique sur le Net avant d'avoir cité aussi la plus classique iMusic-School. Ni surtout en ayant fait rouler une dernière fois les tambours pour Meludia : la start-up a été invitée à participer au prochain concours Lépine, du 30 avril au 11 mai, concours qui s'ouvre – enfin – à l'univers du digital. ■

www.zilbertin.fr

MAINSTAY MEDICAL

Des millions de personnes souffrent de lombalgie chronique, une charge pour eux et leurs familles.

Investissez dans une thérapie innovante. Investissez dans Mainstay.

Souscrivez à l'introduction en Bourse de Mainstay pour participer à une mise sur le marché rapide de Reactiv8®.

Fourchette indicative du prix de souscription : 20 à 27 € par action ordinaire.

Souscription ouverte jusqu'au 25 avril 2014.

* Voir paragraphe 13.3 du prospectus. Le plafond des versements relatif au PEA-PME est fixé à 75 000 euros et 150 000 euros pour un couple.

MAINSTAY MEDICAL développe des traitements innovants pour ceux qui souffrent de lombalgie chronique invalidante.

La lombalgie chronique est un problème de santé publique majeur qui affecte le quotidien de 2,5 à 6 % des adultes à travers le monde, particulièrement entre 35 et 55 ans. Elle est l'une des causes principales d'absentéisme au travail et a un impact économique significatif avec des répercussions allant jusqu'à 1,7 % du PIB national.

Les traitements conventionnels tels que les analgésiques ou la physiothérapie ne sont pas toujours suffisants et ceux qui souffrent de lombalgie chronique disposent de peu d'alternatives.

Reactiv8, mis au point par Mainstay, est un dispositif médical implantable de neurostimulation conçu pour restaurer la stabilité de la colonne vertébrale en stimulant électriquement les nerfs connectés aux principaux muscles qui la maintiennent.

Notre étude de faisabilité de ce concept, basée sur 19 personnes, a démontré des améliorations statistiquement significatives vis-à-vis de la douleur, du handicap, et de la qualité de vie. Les essais cliniques de Reactiv8 ont démarré.

Les risques liés à ces essais, à l'activité de la société et au fait qu'elle ne générera pas de revenus avant la commercialisation de Reactiv8, sont présentés dans le prospectus d'introduction en Bourse de la société, qui est disponible sur son site.

MAINSTAY MEDICAL est soutenue par des investisseurs spécialisés dans le secteur des sciences de la vie et de la santé, dont Medtronic, Sofinnova Partners, Fountain Healthcare Partners, Capricorn Venture Partners et Seventure Partners.

Cette introduction en bourse permettra à Mainstay Medical de poursuivre des essais cliniques afin d'obtenir les autorisations réglementaires et de soutenir la commercialisation de Reactiv8® prévue actuellement fin 2015.

Un prospectus approuvé en Irlande par la Banque centrale irlandaise le 9 avril 2014 et notifié en France à l'Autorité des marchés financiers le 9 avril 2014 conformément à la procédure de passeport européen prévue par la Directive 2003/71/CE du Parlement et du Conseil du 4 novembre 2003 peut être obtenu sans frais auprès de la société et est disponible sur son site Internet (www.mainstay-medical.com). La traduction en français du résumé du prospectus est en outre disponible sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et de la société. L'attention des investisseurs est attirée sur les facteurs de risque décrits dans le chapitre 2 du prospectus. Les résultats obtenus au stade clinique ne préjugent pas d'une commercialisation.

www.mainstay-medical.com

Catherine Millet, la toute première foi

Dans « Une enfance de rêve », l'écrivaine raconte ses jeunes années et éclaire ainsi notre vie à tous. Un chef-d'œuvre

À la page 71 d'*Une enfance de rêve*, Catherine Millet raconte la première confidence que lui fit son père. La scène se passe dans une auberge de la vallée de Chevreuse, quelques années après que les parents de l'écrivaine se sont libérés l'un de l'autre. Evoquant Philippe, son fils cadet, Louis Millet confie que cet enfant n'est pas le sien. « *Je le savais, mais bien sûr je me tus* », écrit la grande sœur. Lisant ces mots, nous éprouvons un pincement au cœur qui concerne moins la révélation du père que le silence de Catherine à notre égard : elle savait et ne nous en avait rien dit.

Ce « nous » qui se sent un peu trompé, c'est celui qui absorbe le lecteur dès le livre ouvert. C'est le nous de l'enfance, de la confiance, celui dont Catherine Millet use elle-même quand elle parle de la condition enfantine. Lorsque la scène de l'auberge intervient, voilà déjà soixante-dix pages que nous nous sommes mis dans ses pas. Bien avant de restituer la première confidence du père, elle a détaillé plus d'une « première fois » : premier jour d'école, première marelle, première humiliation, première prière, première lecture... Décrite avec une précision et un tact bouleversants, chacune de ces étapes a resserré un peu plus nos liens avec elle. Son récit n'a pas seulement suscité l'identification, mais un plein abandon : nous avons embrassé ses mots, les yeux humides.

Et patatras. « *Je le savais* » instaure soudain une distance. Comme l'une de ces minuscules trahisons instillant le doute entre deux gamins qui viennent de se jurer fidélité, il produit son effet de cisailles. Bien fait pour nous. Catherine Millet rappelle ainsi que ce livre n'est pas seulement l'histoire de ses jeunes années à Bois-Colombes, en banlieue parisienne, dans un petit appartement où elle vivait avec ses parents et sa grand-mère. C'est d'abord une méditation sur la façon dont nous autres, enfants, allons à la rencontre des choses, collant d'abord aux apparences avant que la vie ne nous mette à distance. Comment faire pour que cette distance soit juste ? C'est toute la question posée par ce chef-d'œuvre.

Pour y répondre, Catherine Millet avait des prédispositions. Quand vos parents en viennent aux mains (entre eux et contre vous), la situation exige quelque lucidité. Le jour où ils décident de se séparer, vous grandissez encore plus vite. De cette maturité précoce, qui la propulse tôt dans l'âge adulte, la jeune fille s'est rapidement prévaluée auprès de ses camarades. A la récréation, elle se fait mousser en contant les aventures respectives de ses géniteurs (qu'elle appellera toujours non pas « maman et papa », mais Simone et Louis, comme font les enfants jetés dans le monde un peu brutalement). Dans le même temps, la petite fille se fixe pour se créer mission de les réconcilier, et s'en confie à Dieu, chaque soir, en lui donnant à manger et à boire.

La lucidité comme vocation spirituelle, la distance comme malédiction à exorciser : depuis *La Vie sexuelle de Catherine M.* (Seuil, 2001), cette double tâche accapare Catherine Millet, dont l'écriture mêle la



Catherine Millet enfant. COLLECTION PARTICULIÈRE

chair et l'âme dans une joyeuse continuité, à la manière des mystiques. Chaque terme est tendu par l'exigence de vérité, comme s'il devait à lui seul combler l'écart entre l'imaginaire sans limite de l'enfant-dieu et l'univers borné de l'adulte. En témoignent les pages qui tentent de reconstituer le monde intérieur du bébé qu'elle

Ce récit ne suscite pas seulement l'identification, mais un plein abandon : nous embrassons ses mots, les yeux humides

fut. En témoignent aussi les moments où l'enfant prend conscience de sa fragilité et voit s'éloigner la pluralité des mondes possibles — on n'oubliera pas cette scène où la jeune Catherine perd connaissance après s'être éraflée la gorge avec des ciseaux : « *J'avais été au cœur d'un événement incompréhensible. Je venais de quitter le temps infini de l'espèce, j'étais entrée dans le temps de ma vie.* » En témoignent enfin les passages où elle se revoit, petite fille, butant sur des paroles lancées par la mère et dont elle ignore le sens (« *sale petite*

gousse ») ou la portée métaphorique (« *il peut bien crever* »).

Les mots commencent par matérialiser l'angoisse, l'obstacle qui barre l'accès aux choses. Puis ils deviennent l'arme pour les surmonter. Chez la fondatrice d'Art Press, qui est aussi historienne de l'art, il y a cette foi dans la littérature, dans sa capacité à sauver les apparences et à rétablir les sensations qui, au cœur de nos vies, relancent chaque « première fois ». A partir d'une expérience singulière, corps familial (les yeux du père, les seins de la mère) ou objet vécu (une chaussette sur un pied blessé), l'auteure fait rayonner une lumière qui éclaire l'existence de tous et de chacun. Ouvrez *Une enfance de rêve* à n'importe quelle page, mettez-le sous les yeux d'un ami, et vous l'entendrez bientôt s'exclamer : « Mais bien sûr ! C'est vraiment ça ! C'est bien ma vie ! » Vous comprendrez alors que si Catherine Millet « sait » vous tromper, c'est pour mieux vous réconcilier avec la multiple splendeur des choses. ■

J. Bi.

Catherine Millet collabore au « Monde des livres ».

une enfance de rêve, de Catherine Millet, Flammarion, 288 p., 19,50 €.

2|3

► Grande traversée Fins du monde et ce qui s'ensuit
Entretien avec Maurice Godelier



4

► Littérature française
Christophe Mouton, Emmanuel Ruben

5

► Littérature étrangère
Peter Handke, Santiago Gamboa

6

► Histoire d'un livre
Oreo, de Fran Ross



8

► Le feuilleton
Eric Chevillard a relu Jean Genet avec émotion



9

► Beau livre
Midi-Minuit Fantastique, à la gloire du « cinéma bis »

10

► Rencontre
António Lobo Antunes, splendide grognon

prière d'insérer

jean birnbaum

Bobards de plateaux et rébellion en toc

Les chroniqueurs « politiquement incorrects » qui règnent sur les médias courent de direct en prime time pour dénoncer la censure dont ils seraient victimes. Leur numéro comique me remet invariablement en mémoire une autre scène, non moins cocasse : un soir, à deux pas des Champs-Élysées, dans le cadre huppé de l'Institut Montaigne, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées pour écouter un débat entre Laurent Joffrin et Elisabeth Lévy. Lassé d'entendre son interlocutrice marteler qu'elle et ses amis étaient bâillonnés, Joffrin lui dit en substance : « Pardonnez-moi, madame, mais à chaque fois que je vous croise, c'est sur un plateau de télévision ! » C'était en 2003.

Depuis, la scène s'est généralisée. Le journaliste Aymeric Caron la connaît bien, lui qui essaie de la perturber, tant bien que mal, dans l'émission « On n'est pas couché », sur France 2. Aujourd'hui, il lui consacre un livre intitulé *Incorrect. Pire que la gauche bobo, la droite bobards* (Fayard, 360 p., 19 €). Il y croise d'emblée Elisabeth Lévy (« *Elle est l'omniprésence de l'absence, le grand cri du silence* »), mais aussi Eric Zemmour ou Robert Ménard, entre autres représentants de cette rébellion en toc qui fustige à longueur d'ondes tant les méfaits de l'antiracisme que les ravages du « droit-de-l'hommeisme ». Au fil de chapitres bien documentés, citant tel historien, interrogeant tel sociologue ou décryptant tel reportage, le journaliste tente de dissiper quelques fantasmes sur la délinquance, l'immigration ou les Roms. Sans doute espère-t-il que son statut de personnalité médiatique lui permettra de contrebalancer un peu le discours dominant des bonimenteurs « vus à la télé ». A lire les menaces qu'il reçoit, et dont il publie quelques exemples, rien n'est moins sûr. La violence frénétique de leurs expéditeurs montre combien ils ont désormais la conviction d'être majoritaires. Du moins faut-il constater que ces anonymes qui envoient insultes obscènes et menaces de mort partagent avec leurs héros de plateaux un même génie du grotesque. Ainsi d'un certain L.L., qui écrit ces mots à Aymeric Caron : « *Vous n'êtes qu'un minable PARVENU/VOUS FINIREZ COMME SCHUMACHER mais à la différence de vous lui c'est un type bien.* » ■

► A nos lecteurs : en raison du 1^{er} mai, le prochain numéro du « Monde des livres », daté 2 mai, se trouvera en kiosque dès le mercredi 30 avril.

7

► Essais
Le sexe et la modernité : deux livres témoignent des nouvelles façons d'étudier l'amour, la sexualité et la pornographie



Demain, l’anéantissement de tout. De soi, du monde. D’une manière ou d’une autre. Et après ? Plusieurs ouvrages récents renouvellent ces questions aussi éternelles qu’universelles et les montrent plus porteuses d’espoir que d’affliction

Vivement la fin des temps !

roger-pol droit

Qui se souvient encore de Bugarach, village de l’Aude, 202 habitants ? Il eut pourtant, il n’y a pas si longtemps, son quart d’heure de notoriété. Au moment de la fin du monde, du moins la dernière en date, celle qui était annoncée pour le 21 décembre 2012, ce brave hameau devait être, pour des raisons diverses, dans l’ensemble plutôt mal élucidées, le seul lieu épargné. A l’époque, pareille singularité fit couler de l’encre et des vidéos, si l’on ose dire. Quantité d’envoyés spéciaux arpentaient les ruelles, interrogeaient les habitants et bien sûr les étrangers, visiteurs et passants, censés venir repérer l’endroit où attendre le salut. Bien-tôt le cosmos allait s’embraser, la Terre se disloquer, l’humanité disparaître, et Bugarach, au sein de l’anéantissement général, devenait l’ultime refuge, le point stable.

Comment est donc née cette bizarre prédiction ? Qui a propagé la rumeur, et pourquoi ? Plus largement : quels ressorts expliquent la récurrence et l’emprise de ce type d’annonces ? C’est ce qu’a tenté de comprendre, sur le terrain, le sociologue Arnaud Esquerre. On lira ses conclusions dans un épais volume collectif, *Penser la fin du monde*, publié sous la direction d’Emma Aubin-Boltanski et Claudine Gauthier, deux chercheuses en anthropologie religieuse. Ce riche ensemble est pour le moins éclectique, puisqu’on y découvre, notamment, loin de Bugarach, d’instructifs aperçus sur l’eschatologie juive, la fin des temps dans les différentes traditions musulmanes, les interprétations chrétiennes de l’Apocalypse de Jean. Un accent particulier est mis sur le zoroastrisme ancien et moderne (il perdure en Iran, et en Inde chez les Parsi), où les calculs millénaristes jouent un rôle central. L’absence de la Chine peut se comprendre, puisque sa culture est imprégnée de l’éternité du cosmos et de ses cycles. En revanche, une prise en compte des traditions indiennes, où le monde est détruit puis recréé de manière cyclique, aurait pu fournir une pers-

pective différente.

Quoi qu’il en soit, la leçon à retenir de cette collection d’analyses vaut le détour. Car ce n’est pas simplement, comme on pourrait croire : l’attente de la fin du monde, plus ou moins présente à toute époque et dans toute culture, trouve dans la nôtre un regain d’intensité. De manière plus fine, donc plus intéressante, les auteurs soulignent que l’essentiel n’est jamais la destruction future, qu’elle soit redoutée ou espérée. Ce qui importe, c’est la réorganisation des perspectives présentes qu’implique ce dénouement annoncé. Plutôt que la fin du monde, le véritable enjeu serait son changement. Sous les traits de la destruction s’annonceraient remaniements, réorganisations – autre vie.

Il s’agirait d’annoncer, somme toute, non pas un anéantissement sans aucun lendemain mais plutôt « *de nouveaux cieux (...), une nouvelle terre où habitera la justice* », comme dit la seconde lettre de Pierre. C’est ce que rappelle, d’entrée de jeu, Fabrice Hadjadj dans son nouveau livre, qui reprend diverses conférences. Le volume emprunte son titre, *Puisque tout est en voie de destruction*, à cette même missive de Pierre. Il s’efforce d’en réactualiser le message : nous vivons à présent la fin d’un monde, et non *du* monde, et cette apocalypse est une chance, non un désastre, parce qu’elle fait entrevoir la possibilité d’une vie retrouvée, plutôt que la mort.

Plutôt que la fin du monde, le véritable enjeu serait son changement. Sous les traits de la destruction s’annonceraient remaniements, réorganisations – autre vie

Philosophe, écrivain, dramaturge, metteur en scène, Fabrice Hadjadj est une des figures du *revival* catholique, pas vraiment de gauche, de ces dernières années. Son itinéraire est singulier : né en 1971 dans une famille juive, de parents maoïstes, il fut athée et nihiliste avant de se convertir face à une statue de la Vierge, dans l’église Saint-Séverin, à Paris. Bien qu’il soit devenu depuis, entre autres, lauréat

du Grand Prix catholique de littérature (en 2006, pour *Réussir sa mort*) et référence intellectuelle pour bon nombre des militants de La Manif pour tous, on aurait tort de voir un réactionnaire borné en ce « *juif de nom arabe et de confession catholique* », comme il se présente lui-même.

Au contraire, c’est manifestement un auteur des plus authentiques. Sans partager ses présupposés, sans approuver ses conclusions, on doit reconnaître que ses préoccupations sont fortes et que son écriture sonne juste. Dans la conscience contemporaine d’une nouvelle apocalypse, Hadjadj entend discerner l’exigence d’une espérance immuable. Chacune des menaces de l’heure – par exemple : le trans-humain, le virtuel, l’indifférence, le culte de la nature ou encore le fanatisme intégriste – lui paraît porteuse d’un possible retournement. Pour lui aussi, l’annonce de la fin indique que des lignes bougent, même si ce ne sont pas les mêmes que celles des sociologues. Derrière notre désir de disparaître, celui de renaître s’affirmerait.

La résurrection serait-elle une métamorphose de la vie, plutôt que sa reconstitution à l’identique après un temps d’arrêt ? C’est l’hypothèse qui traverse l’essai très singulier du philosophe François Gachoud, *Comment penser la résurrection*. Cet ancien professeur de philosophie en Suisse, amateur d’alpinisme et critique littéraire, auteur de plusieurs essais, notamment *Par-delà l’athéisme* (Cerf, 2007) et *La Philosophie comme exercice du vertige* (Cerf, 2011), s’attaque cette fois à une voie escarpée. La plupart du temps, on considère la résurrection des corps, celle du Christ en particulier, comme pur objet de croyance : les uns y adhèrent, les autres haussent les épaules. Sans prétendre fonder en raison la moindre certitude, puisque c’est évidemment impossible, François Gachoud s’est malgré tout demandé s’il n’existait pas la possibilité d’ouvrir un chemin philosophique en direction de cette énigme. Le pari est risqué, tant la voie semble étroite. Il est réussi, en son genre. En effet, en refermant cet essai, si chaque lecteur conserve inchangée sa croyance

ou son incroyance, tous seront mieux armés pour comprendre ce que « résurrection » peut vouloir dire, si l’on écarte illusion et fantasmagorie.

François Gachoud procède pas à pas, en tressant de manière vivante et accessible des fils au premier regard disparates – fragments des Evangiles, analyses de termes hébreux, perspectives phénoménologiques empruntées à l’œuvre du philosophe Michel Henry. Résultat de cet entrelacs inattendu : pour comprendre la résurrection, il faudrait d’abord abandonner l’ancienne représentation religieuse – celle où périt un corps de chair, tandis que perdure une âme pur esprit. A ce schéma corps-âme, d’origine grecque, il faudrait substituer celui des Hébreux : la poussière est animée par le souffle, qui seul lui donne vie. Une conversion du regard, selon François Gachoud, pourrait permettre d’entrevoir que le corps du Christ ressuscité n’est pas simplement son ancien corps reconstitué, mais la chair métamorphosée, devenue intégralement vivante, transfigurée par le souffle.

Du syndrome post-apocalyptique chronique

LES « *ZOMBS* » ont envahi le monde et il ne reste que quelques milliers de survivants sur le sol américain, rassemblés dans des camps. La reconstruction s’organise petit à petit, assurent les émissaires de Buffalo, où un semblant de gouvernement s’est mis en place. L’origine de la peste divise les rescapés. Châtiment divin, disent les uns ; coup de force de la nature pour éliminer les plus faibles, les *losers*, les inadaptés, estiment les pragmatiques ; mécanisme destiné à « *purifier la Terre du capitalisme et de toutes les superstructures bourgeoises* » afin de renouer avec un mode de vie communautaire, selon les activistes d’extrême gauche.

Mark Spitz, lui, n’a pas d’avis.

Il fait partie d’un commando de ratisseurs dépêché dans la zone 1, soit le bas Manhattan. Sa mission : éliminer les « *trainards* », ces morts-vivants qui ne possèdent pas la faculté de courir pour dévorer les humains. Doués de mémoire cellulaire, ils n’ont qu’une apparence humaine, aucune capacité mentale.

Instinct de survie

Les survivants, eux, qu’on appelle les « *phènes* », diminutif de « phénix », sont mus uniquement par l’instinct de survie. Loqueteux ou brigands, militaires ou civils, ils s’efforcent d’oublier le passé et de bannir tout rêve d’avenir. Quelques-uns se consolent dans la religion. Pas Mark Spitz, qui a « *passé au tamis les preuves*

avortées d’une vie après la mort ». Au jeune homme médiocre et employé sans qualité qu’il était avant la propagation de l’infection a succédé un guerrier aux sens aiguisés, apte à capter le moindre signe de danger.

Mais tous, y compris lui, sont traumatisés, atteints à divers degrés, du syndrome post-apocalyptique chronique (SPAC) Avec *Zone 1* (traduit de l’anglais par Serge Chauvin, Gallimard, « Du monde entier », 338 p., 22,50 €), l’Américain Colson Whitehead déploie une méditation sur le naufrage d’une civilisation, à travers le portrait d’un Robinson Crusôé des temps modernes.

■ macha séry



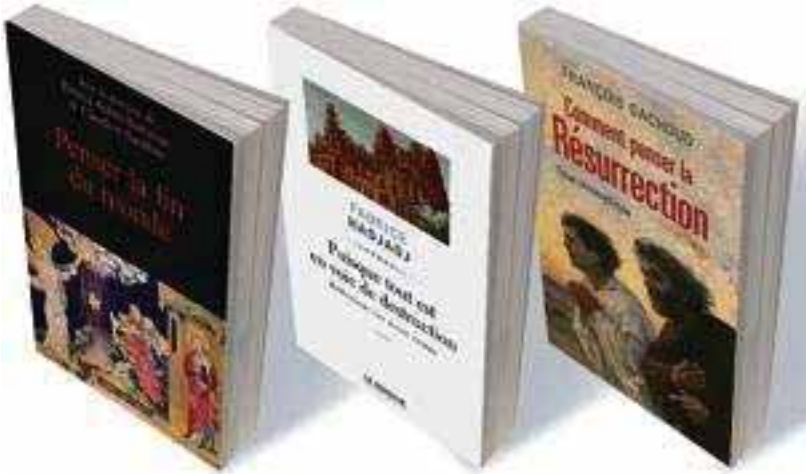
Penser la fin du monde

sous la direction d'Emma Aubin-Boltanski et Claudine Gauthier, CNRS éditions, 524 p., 25 €. Des textes bibliques au wahhabisme contemporain, en passant par le zoroastrisme ou les commentaires latins de l'Apocalypse, une petite vingtaine de savantes études, émanant des recherches en anthropologie religieuse, cartographient un tour du monde partiel des manières de concevoir et d'annoncer le grand effondrement. Son sens, sa prévisibilité, ses signes annonciateurs, ses hauts lieux, sa date exacte et ses modes de calcul, tout – ou presque – est passé au crible, à partir d'une série d'exemples délimités.

Puisque tout est en voie de destruction.

Réflexions sur la fin de la culture et de la modernité, de Fabrice Hadjadj, Le Passeur, 190 p., 18 €. Que signifie au juste le vertige de disparition qui traverse la conscience collective de notre époque ? A quoi correspondent la perte des perspectives, le sentiment de catastrophe inéluctable ? Et comment y remédier, si cela est possible ? A partir de ces questions, Fabrice Hadjadj, une des figures nouvelles de la pensée catholique, élabore – au fil de plusieurs conférences – une méditation débouchant sur « *un gai savoir de l'apocalypse* ».

Signalons, du même auteur, la parution en poche du Paradis à la porte. Essai sur une joie qui dérange, Points, « Essais », 456 p., 9,50 €.



Comment penser la Résurrection

de François Gachoud, Le Cerf, « La nuit surveillée », 210 p., 20 €. « *Si le Christ n'est pas ressuscité, écrit Paul, alors notre prédication est vaine, vaine aussi notre foi.* » Pourtant, les apôtres ont commencé par ne pas y croire. Une réflexion philosophique peut-elle permettre d'envisager autrement un corps ressuscité ? N'est-ce qu'une affaire de croyance, qu'on partage ou non, ou bien peut-on avancer par la pensée dans une élucidation de cette notion qui semble inconcevable ? Le philosophe François Gachoud tente de relever le défi de ces interrogations.

Quand on parle de destruction, d'anéantissement, de fin du monde, il serait donc judicieux de se méfier. En fait, on ne sait jamais, de prime abord, s'il s'agit de destruction ou de reconstruction, d'effondrement ou de renaissance, de mort ou de résurrection. Monde collectif ou monde individuel, la disparition définitive, difficile à concevoir comme à supporter, est opportunément remplacée par des mutations et métamorphoses. Ne vaudrait-il pas mieux, malgré tout, considérer le paysage à l'envers ? Il suffirait de se persuader que le monde est éternel, sans commencement ni fin. Et de se convaincre que les vies humaines sont mortelles, éphémères et finies. C'est à peu près ce que disait, parmi les premiers philosophes, Héraclite d'Ephèse, et bien d'autres, dans l'histoire, à sa suite. Mais qui se souvient encore d'Héraclite ? Cet esprit qui ne pouvait envisager la fin du monde semble encore plus loin de nous que Bugarach. Décidément, le monde éternel n'est plus ce qu'il était. ■

Signalons, sur le même thème, la parution

de L'Effondrement de la civilisation occidentale, d'Eric M. Conway et Naomi Oreskes, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Françoise et Paul Chemla, Les Liens qui libèrent, 128 p., 13,90 € (lire la chronique

Ne vaudrait-il pas mieux considérer le paysage à l'envers ? Il suffirait de se persuader que le monde est éternel. Et de se convaincre que les vies humaines sont mortelles, éphémères et finies

« Planète » de Stéphane Foucart, Le Monde du 23 mars).

Maurice Godelier : « L'esprit humain déborde à tout instant les limites du concret »

Dans « La Mort et ses au-delà », l'anthropologue propose une synthèse des croyances sur l'après-vie dans de nombreuses civilisations

Cette composante peut être une ou plurielle : les âmes sont au nombre de trente-deux chez les Thaïs bouddhistes, de dix chez les Chinois. C'est à elles que toutes les religions vont imaginer un destin, un « séjour des morts ». Bien sûr, dans l'Antiquité et dans de nombreuses civilisations, il y a des penseurs isolés, critiques vis-à-vis de la religion, qui, comme Marc Aurèle, adoptent, contre la thèse « la mort s'oppose à la naissance », celle que la mort est bel et bien la fin de la vie.

Ce qui m'a frappé, c'est qu'il existe des religions où le mort est confronté au jugement de ses actes et d'autres où un tel jugement n'a pas lieu. Chez les Baruya, un homme qui a commis un crime partira, après son décès, pour un royaume des morts où il ne souffrira ni manque ni maladies. En revanche, les religions de la délivrance (hindouisme et bouddhisme) et du salut (judaïsme, christianisme, islam) conçoivent un jugement *post mortem* qui aura des conséquences très importantes sur le destin du défunt.

Comment expliquer l'existence de ces mythes ?

L'esprit humain participe de deux logiques : la logique du vérifiable dans l'expérience concrète, et la logique posant que l'impossible est tout de même possible. Ces logiques ne s'excluent pas. L'esprit humain s'emploie à développer des connaissances empiriques mais il déborde à tout instant les limites du concret. Les religions s'efforcent d'apporter des solutions à des phénomènes dont on n'a pas d'explication : qu'est-ce que naître ? qu'est-ce que mourir ? Ce sont là des questions existentielles auxquelles elles répondent par des cosmologies globales. Ces réponses sont vécues comme des vérités existentielles dictant la manière dont les hommes doivent agir sur le monde et sur eux-mêmes.

La notion de « fin du monde » ne fait pas partie de ces invariants. A quoi la liez-vous ?

Dans beaucoup de sociétés, on ne conçoit pas la fin du monde mais des fins du monde. Elles ne pensent pas avec la notion de « progrès », et se représentent une succession de périodes, qui aboutissent avec la disparition et la renaissance d'une humanité différente. Il est possible que l'idée que la justice régnera entre les hommes après la mort soit née en Orient, avec l'émergence des cités-Etats, puis des empires. Il me semble probable que ce soit dans ces temps de grande violence et de désespoir, qui ont duré plusieurs millénaires, que le concept d'une justice ultime mais *post mortem* soit advenu. Les sociétés expérimentaient que la justice des rois était imparfaite, et que seul un jugement après la mort pourrait établir une équité parfaite. ■

la mort et ses au-delà, sous la direction de Maurice Godelier, CNRS éditions, « Bibliothèque de l'anthropologie », 350 p., 25 €.

propos recueillis par esther attias

Maurice Godelier explore de nouvelles contrées. Après ses travaux sur les métamorphoses de la parenté ou sur l'héritage de Claude Lévi-Strauss, l'anthropologue, spécialiste des Baruya de Papouasie - Nouvelle-Guinée, se penche sur les mythologies du trépas. Avec *La Mort et ses au-delà*, Maurice Godelier coordonne en effet une réflexion menée par quatorze spécialistes : s'agissant de la mort en Inde ou en Amazonie, il décèle des « *invariants* » universels, « *un socle commun de représentations et de pratiques* » repérable dans toutes les civilisations au-delà de leurs différences.

Pourquoi publier un ouvrage sur les différentes représentations de la mort, si loin de votre champ d'étude initial ?

Il s'agissait d'une « commande » d'amis médecins, en 2011, qui m'ont posé cette question : « *Pourriez-vous nous éclairer sur les façons dont la mort est conçue et vécue dans d'autres sociétés et à d'autres époques que les nôtres ?* » De plus en plus d'Européens meurent seuls dans des hôpitaux, plus souvent de maladie que de « *vieillesse* » ; les médecins et le personnel soignant assument désormais des fonctions qui relèvent traditionnellement des proches du mourant. C'est à partir du constat de ces transformations récentes que j'ai demandé à des collègues d'étudier les représentations de la mort dans les sociétés dont ils sont spécialistes. A partir des quatorze sociétés étudiées, j'ai dégagé des invariants.

Vous attendiez-vous à découvrir des caractéristiques à ce point similaires ?

Je pensais naïvement que la mort était l'opposé de la vie. Les structuralistes aiment bien faire des oppositions binaires ! Le cru, le cuit ; le chaud, le froid ; la vie, la mort... Et puis je me suis rendu compte, grâce à Jean-Claude Galey, que le brahmanisme opposait la mort à la naissance, et non à la vie. Or il s'avère que ce postulat est général. La naissance est l'instant d'une combinaison d'éléments tandis que la mort est une disjonction de ces éléments, avec un « *reste* » qui ne disparaît pas. Ce « *reste* », c'est l'âme ou l'esprit. C'est au début de la vie que des agents extérieurs, des ancêtres, des dieux, ou Dieu, interviennent pour l'insuffler au corps.

Influences d'outre-tombe

Tout frais défunt qui, faute de croyance, serait privé de l'espoir d'une résurrection peut se consoler. L'étonnant et passionnant numéro 62 de la revue semestrielle d'ethnologie *Terrain* lui offre une source d'inspiration pour ne pas, malgré tout, s'éteindre tout à fait. Coordinné par l'éthologue et philosophe Vinciane Despret, il est consacré aux « *morts utiles* », à ces « *prolongations de carrière* » qui permettent à certains d'entre nous d'exercer outre-tombe une influence (bénéfique) sur les vivants. A travers, bien sûr, les dons d'organes, mais aussi le transport d'objets jusqu'au pays des morts ou la protection des liens familiaux... Il peut même arriver aux morts d'être aussi « *utiles* » qu'utiles – la version mercantile des rites assure en effet un joli profit à ceux qui savent vivre « *sur le dos des morts* », comme le rappelle la contribution de l'historien Guillaume Cuchet à propos du purgatoire. De l'art de transformer la poussière en or. Julie Clarini

« *Les morts utiles* », *Terrain*, n° 62, 188 p., 20 €.



DAVID RICHARD/TRANSIT/PICTURETANK

Sans oublier

Calcutta Song

Portée par le désir de partir, sans vraiment savoir où ni pourquoi, Dominique Sigaud accueille comme une évidence le nom de Calcutta, derrière lequel semble se cacher la promesse d'un « *déplacement intérieur, cérébral, poétique* », la possibilité de se « *laisser séduire* (...), *gagner par autre chose, qui rebatte* [l]es cartes ». Elle part en Inde, dans le cadre d'une résidence d'écrivain, passe quelques jours à Delhi puis séjourne à Calcutta. Peu à peu surgit dans ses rêveries, au détour des expériences qu'elle fait et des lieux qu'elle découvre, la figure de Marguerite Duras. Les réminiscences du *Vice-Consul* (1965) et d'*India Song* (1973) se mêlent aux marches de l'auteure dans la ville. *Partir, Calcutta* est ainsi le récit d'un séjour en Inde, mais surtout celui des retrouvailles avec Duras et avec ce que ses écrits ont laissé entrevoir à Dominique Sigaud lorsqu'elle les a découverts, jeune fille, la « *liberté dont elle dotait ses propres personnages et d'où vient mon amour pour ses textes* », écrit l'auteure. L'influence de Duras est si forte que l'écriture de *Partir, Calcutta* en est parfois imprégnée de manière trop évidente. Mais le trajet intérieur qu'elle permet d'accomplir en est



d'autant plus troublant. ■
florence bouchy
► *Partir, Calcutta*, de Dominique Sigaud, Verdier, 144 p., 13,50 €.

Deux frères

Venu de l'Ohio, Gary débarque à New York avec l'ambition d'un petit malin qui n'a pas encore eu sa chance. Il fréquente la fille d'un magnat de la finance et compte bien se tailler une place à Wall Street. Devenir trader, voilà son rêve. Ou bien est-ce celui de Frank, son ami d'enfance ? Frank, avec sa beauté athlétique et son intelligence aiguë, semblait promis à un brillant avenir... jusqu'à ce que son ami l'amoche salement lors d'une bagarre. Avec *Gary tout seul*, premier roman d'une grâce maîtrisée, Sophie Simon plonge son lecteur au cœur d'une Amérique à plusieurs visages, du Middle West frappé par la crise au trépidant New York. La voix taquine de son narrateur omniscient explorant avec finesse l'intimité des personnages s'entremêle aux fragilités grinçantes de



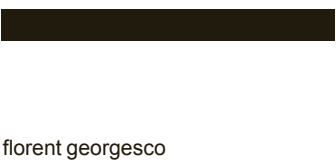
Gary, enfin prêt à retourner sur les traces de son passé. ■
esther attias
► *Gary tout seul*, de Sophie Simon, JC Lattès, 350 p., 18 €.

Vers la Basilicate

Des lieux qui hantent mais semblent inaccessibles. Interdits, obstrués, disparus. Esthétique de la ruine, poésie du fragment. Le narrateur de *L'Autre Pays* parcourt, de Turin à Rome, une Italie peuplée de vent et de fantômes. En quête de lui-même. Sur les traces d'une femme aimée qui fil-mait comme lui-même prend des photos : pour témoigner de la fragilité du regard. Sur les traces, aussi, d'un aïeul qui avait choisi la France, mais dont les racines aimantent le rêveur voyageur en Basilicate. Un sanctuaire qui inspira, au cinéma, Francesco Rosi ou les frères Taviani, et fascina l'aimée. L'absence et la disparition hantent le travail de photographe de Sébastien Berlendis. Flous, surexpositions, contrastes : tout se retrouve dans l'écriture de *L'Autre Pays*, sensible, faite d'ellipses et de visions charnelles, sismographe de la perte et du désir. ■
philippe-jean catinchi
► *L'Autre Pays*, de Sébastien Berlendis, Stock, « *La forêt* », 80 p., 13 €.

« *Cocaïne* », de Christophe Mouton, roman du délitement social, n'épargne personne

Les pieds dans le plat de poudre



florent georgesco

C ne voiture, un fidèle chauffeur, un téléphone portable, quelques sachets de cocaïne glissés dans la boîte à gants : la recette de la réussite est simple pour un jeune homme aussi ingénieux que Tarek, le narrateur du troisième roman de Christophe Mouton, jeune homme non moins ingénieux, et qui n'a pas non plus besoin d'autre chose pour atteindre ses buts. Tarek est dealer ; il sillonne Paris quand la nuit tombe, réclamé, imploré, débordé – autant dire triomphant. Christophe Mouton est son ombre, son témoin, et il lui suffit de suivre cet intéressant personnage pas à pas, sans autres effets que ceux qui résultent d'une observation minutieuse, pour donner à son livre l'ampleur d'un saisissant tableau de la société contemporaine.

Ce tableau est composé d'une main aussi ferme que sa donnée de départ est simple. Un tiers du roman couvre une soirée de la vie de Tarek, en temps réel, d'une fête à une autre, d'un appartement à un bureau, défilé de clients avides de drogue, ou de ce que la drogue, celle-ci en particulier, implique pour l'image de soi, Tarek ayant bien plus à vendre qu'un peu de poudre et d'agitation nerveuse : « *Comprendre le cercle vertueux de cette drogue (...) était à ma portée : un, faire le beau, deux, recevoir les signaux physiologiques d'approbation de la cocaïne, trois, se croire beau.* »

La suite est un retour en arrière, mais à vrai dire un approfondissement de tout ce que le début a révélé sur l'époque. Récit d'une vocation, et d'une conquête progressive de la reconnaissance et de la

fortune, le roman se transforme, de miroir promené le long des chemins de la branchitude parisienne, en parabole sur l'insertion sociale paradoxale d'un jeune banlieusard à l'heure où la société entière paraît s'effilocher.

Arrivé à la fin – retour au présent, le destin de Tarek se noue, jusqu'où ira son triomphe ? –, le lecteur, qui se sera beaucoup amusé, se retrouvera glacé par son propre rire, désappointé peut-être, furieux parfois, symptômes d'une réussite littéraire qui va bien au-delà d'une efficacité narrative pourtant impressionnante. Une satire est plaisante, et confortable, quand elle s'en prend à une partie seulement du monde qu'elle dépeint et, désignant le lieu où se concentrent les ridicules d'une époque, sauve tous les autres. Christophe Mouton ne sauve personne, c'est un satiriste universel, dénué de pitié, de la moindre faiblesse pour quiconque.

Constant mitraillage

La construction même de son livre aurait pu le porter à un manichéisme de modèle courant, qui aurait vu la dure réalité de la banlieue s'opposer aux parades égotiques de la nuit parisienne. On en est loin. L'œil acéré de Tarek ravage aussi bien les petits durs avec qui il a été élevé. « [Ils]

Extrait

« *J'ouvre la bouche, m'apprêtant à lui demander si ça l'intéresse. Mais finalement je m'arrête au milieu de mon élan pour dire distinctement que je suis désolé et que je suppose qu'il n'a pas d'argent. (...) La fille lui jette un regard un peu triste. Il prend la pawrole d'un "Oh...". Je le regarde. Il continue, je sens qu'il va bientôt former une phrase. Je la vois peu à peu se construire dans sa tête, le sujet d'abord, puis le verbe et peut-être un complément. (...) Et puis le Verbe fut (...) : "... Euh, et c'est à combien pour un gramme ? (...) Il y a bien un verbe, un sujet et un complément, il y a même une forme interrogative. Magie de la grammaire qui nous rapproche malgré nos différences.* »

cocaïne, pages 135-136



ALINE BUREAU

avaient compris le principe, brailler comme un goret (...), mais avoir intégré qui on était, avoir des rêves comme ceux des autres (...), avoir compris son identité, avoir été dressé. » Tout y passe – école, justice, police, racaille, et jusqu'à la bonne volonté apparente dont un garçon comme Tarek, élève brillant, type même du garçon méritant issu de l'immigration, aura été l'objet : « *On aurait pu se méfier plus de ceux qui se prétendaient nos amis – potes, qu'ils disaient – sans autres critères que raciaux.* »

C'est un constant mitraillage des prétentions, des faux-semblants, de la comédie que chacun se joue et joue à chacun des autres. On pourrait bien sûr reprocher à Christophe Mouton une sorte de démesure dans la moquerie, qui ne laisse place à aucun autre aspect de la réalité. Mais il y a dans *Cocaïne* comme une vibration, une nervosité plus inquiète que cruelle, ou si l'on veut une colère dans la cruauté, qui donnent au lecteur le sentiment d'une nécessité presque intime de ces excès mêmes. On ne crie pas au feu avec séré-

nité. Cassandre ne saurait annoncer avec douceur ce qu'elle voit venir.

Car il s'agit bien, au total, du roman d'une catastrophe en cours, telle que l'auteur croit la deviner, du constat angoissé d'un délitement de tout lien social autre que fictif, où le mensonge deviendrait le seul ciment du fameux « vivre-ensemble ». La cocaïne, drogue du lien illusoire avec soi-même et avec les autres, en est le symbole et l'implacable révélateur. Armé de ce talisman, Christophe Mouton, qu'il convainque ou non de la justesse de sa vision, lui donne une forme si puissante qu'on ne doute pas, en refermant le livre, que sa voix ne cessera plus désormais de hanter nos cauchemars. ■

cocaïne,
de Christophe Mouton,
Julliard, 406 p., 21 €.

Respirer l'air vif d'un pays sans légendes

Une contrée baltique imaginaire, un héros entre ennui et exaltation : Emmanuel Ruben, tout en intensité



nils c. ahl

Qu'il soit dans l'œil du lecteur ou dans la plume de l'auteur, l'effet de mode est toujours à double tranchant. Une veine imaginaire se creuse, elle devient rapidement suspecte. Dans le cas d'Emmanuel Ruben, pareil jugement serait une injustice. Certes, comme d'autres depuis quelques années (Michel Houellebecq, Philippe Vasset, Pierre Patrolin...), il cultive un imaginaire géographique, il trouve refuge dans une cartographie fantaisiste. Il se perd même dans le Grand Nord. Cependant, *La Ligne des glaces*, son troisième livre perdu dans une Baltique orientale reconstruite, où l'on devine l'Estonie, les lacs de Carélie et la figure du compositeur Nikolai Rimski-Korsakov, est avant tout un

très beau texte sur le regard, le détachement – et le dépaysement, bien entendu.

La première preuve du grand talent de ce jeune écrivain français, né en 1980, se manifeste en quelques lignes, dès le premier chapitre. Elle tient aux modulations délicates de la voix de son personnage principal et narrateur, Samuel Vidouble, volontaire international et diplomatique, à la recherche de la frontière orientale de l'Union européenne. Il a eu trop chaud dans ses précédentes affectations, il décide donc de faire l'expérience inverse. Mais pas seulement : « *En Italie, aux Etats-Unis, au Pérou, en Turquie, j'avais vécu dans des villes qui étaient trop de livres, trop de couplets, trop d'images. J'avais besoin d'un de ces pays sans légendes, fût-il condamné, comme disent les poètes, à mourir de froid* », avoue-t-il. Sa retraite est au soleil noir, dans un désert de vieilles villes et de campagnes désolées, dont les noms ne disent rien à personne. Ou presque.

La langue est précise, joue avec les noms propres et, surtout, elle aime super-

poser des images et des impressions contradictoires avec une vraie sobriété de moyens. Emmanuel Ruben a l'art des phrases simples pour dire la complexité. Il met admirablement en scène l'alternance d'ennui et d'exaltation qui anime son personnage. Le mystérieux pays balte qu'on nomme ici la Grande-Baron-

nie ressemble ainsi autant à la Suisse qu'à un vieux pays perdu où le drapeau danois serait tombé du ciel. La pro-

priété européenne y côtoie la crasse d'un passé de goulag, d'occupation nazie, d'histoires et de peuples oubliés. En passant, l'homme aux yeux grands ouverts note également, presque sans y toucher, que les femmes n'y sont pas farouches, quoique à fort caractère. En dépit d'une certaine nonchalance vagabonde, sa voix exprime l'intensité et la profondeur en peu de mots : les

visions s'enchaînent.

Ce n'est qu'à la dernière partie du roman, nonobstant la plus courte, que l'on comprend vraiment les enjeux du texte et de la langue. Ces quelques pages rendent compte d'un retour bien des années plus tard. Le regard est plus lucide, il remet en perspective l'ensemble du roman. Samuel explique à quel point il fut « *un explorateur en pays zoulou* », les limites de son regard trop superficiel. A posteriori, le lecteur apprécie la densité sentimentale de ce regard à fleur d'eau. D'une époque à l'autre, Emmanuel Ruben dit un désir, un élan, une course vers la mer et la frontière, vers une forme de solitude en marge du monde. C'est là-bas, à la périphérie des choses, que la parole poétique trouve son origine, et le personnage sa résolution. Faux roman géographique, *La Ligne des glaces* est le vrai roman de Samuel. ■

Un rêveur éveillé traverse un monde paradoxal vers son destin inéluctable : « La Grande Chute », de Peter Handke

En déséquilibre stable

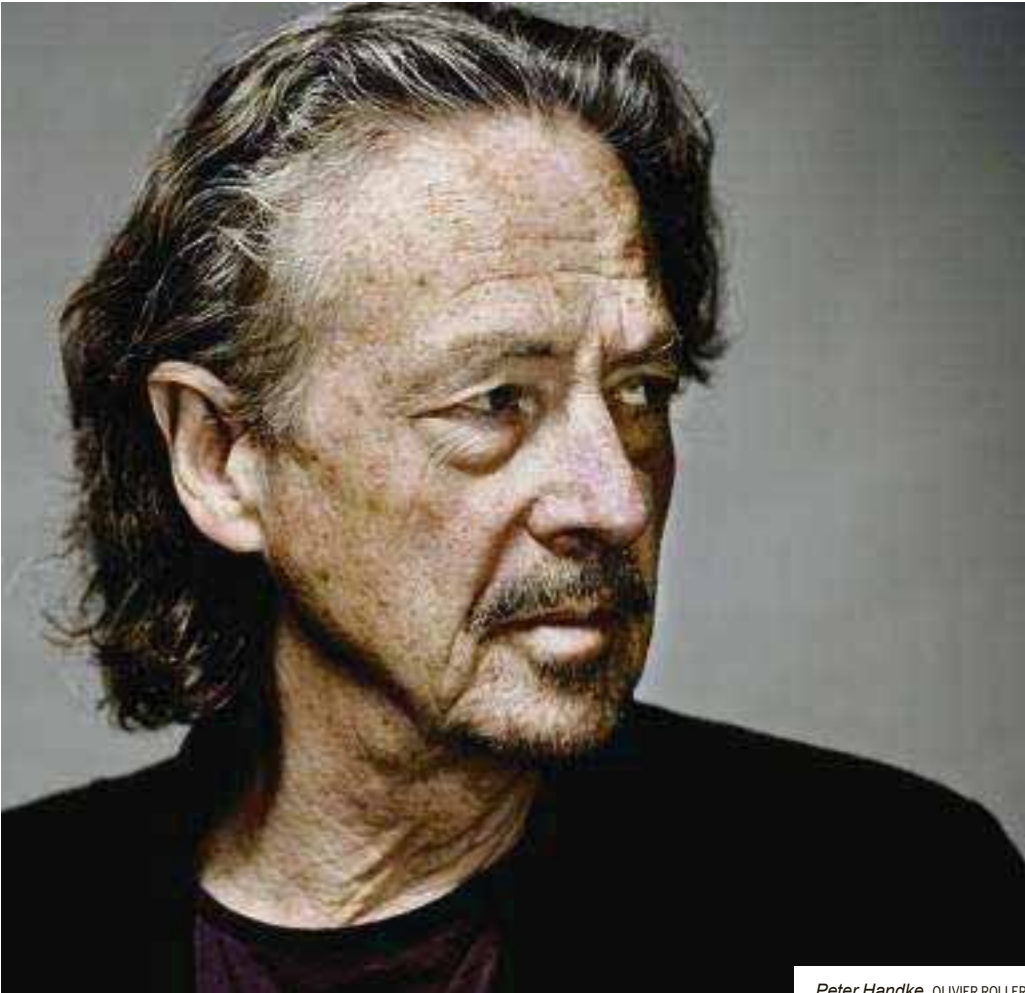
pierre deshusses

Un héros qui n'est pas un héros, cela existe depuis longtemps en littérature. Un homme qui dort sans rêver ou qui rêve sans dormir, cela arrive. Un comédien qui n'est pas un comédien relève de la simple antiphrase. Cependant, un homme qui n'est pas un héros mais un ancien comédien, qui se réveille tout en rêvant et qui, de surcroît, va vivre sa « *Grande Chute* », cela n'existe que chez Peter Handke. Qu'est-ce que la Grande Chute, cette expression avec majuscules, qui donne son titre et son début au roman ? Et qu'est-ce que ce roman qui se présente comme un « *récit* » sur sa couverture ? D'emblée, on est plongé dans des mots qui se moquent des catégories, avec des verbes dont les modes ne correspondent pas toujours à ce que la logique attend, qui déstabilisent notre perception du temps.

On sait dès lors que l'on va avoir affaire à un voyage extraordinaire. Car si le temps est désaxé, l'espace ne l'est pas moins. Où sommes-nous ? Quelque part dans un no man's land qui se révèle être la banlieue d'une grande ville, peut-être Paris, où le comédien est attendu pour être décoré par un président, peut-être Nicolas Sarkozy. Mais aucun nom n'est jamais dit. Le comédien lui-même n'est nommé qu'une seule fois : X. Cela fait beaucoup de flou, d'interrogations, de décalages, et il faut un certain temps pour entrer dans ce monde dont l'atmosphère rappelle un magnifique roman du même auteur : *Mon année dans la baie de personne* (Gallimard, 1997). Mais, au bout de quelques dizaines de pages, tout devient d'une évidence lumineuse. Il suffit de se laisser porter, d'adopter cette logique des visions et du surréel. Il y a quelque chose de magique, de biblique et d'incantatoire dans ce livre qui se passe en une seule journée d'été.

Marche à reculons

Un homme se réveille et il n'est pas chez lui. Un homme se réveille et il est seul. Un homme se réveille et prolonge ses rêves. Un homme se souvient de la nuit avec une femme qu'il n'aime pas, mais qui a été « *bonne envers lui* » comme il a été bon envers elle. Et l'homme part – peut-être à la recherche de cette femme. Il traverse d'abord une zone entre rues, prairies et forêts, une sorte de banlieue. Il



Peter Handke. OLIVIER ROLLER

la grande chute
(*Der grosse Fall*),
de Peter Handke,
traduit de l'allemand (Autriche) par
Olivier Le Lay, μ
Gallimard, « *Du monde entier* »,
192 p., 17,50 €.
Signalons, du même auteur
et par le même traducteur, la
parution d'Essai sur le Lieu
tranquille (*Versuch über den Stillen
Ort*), Gallimard, « *Arcades* », 104
p., 9,50 €; ainsi que la parution en
poche de Don Juan (raconté
par lui-même) [*Don Juan* (erzählt
von ihm selbst)], traduit par
Georges-Arthur Goldschmidt, Folio,
144 p., 6,20 €.

croise des gens qui souvent lui paraissent hostiles. Ce comédien est un drôle de citoyen, un misanthrope ramenant tout à lui-même. C'est souvent par un simple

échange de regard qu'il décrète qu'une personne est hostile, désagréable, stupide. En même temps, c'est paradoxalement un homme qui veut être en équilibre, et qui veut faire œuvre salvatrice en marchant, au fil même de sa marche, parfois à reculons. Oui, à reculons ! Nous sommes dans un univers intermédiaire, entre l'étrange Alice et l'inquiétant Pinocchio, alors que ce récit se présente

avec un titre imposant, emphatique même.

La « Grande Chute » apparaît comme un leitmotiv sans qu'aucun indice ne nous permette de nous faire une idée de ce qu'elle représente. On sait seulement que cela s'applique à cette journée d'été qui voit traverser au comédien (« *mon comédien* », dit souvent avec em-

pathie le narrateur) une banlieue, puis un périphérique, puis des rues et des places dans cette cité qui, vers le soir, va devenir « *la ville des Bons Chemins* », celle où, par hasard, il va retrouver la femme avec laquelle il a passé la nuit et à qui, par un coup de téléphone, il donne rendez-vous devant le Bar du Destin, où viennent se nouer les deux fils de Parques entre lesquels s'inscrit ce récit, comme tenu entre deux lignes : celle tracée par le narrateur pour son personnage et celle tracée par le personnage au fil de ses pérégrinations. C'est dans cet espace, sorte de renflement de la narration, octroyé d'un côté par le narrateur à son personnage, d'un autre côté par le personnage à lui-même, que se déroule cette journée de marche « *vers la ville et nulle part ailleurs* ». La déroutante tension qui habite ce texte entraîne le lecteur dans une course hypnotique où alternent les niveaux de conscience jusqu'à la chute finale : Greats Falls, Montana. Oser suivre Handke, c'est devenir voyant. ■

Sans oublier

Boire au Pô

Un voyage pour sentir plus que pour comprendre, en glissant « *comme dans un rêve au milieu d'un silence immobile* ». Ecrivain voyageur très connu dans son pays, Paolo Rumiz a descendu en bateau les 650 km du Pô, le grand fleuve italien qui, du Monviso, dans les Alpes occidentales, jusqu'à son vaste delta au sud de Venise, traverse toute la plaine padane. *Pô, le roman d'un fleuve* est le récit fascinant de ce voyage le long d'un cours d'eau libre et sauvage qui coule en formant « *des hiéroglyphes et des parenthèses* ». Dans ces pages, le Pô devient un fleuve mythique comme les plus célèbres, Don, Gange ou Mississippi, car dans son courant il charrie des mythes et des légendes, des images étranges et des surprises. Le « *temps élastique* » de cette lente descente permet au voyageur de savourer les nombreuses rencontres, d'écouter des histoires et même de se laisser aller à la rêverie au milieu d'un univers qui, en dépit de la pollution et de l'abandon, conserve toujours une part de mystère. Grâce à son grand talent d'écrivain, Rumiz nous fait sentir toute la richesse et la magie de ce monde fluvial, qu'il regarde non pas de l'extérieur des berges, mais, avec un heureux changement de perspective, de l'intérieur, au milieu de l'eau qui coule vers la mer Adriatique. ■ fabio gambaro

► *Pô, le roman d'un fleuve* (Morimondo), de Paolo Rumiz, traduit de l'italien par Béatrice Vierni, Hoëbeke, 380 p., 22 €.

La petite égoïste

Tandis que son père poursuit quelque « *mission secrète pour la seconde guerre mondiale* », Helen, 10 ans, est laissée à la garde de Flora, une cousine de sa défunte mère. Cet été-là, dans cette maison familiale qu'elle croit peuplée de fantômes, l'orpheline exerce sur sa baby-sitter une étrange fascination. Intelligente et ténébreuse, déterminée, quoi qu'il advienne, à assouvir le moindre de ses désirs, c'est sur un mélange de charme et de suffisance qu'elle fonde son empire. Mais son égoïsme, son comportement irréfléchi ébranleront à jamais la vie des protagonistes. Narrant leurs destins, le quatorzième roman de l'Américaine Gail Godwin saisit l'irrésistible douleur enfouie au fond d'Helen, sans lourdeur descriptive ou psychologique. L'intrigue, finement construite, met en scène les plus âpres réminiscences sur le mode de la confidence désenchantée ; ruine, regrets et remords s'y lisent

au gré des murmures et visions qui, des années après les faits, hantent la narratrice. On songe à cette autre histoire de gouvernantes et de rêveurs : *Le Tour d'écrou*, d'Henry James (1898). A ceci près : l'écriture de Gail Godwin n'emprunte pas au fantastique. Son acuité, sa rare délicatesse font de *Flora* un troublant récit de la faute, une fable d'une sombre et impérieuse beauté. ■ paloma blanchet-hidalgo

► *Flora, de Gail Godwin*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Laetitia Devaux, Joëlle Losfeld, 288 p., 22,50 €.

Dix perles coréennes

Parues entre 2000 et 2013, les dix nouvelles réunies dans cette anthologie comptent sans doute parmi les perles de la jeune littérature sud-coréenne. On aime, dans cet ensemble d'une belle unité, l'étrange cortège de héros malmenés sur lesquels reposent les récits : chauffeur de taxi égaré dans la « *nuit limpide de Séoul* », ouvrière affrontant ses supérieurs, vidéaste à la dérive ou épouse délaissée. *Nocturne d'un chauffeur de taxi* saisit à même l'intime leurs existences et fait découvrir une Corée insoupçonnée, avec une attention particulière aux clichés et clivages du monde contemporain. Le rire n'est pas loin, et cette distance critique qui déstabilise jusqu'au plus trivial. En témoigne « La fabrique de conserves », satire du travail à la chaîne, subtile alliance de tendresse et de vitriol. Les auteurs inscrivent leur réflexion douce-amère au

cœur du réel, en dévoilent les clairs-obscur, en épousent les nuances, non sans jubilation, à mesure que, sur fond de vide existentiel, s'enchaînent les saynètes cocasses ou simplement loufoques. Témoins sensibles, ils séduisent par leur art du portrait autant que par leur vision tour à tour enchantée et lucide, poétique et mordante. ■ p. b.-h

► *Nocturne d'un chauffeur de taxi, collectif*, traduit du coréen sous la direction de Choi Mikyung et Jean-Noël Juttet, Philippe Rey, 240 p., 17,50 €.

Le plus loin possible de Bogota

A travers l'histoire de la solidarité sans faille d'un frère et d'une sœur, le Colombien Santiago Gamboa brosse un terrible portrait de son pays

xavier houssin

Sur la maçonnerie grise qui longe le canal, le gamin, 10 ou 12 ans peut-être, a tagué à la bombe un drôle de paysage. Deux longues lignes de fuite, une grande vague en suspens. Des courbes, des hachures. Il a tout recouvert de jaune, de noir, de rouge. De vert tendre et de bleu. « *Je suis rentré à la maison et j'ai rangé les peintures. Je me suis savonné les mains et mis au lit, agité, se souviendra-t-il bien plus tard. Cette nuit-là j'ai rêvé d'îles désertes et lointaines, hérissées de murs nus qui réclamaient*

d'être peints. » Il existe mille façons de s'évader. Et Manuel vient d'en apercevoir une. Nous sommes à Bogota, la capitale colombienne, dans le bas de Santa Ana, un quartier de petits employés aux rues laides et sans âme. Là où il grandit comme il peut entre des parents médiocres, humiliés et envieux. Dans l'abandon, l'ennui étouffant, et le dégoût de la vie déjà bien installé. Pour le sauver, il n'y a que Juana, sa sœur aînée. « *Grâce à elle, j'ai survécu à l'enfance*. »

Entre eux, rien d'équivoque, mais ils partagent une véritable passion fraternelle. Une manière absolue d'exister l'un pour l'autre. De se protéger, de s'aider, de faire face au destin. D'imaginer un avenir et de s'en convaincre. Des années de parfaite connivence. En explorant le lien qui unit ces deux-là, le nouveau roman de Santi-

ago Gamboa raconte une grande histoire d'amour. Mais *Prières nocturnes* est aussi un conte noir. Une aventure incertaine et tragique.

Grands espoirs déçus

Le narrateur principal du livre, consul de Colombie à New Delhi, est appelé à se rendre à Bangkok pour venir en aide à l'un de ses ressortissants arrêté là-bas pour trafic de drogue. Et qui, conformément à la loi locale, risque la peine de mort. C'est de Manuel qu'il s'agit. Il a 27 ans, est docteur en philosophie et auteur d'une thèse sur Gilles Deleuze. Comment s'est-il retrouvé en Thaïlande en possession d'un sac rempli de comprimés opiacés ? Pourquoi possède-t-il un billet d'avion à destination de Tokyo ? Dans le parloir de sa prison, Manuel s'explique. Sa sœur, Juana, a disparu

il y a presque quatre ans et il vient juste de retrouver sa trace au Japon. Dans le temps ténu de l'attente du procès à l'issue très incertaine, le diplomate va accepter, sans être bien sûr de ce qui l'y pousse, de partir à la recherche de la jeune femme.

Prières nocturnes est un texte étonnant. Ecrit à plusieurs voix, en plusieurs lieux, dans plusieurs temps. S'y bousculent la critique sociale, la violence politique, le sexe, l'argent, l'alcool, la drogue et les grands espoirs déçus. Gamboa décrit froidement la Colombie des années Uribe (2002-2010), les compromissions du pouvoir, ses dérives populistes, ses conceptions autoritaires, ses alliances avec les paramilitaires. Il dépeint une société tellement pourrie, rongée de l'intérieur, que ceux qui la combattent en deviennent douloureusement cyniques. Le monde

n'est décidément pas beau à voir.

Sauf que le roman nous en console aussi. Il existe, dans la relation qui rassemble Manuel et Juana, une foi troublante et contagieuse. Qui leur vient des livres qu'ils partagent. Tant de livres... Dont les lectures forment toutes ces « *prières nocturnes* » qui se rejoignent et s'entremêlent. Tout s'écrit à mesure. Tandis que la littérature ouvre la porte à l'espoir et aux rêves. Aux grandes évasions. ■

.....
prières nocturnes
(*Plegarias nocturnas*),
de Santiago Gamboa,
traduit de l'espagnol (Colombie) par
François Gaudry, Métailié, 312 p., 20 €.

« Oreo », en avance sur son temps

Passé inaperçu en 1974, l'unique roman de l'Afro-Américaine Fran Ross a dû attendre quarante ans pour être reconnu comme grand livre qu'il est

macha séry

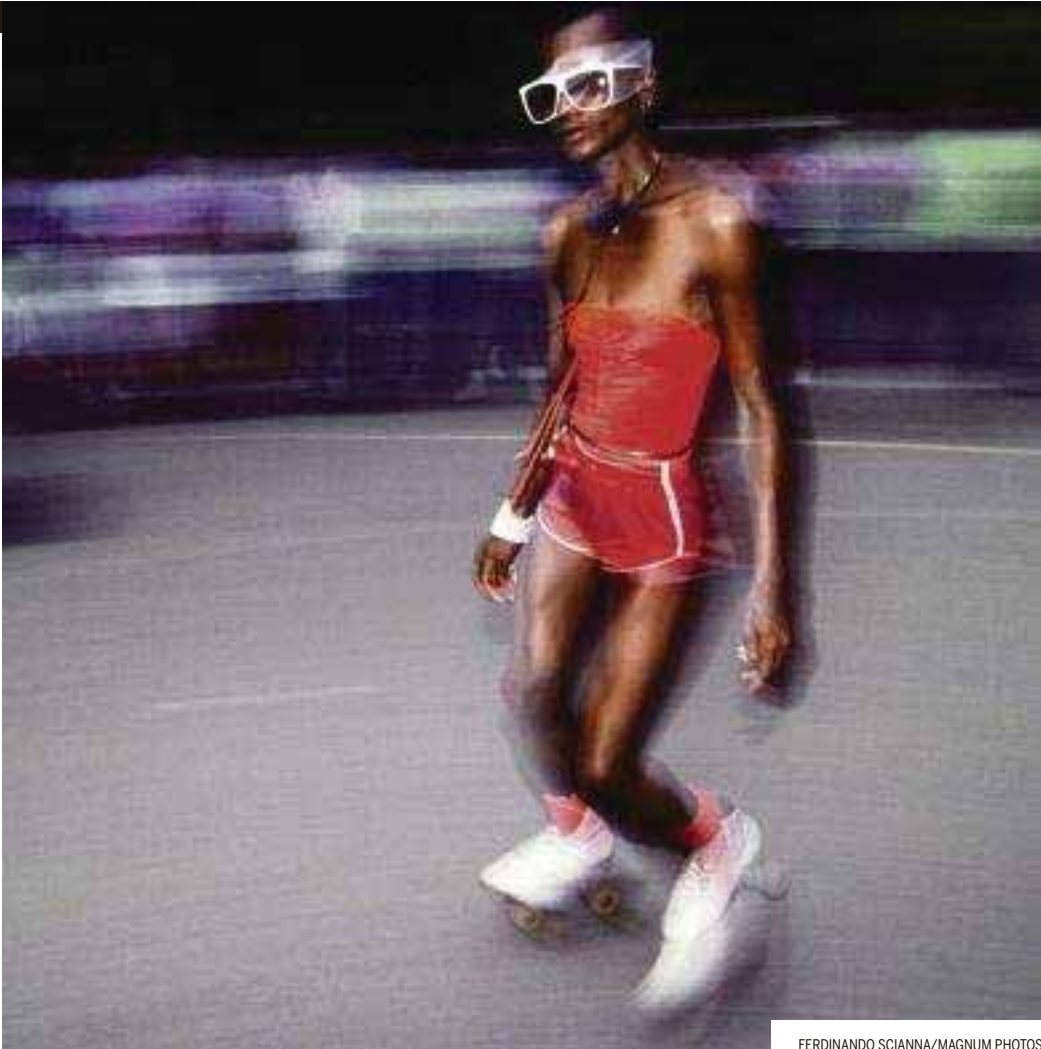
Une immigrée juive qui fait appel à un consultant en vaudou, un antisémite féru de Talmud, « *un bourreau gay itinérant* », un professeur d'histoire ayant quatre cordes à son arc (paranoïa, claquettes, comptabilité analytique, haine de la nature), un couple de nains faisant commerce de sifflets pour chiens, un ingénieur du son muet, un proxénète de Harlem en costume rose « *cul-de-tétard* »... Avec ses personnages déjantés, *Oreo*, paru aux États-Unis en 1974, dérouta à l'époque les rares lecteurs qui l'eurent en main.

Si certaines œuvres arrivent trop tard, d'autres adviennent trop tôt, et ce fut le cas de cet unique roman de Fran Ross (1935-1985), aujourd'hui considéré outre-Atlantique comme un classique de l'humour. Son auteure n'eut pas la chance de connaître une carrière comparable aux écrivaines afro-américaines qui firent, comme elle, leurs débuts dans les seventies, telles Toni Morrison, Alice Walker ou Gayl Jones. *Oreo* était trop parodique, trop carnavalesque, trop politiquement incorrect. Il chamboulait tous les stéréotypes de race, de sexe et de religion, s'écartant des canons du Black Arts, la branche artistique du mouvement Black Power, alors à son apogée, en ce qu'il promouvait une identité mobile et une culture métissée, non liée à l'histoire de l'esclavage et au concept de négritude.

Narration postmoderne

Version contemporaine du mythe de Thésée, *Oreo* conte la généalogie familiale et l'odyssée new-yorkaise de Christine, 15 ans, issue du mariage d'une pianiste noire et d'un acteur juif, pour découvrir le secret qui entoure sa naissance. Récit excentré mais aussi excentrique, par sa narration postmoderne qui mêle allègrement adresses au lecteur, lettres, slogans publicitaires et QCM, par son réseau de références puisant à la fois aux sources des cultures savante et populaire, ainsi que par son mixage d'idiomes (anglais d'Oxford, étymologie latine, néologismes, argot, termes yiddish, expressions sudistes, etc.), il trace son propre chemin buissonnier. Singulier et bravache, drôle et touchant, à l'image de son héroïne, experte en lexicologie et arts martiaux.

« *En mêlant dialectes vernaculaires, comique bilingue et ethnique, humour de connivence, excentricités verbales et bizarreries linguistiques, ce roman éblouit par sa capacité à mettre volontairement à*



FERDINANDO SCIANNA/MAGNUM PHOTOS

l'épreuve les capacités de son lecteur, comme si Fran Ross écrivait pour un public qui n'existe pas encore », observe, dans la postface à l'édition française, Harryette Mullen, professeure en littérature comparée à l'université Cornell (Ithaca, Etat de New York). C'est à elle que cette comète littéraire doit sa sortie du purgatoire. Alors qu'elle furetait, en 1994, dans les rayonnages encombrés d'une librairie d'occasion spécialisée dans les ouvrages d'extrême gauche et la littérature afro-américaine, une couverture poussiéreuse l'intrigua. Une femme à la coupe afro y portait en pendentif une étoile de David. « *J'ai lu ce roman avec une grande curiosité et découvert une perle rare*, confie-t-elle au « Monde des livres ». *Une satire inventée par une Noire américaine. Pourquoi n'en avais-je jamais entendu parler, ni mes collègues et amis ?* » Elle chercha à rencontrer l'auteure, apprit que celle-ci était décédée à l'âge de 50 ans et recueillit à son sujet quelques éléments biographiques.

Née à Philadelphie, Fran Ross, issue de la petite bourgeoisie afro-américaine, se plongea précocement dans les livres. Curieuse, elle aimait écouter les conversations en yiddish qui se tenaient dans le magasin à côté de chez elle, ainsi que dans un bazar où était employé l'un de ses frères. Sa licence de communication, journalisme et

tenait de sa mère l'amour des mots, de leur nuance et de leur cadence, de leur jus et de leur zeste, de leur cadencé et de leur torsion. »

Parvenue à l'adolescence, la jeune fille quitte Philadelphie pour New York afin de retrouver son père. Munie d'indices cryptiques que celui-ci lui a laissés lorsqu'il a abandonné le foyer conjugal, elle fait des rencontres qui constituent autant d'obstacles à franchir ou d'énigmes à résoudre. Fille d'une féministe pour qui « *un bon farfallocrate noir est un farfallocrate mort* », elle a fait sienne la devise des régiments écossais : « *Nemo me impune lacessit* » (« Personne ne me provoque impunément »).

Dans la seconde moitié du roman, chaque chapitre a pour titre un personnage tiré du mythe de Thésée, qu'incarne ici Oreo, sa mère étant Ethrée, son père Egée, son oncle Héraclès, Toro le bouledogue le minotaure, etc.

Fran Ross tresse ici un conte féministe, foisonnant de jeux de mots et de calembours, à mi-chemin entre James Joyce et Mel Brooks. ■ m. s.

Extrait

« Du côté juif de la famille, Christine a hérité de cheveux frisés et d'une peau sombre et fine (elle est classée autour de 7 sur l'échelle des couleurs, et il ne faut pas la chatouiller). Du côté noir de la famille, elle a hérité de traits anguleux, du sens du rythme et d'une peau fine (il ne faut vraiment pas la chatouiller). Deux ans après la fin de cet ouvrage, elle sera l'idéale beauté dont parlent les légendes et le folklore – à vous de choisir la nationalité et de préciser le groupe ethnique. Quels que soient le visage et la silhouette que vos légendes et folklore font surgir dans votre esprit, mon petit chou, elle l'incarnera à la perfection. Christine n'est pas une enfant ordinaire. Elle était née coiffée d'une membrane que son premier et vigoureux hurlement déchira en huit. »

oreo, page 55

théâtre en poche, elle partit pour New York en 1960, où elle travailla dans plusieurs maisons d'édition et collabora avec l'humoriste Richard Pryor pour une émission de télé.

Contagieuse fut la ferveur d'Harryette Mullen pour *Oreo*, puisqu'elle convainquit sans peine un responsable des presses de l'université Northeastern (Massachusetts) de le rééditer en 2000. Six ans plus tard, Paul Beatty, l'auteur de *Slumberland* (Seuil, 2009) et d'*American Prophet* (Passage du Nord-Ouest, 2013), lui réservait une place de choix dans son anthologie de l'humour afro-américain (*Hokum*, 2006, non tra-

duit). C'est ainsi que la traductrice Séverine Weiss découvrit à son tour le livre et se prit de passion pour lui. « *Elle a fait un travail de traduction d'une qualité remarquable, par simple conviction, avant de me l'adresser ; j'ai été immédiatement convaincu* », explique Sébastien Raimondi, à la tête de Post-éditions, une toute jeune maison créée au mois de mars. « *Roman anti-cédipien par excellence, Oreo témoigne de ce que son époque avait de formidablement libre et inventif, une décennie qui a ouvert la voie à des formes d'expression inouïes. L'identité, le genre, l'origine, en un mot l'héritage, n'y sont pas considérés comme une fatalité, mais comme un espace de conflits ouverts dont la littérature peut disposer subjectivement, jusqu'à les dynamiter joyeusement. Alors que les motifs "identitaires" connaissent aujourd'hui un retour de flamme particulièrement préoccupant, il m'a paru urgent de donner à lire Oreo, roman irrévérrencieux, "sang-mélé"... et fier de l'être !* »

Voici un roman picaresque qui ressemble à un vin de garde, conservé quarante ans dans une cave. Avec le temps, ses saveurs se sont épanouies. Elles éclatent en bouche, dans un grand éclat de rire ■

C'est d'actualité

Un prix Cervantes féminin mexicain

Le prix Miguel de Cervantes, la plus haute distinction littéraire en langue espagnole, récompense cette année l'écrivaine et journaliste mexicaine Elena Poniatowska. Née en 1932, fille d'un prince polonais descendant du roi Stanislas II de Pologne et d'une mère mexicaine d'ascendance française, Elena Poniatowska a quitté la France pour le Mexique en 1941 et a commencé sa carrière comme journaliste à *L'Excelsior*. A l'époque, le peintre Diego Rivera l'avait surnommée « *la petite Polonaise qui pose trop de questions* ». Engagée aux côtés des pauvres et des opprimés, Elena Poniatowska est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages. Son livre le plus connu, *La Noche de Tlatelolco*, qui relate le massacre des étudiants à Mexico en 1968 et lui a valu des démêlés avec le pouvoir, n'a pas été traduit en français. En trente-sept ans d'histoire, Elena Poniatowska est seulement la quatrième femme à recevoir le prix Cervantes – qui a récompensé Jose Luis Borges ou Octavio Paz et, plus près de nous, les poètes argentins Juan Gelman ou chilien Nicanor Parra.

Garcia Marquez inachevé

Il y aura aussi un prix Garcia Marquez, doté de 100 000 dollars américains (environ 70 000 euros), qui récompensera la meilleure nouvelle littéraire en langue espagnole, a annoncé mardi 22 avril le ministre colombien de la culture. Le même jour, le directeur éditorial de Penguin Random House Mexico, Cristobal Pera, assurait que l'écrivain colombien, décédé le 17 avril, laissait une œuvre inachevée, portant le titre de *En agosto nos vemos* (« Nous nous verrons en août »). Le quotidien espagnol *La Vanguardia* a publié mercredi ce qui en serait le premier chapitre : une femme mariée, la cinquantaine, rend comme chaque année visite à la tombe de sa mère et entretient une liaison avec un homme logeant au même hôtel. Atmosphère tropicale voilée d'érotisme. La publication de ce dernier manuscrit dépend de la décision de la famille.

« Le jour où cela explose, il faut s'asseoir face à la machine à écrire ou bien tu cours le risque d'assassiner ta femme »

Lettre de gabriel garcia marquez à son ami Plinio Mendoza, 1967.

La Chine lit

Selon un sondage tout récemment paru à Pékin, un Chinois lirait, en moyenne, 4,77 livres par an, un chiffre constamment en hausse. L'e-book a profité de cet engouement. En effet, en Chine, un peu plus d'un livre sur deux serait lu sur écran. Tant et si bien que les opérateurs mobiles chinois, à l'instar de Xiaomi, font de cette fonctionnalité un argument de poids dans le marketing de leurs nouveaux smartphones. Après les Américains, la Chine est le deuxième marché mondial de livres numériques.

Cheikh à Genève

L'écrivain Cheikh Hamidou Kane, auteur du livre-culte *L'Aventure ambiguë* (Julliard, 1961), un roman-clé sur l'Afrique francophone musulmane à l'époque des indépendances, sera présent au prochain Salon du livre africain de Genève (du 30 avril au 4 mai). Hôte d'honneur, le doyen des lettres sénégalaises (il est né en 1928) participera, fait exceptionnel, à plusieurs rencontres avec le public.

Thésée, coupe afro



LORSQUE la grand-mère paternelle de Christine, alias Oreo, apprit que son fils Samuel allait épouser une Noire, elle mourut d'un infarctus ; du côté maternel, à la nouvelle de cette alliance avec un juif, son grand-père se trouva paralysé en forme de demi-croix gammée. Christine, elle, ne se sent en rien marginale ou doublement discriminée. Au contraire, elle navigue avec aisance dans tous les milieux, toutes les langues. « *En plus de son talent précoce pour l'écriture spéculaire, elle*

L'évolution des mœurs au XX^e siècle, la naissance du cinéma obscène : deux livres témoignent des nouvelles façons d'étudier l'amour, la licence et la pornographie

Sexe machines

antoine de baecque

Un nouveau champ de recherches a fait son apparition il y a une quinzaine d'années, d'abord aux Etats-Unis puis en France : les *porn studies*, les études du pornographique, qui redéfinissent les liens sociaux, les relations de genre, la place du politique, l'évolution des mœurs, des idées, du droit et de la censure, d'après une lecture détaillée de la culture pornographique, que celle-ci passe par l'image, les films, l'écrit, l'imprimé de presse, la correspondance, Internet... C'est ce que constate d'emblée *Les Révolutions de l'amour*, de Blandine Penicaud et Vincent Vidal-Naquet : l'omniprésence du sexe dans les discours et les images depuis le dernier tiers du XX^e siècle, en rupture apparente avec les longs siècles de silence qui avaient précédé.

A la Belle Epoque, les mœurs sexuelles sont encore marquées par une raideur morale héritée des valeurs chrétiennes : la vie amoureuse est divisée entre les modèles rigoureux d'une conjugalité encadrée d'interdits et de règles, et la tolérance d'une sexualité masculine extraconjugale, trouvant souvent son épanouissement dans les bordels et les maisons spécialisées. Cent ans plus tard, le temps est à l'exhibition d'une sexualité prétendument libérée, en tous les cas clairement séparée de la fonction procréatrice et considérée comme une source d'épanouissement à part entière.

« Un art sauvage »

Donnant à lire des journaux intimes, des lettres, des romans, à écouter des chansons, à voir des photos et des films, les auteurs bousculent et nuancent ces grands schémas sans doute un peu convenus. Ils s'aventurent à travers les expériences sexuelles d'individus ordinaires (un soldat des tranchées, une prostituée de maison close...) ou reconfigurent les modèles sexuels possibles, de Brigitte Bardot à l'émission de radio de Ménie Grégoire, du *Diable au corps* à *La Maman et la Putain*,



Vers 1900.
COLLECTION
KHARBINE TAPABOR

des petites annonces aux sites de rencontres.

Autre versant de cette rupture radicale dans la représentation, la pratique et la « consommation » du sexe, brillamment démontrée par Frédéric Tachou, enseignant en esthétique et cinéaste expérimental : l'irruption de la photographie obscène et du cinéma porno primitif, entre 1850 et 1930. *Et le sexe entra dans la modernité* part d'une lettre de Paul Eluard, écrite à sa femme et muse, Gala, en 1926 : « *Le cinéma obscène quelle splendeur ! C'est exaltant. Une découverte. La vie incroyable des sexes immenses et magnifiques sur l'écran, le sperme qui jaillit. Et la vie de la chair amoureuse, toutes les contorsions. C'est admirable, d'un érotisme fou. (...) Le cinéma m'a fait bander d'une façon exaspérée. Tout juste si je n'ai pas joui rien qu'à ce spectacle. Très pur, sans théâtre, c'est un art muet, un art sauvage, la passion contre la mort et la bêtise. On devrait passer cela dans toutes les salles de spectacle et dans les écoles.* »

Voilà le cœur du sujet : non pas savoir si le poète a tort ou raison, mais tout à coup se placer au centre du dispositif de visualisation pornographique, saisir cette rela-

les révolutions de l'amour, sexe, couple et bouleversements des mœurs de 1914 à nos jours, de Blandine Penicaud et Vincent Vidal-Naquet, Perrin, 412 p., 23 €

et le sexe entra dans la modernité. photographie obscène et cinéma pornographique primitif, aux origines d'une industrie, de Frédéric Tachou, Klincksieck, 456 p., 33 €

tion spectacle-spectateur comme expérience sexuelle. Le voyeurisme de l'image engendre l'acte. Cette articulation entre plaisir de voir et jouissance définit le principe pornographique, ce que la mécanique photographique et cinématographique accentue et garantit. En effet, après avoir été diffusé massivement sur les boulevards par les photos obscènes de la fin du XIX^e siècle, le porno s'apparente rapidement à un genre dominant l'écran, bien avant

l'aventure du « X » des années 1970 ou les sites de vidéo à la demande. Ces films pornos primitifs, qui se répartissent assez équitablement entre un marché pour les salles et de courtes bobines projetées dans les bordels, amuse-gueules de boudoir précédant, appelant et mimant l'acte sexuel à venir, se comptent par centaines, négociés parfois fort chers sur le marché des maisons closes.

C'est une révolution sexuelle majeure : un marché du fantasme,

organisé et rationalisé, préfigurant l'usage privé du porno, se met en place. Et la technique mécanique s'immisce alors dans ce qu'il y a peut-être de plus intime et de plus subjectif, les manières de faire l'amour, afin de les transformer en un objet de consommation de masse.

Aucun de ces deux ouvrages ne prétend verser le phénomène pornographique au registre des travers ou des bienfaits de la civilisation occidentale : il s'agit d'ancrer dans l'histoire, de manière précise et critique, ces nouvelles techniques de représentation de l'activité sexuelle, et de comprendre ce dont elles témoignent de l'évolution du rapport des hommes et des femmes en société à la sexualité. ■

Signalons, sur le même thème, la parution d'*Introduction aux porn studies*, de François-Ronan Dubois, Les Impressions nouvelles, 128 p., 12 €, et du *Dictionnaire des sexualités*, sous la direction de Janine Mossuz-Lavau, Robert Laffont, « Bouquins », 1 024 p., 32 €.

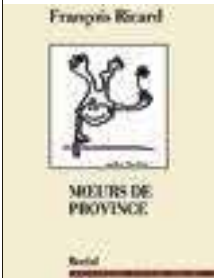
Sans oublier

La mort aérienne

En novembre 1911, les premières bombes lancées depuis un aéroplane italien en Libye inaugurent un siècle de violences venues du ciel. Dans un essai aussi passionnant qu'inquiétant, Thomas Hippler en retrace l'histoire pour dévoiler la « *philosophie politique de la bombe aérienne* », théorisée notamment par l'Italien Giulio Douhet (1869-1930), figure centrale du livre. Elle constitue l'arme emblématique non seulement de la domination coloniale, mais aussi de la « *guerre totale* », avec l'annihilation des villes britanniques, allemandes ou japonaises en 1939-1945, et enfin celle des conflits contemporains « *de basse intensité* », par l'intermédiaire des drones. L'auteur relie toutes ces séquences par le caractère ironiquement « *démocratique* » du bombardement aérien, instrument de domination à distance qui ne peut par nature viser des individus ou des Etats, mais qui prend pour cible un corps politique tout entier, dont l'abri antiaérien devient, lors des raids d'aviation, le saisisant microcosme. Une réflexion enlevée et très foucaldienne sur le pouvoir de « *survoler et détruire* ». ■ andré loez
► *Le Gouvernement du ciel. Histoire globale des bombardements aériens*, de Thomas Hippler, Les Prairies ordinaires, 264 p., 18 €.

Une petite langue ?

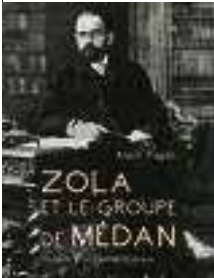
François Ricard, traducteur de Kundera, professeur à l'université McGill de Montréal, publie un recueil d'« *essais et divagations* », *Mœurs de province*. En tant que Québécois, soulignant les avantages qu'il y a à vivre dans un pays qui n'est pas aux commandes du monde, mais surtout en tant que spécialiste de la littérature. Dans un chapitre intitulé « Le français comme petite langue », il croise province et langue. Parce qu'elle est plus ou moins « *provinciale* », une langue peut-elle influencer le destin d'une œuvre ? Si Kafka avait écrit en tchèque, serait-il aussi connu aujourd'hui ? « *Ecrire en français de nos jours, est-ce écrire dans une grande langue ?* » Osant poser ces questions avec le recul et la liberté que lui confère le fait d'écrire depuis la Belle Province, François Ricard aborde avec



nuance un sujet délicat, rarement discuté de ce côté-ci de l'Atlantique. ■ florence noville
► *Mœurs de province*, de François Ricard, Boréal, « Papiers collés », 232 p., 17 €.

Zola & Cie

Grand spécialiste d'Emile Zola, Alain Pagès retrace ici la carrière de l'écrivain sous l'angle des multiples manières qu'il eut d'« *aller ensemble au combat* », ainsi qu'il l'écrivait peu de temps après son arrivée à Paris. De la petite bande d'amis qu'il forma, durant sa jeunesse en Provence, jusqu'au célèbre cercle de Médan, propriété au bord de la Seine où Zola réunit longtemps ses amis et qu'immortalisa le recueil des *Soirées de Médan* (coécrit avec Maupassant, Huysmans et Céard), défilent toutes les formes de sociabilité qui unissaient écrivains et artistes. Plus que pour d'autres mouvements, le destin du naturalisme se joua dans les scénarios qui se disputaient les auteurs les plus influents. Dans ce très bel essai, la littérature n'est plus un exercice solitaire, mais une entreprise collective où solidarité, rivalité et émulation comptent autant



que les heures passées à composer un texte. ■ jean-louis jeannelle
► *Zola et le groupe de Médan. Histoire d'un cercle littéraire*, d'Alain Pagès, Perrin, 480 p., 24 €.

Tracer les contours de l'Algérie coloniale

L'historienne Hélène Blais expose le rôle des géographes dans la construction de l'Algérie française. Passionnant

catherine simon

En juin 1830, lorsque les troupes françaises débarquent à Sidi Ferruch, à l'ouest d'Alger, « *elles savent à peine où elles se trouvent, et encore moins pourquoi elles se trouvent là* », rappelle l'historienne Hélène Blais, en préambule au passionnant périple auquel elle convie le lecteur, entraînant sur les traces des innombrables topographes et autres géodésiens qui ont, de cartes imprécises en tracés péremptaires, « *inventé* » l'Algérie coloniale.

Inventer le mot n'est pas trop fort. Quel incertain voyage, en effet, que celui entamé, au début du XIX^e siècle, sous l'étendard de la conquête militaire, par la première « *brigade topographique* » française ! Il s'achève, « *ultime mirage* », à la

fin des années 1950, par la création d'une région autonome, qui aurait dû permettre, en dépit de l'inéluctable indépendance algérienne, d'assurer la mainmise française sur les richesses du Sahara. Au sabre et au goupillon, il faut donc ajouter le compas et la boussole... Une nécessité d'autant plus impérieuse, dans ce cas, qu'« *à la différence d'autres territoires convoités, l'Algérie n'a pas fait l'objet d'une exploration systématique avant sa colonisation* ». La reconnaissance des lieux est donc « *contemporaine de l'occupation, ce qui constitue une production particulière des savoirs* ».

C'est à ce cheminement « *sur le vif* », à ce « *bricolage permanent* » des géographes et cartographes, chargés de tracer les contours de la future colonie, que s'attache *Mirages de la carte*. Hélène Blais, qui a dirigé, avec Florence Deprest et Pierre Singaravélou, *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial* (Publications de la Sorbonne, 2011), est à son affaire. Avec rigueur, de manière

fouillée et détaillée, sont retracées les étapes « cartographiques » de la conquête. Plutôt que sur la tradition géographique arabe, c'est sur les écrits de Ptolémée (vers 100-180) et les récits de voyage d'Européens des XVII^e et XVIII^e siècles que géographes et officiers français choisissent de s'appuyer – sans oublier la référence romaine, dont la dimension idéologique est « *clairement revendiquée* ».

« Patriotisme frontalier »

La première de leurs tâches est de « *nommer et délimiter* » ce qui ne s'appelle pas encore Algérie. S'agit-il d'une colonie ? Ou du « *prolongement de la métropole* », comme d'aucuns en sont convaincus ? Faut-il y ajouter le Sahara ou tout miser sur le Tell (la large bande du Nord côtier, allant d'Oran à Constantine) ? Doit-on préférer, s'agissant du Sahara, l'utilisation de termes arabes ou touareg ? Conflits entre civils et militaires, « *patriotisme frontalier* » entre administrateurs co-

loniaux (de l'Algérie, du Maroc ou de la Tunisie...) et rivalité entre l'ambition impériale et la logique coloniale, expliquent, dictent ou entravent le travail des cartographes. Car dessiner montagnes, routes et frontières relève souvent d'une « *naturalisation des rapports de force* ». L'effacement du nom des tribus, sensible à partir des années 1880, en donne un exemple éloquent. Ces dernières n'ont pas disparu, mais elles ont perdu leur autorité territoriale : elles n'ont « *plus de raison d'apparaître sur les cartes coloniales* ».

Synthétique, surprenant, *Mirages de la carte* est un livre précieux. Il l'est même doublement – à l'heure où la souveraineté des Etats sur certaines régions sahariennes est à nouveau remise en question. ■

mirages de la carte.
l'invention de l'algérie coloniale, d'Hélène Blais, Fayard, « L'épreuve de l'histoire », 352 p., 25 €.

Le feuilleton

D'ÉRIC CHEVILLARD

La voix du criminel

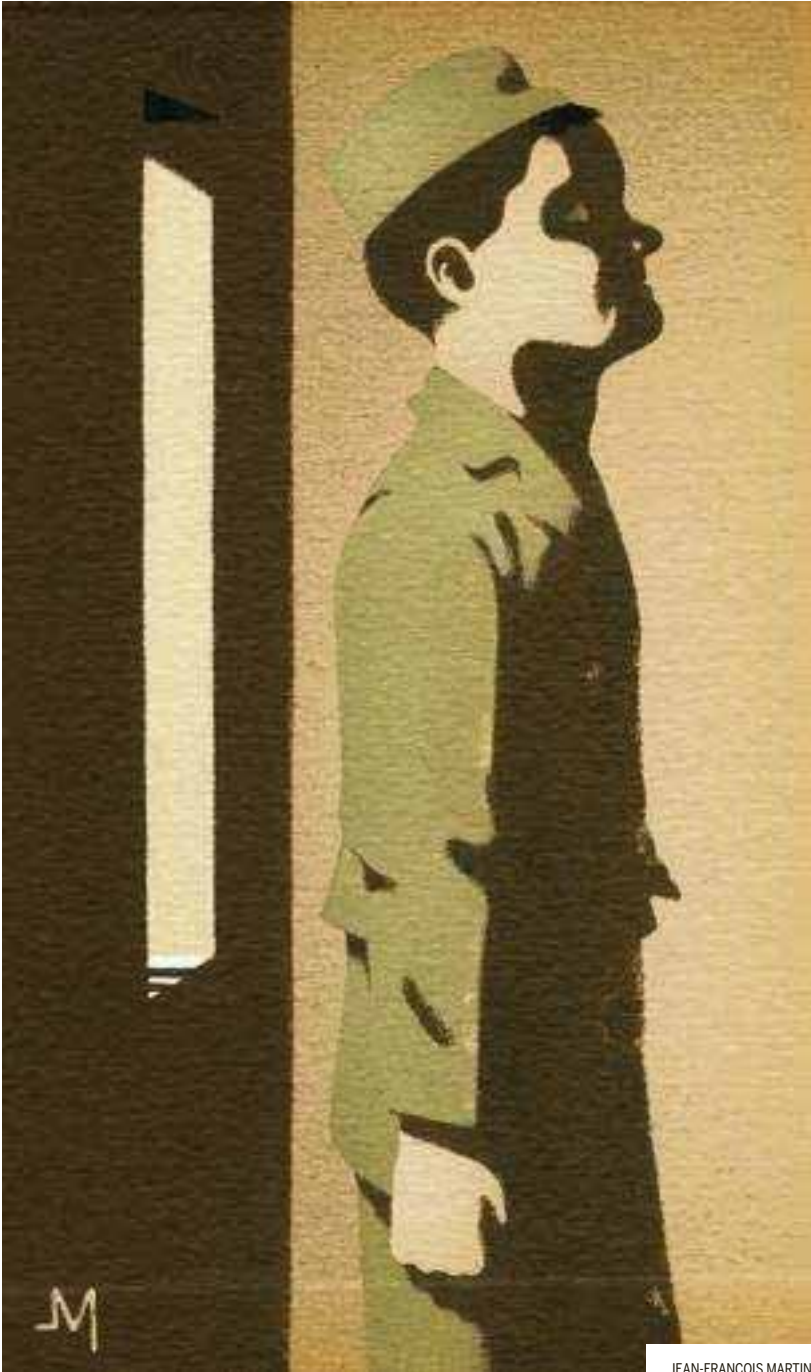


LES ŒUVRES scandaleuses pour la plupart cessent assez rapidement de l'être. *Madame Bovary* est étudié à l'école et ne suscite plus d'autre scandale que le bâillement de l'écolier obtus. Certains poèmes de Baudelaire nous font bien frissonner encore, mais c'est un délicieux frisson. Les audaces formelles deviennent la convention. Le fracas des idées nouvelles constitue bientôt la petite musique de l'époque. Certes, il reste des opinions intenable que la postérité rejettera toujours, mais n'oublions pas que les déliants pamphlets antisémites de Céline, par exemple, ne provoquèrent pas de scandale quand ils parurent, et que *Bagatelles pour un massacre* (1937) fut même un succès de librairie. S'il se trouva bien sûr des esprits pour s'en indigner, la réprobation de la société vint beaucoup plus tard.

Or ce pourrait être une bonne définition de l'œuvre scandaleuse : elle est celle que la société ne peut admettre, ni maintenant ni jamais. Celle qui ne s'appuie pas sur la complaisance d'une partie de ses membres, mais la hérise tout entière et demeure irrécupérable. Des écrivains de cette sorte, je n'en vois que deux dans notre littérature : Eric-Emmanuel Schmitt et Alexandre Jardin. Ah non, mille excuses, je mélange mes fiches, il y a bien là un scandale sans doute, mais il est d'un autre ordre. Ces deux écrivains incurables et même récidivistes ont pour noms Sade et Genet. Ils sont certes publiés, glosés, annotés, mais toute cette bienveillance ne les désarme pas et, dès que nous revenons aux textes nus, nous éprouvons un malaise profond, une sidération intellectuelle dont nous sommes bien conscients de nous sortir hypocritement en rangeant avec solennité leurs œuvres parmi les fleurons de nos belles-lettres.

La réédition de *L'Enfant criminel*, de Jean Genet, offre une excellente occasion de se mesurer à un texte de cette nature. Tout lecteur concerné par les enjeux de l'écriture ira courageusement s'y faire frotter les oreilles. Les oreilles, en effet, car ces pages furent écrites pour répondre, en 1947, à une commande du service Art et littérature de la Radiodiffusion française. Mais, très vite, le directeur de celle-ci, inféodé au ministre de l'information, en interdit la diffusion, laquelle devait être précédée en outre de l'interrogatoire, mené par l'écrivain en personne, d'un magistrat, d'un directeur de prison et d'un psychiatre. Or il est certain qu'un tel texte scandaliserait encore aujourd'hui les ondes – à moins d'être théâtralisé, précautionneusement entouré de leurres et de garde-fous, comme notre époque sait si bien le faire.

Quelle était l'intention de Genet ?



JEAN-FRANÇOIS MARTIN

« J'eusse voulu faire entendre la voix du criminel. Et non sa plainte, mais son chant de gloire », écrit-il en préambule de ce livre bref, finalement publié en 1949 avec deux photos auxquelles cette réédition rend leur place d'origine : en couverture, un jeune bagnard, peut-être l'auteur lui-même, et en ouverture, l'incontestable portrait de celui-ci, âgé de 16 ans, juste avant qu'on lui rase le crâne et que lui soit servie sa première ration de soupe aux tripes. Les crimes de Genet n'auraient pourtant pas suffi à ébranler l'ordre social : chapardages et fugues, mais ce pupille de l'Assistance pu-

l'enfant criminel, de Jean Genet, Gallimard, « L'arbalète », 56 p., 7,90 €.

blie en rupture de ban devait être maté. Il fut donc envoyé à Mettray, colonie agricole où l'on cassait aussi des pierres et où, stipule le règlement, « pour ne point donner aux élèves des connaissances qui (...) ne seraient pas en rapport avec la condition qu'ils doivent occuper en sortant », on veillait à ne leur enseigner que des rudiments d'écriture.

Raté ! Car comment ne pas être bouleversé par la magnificence de la phrase de Genet ? C'est Ronsard, mais les épines de sa rose sont encore des pétales de sang : « Je ne connais d'autre critère de la beauté d'un acte, d'un objet ou d'un être, que le chant qu'il suscite en moi (...). S'il arrive qu'un de vos juges, un greffier du tribunal, un directeur de prison dans ma poitrine fasse éclore et s'élever un chant, mes-

Comment ne pas être bouleversé par la magnificence de la phrase de Genet ? C'est Ronsard, mais les épines de sa rose sont encore des pétales de sang

sieurs, je vous en avertirai. »

Nous nous attendons à lire un pamphlet véhément contre les bagnes d'enfants et la cruauté d'une société qui pousse les adolescents au crime puis s'acharne contre eux en les enfermant, en les abrutissant par un travail ingrat, en leur refusant le droit de s'instruire. Eh bien, non ! Genet commence par déplorer l'« hygiène assez niaise » qui euphémise le beau terme de « pénitencier » pour lui substituer ceux de « patronage de relèvement moral » et cette protestation lexicale est hautement significative.

Paradoxalement, en effet, Genet évoque Mettray avec nostalgie. Le bagne représente pour lui le lieu où le mal est reconnu pour ce qu'il est, une forme d'héroïsme antisocial, « cette volonté, cette audace de poursuivre un destin contraire à toutes les règles ». Et c'est pourquoi l'enfant criminel sublimé par Genet aime cette preuve de sa virilité que la société lui donne en le châtiât. Et puisque l'argot du bagne offusque la littérature, l'écrivain en invente un autre, subtil, raffiné, en se dotant de la plus belle langue comme d'un couteau à double tranchant pour, à son tour, juger les juges et redire sa « tendresse pour ces petits gars sans pitié ». ■

Passé présent

nicolas offenstadt
historien

Les chars du Tiergarten



LA CRISE UKRAÏNIENNE suscite d'innombrables retours sur le passé, qu'il s'agisse de rappels factuels pour éclairer la situation, d'ana-

logies plus ou moins pertinentes, ou encore d'usages militants pointant tel ou tel aspect, jugé saisissant, de l'histoire contemporaine de la Russie et de l'Europe centrale. Les tabloïds allemands *Bild* et *B.Z.* viennent, eux, de lancer une initiative spectaculaire en réaction à la politique de Poutine vis-à-vis de l'Ukraine : une pétition pour retirer les chars soviétiques qui trônent dans le Tiergarten, à Berlin : « Nous ne voulons plus de chars russes à la porte de Brandebourg », à un moment où de tels engins « menacent l'Europe libre et démocratique », proclame le journal du groupe Springer. L'imposant monument en question est un mémorial aux combattants soviétiques de la seconde guerre mondiale, bordé par les tombes de certains d'entre eux. Érigé juste après la fin du conflit, il est orné d'une paire de canons et de deux chars russes, les premiers entrés à Berlin en 1945, raconté-on. La statue d'un soldat de l'Armée rouge domine l'ensemble. Dans le quotidien *Die Tageszeitung* du 16 avril, qui titre en « une » « Les chars russes à Berlin », le journaliste Klaus Hillenbrand observe à propos de cette affaire le retour d'un discours de guerre froide binaire, où s'opposent les bons et gentils démocrates partisans de la liberté et les méchants russes.

Danger relativiste

A vrai dire, s'il fallait aménager ou démonter tous les monuments soviétiques martiaux, la partie ne serait pas gagnée, tant ils sont nombreux, en particulier en Allemagne de l'Est, pour des raisons liées à la fois aux opérations militaires et à la glorification de l'Armée rouge dans le monde communiste de l'après-1945. Du reste, sans doute, serait-il illégal de s'en prendre à de tels mémoriaux. Le traité dit « 2 + 4 » de 1990 (signé lors du processus de réunification entre les deux Allemagne et les puissances alliées de la seconde guerre mondiale) fait une obligation à l'Allemagne d'entretenir les monuments aux victimes du conflit.

On voit bien ici le danger relativiste des discours de *Bild* et consorts, dans un temps où certains, en Allemagne, noient volontiers les méfaits du nazisme dans les violences de la guerre en général ou forcent les comparaisons avec la dictature en RDA. Du coup, la radicalité initiale et inédite de la violence nazie perd en évidence. Mais, assurément, il y a peu en commun entre la configuration de 1945, quand les Soviétiques ont permis la défaite des nazis, et celle d'aujourd'hui. Pour ne pas mélanger les armées russes d'un temps et d'un autre, et retrouver l'épopée même des deux chars du Tiergarten, le lecteur peut se plonger dans le livre du journaliste Cornelius Ryan, auteur du récit mythique du Débarquement (*Le Jour le plus long*, Robert Laffont, 1960). Ryan a mené une grande enquête auprès des témoins de la bataille de Berlin, aussi bien des grands chefs militaires, de chaque côté, que des habitants de la ville qui se trouvaient sous la menace permanente des privations, de la violence et des bombardements. Le volume a été réédité en poche (*La Dernière Bataille. Berlin, 2 mai 1945*, Tallandier, « Texto », 2011), sans grand soin – on n'y trouve ni cartes, ni introduction qui actualise les connaissances ou explique le contexte de rédaction (les années 1960). Mais comme tel, le texte offre une plongée haletante dans la marche des armées soviétiques depuis l'Oder jusqu'à Berlin. Et le lecteur conclura sans doute que les chars du Tiergarten, après un tel périple, et malgré la brutalité et les méfaits ethno-nationalistes du gouvernement russe actuel, méritent bien d'y rester. ■

Deux siècles de viols d'enfants



EN 1815, abuser dans les bois d'une petite fille de 8 ans n'était pas tout à fait un crime.

Le nouveau code pénal, qui venait d'être publié par Napoléon, en 1810, ne qualifiait pas spécifiquement les agressions sexuelles sur mineurs. Quand les tribunaux avaient à connaître d'un viol d'enfants, ils avaient bien du mal à le définir avec précision. Le plus souvent, seul « l'attentat à la pudeur » était retenu, si toutefois les faits s'étaient déroulés sur la voie publique. Des victimes, il n'était guère question. De la singularité des viols d'enfants non plus.

Ainsi s'ouvre le parcours étudié par l'historienne Anne-Claude Ambroise-Rendu, spécialiste de la criminalité et de l'évolution des médias. Curieusement, aucune enquête d'envergure n'avait encore pris pour thème l'évolution des jugements, des sensibilités et des lois relatives aux relations sexuelles imposées par des adultes à des

histoire de la pédophilie. xix^e-xxi^e siècle, d'Anne-Claude Ambroise-Rendu, Fayard, 352 p., 24 €.

enfants. Aujourd'hui, bien après l'affaire Dutroux et l'affaire d'Outreau, le pédophile est devenu une figure majeure de l'ennemi public, une incarnation de l'abjection, une menace intérieure à endiguer, un criminel de haute dangerosité, qu'il faut impérativement traquer, contraindre et soigner. Or il n'en fut pas toujours ainsi. Loin de là...

Le périple, en fait, fut sinueux. Le crime spécifique demeura longtemps presque invisible, malaisé à cerner, difficile à nommer – le terme « pédophile » entre en usage seulement dans la dernière partie du XX^e siècle. Les juges, au cours du XIX^e siècle, mirent le dossier aux mains des médecins, qui forgèrent peu à peu la pseudoscience des « monstres pervers ». La silhouette du « violeur homicide » remplaça celle du vagabond délinquant. Non sans hésitation, car les enfants, comme chacun sait, passent aussi pour de grands

mythomanes : la véracité de leurs récits n'est jamais garantie. Non sans conflit, d'autre part, avec la célébration littéraire obstinée des amours enfantines, qui fit florès un certain temps.

Récits complaisants

Les chapitres les plus étonnants de ce livre rappellent ce que fut la glorification des relations sexuelles enfants-adultes dans les années 1970. Jouir sans entraves impliquait alors de se défaire du carcan des générations comme de l'enfermement des préjugés. Les relations sexuelles de toutes sortes étaient supposées consenties, voire ardemment désirées par les chers petits. « Ce que vise l'ordre moral, c'est le maintien de la soumission des enfants mineur[e]s au pouvoir adulte. » Libération, en ce temps-là (1977), soutenait le Front de libération des pédophiles, et l'on célébrait ailleurs, parfois même au « Monde des livres », les récits complaisants de leurs exploits personnels que pu-

Figures libres

roger-pol droit

De 1962 à 1971, la revue « Midi-Minuit Fantastique » a porté au pinacle un cinéma populaire voué au surnaturel, au ludique. Le premier volume de l'intégrale paraît

Cinéphilie de contrebande, une belle prise

beau livre

isabelle regnier

En visite sur le tournage de *Juliette des esprits*, en 1965, Michel Caen et Francis Lacassin interpellent Federico Fellini dans l'espoir de l'interviewer. Le cinéaste salue poliment ces jeunes critiques français mais prend congé d'eux aussitôt, peu disposé qu'il est, s'excuse-t-il, à parler du film qu'il est en train de tourner. Jouant leur va-tout, ils lancent à la cantonade le sujet des « fumetti », ces bandes dessinées dont ils savent que le maestro avait écrit des scénarios dans sa jeunesse. Et ils raillent la mise. Comme par magie, le cinéaste tombe le masque soucieux qu'il arborait jusqu'alors, les invite à déjeuner et poursuit fiévreusement avec eux la conversation en s'épanchant tour à tour sur la perfection esthétique de Dick Tracy, le génie de *Mandrake*, la filiation qu'il a toujours soupçonnée entre Happy Hooligan, petit personnage de comic strips américain, et les films de Chaplin...

Initialement publié dans les *Cahiers du cinéma*, le compte rendu de cette rencontre est reproduit et illustré dans le splendide *Midi-Minuit Fantastique*, qui rassemble, augmentées de quelques textes comme celui-ci et d'un DVD, les six premiers numéros de la revue du même nom. Fondée, trois ans avant leur déjeuner avec Fellini, par Michel Caen, Francis Lacassin et une poignée d'autres jeunes gens qui gravitaient autour de la salle de cinéma parisienne Midi-Minuit (Jean-Claude Romer, Alain Le Bris, Jean Bouillet, Jacques Sternberg...), elle est née de cette passion pour les formes artistiques populaires, voire déviantes, qu'ils partageaient avec le réalisateur italien. De 1962 à 1971, la revue a donné une assise critique à ce que l'on a depuis appelé le « cinéma bis », cette cinématographie héritière de Méliès où le fantastique voisine avec le surréalisme, l'érotisme avec l'occulte.

Le goût de l'étrange
Publié chez Rouge profond, éditeur esthète spécialisé dans le genre, ce gros pavé, premier d'une série de quatre volumes dirigés par Michel Caen et son jeune héritier Nicolas Stanzick, est d'abord un

midi-minuit fantastique. une intégrale augmentée, volume i, sous la direction de Nicolas Stanzick et Michel Caen, Rouge profond, 668 p., 58 €.

Les « unes » des six premiers numéros de la revue. DR



fascinant livre d'images. Chaque numéro de la revue ayant été conçu autour d'un thème, l'ouvrage est une invitation à rêver les yeux grands ouverts en feuilletant ces pages fabuleusement illustrées par des éléments iconographiques de toute nature, de toute époque, inspirées des mythologies de Dracula, des femmes araignées et autres créatures surnaturelles dont s'est emparé le cinéma... Des gravures médiévales de la fée Mélusine aux peintures surréalistes de Félix Labisse, des couvertures de fascicules de *Wonder Woman* aux photographies de loup-garous de Terence Fisher, des maquettes de *King Kong* aux photos dénudées de la pulpeuse Marie Devereux, le goût pour l'étrange se conjugue toujours, dans cette cinéphilie de contrebande, avec un érotisme ludique. Les séances du Midi-Minuit étaient d'ailleurs, apprend-on en feuilletant les pages du livre, entre-

coupées de séances de strip-tease...

En même temps qu'ils en font l'exégèse, les textes creusent l'origine des mythes dont ils s'emparent. Ils les prolongent aussi, par des approches littéraires, poétiques, voire épistolaires. Aux yeux de Nicolas Stanzick, la lettre de l'acteur Christopher Lee, publiée dans le numéro spécial « Dracula », contiendrait l'essence secrète de la revue : « *On le sait, la caractéristique du mythe du vampire, c'est la contamination. Nosferatu c'est Max Schreck, Dracula c'est Christopher Lee. Il y a osmose entre le personnage et son interprète, qui, lui-même, devient mythe. Le prince des buveurs de sang himself, donc, s'invite dans les colonnes de cette mystérieuse revue. Inutile de l'interviewer, il prend lui-même la plume car, de toute évidence, il est ici chez lui. De là à en déduire que Midi-Minuit Fantastique est l'organe officiel des vampires, il n'y a qu'un pas.* » ■

Les flyers sous coffret de « Cinéma bis »

Pour les 20 ans de sa programmation « Cinéma bis », la Cinémathèque française propose un coffret de cinq livres en édition limitée à 500 exemplaires. Les quatre premiers volumes reproduisent à l'identique les flyers qui étaient distribués à chaque séance hebdomadaire : au recto les éléments iconographiques, au verso les informations et textes critiques rédigés, entre autres, par les programmeurs, parmi lesquels Jean-François Rauger, collaborateur du *Monde*, Olivier Père et Christophe Barathon. Le cinquième volume revient sur l'histoire de ces « *Vendredis Bis* », avec un texte de Jean-François Rauger, un long historique par Gilles Esposito, des entretiens, une chronologie détaillée des programmations, des index. **I. R.**

Bis. 20 ans de programmation à la Cinémathèque française, collectif, Serious Publishing, coffret de 5 volumes, environ 1 000 p., 85 €.

Sans détourner le regard

Réédition d'un classique : la terreur nazie telle que l'a vécue Piotr Rawicz, et dont il a témoigné crûment en 1961 dans « Le Sang du ciel »

poche

eglal errera

Piotr Rawicz (1919-1982) est né en Ukraine, dans une famille juive. Il a connu la fuite, la torture et la déportation ; *Le Sang du ciel* est le récit romancé de son calvaire. Il l'a écrit à Paris, où il a émigré en 1947, directement dans la langue de son pays d'accueil. Dès sa parution chez Gallimard, en 1961, l'ouvrage a rencontré un succès immense, avant d'être traduit dans une douzaine de langues. Cependant, si certains se sont émerveillés de sa puissance évocatrice, de son écriture mêlant narration, analyse et poésie, d'autres ont crié au scandale, à l'exhibitionnisme pathologique, au sacrilège face à son usage de l'ironie et de l'humour noir pour restituer la

le sang du ciel, de Piotr Rawicz, Gallimard, « L'imaginaire », 350 p., 9,50 €.

souffrance absolue. Car le regard que porte Rawicz sur Boris, son double de fiction, est empreint de cynisme et d'autodérision, fouillant et livrant son intimité et ses faiblesses avec crudité, impudeur et même jubilation. Mais quelle compassion, aussi, quand il s'agit des autres victimes de la terreur nazie, des enfants surtout. L'auteur ne laisse au lecteur aucune échappatoire, sauf détourner le regard, refermer le livre et rejoindre « la contrée empestée et sinistre de l'indifférence ».

Cette indifférence qui musela les survivants, Rawicz en comprit très vite la violence meurtrière. Pour survivre après le massacre, il fallait se souvenir et témoigner. Il se mit à écrire. Explorer la vérité ontologique, dire la douleur universelle, tel était, disait-il, son propos d'écrivain. Plus de cinquante ans après sa publication, *Le Sang du ciel* reste un chef-d'œuvre incandescent. ■

Enfance

Vie privée

Voici un livre qui, à défaut de plaire à M. Copé et consorts, amusera les enfants. En effet, beaucoup s'interrogent : où habitent les maîtresses ? Ont-elles des enfants ? Et que font-elles la nuit ? C'est à cette dernière question que répond, avec beaucoup de malice, Carole Fives. Car les maîtresses, la nuit, dorment sur leur bureau ou dans le placard à fournitures (on les voit enroulées dans leurs couettes avec leurs doudous), jouent dans la cour de récré (marelle et trottinette) ou se déguisent. Humour du récit, tendresse du trait et des teintes de l'illustratrice : un bien joyeux album. ■ emilie grangeray
► *Est-ce ce que la maîtresse dort à l'école ?*, de Carole Fives, illustrations d'Anne Isabelle Le Touzé, Pastel, 32 p., 13 €. Dès 5 ans.

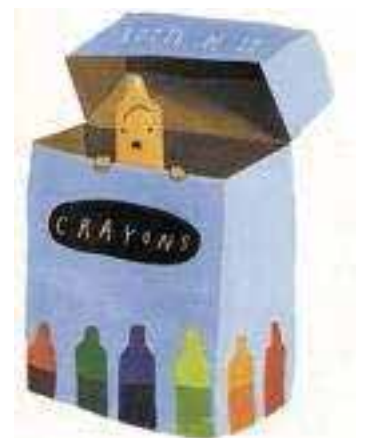
Lapin savant

Martin est un petit lapin qui aime plus que tout lire et connaît ses classiques sur le bout de ses moustaches. Malheureusement, aucun n'a pour héros un lapin. Alors, prenant son courage à ses pattes, il va dans la forêt « *rencontrer du beau monde* ». Seulement voilà : le Petit Poucet ne veut pas de lui dans son histoire – trop solitaire –, Boucle d'Or se révèle peu partageuse et Mère-Grand trop carnivore... Une bien jolie histoire, tout en rimes et en clins d'œil. ■ e. g.
► *Il était une fois... un lapin !*, de Souffie, Les Braques, 32 p., 6,90 €. Dès 4 ans.

Vite ! Les pompiers !

C'est l'histoire d'un petit garçon, d'un jars et d'un orang-outan appelés pour éteindre l'incendie qui vient de se déclarer dans la ville. A chacun son rôle : l'orang-outan est à la pompe, le jars au volant et Petit Pierre manœuvre la lance, prêt à tout pour aller sauver son épâtante grand-mère... Auteur du *Roi du château* et de *Simon sur les rails*, Adrien Albert est sans doute l'un des jeunes auteurs à suivre de près. Cette fois encore, son utilisation des couleurs, des grandes doubles pages, son découpage et séquençage, qui rappellent parfois la bande dessinée, donnent toute la mesure de son talent graphique. ■ e. g.
► *Au feu Petit Pierre*, d'Adrien Albert, Ecole des loisirs, 30 p., 12,70 €. Dès 5 ans.

Crayons en grève



Alors que le printemps montre ses belles couleurs, voici un album hautement réjouissant. Un jour, un jeune garçon voulut prendre ses crayons de craie. Sauf que ce jour-là, c'est un paquet de lettres à son nom qu'il trouva à la place. Et quelles lettres ! Des doléances à n'en plus finir : celles du rouge, à bout de souffle à force de dessiner Pères Noël et camions de pompiers ; du bleu tout raccourci à force de colorier mer et ciel ; du rose qui rêve de dinosaure et de cow-girls en place de princesses... Merveilleusement illustré par Oliver Jeffers – que l'on aime tant depuis *Perdu ? Retrouvé !* –, cet album est un festival d'inventivité et de drôlerie : vive le printemps ! ■ e. g.
► *Rébellion chez les crayons*, de Drew Daywatt, illustrations d'Oliver Jeffers, Kaléidoscope, 40 p., 13 €. Dès 5 ans.

jeunesse

Le garçon et la guerre

EN 1918, À LONDRES, Alfie Summerfield, 9 ans, est l'homme de la maison : son père est parti au front quatre ans plus tôt. Sa mère affirme que celui-ci est en mission secrète, raison pour laquelle il n'écrit plus aux siens. Alfie renfloue les finances familiales en ciant des chaussures à la gare de King's Cross. En brossant les souliers d'un médecin, il apprend qu'un certain George Summerfield, matricule 14278, se trouve à l'hôpital d'East Suffolk & Ipswich. Il se jure de ramener son père à la maison. Sans se douter de ce que cet hôpital lui réserve...

L'Irlandais John Boyne, auteur du best-seller « jeunesse » *Le Garçon en pyjama rayé* (Gallimard, 2006), revient avec *Mon père est parti à la guerre*. C'est à travers le regard d'Alfie, héros lucide et terriblement attachant, que le lecteur découvre les psychoses post-traumatiques des soldats rescapés et le quotidien difficile des civils restés à l'arrière. De l'objecteur de conscience à la suffragette bavarde, une galerie de personnages colorés peuple ce récit à la croisée de l'histoire pour enfants et du témoignage historique.

■ esther attias
► *Mon père est parti à la guerre* (Stay Where You Are and Then Leave), de John Boyne, traduit de l'anglais (Irlande) par Catherine Gibert, Gallimard, « Jeunesse », 276 p., 12,90 €.

António Lobo Antunes

Le grand écrivain portugais a longtemps été psychiatre avant de se consacrer à son œuvre. Il publie aujourd’hui « Quels sont ces chevaux qui jettent leur ombre sur la mer ? » — dont il ne parle pas volontiers

La splendeur du grognon

florence noiville

On le dit taciturne. Ce jour-là, António Lobo Antunes est franchement grognon. Cela se voit dès sa sortie de l’ascenseur, dans l’hôtel parisien où il donne ses interviews. Comme si l’idée d’évoquer son nouveau livre — le pourtant somptueux *Quels sont ces chevaux qui jettent leur ombre sur la mer ?* — l’accablait par avance. On tente d’entrer rapidement dans le vif du sujet — d’ordinaire, il n’y a que cela, au fond, qui intéresse les auteurs : parler de ce qui les fait écrire, s’approcher avec eux de ce qu’ils cherchent à attraper... Même cela le laisse froid. « *L’écriture... Oh, bougonne-t-il. Écrire, c’est comme l’amour, on le fait, c’est tout.* » Un silence. Il attend. On s’accroche à cette minuscule ouverture : écrire et faire l’amour, la même chose, vraiment ? « *Non, tranche-t-il sèchement. Il y a plus de plaisir dans l’amour.* » Ses yeux bleus vous fixent, ils ne sourient pas. Enfin, il coupe court : « *Parfois je dis n’importe quoi. Pour qu’on me fiche la paix...* »

Plus tard, quand il se sera un peu radouci, António Lobo Antunes reviendra à la difficulté d’écrire. « *C’est une activité impossible*, dira-t-il. *Vous travaillez avec des mots alors que vous parlez de choses qui*

Enfant, il étudiait chaque semaine un chapitre de « Madame Bovary » — en français

leurs sont antérieures. » Réveiller des émotions plus vieilles que le langage, aller chercher le primitif et l’enfoui, travailler par superpositions, entrechoquements, réagencements... Voilà justement ce qui donne sa force incroyable à l’œuvre de

Parcours

1942 António Lobo Antunes naît près de Lisbonne.

1971-1973 Il participe à la guerre d’Angola comme médecin.

1979 *Mémoire d’éléphant* (Christian Bourgois, 1998).

1985 Il quitte l’hôpital pour se consacrer à l’écriture.

1996 *Le Manuel des inquisiteurs* (Christian Bourgois, Prix du meilleur livre étranger 1997).

2003 *Bonsoir les choses d’ici bas* (Christian Bourgois).

Lobo Antunes. Une œuvre dont la liberté et la modernité l’ont imposé d’emblée comme un des très grands écrivains contemporains. Une œuvre dont on a dit qu’elle aurait déjà dû lui valoir le prix Nobel — un autre Portugais, José Saramago, le lui a soufflé en 1998 — parce qu’elle est exigeante, difficile, mais unique, sculptée dans la pâte de nos rêves, de nos désirs et de nos délires.

Lobo Antunes aime dire qu’il est un métis. Son père était d’origine brésilienne et allemande, sa mère portugaise. Né en 1942 dans une famille de la grande bourgeoisie, près de Lisbonne, le jeune António est l’aîné de six garçons. Il grandit dans une atmosphère cosmopolite et cultivée. Sa mère lui apprend à lire à 4 ans. Plus tard, chez les Lobo Antunes, les enfants étudient chaque semaine un chapitre de *Madame Bovary* — en français, bien sûr. Un chapitre qu’ils sont priés de résumer devant leurs

parents le dimanche suivant. Le père d’António est chercheur en neuropathologie. Est-ce lui qui donnera à Lobo Antunes l’envie de devenir psychiatre ? « *Pas du tout. Mon père détestait les psychiatres. J’ai fait ça par paresse.* »

En 1971, Lobo Antunes est un jeune médecin d’à peine 30 ans lorsqu’il est envoyé en Angola. Cette « *sale guerre* » le marquera de manière indélébile. Ses trois premiers livres *Mémoire d’éléphant* (1979), *Le Cul de Judas* (1979) et *Connaissance de l’enfer* (1980), qui le rendent immédiatement célèbre au Portugal, en sont d’ailleurs inspirés. Mais indirectement. Lobo Antunes insiste sur ce point. « *Si certaines de mes œuvres ont un rapport avec l’Angola, c’est toujours de façon latérale, dit-il. Je n’écrirai jamais sur ce que j’ai vécu là-bas. Il faut avoir du respect pour les morts.* » En parler en dehors des livres ? Non plus. « *Que voulez-vous que je dise ? J’y ai passé vingt-sept mois. C’était long, dur, violent. Les gens mouraient. C’était injuste, la dictature, la prison, la mort. Toute guerre est absurde, c’est tout.* »

Qu’il fasse référence à la décolonisation ou prête sa voix aux compagnes des membres d’un groupe d’extrême droite pour relater les mois sanglants qui suivirent la « révolution des œillets » (*Exhortation aux crocodiles*, Christian Bourgois, 1999), qu’il revisite une enfance détruite et des engagements politiques déçus (*Explication des oiseaux*, Christian Bourgois, 1991) ou qu’il se lance dans une peinture au vitriol de la bourgeoisie portugaise (*La Farce des damnés*, Christian Bourgois, 1992), Lobo Antunes déploie une langue qui n’appartient qu’à lui. Ses phrases sont comme de longs rubans qui s’étirent, sans guère de virgules, et qui sinuent avec une grâce extrême entre des temps différents, entre dialogue et méditation, entre prose et poésie... Pas étonnant qu’à 19 ans, le jeune Lobo Antunes ait été ébloui par Max Jacob, Cendrars et Apollinaire. C’est à travers eux qu’il a découvert ce que l’on peut faire avec des mots. « *Mettre toute la vie entre les pages d’un livre.* »

On lui fait remarquer que c’est pourtant à cet âge-là qu’il a opté, non pour la littérature, mais pour la médecine. Il fait la moue. « *Mon père m’avait convaincu d’étudier la médecine pour structurer ma pensée.* » Peut-il nous en dire plus sur sa carrière médicale ? « *J’ai aimé être médecin* », lâche-t-il laconiquement. Mais encore ?

Extrait

« Par conséquent si je me tiens tranquille (je me tiendrai tranquille) et si je tends bien l’oreille j’entends le vent de novembre, pas de mars comme le prétend celui qui fait le livre, décidé à écrire mars alors que pas mars évidemment, en mars les sons sont plus musicaux, plus brefs, presque agréables ici bas, comment pourrais-je les confondre, on a passé une semaine à se disputer et bien que moi une voix prête à se taire (d’autres parleront pour moi) je n’ai pas renoncé, le cerveau s’entête encore et se donne du mal, montre indiquant les heures de jours passés ou qui ne viendront jamais, les aiguilles de celle que mon père portait dans son gilet des angles impossibles et mon père observant le cadran perplexe — Dans quel temps je me trouve ? »

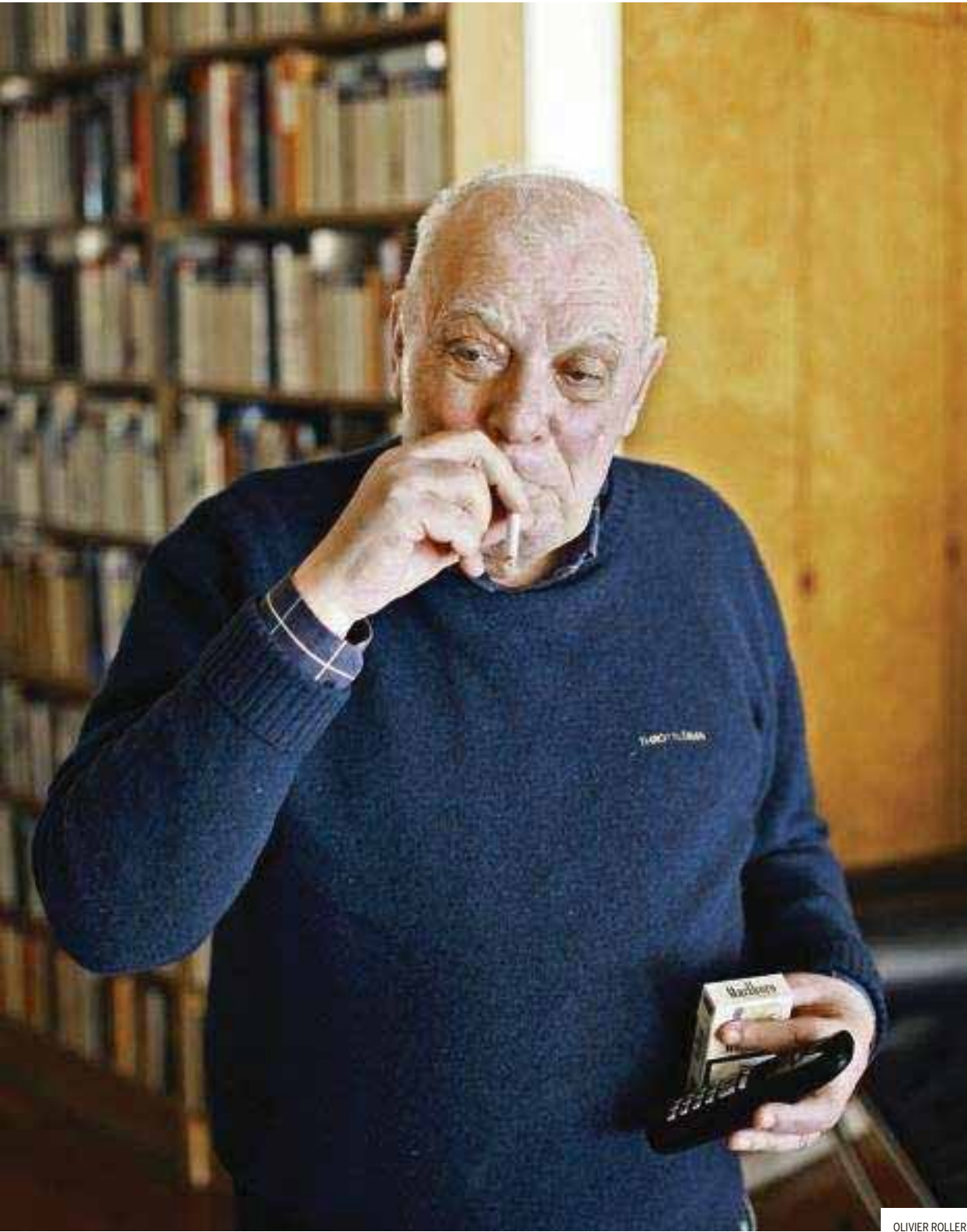
quels sont ces chevaux qui jettent leur ombre sur la mer ?, page 99

« J’ai aimé les gens, pas les névrotiques mais les grands psychotiques, les schizophrènes. Leur créativité, leur immense souffrance m’émouvaient beaucoup. » Voit-il un lien entre psychose et écriture ? « *Aucun.* » Il parle de Nerval, de Van Gogh, d’Artaud et des fausses représentations qu’on en a. Puis il conclut : « *Une crise d’agitation ou de délire, c’est comme une grippe.* » Et son œuvre ? Le médecin a-t-il influencé l’écrivain ? Nullement. « *Etre médecin, c’est être proche de la souffrance, c’est tout.* »

De la souffrance, il y en a pas mal dans *Quels sont ces chevaux qui jettent leur ombre sur la mer ?* Le livre raconte l’agonie d’une vieille femme. Une mère veillée

par ses enfants qui s’entre-déchirent. La puissance poétique est ici au service d’une construction très originale, où les chapitres s’enchaînent comme les séquences d’une corrida. On retrouve les trois tercios, ou « tiers », avec les piques et les banderilles, la *faena*, les passes exécutées avec la muleta, et bien sûr l’estocade finale. Lobo Antunes raconte que son intérêt pour la tauromachie lui vient de l’enfance. « *Quand j’étais bébé, j’ai eu une méningite. Mon grand-père avait promis à saint Antoine que si j’en réchappais, il m’emmènerait à Padoue, où se trouve son tombeau. J’avais 7 ans lorsqu’on a fait ce voyage. En chemin, à Barcelone, nous avons assisté à une corrida. Je n’avais jamais vu ça. Chevaux évantrés, taureaux morts, tout cela fut pour moi un spectacle insoutenable. Je me suis mis à vomir, il a fallu me ramener à l’hôtel...* » Et alors ? « *Alors ce spectacle insoutenable fut aussi inoubliable. D’ailleurs, il ne m’a plus quitté. Cela faisait longtemps, je tournais autour de cette métaphore de la corrida. Plusieurs livres ont refusé cette structure. Celui-ci l’a acceptée.* »

Un matador et un taureau. Chacun sur ses gardes. Comme l’interviewer et l’interviewé ? Il rit. A ce moment, il a baissé la garde. Non pas à cause de cette image, mais parce que les souvenirs du grand-père remontent en foule. L’enfance, on aurait dû y penser avant... « *C’était le père de mon père, dit-il. Et moi, le fils aîné de son fils aîné. Il m’embrassait et me caressait. C’est l’homme que j’ai le plus aimé.* » Soudain, Lobo Antunes deviendrait presque volubile. Il parle de cet homme, issu d’une famille riche du nord du Brésil, qui venait prendre les eaux, chaque année, à Vichy. De la manière dont ses parents l’ont abandonné derrière eux, un été, au Portugal. Comme ça, en le laissant se débrouiller. Devenu officier de cavalerie, le grand-père, monarchiste, a fait de la prison puis a été banni. « *Il disait : “La seule chose que tu as de moi, c’est le nom.” Nous étions différents sur tout. Il était très beau, très tendre, très chaleureux. Il était le contraire de moi.* » Lobo Antunes ne sourit pas. Il regarde sa montre. C’était la dernière question, non ? ■



OLIVIER ROLLER